

Prix : 5 F
Algérie : 5,00 DA
Canada : 1,50 \$
Espagne : 60 pes.
Italie : 650 lire
Abonnements : voir tarif page 6.

Publication mensuelle
5, rue des Filles, 75421 Paris Cedex 03

Soumission

Par CLAUDE JULIEN

BANALITÉ : la puissance des empires est aussi — d'abord ? — faite de la faiblesse des nations soumises. Faiblesse économique et militaire, sans doute, mais surtout faiblesse politique de ceux qui s'opposent et, par avance, s'en remettent à la décision d'un autre. Ainsi du Conseil européen qui s'est terminé le 30 novembre à La Haye après avoir sommé de décider... d'attendre. D'attendre quoi ? D'attendre que M. Jimmy Carter ait pris ses fonctions. Les choix de la C.E.E. devant l'inflation et le chômage, son rôle dans le dialogue Nord-Sud, ses relations avec les pays arabes, etc., tout est suspendu à l'interrogation de Washington et, dans une moindre mesure, à la décision de l'OPEP sur les prix du pétrole.

Pareille complaisance toute vainement de se camoufler derrière un discours « réaliste » : certes, admet-on, gouverner c'est prévoir, mais il ne s'agit pas de préjuger les intentions du président du des États-Unis ou des producteurs de pétrole... Nul ne s'y trompe : ces faux prétextes ne peuvent dissimuler l'impuissance de chaque gouvernement européen à choisir sa propre voie sur le plan national et à harmoniser sa politique avec celle de ses voisins continentaux. Mal assurée de son avenir, chaque équipe ou pouvoir hésite à compter sur sa propre détermination, ne croit plus en son courage politique et, par inaction, s'achemine vers l'abandon.

Il est vrai que l'Europe est emportée par une double dérive qui la déchire : le fossé se creuse davantage entre l'Europe du Nord, économiquement moins fragile mais gérée par le conservatisme, et l'Europe du Sud aux évolutions encore incertaines. Mais, si réelles soient-elles, ces divergences pèsent de peu de poids au regard des problèmes communs : d'un pays à l'autre, les écarts dans les taux d'inflation et de chômage, dans le cours des monnaies, dans les excédents ou les déficits des balances commerciales traduisent le même désordre économique qui conduit à des bouleversements politiques. Faut-il encore s'en remettre au hasard d'un destin aveugle, à des décisions prises dans d'autres capitales ?

C'est bien pourtant ce qui se passe, et les exemples, hélas ! ne manquent pas. Directement intéressée au sort des pays arabes, l'Europe n'a pas su instaurer avec eux une coopération organique qui eût été profitable aux deux parties. Bien plus, elle a laissé sous ses yeux dépecer le Liban, abandonné à Washington et à Moscou la conduite d'un jeu sanglant qui débouche sur la fausse paix des cimetières. Conçu en Europe, le dialogue Nord-Sud n'a pu s'ouvrir que sous la tutelle de M. Kissinger qui l'a déserté dès le départ pour le conduire à son probable échec.

Mais, après tout, il s'agit là de problèmes extérieurs, et l'Europe entendait se consacrer d'abord à ses propres affaires... Vaine ! Une mission du Conseil européen se rend dans quelques jours à Belgrade, mais c'est après que M. Jimmy Carter eut tenu sur la Yougoslavie d'irresponsables propos et que M. Brejnev fut allé s'entretenir avec le maréchal Tito. De même pour le conflit gréco-turc, qui concerne non seulement l'OTAN mais aussi l'Europe, et celle-ci pourtant laisse les États-Unis orbiter du jeu en Méditerranée orientale. Au Portugal et en Italie, plus proches encore, l'action des Européens n'a été que le relais de la puissance américaine.

PAREILLE obédience tient moins aux carences politiques des individus qu'à une option économique dont les gouvernements ne sont pas seuls responsables. Sortant des ruines de la seconde guerre mondiale, l'Europe s'est laissée griser par un mode de développement dont elle mesure aujourd'hui les tragiques conséquences mais auquel elle n'ose pas pour autant renoncer. Elle ne parvient même pas à en admettre les causes structurelles qui décongelent en septembre un rapport d'experts de la C.E.E. : insécurité socio-économique, pillage, priorité donnée à la consommation individuelle sur la consommation sociale, rente de situation accordée aux firmes multinationales qui, par leurs échanges entre leurs propres filiales, alignent les prix vers le haut et spéculent contre les monnaies nationales.

Se compromettre à ce mode de croissance, c'est, pour l'Europe, s'accrocher désespérément à des centres de décision qui lui sont extérieurs : États-Unis, OPEP, etc. Pourtant, comme le disait le premier ministre néerlandais, qui présidait le dernier Conseil européen, « quel que soit notre espoir de modérer la hausse (du prix du pétrole), les lacunes de notre système ont des racines plus profondes » et « les maux sérieux dont souffre notre économie sont anciens ». C'est pour ne pas s'attacher à ces maux économiques à la fois « sérieux » et « anciens » que l'Europe se condamne à l'inaction et à la soumission politique.

L'EUROPE SOUS UNE HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAINE ?

Par JEAN-PIERRE VIGIER

L'ISSUE de la bataille, très vive en France comme en Angleterre, sur le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel sera déterminante pour l'avenir de l'Europe occidentale. Le grand public et la classe politique commencent à s'en rendre compte : le projet patronné par M. Schmidt, Giscard d'Estaing et Andreotti ne saurait constituer une simple formalité dans le prolongement naturel du traité de Rome. Nous sommes loin, en effet, de la situation économique et du rapport de forces politiques qui prévalaient au moment de la création de la C.E.E., très loin aussi des conditions où une partie de la bourgeoisie libérale et la social-démocratie n'excluaient pas une « Europe des travailleurs », indépendante à la fois de l'Union soviétique et des États-Unis. Car la crise de 1973 est passée par là.

Le temps n'est plus où le général de Gaulle s'efforçait de tenir tête aux États-Unis, dont l'Europe occidentale et le Japon menaçaient la suprématie économique. La riposte américaine a profondément modifié les données du problème. Frappée à l'intérieur par la récession (depuis 1965), menacée à l'extérieur par la remontée de rivaux laissés exsangues au lendemain de la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont utilisé à fond, depuis 1973, l'arme du dollar et la hausse du prix du pétrole pour atteindre trois objectifs majeurs : rétablir leur hégémonie sur l'ensemble du système capitaliste, l'Europe en particulier, organiser à leur profit une nouvelle division internationale du travail ; remettre à sa place le tiers-monde révolté contre un ordre économique mondial inacceptable pour la grande masse de l'humanité.

En cette fin de 1976, le bilan de cette entreprise apparaît clairement. Certains de ses succès méritent d'être rappelés : le dollar est monnaie internationale, l'exportation de la crise par l'élargissement de l'inflation a permis un redressement temporaire de l'économie américaine, Washington a reconquis l'essentiel des positions perdues au Proche-Orient (après l'Égypte, la Syrie a rallié le camp arabe) et restauré sous son hégémonie le front des pays industrialisés face aux revendications des tiers-monde.

Mais les échecs ne sont pas moins clairs. Le plus important tient en ce constat : ni les États-Unis ni leurs concurrents ne sont sortis de la crise dont la dynamique, échappant à tout contrôle, tend à s'amplifier sous nos yeux. Pourtant, dans un premier temps, en exportant leur crise vers l'Europe et le Japon, les États-Unis ont obtenu certains résultats. Du printemps 1975 au printemps 1976, ils avaient provoqué chez eux une reprise de l'expansion de 7,3 %, une

baïsse du taux d'inflation (de 10 % à 5 %) et un certain plafonnement du chômage aux alentours de 7 %. Toutefois, depuis mars 1976, cette tendance est bloquée et tend même à s'inverser dans certains secteurs. La production industrielle n'a augmenté que de 0,4 % en juin et de 0,2 % en juillet. La hausse des prix a redoublé (+ 0,5 % en juillet, + 0,9 % en septembre), les ventes au détail se ralentissent, les stocks invendus des entreprises ont recommencé à croître et atteignent même en juin (avec 3,3 milliards de dollars) leur niveau le plus élevé depuis la fin de 1974, au point le plus bas de la crise. Enfin, avec le ralentissement des investissements (baïsse de 0,5 % des commandes d'usines en juillet), le taux de chômage atteint 8,1 % : phénomène redoutable pour le système car, d'après le département du travail, il faudrait d'ici à 1980 créer au moins

soixante-dix mille emplois nouveaux par semaine pour le ramener au niveau de 5 % de la population active, ou soixante-cinq mille emplois nouveaux par semaine pour le maintenir au taux actuel de 7 %. Autre aspect sombre de ce tableau : le déficit de la balance américaine des paiements — l'une des principales causes de l'inflation mondiale depuis que le dollar-papier est de fait monnaie internationale — tend à devenir normal depuis le début de 1976. Il s'est élevé à 827,1 millions de dollars en juillet, soit le chiffre le plus élevé depuis deux ans. Pour les sept premiers mois de l'année, le déficit s'élève à près de 2 milliards de dollars (soit près de 3,5 milliards pour l'année, si la tendance se maintient), alors qu'en 1975 la balance commerciale avait dégagé un excédent de 11 milliards de dollars. Cette situation témoigne à la fois d'un retournement de tendance et de l'échec de la « relance » artificiellement — et vainement — tentée par M. Gerald Ford dans l'espoir de gagner les élections.

Fracture du système

D'AUTRE part, les États-Unis ne sont pas parvenus à abaisser suffisamment leurs concurrents allemand et japonais, qui ont résisté et marqué même des points sur le plan économique. Le mark et le yen, malgré l'inflation japonaise, montent par rapport au dollar. En dépit d'une situation intérieure difficile (les commandes sur le marché intérieur se contractent, le chômage ne recule pas), l'économie de la R.F.A. se développe en s'appuyant à la fois sur le réarmement (le budget militaire a crû de 20 % par an ces dernières années) et sur une reprise des commandes de machines à l'extérieur, dans les pays de l'Est en particulier. Comme celle de l'Allemagne, la balance commerciale japonaise est toujours largement excédentaire. Les exportations japonaises ont en effet atteint, entre mars 1975 et mars 1976, en pleine crise mondiale, 6 milliards de dollars en usines, 6,2 milliards en automobiles et 6 milliards en bateaux. Les automobiles japonaises reviennent même 30 % moins cher que les modèles européens et américains correspondants. Les barrières douanières recommencent à s'élever, fracturant l'unité du marché capitaliste, freinant les investissements et précipitant le développement de la crise.

Ainsi, l'un des objectifs essentiels de la guerre commerciale ouverte par les États-Unis contre leurs concurrents n'a pas été atteint. Le Japon, en particulier, dispose de plus de 15 milliards de dollars de réserves et refuse de révaluer sa monnaie, comme, du reste, la R.F.A., ce qui menace de faire sauter l'accord monétaire international conclu à la Jamaïque. Au 31 mars, le taux annuel d'accroissement des exportations japonaises approchait des 23 %, contre 10 % pour les importations. Le contraste entre le Japon d'une part, les États-Unis et l'Allemagne d'autre part, est frappant, leurs taux respectifs d'augmentation étant de 4 % et 30 % pour les exportations, contre 37 % et 85 % pour les importations. Presque étale dans ces trois pays, la crise s'étend progressivement à l'Europe de l'Est et entraîne une dégradation de la situation des autres pays industriels — France, Grande-Bretagne, Italie — et du reste de l'Europe du Sud, Espagne comprise. Les phénomènes sont identiques, même si leur identité est variable : dégradation des monnaies (qui entraîne une hausse du coût des importations régies en dollars), accélération de l'inflation, baisse des investissements, montée du chômage, fuite des capitaux vers l'Allemagne occidentale ou les États-Unis, le tout accompagné d'une politique d'austérité (imposée au nom du Fonds monétaire international par les prêteurs américains et allemands) qui accélère la spirale qui les aspire vers le bas. La politique d'austérité et de déflation lancée en Angleterre, en Italie et en France débouche sur une aggravation de la situation de ces pays. Même temporaire, une asphyxie des investissements risque d'entraîner un écart qui ne pourra être comblé à terme et rend partiellement illusoire les sacrifices demandés dans l'immédiat aux populations.

Les gouvernements de l'Angleterre et du sud de l'Europe ne peuvent plus s'opposer aux ambitions des États-Unis et de l'Allemagne dans la mesure où ils ne sont plus capables de contrôler sérieusement les mouvements internationaux des capitaux organisés par les sociétés multinationales à l'intérieur même (ou vers l'extérieur) de la Communauté économique européenne. Il s'agit là d'une question essentielle dont évitait officiellement de parler M. Callaghan, Barre et Andreotti, aussi bien que les partis du programme commun en France ou le P.C.I. en Italie.

(Lire la suite page 7.)

Nouvelles perspectives de négociation au Proche-Orient

LE LIBAN SOUS MANDAT

Par SELIM TURKIE

LA guerre du Liban touche à sa fin, laissant un pays détruit, occupé, divisé. Il aura donc fallu dix-huit mois de conflit sanglant et le sacrifice d'une partie de la population — libanaise et palestinienne — pour que s'ouvre la voie menant à l'établissement d'une paix américaine au Proche-Orient.

En fait, ce n'est pas une, mais trois guerres qui se sont déroulées au cours de ces dix-huit mois. La principale, qui s'est nourrie des autres, a eu pour objectif de réduire les Palestiniens au point de les contraindre à participer, en modérant leurs prétentions, au règlement négocié de la crise israélo-arabe. La Syrie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, devenues mandataires d'un consensus arabe, doivent extirper aujourd'hui que l'organisation de libération de Palestine (O.L.P.) est suffisamment affaiblie, suffisamment encadrée, pour être acceptée par Israël et les États-Unis autour de la table des négociations. Quant aux deux autres conflits, la guerre civile libanaise proprement dite et la guerre menée par la Syrie pour dominer le Liban, ils se sont inscrits, chacun avec ses objectifs particuliers, dans cette entreprise générale de répression du mouvement palestinien autonome et armé. D'abord, la guerre civile. La droite chrétienne libanaise, dominante dans l'appareil d'État, fut la première à monter à l'assaut. D'avril 1975 à mai 1976, c'est elle qui prit la responsabilité

générale : affaiblir la résistance en prévision de la négociation avec Israël. Évidemment, à la défense par la coalition et le renforcement de ses adversaires, la droite n'est parvenue de la débâcle, en mai-juin 1976, que par l'intervention militaire de la Syrie. La deuxième guerre est alors commencée. Le régime syrien poursuit, lui aussi, des objectifs particuliers. Quels que soient les régimes qui se sont succédés à Damas, la Syrie n'a jamais vraiment admis l'existence d'un Liban indépendant. Le rêve de la domination de ce pays ou, mieux, de son « retour » dans la « Grande Syrie », a été un élément invariable dans la politique syrienne. Au moment où les blindés du président Assad franchissent la frontière libanaise, au début de juin 1976, la fraction dominante du pouvoir libanais, c'est-à-dire la droite chrétienne, n'est pas en situation de s'opposer à l'entrée. L'occasion est inespérée pour Damas, qui a une deuxième raison d'intervenir dans le conflit : il ne peut permettre, dans le Liban voisin, une victoire palestinienne-progressive qui risquerait de déboucher sur la gauche son propre régime. En aidant les Palestiniens au Liban — alors qu'elle les encadre étroitement sur son propre territoire — la Syrie exerce un contrôle relatif sur l'O.L.P. et contribue, sans grand risque pour elle, à la « lutte contre l'état sioniste ».

(Lire la suite page 15.)

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE DE PARIS



Une prestigieuse collection de CROCODILE que vous ne pouvez ignorer

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

La crise des organisations internationales

LES NATIONS UNIES PEUVENT-ELLES ÊTRE DÉMOCRATISÉES ?

Qui contrôle les Nations unies ? Sous-entendu à une « tyrannie de la majorité » ? Cet article s'ouvre sur une analyse de la crise de l'UNESCO provoquée par la décision des Etats-Unis de ne pas payer, en violation d'une convention internationale, leur contribution statutaire à l'Organisation. Il montre ensuite que, en dépit de l'apparition d'une nouvelle majorité, le secrétariat des Nations unies est toujours dominé par les trois principaux pays du « centre » : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Occupant un nombre de postes disproportionné, notamment dans les services financiers et ceux du personnel, ils sont en mesure d'exercer un droit de veto occulte. L'article envisage la possibilité, pour la nouvelle majorité — constituée par le tiers-monde et quelques pays industrialisés chahutants, parvenant à la mise en œuvre du nouvel ordre international, — d'utiliser maintenant son pouvoir pour la remise en ordre du secrétariat, même au prix d'une « politisation » de la cinquième commission (questions administratives et budgétaires) de l'Assemblée générale.

DEPUIS décembre 1974, les Etats-Unis n'ont pas payé leur contribution statutaire à l'UNESCO, équivalant au quart du budget qu'ils ont voté. Ils doivent le solde de leur contribution pour 1974 (2,7 millions de dollars) et la totalité de celle correspondant à la période budgétaire 1975-1976 (38,9 millions) (1).

En novembre 1975, le gouvernement américain a donné à l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) préavis de son retrait de l'organisation à partir de novembre 1977. En mai dernier, les Etats-Unis étaient en retard dans le paiement de leur contribution pour le second semestre de 1975 et pour 1976 (25,9 millions) ; ici encore, la contribution statutaire des Etats-Unis à un budget qu'ils ont voté se monte à 25 % du total.

En juillet 1975, témoignant devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants, le président de l'A.F.L.-C.I.O., M. George Meany, demanda instamment que l'on « mette fin au financement du Programme d'Etats-Unis pour le développement (PNUD) ». Il évoqua la « politisation flagrante, outragée et inconstitutionnelle » du BIT et de l'UNESCO. La guerre sainte de M. Meany contre le BIT est une vieille histoire, qui remonte à la fin de la « guerre froide » quand, au début de 1954, l'I.U.R.S.S. fut admise au sein de l'organisation ; mais ce n'est que l'an dernier qu'il s'en prit au PNUD. Cependant, la proposition d'amendement qui suivit son intervention — amendement Zablocki, qui aurait empêché que les ressources fournies au PNUD par les Etats-Unis ne puissent être utilisées par l'intermédiaire du BIT et de l'UNESCO — fut rejetée. Il n'en reste pas moins que le Congrès a réduit, en 1975, la contribution des Etats-Unis au PNUD de 100 à

Quand la règle de la majorité devient gênante

coin adopté un amendement à la loi d'aide à l'étranger (Foreign Assistance Act, F.A.A.) interdisant l'engagement et le paiement de crédits budgétaires à l'UNESCO à « n'importe quel titre ». Mais la contribution à l'UNESCO est incluse dans le budget du département d'Etat, et le règlement de la Chambre n'autorise pas des amendements à des décisions qui ne sont pas à l'ordre du jour ; en fait, la Chambre, suivant le représentant Bingham, ne désirent interdire le paiement de crédits qu'au titre de la loi d'aide à l'étranger. Cette divergence a été surmontée par le Congrès, dont la décision, reproduite plus haut, utilise une formulation plus souple et n'est pas contraignante. Le gouvernement avait donc le choix, et il a pourtant décidé de ne pas payer. Sa décision est clairement politique.

Comme il apparaît à la lecture des procès-verbaux du Congrès, la raison de cette décision fut une prétendue « politisation » de l'UNESCO, jusqu'à ce que le président certifie au Congrès que cette organisation (1) a adopté une ligne pleinement conforme à ses objectifs éducatifs, scientifiques et culturels, et (2) a pris des mesures concrètes pour corriger ses récentes décisions de caractère essentiellement politique » (Public Law, 94-559).

Les trois résolutions incriminées sont les suivantes :

● RESOLUTION 3.427 qui « condamne Israël pour son attitude qui est en contradiction avec les buts de l'Organisation (...) du fait qu'il persiste à modifier le caractère historique de la ville de Jérusalem et à entreprendre des fouilles qui constituent un danger pour ses monuments », et qui « engage le

Les sanctions financières des Etats-Unis et la campagne contre la « tyrannie de la majorité » ont un sens politique très clair

Par MARC NERFIN *

78 millions ; il a cependant approuvé le montant habituel pour 1976.

Le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) a été informé par son directeur exécutif, en avril 1976, que les paiements avaient pris, en 1975, beaucoup de retard sur les engagements et que, d'après les informations en provenance des Etats-Unis, il fallait s'attendre à une très sérieuse diminution des contributions (2). Le fonds du P.N.U.E. avait été établi, en 1972, après la conférence de Stockholm, avec un objectif de 100 millions de dollars pour les cinq premières années, et les Etats-Unis avaient alors annoncé qu'ils en fourniraient 40 %. En fait, les contributions américaines se sont montées à 37 % des ressources du fonds en 1973, à 32 % en 1974 et à 23 % en 1975 ; 10 millions de dollars étaient attendus des Etats-Unis en 1975, mais seulement 3,2 millions furent versés. Résultat de maintes discussions, les Etats-Unis fourniront probablement 7,5 millions en 1976, soit 30 % du total. Le fait que l'I.U.R.S.S. et l'Angleterre n'aient pas versé en avril 1976 — les montants promis ne diminuent en rien la responsabilité américaine.

Chacun de ces cas diffère des autres. Le fonds du P.N.U.E. est un fonds volontaire et, quel que soit l'engagement moral que constitue une promesse de contribution, il n'est pas certain qu'il y ait obligation légale de la tenir. En outre, la diminution de la contribution américaine n'a pas été expliquée par une raison politique particulière au P.N.U.E. Dans le cas du BIT, la décision américaine a été motivée par le fait qu'en juin 1975 la Conférence internationale du travail avait accordé au Front de libération de la Palestine (F.L.P.) un statut d'observateur — mais le BIT avait été la dernière des organisations du système des Nations unies à prendre cette décision, et demeure la seule à être pénalisée. Le préavis de retrait est considéré, par le gouvernement américain, comme une « menace (qui), on l'espère, amènerait le BIT à commencer à procéder à certains changements nécessaires au maintien de l'adhésion des Etats-Unis », comme le Washington Post du 15 mai 1976 le rapportait (selon les indications les plus récentes, les contributions dues seront acquittées, qu'il y ait ou non retrait de l'organisation). En ce qui concerne le PNUD, l'amendement Zablocki, inspiré ou appuyé par M. Meany, fut rejeté, on l'a déjà mentionné.

Le cas de l'UNESCO, en revanche, ne peut être comparé qu'à la situation créée par le refus de l'I.U.R.S.S. de payer sa part du coût des opérations des forces des Nations unies au Proche-Orient (FONU) et au Congo (ONUC) (3). Il pose cependant une question plus fondamentale dans la mesure où la décision américaine effleure la totalité d'un budget régulier voté par le pays défectueux ; en outre, il s'agit de développement et non d'opérations purement politiques. Ce cas mérite ainsi une analyse plus poussée.

A la fin de 1974, le Congrès américain adopta un amendement à la loi d'aide à l'étranger qui se traduit comme suit : h) Le Congrès donne la sanction de la directive qu'aucun crédit ne soit ouvert ou dépensé, directement ou indirectement, pour soutenir l'UNESCO jusqu'à ce que le président certifie au Congrès que cette organisation (1) a adopté une ligne pleinement conforme à ses objectifs éducatifs, scientifiques et culturels, et (2) a pris des mesures concrètes pour corriger ses récentes décisions de caractère essentiellement politique » (Public Law, 94-559).

Le directeur général s'abstient de fournir un aide à Israël (...) jusqu'à ce qu'il respecte scrupuleusement » les résolutions et décisions de l'UNESCO :

● RESOLUTION 48.1, laquelle, complétant « la liste des Etats membres fondés à participer (avec droit de vote) aux activités régionales dans lesquelles le caractère représentatif des Etats constitue un élément important », répartit dix-huit Etats membres et membres associés dans les différentes régions, sans inclure Israël dans la région « Europe » de l'UNESCO ;

● RESOLUTION 13.1 qui « lance un appel urgent à Israël pour qu'il s'abstienne de tout acte qui fait obstacle à l'exercice, par les popu-

lations des territoires arabes occupés, de leurs droits à l'éducation et à la vie culturelle nationale ».

Il ne s'agit pas ici de rouvrir la discussion sur le contenu des trois résolutions — il n'enlève rien au caractère du caractère illégal de la décision américaine. Mais quelques éléments paraissent devoir être rappelés pour garder à cette affaire des proportions raisonnables et pour mesurer le caractère excessif de la réaction américaine.

Quel qu'on pense du contenu de ces résolutions ou de leur opportunité, le fait est qu'elles ont été démocratiquement adoptées par la majorité de la Conférence générale. Résolution 3.427 : 64 oui, 27 non, 28 abstentions ; résolution 48.1 : 65 oui, 2 non, 9 abstentions ; résolution 13.1 : 51 oui, 5 non, 22 abstentions.

On a beaucoup critiqué la « majorité automatique » et les votes par blocs ainsi, par exemple, le secrétaire d'Etat américain, dans un discours prononcé à Milwaukee le 14 juillet 1975. Cependant, et à supposer qu'il y ait quelque chose à redire au vote par blocs, le tableau I montre que le tiers-monde n'a pas voté « en bloc ». Le seul bloc fut, comme on pouvait s'y attendre, celui des pays arabes d'Asie occidentale et d'Afrique du Nord et, comme à l'accoutumée, des pays de l'Est européen. Quant au reste, les trois continents du tiers-monde montrant, au contraire, une grande dispersion, et même les pays occidentaux (Europe de l'Ouest et autres) ne furent pas unanimes. L'Espagne, par exemple, a voté la condamnation d'Israël (rés. 3.427), tandis que l'Autriche, la Finlande, le Japon et la Suisse s'abstinrent ; la France, la Grèce, le Portugal et la Turquie, de même que l'Australie et le Japon, se sont abstenus sur la question de l'inclusion d'Israël dans la région européenne.

Il y avait eu, dans le passé, des discussions prolongées sur la question de la modification du caractère historique de Jérusalem et des fouilles. Les faits, vérifiés par un certain nombre de missions de l'UNESCO (4), n'ont jamais vraiment été contestés, mais bien plutôt la définition de Jérusalem comme territoire occupé et les antécédents légaux de la résolution. En ce qui concerne le premier point, la position des Nations unies a été définie en toute clarté par les résolutions 2253 et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale (juillet 1967) aussi bien que par plusieurs résolutions du Conseil de sécurité : résolutions 242 (1967), 258 (1968), 267 (1968), 298 (1971). Il n'appartenait évidemment pas à l'UNESCO de se départir des positions des organes politiques compétents du système des Nations unies.

En ce qui concerne le second point, la discussion juridique concerne la portée de la convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, ratifiée par Israël, et par ailleurs la recommandation 4.32 (principes internationaux applicables aux fouilles

archéologiques) adoptée par la neuvième conférence générale de l'UNESCO en 1955. Celle-ci demandait que les puissances occupantes s'abstiennent d'entreprendre des fouilles archéologiques dans les territoires occupés. Il s'agissait là, certes, d'une recommandation et non d'une convention, mais on ne saurait s'étonner que la Conférence générale, ayant voté une telle résolution, et réitéré ses principes à plusieurs reprises, par exemple dans une résolution de 1968 votée sans opposition, se préoccupe de son application.

La discussion de l'appartenance d'Israël à la région européenne de l'UNESCO doit prendre en considération le fait qu'un débat sur cette question avait déjà eu lieu en 1964 et 1968. Israël avait alors émis l'avis que la géographie suggérait son inclusion dans la région asiatique mais avait demandé une étude approfondie du problème. La Conférence n'avait pas pris de décision, et ce ne fut qu'en 1974 qu'Israël

demande sa classification en Europe. Comme le montre le tableau I, quatorze des gouvernements européens votèrent en 1974 en faveur de l'amendement israélien à cet effet, mais onze s'y opposèrent, tandis que quatre s'abstinrent et que cinq étaient absents au moment du vote. Comme on l'a déjà indiqué, cette résolution, après le rejet de l'amendement israélien, ne rencontra que deux voix négatives, celle des Etats-Unis et celle d'Israël. Il convient aussi de noter qu'elle n'implique aucune exclusion d'Israël des activités de l'UNESCO, y compris des réunions régionales — comme le montre l'étude de Partan déjà citée. On remarquera qu'en votant le 22 novembre dernier en faveur de l'admission d'Israël dans le groupe régional européen, la conférence générale de l'UNESCO, réunie à Nairobi pour les travaux de sa dix-neuvième session, a levé le principal obstacle au paiement par les Etats-Unis de leur contribution.

Un phénomène fort ancien : la politisation

tion politique dans laquelle fut établie l'organisation, fondant son objectif sur le besoin de construire la paix dans les esprits.

Dans une acception plus étroite, la « politisation » de l'UNESCO n'a pas commencé en 1974 mais, s'il fallait vraiment la dater, il faudrait remonter jusqu'à 1950 ou 1951, quand la Conférence générale et le conseil exécutif approuvèrent, sur la base d'une proposition américaine, la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU « Unis pour la paix » qui, à propos de la Corée, passait outre au veto soviétique au Conseil de sécurité, sujet dont le rapport avec l'éducation, la science et la culture est peu évident.

Une autre « politisation », et au plan institutionnel cette fois, intervient en 1954 quand la Constitution de l'UNESCO fut révisée, également sur proposition américaine, pour faire des membres du Conseil exécutif les représentants du gouvernement de l'Etat auquel ils appartiennent, au lieu de les laisser comme par le passé, et en tant que personnes compétentes dans les arts, les humanités, les sciences, l'éducation et la diffusion des idées, servir à titre personnel, au nom de la Conférence dans son ensemble et non en tant que représentants des Etats.

On pourrait mentionner d'autres exemples de « politisation » : la Ré-

publique de Corée (Corée du Sud) fut admise à l'UNESCO en 1990 et la République fédérale d'Allemagne en 1991, mais la République démocratique allemande dut attendre jusqu'en 1972, et la République populaire démocratique de Corée jusqu'en 1974. Les droits de la République populaire de Chine ne furent reconnus qu'en 1971, à la suite d'une décision dans le même sens de l'Assemblée générale des Nations unies (5). Aucune de ces décisions ne saurait être rattachée à l'éducation, à la science ou à la culture. Elles montrent que la « politisation » a été en vigueur pendant vingt-cinq ans, et que ce n'est qu'au moment où émerge une nouvelle majorité qu'on la déplore.

Le problème n'est pas seulement celui de l'isolement des Etats-Unis dans la communauté mondiale, c'est également celui des contradictions américaines internes. La décision de suspendre le paiement de la contribution à l'UNESCO semble, en effet, reposer sur une base juridique fragile. Suivant le sénateur Cass, le Sénat avait adopté un amen-

dement à la loi d'aide à l'étranger (Foreign Assistance Act, F.A.A.) interdisant l'engagement et le paiement de crédits budgétaires à l'UNESCO à « n'importe quel titre ». Mais la contribution à l'UNESCO est incluse dans le budget du département d'Etat, et le règlement de la Chambre n'autorise pas des amendements à des décisions qui ne sont pas à l'ordre du jour ; en fait, la Chambre, suivant le représentant Bingham, ne désirent interdire le paiement de crédits qu'au titre de la loi d'aide à l'étranger. Cette divergence a été surmontée par le Congrès, dont la décision, reproduite plus haut, utilise une formulation plus souple et n'est pas contraignante. Le gouvernement avait donc le choix, et il a pourtant décidé de ne pas payer. Sa décision est clairement politique.

Finalement la décision du gouvernement américain violait un accord international. Selon la Constitution de l'UNESCO, ratifiée par les Etats-Unis, la conférence générale approuve le budget de l'Organisation et la répartition des obligations financières entre les Etats membres. Le budget et la répartition pour la période 1975-1976, qui comportait une contribution américaine de 38,9 millions, ont été approuvés par la conférence, y compris la désignation américaine. Il n'y a pas d'échappatoire légale à un tel engagement — ce que reconnaît d'ailleurs la Maison Blanche dans le cas du BIT (« toutes les obligations budgétaires seront pleinement honorées, comme l'exige la loi internationale (6) »), mais, dans le cas de l'UNESCO, le gouvernement américain, simplement, n'a pas payé. Telle est, au-delà de toute discussion sur le contenu des résolutions de 1974, la raison qui incite à se demander si un système universel et démocratique est encore possible aux Nations unies.

(1) Le Congrès a récemment décidé d'autoriser le paiement du solde dû au titre de la loi d'aide à l'étranger à l'UNESCO, mais les Etats-Unis ne sont pas tenus de le faire. Le droit de vote à la conférence générale de Nairobi (28 octobre - 30 novembre), comme le prévoit la Constitution de l'Organisation.

(2) Document UNEP/GC/L.38 du 24 mars 1976.

(3) La Force d'urgence des Nations unies au Proche-Orient (FONU) fut établie par l'Assemblée générale en novembre 1956, après l'expédition franco-britannique au Sinaï et au Liban. L'opération des Nations unies au Congo (ONUC) a été décidée en juillet 1960, et le Conseil de sécurité de l'O.R.S.S. fonda son refus de participer aux frais de la FONU sur le fait que sa création avait été décidée par l'Assemblée générale, et non par le Conseil de sécurité. Le 20 juillet 1962, la Cour internationale de justice a estimé que la charte donnait à l'Assemblée générale le droit d'imposer des obligations financières aux Etats membres. Mais les « réalités politiques » aboutissent à un consensus relatif à la charte. L'Egypte, qui exécutait l'application de l'article 19 de la charte — suspension du droit de vote des Etats membres en retard dans le paiement de leurs contributions — aux questions relatives à la FONU et à l'ONUC, qu'on le déplore ou non, ce précédent ne saurait, en tout cas, être invoqué comme précédent par ceux des Etats membres qui refusent à leur tour d'appliquer le principe de la responsabilité collective. (Pour une discussion de la responsabilité collective et du veto financier, cf. Michael Kinnaird, *The United Nations System : an Analysis*, Faber and Faber, Londres, 1973, pages 215-218.)

(4) Et résumés dans une longue section (pages 11-76) d'un travail de Daniel G. Partan, *Documentary Study of the Politicization of UNESCO*, préparé pour l'Académie américaine des arts et des sciences, novembre 1975.

(5) A toutes ses sessions, de 1951 à 1970, la conférence générale de l'UNESCO a finalement suivi la position américaine au sujet de la Chine.

(6) New York Times, 28 avril 1976.

TABLEAU I. — VOTES A LA DIX-HUITIEME CONFERENCE GENERALE DE L'UNESCO (1974) SUR JERUSALEM ET L'INCLUSION D'ISRAEL DANS LA REGION EUROPEENNE

Groupes de pays	Nbre	Jérusalem (résolution 3.427)				Europe (amendement israélien à la rés. 48.1)			
		Ensemble de la résolution	Sanction (paragraphe 3)	Abstentions	Abstentions	Ensemble de la résolution	Sanction (paragraphe 3)	Abstentions	Abstentions
		« oui »	« non »	« oui »	« non »	« oui »	« non »	« oui »	« non »
1. Asie occidentale et Afrique du Nord	19	19				19			
2. Afrique (sauf Afrique du Nord)	32	15	12	5	13	14	5	1	16
3. Asie (sauf Asie du Sud-Est)	19	11	5	3	11	9	4	4	6
4. Amérique latine	24	6	9	5	4	3	11	6	4
5. Sub-saaharienne	73	32	9	20	14	27	11	23	14
6. Europe de l'Est	11	10		1	10		1	10	
7. Europe de l'Ouest	23	3	13	5	3	18	2	2	14
8. Autres pays (1)	6		5	1			6		4
9. TOTAL	134	64	27	28	17	59	33	25	22

(1) Australie, Canada, Etats-Unis, Israël, Japon, Nouvelle-Zélande. Source : UNESCO.

GROSPIRON
RAOULT GROSPIRON SUC

DÉMÉNAGEMENTS
EMBALLAGE
GARDE-MEUBLES
EXPEDITIONS

49, Rue de la Fédération XV^e

734-02-66

Service Administratif

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jacques Favre, directeur de la publication,
Jacques Saragat.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438

مكتبة الشامل

es

Vote par blocs et domination d'un groupe

Les Nations unies furent créées, à la fin de la guerre de 1939-1945, dans un monde qui, en termes politiques, était qualitativement différent du nôtre. Elles comprenaient cinquante et un membres — et cent quarante-quatre à la fin de 1975. C'était une création largement anglo-américaine ; la plupart des postes clés étaient occupés par des ressortissants des puissances occidentales victorieuses : Etats-Unis, Angleterre et France. Le droit de veto accordé aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et U.R.S.S.) ne fut, pendant la « guerre froide », qu'une sorte de protection politique pour l'U.R.S.S., mais l'Organisation demeura sous la coupe de l'Occident en ce qui concerne aussi bien ses finances que son administration.

Les choses commencèrent à changer — très lentement — avec le « grand réveil », la fin de l'époque froide, la conférence de Bandung (1955), mais la prédominance politique fut maintenue. Avec l'effacement de la « guerre froide » et la « détente », qui apparurent bientôt comme le début d'un condominium des deux super-puissances, le tiers-monde s'affirma progressivement.

Plus récemment, dans un témoignage devant le Sénat (30 janvier 1976), le secrétaire d'Etat a exprimé sa position dans les termes politiques les plus clairs, en termes de pouvoir :

« La réussite de nos efforts dans la diplomatie Nord-Sud dépend également d'efforts plus systématiques de notre part pour faire en sorte que chaque pays en voie de développement comprenne que nos relations bilatérales incluent l'existence de ce pays à notre égard dans les réunions internationales et, en particulier, ses votes sur des problèmes de grande importance pour nous. J'ai demandé à chacune de nos ambassades d'outre-mer d'indiquer clairement au gouvernement auprès duquel elle est accréditée que l'un des facteurs par lesquels nous mesurons la valeur attachée par ce gouvernement à ses relations avec nous sera ses déclarations et ses votes ».

La façon de voir de M. Kissinger semble avoir été approuvée par un groupe qu'on aurait pu croire libéral — il comprend notamment le professeur Gardner, de l'université Columbia à New-York, et le secrétaire de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Ce groupe ne peut que continuer, malgré certains ajustements, puisqu'ils sont les plus riches (actuellement, par exemple, la moitié du budget de l'UNESCO est financée par les Etats-Unis, le Japon la République fédérale allemande, la France et le Royaume-Uni ; 16 % par les autres pays industrialisés ; 13 % par ceux d'Europe orientale et 21 % par le tiers-monde). Cependant, dans un système démocratique, contributions financières et prises de décisions sont choses distinctes. Tout le monde paie des impôts, y compris l'opposition, mais les décisions sont prises par la majorité. Les décisions sur le programme et le budget, quelle que soit l'origine des ressources, sont obtenues sur la base : un pays-une voix. Le forum pour les discuter est offert par les nombreux organes législatifs du système, qui délibèrent publiquement. Cependant, comme tout fonctionnaire international informé et honnête en reconnaît, les choses ne se passent pas de cette manière. Au cours de discussions privées, à Washington ou au siège des secrétariats, les représentants des Etats-Unis exercent une influence non seulement sur l'usage des contributions américaines, ce qui est déjà inacceptable, mais sur la manière dont la totalité du budget d'une organisation est utilisée. Dans un système des Nations unies qui serait moralisé, cela ne saurait demeurer plus longtemps la prérogative d'un gouvernement ou groupe de gouvernements, qu'il appartienne à la majorité ou à l'opposition. Les orientations et le contrôle s'exerceraient publiquement, démocratiquement.

Le « troisième veto » est plus subtil. Il s'exerce par la présence aux postes clés du secrétariat — qui ne sont pas toujours les plus visibles — de ressortissants de « centre » (ou, parfois, de citoyens nominaux du tiers-monde), en situation d'influence, sans avoir à en rendre compte, la mise en œuvre réelle des décisions des organes législatifs. Une analyse critique rigoureuse du processus réel de fonctionnement des secrétariats révélerait clairement le mécanisme. Il n'y a probablement que très peu de cas évidents de violation de l'article 100 de la charte, qui précise que « dans l'exercice de leurs fonctions, le secrétaire général

lors de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et la création d'une « coalition officielle de l'ordre mondial » dont le noyau comprendrait les Etats-Unis, leurs alliés européens, le Japon et les pays en voie de développement « sympathisants ».

Face à de telles positions, qui sont la négation des principes mêmes de la charte des Nations unies, il revient, ironiquement, à M. Moynihan d'exprimer une réaction plus saine quand, avant de devenir délégué permanent des Etats-Unis aux Nations unies, il écrivait ce qui suit :

« Nous assistons à l'émergence d'un ordre mondial dominé arithmétiquement par les pays du tiers-monde. Cet ordre est déjà trop avancé pour que les Etats-Unis, ou toute autre nation, puisse penser à en sortir. Cela ne se peut. On peut devenir un déviant dans cette société mondiale naissante. Un hors-la-loi. Mais l'on y demeure. Il n'y a pas

d'échappatoire à une définition de la nation, qui dérive en premier lieu de la nouvelle réalité internationale. Cette réalité ne correspond pas davantage à cette sorte de monnaie péniblement impuissante parfois entendue au sujet du « traité » des Etats-Unis. (Dans une telle situation) n'est-il pas raisonnable d'envisager au plan international une situation quasi parlementaire (dans le contexte de laquelle) LES ETATS-UNIS PASSENT A L'OPPOSITION (souligné par M. Moynihan). Tel est notre sort. Nous sommes une minorité. Ce n'est une situation ni sans précédent, ni intolérable. La question est ce que nous en faisons. (...) Passer à l'opposition exige d'abord que nous reconstruissions qu'il y a une idéologie particulière à l'œuvre dans le tiers-monde, et qu'elle a sa propre histoire et sa propre logique ; (cela exige) également un changement dans le rôle des porte-parole des Etats-Unis (7) ».

Le financement et les formes subtiles du droit de veto

est légitime pour les Etats-Unis, et pour tout autre pays, d'être en désaccord — comme ce fut le cas récemment aux conférences de Nairobi, Vancouver et Genève. Cela devrait pourtant s'appliquer à l'ensemble du système. En d'autres termes, le législateur de la situation voudrait que les membres permanents du Conseil de sécurité renonceraient à leur droit de veto — une décision qui contribuerait grandement à la démocratisation des Nations unies.

La discussion est demeurée jusqu'à présent au plan législatif. Ce qu'il ne faut pas oublier, cependant, c'est que la domination du « centre » sur le système ne s'est jamais arrêtée à ce niveau. Le fait est que, en-dehors des votes, le « centre » a maintenu jusqu'à aujourd'hui et à toutes fins pratiques deux autres droits de veto, par le biais des finances et de l'administration.

En ce qui concerne les finances, la plus grande partie des ressources provient des pays industrialisés — une situation qui ne peut que continuer, malgré certains ajustements, puisqu'ils sont les plus riches (actuellement, par exemple, la moitié du budget de l'UNESCO est financée par les Etats-Unis, le Japon la République fédérale allemande, la France et le Royaume-Uni ; 16 % par les autres pays industrialisés ; 13 % par ceux d'Europe orientale et 21 % par le tiers-monde). Cependant, dans un système démocratique, contributions financières et prises de décisions sont choses distinctes. Tout le monde paie des impôts, y compris l'opposition, mais les décisions sont prises par la majorité. Les décisions sur le programme et le budget, quelle que soit l'origine des ressources, sont obtenues sur la base : un pays-une voix. Le forum pour les discuter est offert par les nombreux organes législatifs du système, qui délibèrent publiquement. Cependant, comme tout fonctionnaire international informé et honnête en reconnaît, les choses ne se passent pas de cette manière. Au cours de discussions privées, à Washington ou au siège des secrétariats, les représentants des Etats-Unis exercent une influence non seulement sur l'usage des contributions américaines, ce qui est déjà inacceptable, mais sur la manière dont la totalité du budget d'une organisation est utilisée. Dans un système des Nations unies qui serait moralisé, cela ne saurait demeurer plus longtemps la prérogative d'un gouvernement ou groupe de gouvernements, qu'il appartienne à la majorité ou à l'opposition. Les orientations et le contrôle s'exerceraient publiquement, démocratiquement.

Le « troisième veto » est plus subtil. Il s'exerce par la présence aux postes clés du secrétariat — qui ne sont pas toujours les plus visibles — de ressortissants de « centre » (ou, parfois, de citoyens nominaux du tiers-monde), en situation d'influence, sans avoir à en rendre compte, la mise en œuvre réelle des décisions des organes législatifs. Une analyse critique rigoureuse du processus réel de fonctionnement des secrétariats révélerait clairement le mécanisme. Il n'y a probablement que très peu de cas évidents de violation de l'article 100 de la charte, qui précise que « dans l'exercice de leurs fonctions, le secrétaire général

et le personnel ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation », puisque, en réalité, le « troisième veto » opère d'une manière routinière. Les fonctionnaires internationaux ne sont pas de purs esprits ; ils sont, en général, culturellement et politiquement déterminés. Il y en a un certain nombre, aux postes de commandement, qui se contentent d'agir — ou d'empêcher — d'agir — en fonction de leurs propres valeurs et de leurs intérêts nationaux. Jusqu'à ce jour, même si les exceptions deviennent plus nombreuses, il n'y a guère de postes clés, dans les secrétariats, qui ne soient soumis à l'influence du département d'Etat ou d'une puissante mission permanente des Etats-Unis.

Le tableau II montre à cet égard que plus de la moitié (54 %) du personnel de la catégorie des professionnels au secrétariat des Nations unies sont des ressortissants des pays industrialisés — et même un sur cinq est américain. — Tandis que le tiers-monde n'occupe qu'un tiers des postes. L'Angleterre et la France, seules, occupent autant de postes que chacune des grandes régions du tiers-monde. L'avantage des pays occidentaux est plus marqué, et la présence du tiers-monde plus faible, au niveau des directeurs (57 % et 21 %). Qui contrôle le secrétariat ? Les deux tiers de fonctionnaires des services financiers et du personnel sont originaires des pays industrialisés occidentaux ; les Etats-Unis seuls en ont presque autant (25 %) que l'ensemble du tiers-monde (28 %). Ici encore, l'influence de l'Ouest est plus marquée, et celle du tiers-monde est encore plus modeste, au niveau des directeurs (78 % pour le Nord, 16 % pour le Sud). Une analyse semblable du personnel des institutions spécialisées révélerait probablement une structure analogue. En réalité, comme un ancien secrétaire général se souvient, il y a dix ans, « les Nations unies ne sont pas une organisation internationale, mais une dépendance des Etats-Unis (8) ». Dans un système démocratique, cela devrait évidemment changer. Rien ne justifie la position privilégiée du « centre » — qu'il soit dans l'opposition ou non — au sein des secrétariats.

Pour une véritable démocratisation

La nouvelle majorité est vaste. Elle comprend les pays industrialisés, petits ou moyens, qui ont besoin des Nations unies et ne peuvent accepter qu'elles soient dirigées par le « centre » ni par le condominium des super-puissances qui se destina. Cette majorité a commencé à s'affirmer. Elle peut aller plus loin sur la base d'un projet, d'un programme et d'une stratégie.

Le projet, en termes généraux, a été formulé par le « sommet » des non-alignés qui s'est réuni à Alger en septembre 1973 et par l'Assemblée générale des Nations unies.

Soulignant que les structures internes de l'ONU continuent d'être inadéquates, et lançant un appel à la communauté internationale pour que soit redonnée « à l'objectif du développement la place qui lui revient dans les activités du système des Nations unies », le « sommet » d'Alger invita le secrétaire général à convoquer une « session extraordinaire de l'Assemblée générale à un haut niveau politique qui serait consacré exclusivement aux problèmes du développement, y compris la revitalisation des structures (9) ».

A la suite de cette initiative, l'Assemblée générale, par sa résolution 3172 (XXVIII) du 17 décembre 1973, décida la réunion d'une telle session, afin, notamment, de commencer « à procéder aux modifications de structure nécessaires et appropriées pour faire de l'ensemble des organismes des Nations unies un instrument plus efficace pour la coopération économique mondiale ». En outre, par sa résolution 3343 (XXX) de décembre 1974, l'Assemblée pria le secrétaire général de nommer un petit groupe d'experts de niveau élevé chargés de soumettre « une étude contenant des propositions relatives aux modifications de structure à apporter au système des Nations unies en vue de le rendre pleinement apte à traiter dans une optique d'ensemble les problèmes de coopération économique internationale ».

Le travail de ces experts, dont certains ont été associés au projet Dag Hammarskjöld sur le développement et la coopération internationale (10), aboutit à un rapport intitulé « Nouvelle structure des Nations unies pour la coopération économique internationale » (11) qui fut plus d'un trait au rapport Jackson de 1969 — l'étude de la capacité du système de développement des Nations unies (12). Ce rapport ne fut cependant que peu discuté lors de la septième session extraordinaire qui se réunit à New-York en septembre 1975, bien que la plupart des délégations aient souligné le besoin de la restructuration et se soient félicitées des propositions des experts. En fait, cette session extraordinaire chargea un comité ad hoc sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations unies d'étudier le problème plus avant et de faire rapport à la session de 1976 de l'Assemblée générale. Le comité ad hoc a examiné, cet été, un texte officieux qui fait la synthèse des propositions soumises à son président (13).

Ainsi, si le projet est indiqué, le programme n'est pas encore formulé. Il serait trop long de présenter ici tous les éléments de la discussion. L'essentiel est peut-être que la crise financière actuelle offre une occasion d'alléger le système au niveau des organismes intergouvernementaux comme à celui des secrétariats, ce qui implique, notamment :

- Une redéfinition plus précise des fonctions du système des Nations unies en tant que : — Forum universel pour la discussion des problèmes globaux. — Instrument de négociation (comme s'y engage la CNUCED depuis sa récente conférence de Nairobi).

Un système des Nations unies démocratique exigerait donc que chacun des Etats membres respecte ses obligations statutaires, accepte d'être mis en minorité et s'abstienne de toute prédominance inconstitutionnelle sur le programme et le budget de l'organisation. Un changement si radical ne se fera pas d'un jour à l'autre. Une attitude plus réaliste du « centre », c'est-à-dire la reconnaissance de la nouvelle situation et le respect des règles du jeu qu'il a lui-même établies, serait certainement un pas important, mais une politique, mais la responsabilité de la décision et de l'action à mener en incombe à la nouvelle majorité.

La nouvelle majorité est vaste. Elle comprend les pays industrialisés, petits ou moyens, qui ont besoin des Nations unies et ne peuvent accepter qu'elles soient dirigées par le « centre » ni par le condominium des super-puissances qui se destina. Cette majorité a commencé à s'affirmer. Elle peut aller plus loin sur la base d'un projet, d'un programme et d'une stratégie.

Le projet, en termes généraux, a été formulé par le « sommet » des non-alignés qui s'est réuni à Alger en septembre 1973 et par l'Assemblée générale des Nations unies.

Soulignant que les structures internes de l'ONU continuent d'être inadéquates, et lançant un appel à la communauté internationale pour que soit redonnée « à l'objectif du développement la place qui lui revient dans les activités du système des Nations unies », le « sommet » d'Alger invita le secrétaire général à convoquer une « session extraordinaire de l'Assemblée générale à un haut niveau politique qui serait consacré exclusivement aux problèmes du développement, y compris la revitalisation des structures (9) ».

A la suite de cette initiative, l'Assemblée générale, par sa résolution 3172 (XXVIII) du 17 décembre 1973, décida la réunion d'une telle session, afin, notamment, de commencer « à procéder aux modifications de structure nécessaires et appropriées pour faire de l'ensemble des organismes des Nations unies un instrument plus efficace pour la coopération économique mondiale ». En outre, par sa résolution 3343 (XXX) de décembre 1974, l'Assemblée pria le secrétaire général de nommer un petit groupe d'experts de niveau élevé chargés de soumettre « une étude contenant des propositions relatives aux modifications de structure à apporter au système des Nations unies en vue de le rendre pleinement apte à traiter dans une optique d'ensemble les problèmes de coopération économique internationale ».

Le travail de ces experts, dont certains ont été associés au projet Dag Hammarskjöld sur le développement et la coopération internationale (10), aboutit à un rapport intitulé « Nouvelle structure des Nations unies pour la coopération économique internationale » (11) qui fut plus d'un trait au rapport Jackson de 1969 — l'étude de la capacité du système de développement des Nations unies (12). Ce rapport ne fut cependant que peu discuté lors de la septième session extraordinaire qui se réunit à New-York en septembre 1975, bien que la plupart des délégations aient souligné le besoin de la restructuration et se soient félicitées des propositions des experts. En fait, cette session extraordinaire chargea un comité ad hoc sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations unies d'étudier le problème plus avant et de faire rapport à la session de 1976 de l'Assemblée générale. Le comité ad hoc a examiné, cet été, un texte officieux qui fait la synthèse des propositions soumises à son président (13).

Ainsi, si le projet est indiqué, le programme n'est pas encore formulé. Il serait trop long de présenter ici tous les éléments de la discussion. L'essentiel est peut-être que la crise financière actuelle offre une occasion d'alléger le système au niveau des organismes intergouvernementaux comme à celui des secrétariats, ce qui implique, notamment :

- Une redéfinition plus précise des fonctions du système des Nations unies en tant que : — Forum universel pour la discussion des problèmes globaux. — Instrument de négociation (comme s'y engage la CNUCED depuis sa récente conférence de Nairobi).

Un système des Nations unies démocratique exigerait donc que chacun des Etats membres respecte ses obligations statutaires, accepte d'être mis en minorité et s'abstienne de toute prédominance inconstitutionnelle sur le programme et le budget de l'organisation. Un changement si radical ne se fera pas d'un jour à l'autre. Une attitude plus réaliste du « centre », c'est-à-dire la reconnaissance de la nouvelle situation et le respect des règles du jeu qu'il a lui-même établies, serait certainement un pas important, mais une politique, mais la responsabilité de la décision et de l'action à mener en incombe à la nouvelle majorité.

Parce qu'elles éclairent les situations, les crises sont aussi des occasions d'agir. Pour la première fois de son histoire, le système des Nations unies peut être démocratisé — si la nouvelle majorité le veut.

MARC REUTIN.

TABLEAU II. — PERSONNEL DE LA CATEGORIE PROFESSIONNELLE AU SECRETARIAT DES NATIONS UNIES

Rang	Pays	Secrétaires généraux ad- jointes et sous- secrétaires généraux (1)	D2	D1	P5	P4	P3	P2	P1	Total
1. Etats-Unis	2	11	35	69	105	116	120	7	488	
2. France et Angleterre	2	11	33	52	52	54	43	12	239	
3. Autres occidentaux	9	14	46	96	136	130	109	18	558	
4. Sub-total 1-3	14	36	114	217	293	280	272	37	1 285	
5. U.R.S.S.	1	12	10	20	66	49	20	3	181	
6. Autres pays d'Europe de l'Est	2	1	8	18	43	17	8	3	97	
7. Sub-total 5-6	3	13	18	38	109	66	28	3	278	
8. Afrique	7	6	12	31	61	63	8	9	250	
9. Asie	4	6	29	53	58	64	46	16	278	
10. Asie occidentale	2	1	6	9	15	10	6	2	51	
11. Amérique latine	4	6	15	38	62	53	50	14	242	
12. Sub-total 8-11	17	19	62	131	196	190	165	41	821	
13. TOTAL	34	68	194	386	598	556	465	81	2 382	

(1) Il s'agit habituellement de nominations politiques. Sources : Nations unies, Composition du secrétariat, document A/3724, tableau 2.

GROSPYRO
ARMORIAL
MARQUINIER
PALAIS DES CONGRES, 175 MAILLOT - PARIS



Crise économique et renforcement de l'opposition officielle

LES MILITAIRES BRÉSILIENS FACE AUX PIÈGES DE LA « LIBÉRALISATION »

La solidité du régime militaire est devenue un sujet de préoccupation pour les milieux d'affaires qui traitent avec le Brésil. La crise économique laisse en effet éclater au grand jour les faiblesses du système politique. Visiblement, l'électoral populaire a choisi depuis deux ans de jouer le jeu de la « libéralisation » en accordant ses suffrages au Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), le seul parti d'opposition qui soit reconnu. Mais ce parti devient alors un partenaire gênant pour le régime soucieux de se ménager une façade démocratique sans toucher aux structures mises en place après le coup d'État militaire de 1964.

La gravité de la situation économique du Brésil a cessé d'être un sujet tabou. Elle est maintenant publiquement admise par le gouvernement et soigneusement prise en compte par les milieux financiers occidentaux qui, lésant la part du risque, renchérissent les conditions de leurs prêts. A lui seul, le service de la dette extérieure (23 milliards de dollars) va immobiliser 4,5 milliards de dollars en 1976, soit la moitié des recettes d'exportations prévues pour cette année. Dans le pays, le taux d'inflation doit

atteindre 50 %, alors même que le taux de croissance fléchit régulièrement : de 10 % en 1974, il est tombé à 4 % en 1975 et ne devrait pas dépasser 2 % en 1976. Il s'ensuivra, pour la première fois en 1976, une baisse du revenu par capita, car la population brésilienne continue à s'accroître au rythme de 3 % l'an (1). Certes, d'autres pays en voie de développement, tels les Philippines, le Mexique, l'Indonésie, se trouvent dans une situation d'endettement chronique similaire à celle du Brésil. Cependant, la vulnérabilité de l'économie brésilienne est à la mesure de sa dépendance, encore plus marquée, à l'égard du marché international. A part le pétrole, qui représentait 23 % des importations en 1974, ce sont les machines-outils et les minéraux non ferreux qui accaparent l'essentiel (46 % en 1974) des achats brésiliens à l'étranger. Aussi le gouvernement avait-il mis sur pied un plan d'investissements destiné à augmenter la capacité de production nationale dans ces deux derniers secteurs. Mais l'aggravation récente de la situation économique l'a contraint à diminuer de 40 % les investissements publics prévus pour 1977, réduisant du même coup les instruments dont il comptait se doter pour lutter contre la dépendance extérieure. Après des années d'imprévision et de gaspillage, le gouvernement brésilien se comporte aujourd'hui comme une ménagère qui, pour se chauffer, brûlerait portes et fenêtres dans la cheminée.

Par JULIA JURUNA

récession économique, dont les effets commencent à se manifester dès 1974, vont entraver la réalisation de projets spectaculaires et de réalisations de prestige dont le régime comptait se prévaloir.

Un élément supplémentaire, propre à la sociologie électorale brésilienne et dans lequel le populisme avait trouvé ses racines, achève de gripper le mécanisme politique institué par les militaires : les masses défavorisées exercent une telle pression à la base de la pyramide sociale que l'opposition, dans la mesure où elle offre une possibilité de contestation, n'est-elle pas populiste — au système social et

économique en place, est assurée de gagner les élections (4).

En 1974, lorsque le général Geisel arrive à la présidence, on assiste à une relance de la politique d'institutionnalisation du régime. Dès sa nomination, le nouveau président fait appel à l'« imagination créatrice des politiciens ». Il faut cependant se rendre à l'évidence : l'ARENA n'était plus un outil efficace pour accomplir les grands desseins du régime. A la surprise de tous, en effet, les élections législatives de 1974 tournèrent à l'avantage du Mouvement démocratique brésilien, qui recueillit 61 % des suffrages. Depuis lors, la mécanique électorale s'est retournée contre ceux qui comptaient au

maître plus que proprement politique. De nombreuses adhésions nouvelles recueillies par le parti s'expliquent par des rivalités régionales sans grand rapport avec les options politiques progressistes inscrites dans son programme. Et lorsque le coopérateur du gouvernement tombe sur quelques-uns des élus du parti, cessant leurs mandats de députés, les réactions de l'appareil ne furent que mitigées. Le reflux d'une partie de l'électorat enregistré le 15 novembre n'est pas pour déplaire à ceux qui, au sein du M.D.B., craignent la montée de nouveaux leaders régionaux sous la pression de la base.

Il existe ainsi une réelle dichotomie entre l'appareil du M.D.B. et la vitalité de son électorat. Néanmoins, la prudence de ses dirigeants ne constitue qu'une mince garantie pour le régime. Les dangers potentiels représentés par cette opposition sont multipliés par les effets d'entraînement qu'elle provoque à tous les niveaux de la société civile. La détente introduite dans le climat politique par la poussée du M.D.B. en 1974 a incité et dans le pays des juges, des médecins, des hauts fonctionnaires à sortir de la réserve qui leur était imposée par la répression pour dénoncer les tortures, la corruption des fonctionnaires et les abus de toute sorte qui gangrènent le corps social brésilien.

Cela explique que les militaires songent de nouveau à modifier le système électoral, éliminant cette bombe à retardement qui pourrait constituer le M.D.B. s'il poursuivait sa progression lors de prochaines élections nationales. La création de trois ou quatre nouveaux partis pourrait venir à bout des risques que comporte la situation actuelle. Un parti du centre, formé par les éléments des anciens partis conservateurs, le P.S.D. et l'U.D.N., fournirait la base d'appui du gouvernement Geisel. A sa gauche seraient isolés, dans une formation qui serait un cible toute désignée de la répression, les éléments progressistes de l'ancien P.T.B. et de l'actuel M.D.B. Tandis que, servant de repoussoir à l'opposition démocratique, se constituerait à droite un parti regroupant les partisans de l'ancien président Médici et d'autres éléments fascistes qui combattent actuellement l'évolution libérale du régime.

Comme le plan établi en 1955, ce schéma est théoriquement viable. Il reste à savoir si le mouvement populaire ne déjouera pas une nouvelle fois les calculs de ceux qui, périodiquement, confisquent son destin.

(1) Cf. l'article de Charles Vazbecke : « Il n'y a plus de « modèle brésilien » de lutte contre l'inflation », le Monde du 9 novembre, ainsi que l'étude menée dans l'Economist du 31 juillet 1976, sous le titre « A Survey of Brazil : Change in Direction », dont l'auteur est Robert Harvey.

(2) Source : Morgan Guaranty, citée par l'International Herald Tribune du 8 novembre 1976.

(3) Cf. Newsweek du 29 novembre 1976 : « Elites Drop, Deep Debt ».

(4) Cette donnée s'est constamment vérifiée depuis la seconde guerre mondiale. Elle trouve sa meilleure illustration dans la politique suivie par Goulart à la présidence de la République entre 1962 et 1964. Pendant cette période, le président a constamment été paralysé par les organismes institutionnels, appartenant comme le chef d'une opposition qui se manifestait au sein même du mouvement réformiste, à un système qui ne permettait pas l'accomplissement des réformes sociales revendiquées par les

(5) Cf. Os Partidos e as Eleicoes no Brasil, édité par Bolívar Lamounier et Fernando Henrique Cardoso, CBRAP, Rio-de-Janeiro, 1975.

(6) Extrait du « Manual » que le M.D.B. a édité à l'occasion de ses candidatures lors des élections de 1974 sous le titre Democracia com desenvolvimento e justiça social, éd. Horizontes, s/d, Brasília.

La physionomie de la dette

Les banques occidentales opérant sur le marché des eurodollars, où le Brésil a accaparé à lui seul 26 % des prêts concédés en 1975 à cinquante et un pays du tiers-monde, ont récemment demandé d'obtenir davantage de garanties pour leurs interventions au Brésil (2). Ainsi, fait sans précédent, en décembre de l'année dernière, des banques commerciales s'associèrent à la Banque mondiale dans le but de disposer d'une garantie supplémentaire pour un prêt de 150 millions de dollars accordé à ce pays. Par ailleurs, il n'est pas exclu que, selon l'exemple récent du Zaïre, le gouvernement brésilien demande prochainement la réunion de ses créanciers pour entreprendre une renégociation de sa dette extérieure.

Sur ce plan, le changement fondamental qui s'est produit ces dernières années dans la physionomie de l'endettement extérieur de certains pays en voie de développement, tels le Brésil ou le Mexique, n'est pas sans conséquences politiques. Traditionnellement, les emprunts de ces pays étaient alimentés en majorité par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement et autres institutions de crédit gérées par des organisations internationales. Cependant, dès le début des années 70, les banques privées ont commencé à développer leurs opérations de prêts, tendance qui a pu s'accroître à partir de 1973 avec l'afflux des dépôts en provenance des pays producteurs de pétrole. Aujourd'hui, 43 % de la dette extérieure brésilienne et 50 % de celle du Mexique reviennent à des banques privées américaines (3).

S'inscrivant de cette évolution, le sénateur Frank Church, président de la sous-commission du Sénat américain sur les sociétés multinationales, a fait remarquer que le Congrès pourrait être amené à concéder des aides financières à certains pays dans le seul but de garantir la solvabilité du système bancaire américain... Les difficultés causées à la fin du siècle dernier à la Banque Barings par la cessation des paiements argentins offrent un précédent historique qui devrait inciter à la prudence. Le prix Nobel d'économie Vassily Léontieff n'a-t-il pas raconté un jour comment lui-même, alors qu'il était conseiller économique du gouvernement chinois, lui avait suggéré de déclarer la banqueroute : de toute manière, les chemins de fer et les barrages construits à l'aide de prêts étrangers resteraient en Chine. Sans en arriver là, un gouvernement brésilien tant soit peu nationaliste pourrait retourner sa propre insolvabilité contre ses créanciers et s'assurer d'une marge de manœuvre plus large pour négocier le remboursement de sa dette extérieure.

Pour l'actuel gouvernement de Brasília, la perspective d'une renégociation de cette dette n'est pas un signe de réussite. Mais on imagine l'arme redoutable qu'elle offrirait à des dirigeants guidés par d'autres orientations politiques.

D'ores et déjà, le montant des prêts et des investissements occidentaux a atteint le seuil à partir duquel on s'interroge sur la viabilité politique du régime qui en bénéficie. Et les milieux financiers internationaux soupèseront soigneusement les comptes de la nation et les moyens dont dispose le gouvernement de Brasília pour assurer sa propre continuité. Ainsi s'expliquent, sans doute, l'attention avec laquelle ont été suivies à l'étranger les élections municipales du 15 novembre, dont l'enjeu n'aurait en temps normal suscité qu'un intérêt minime. A la faveur de la crise économique, les analystes occidentaux s'aperçoivent en effet que le système politique instauré après le coup d'État militaire de 1964 comporte de dangereuses contradictions.

Un système électoral sur mesure

DEVANT un auditoire médusé, un universitaire brésilien proche du gouvernement affirmait récemment à Oxford que « le régime brésilien ne pouvait pas se démocratiser, car il perdrait alors sa légitimité ». La formule traduit bien la confusion idéologique dans laquelle s'empêtrèrent les milieux officiels de Brasília, mais, en même temps, elle résume parfaitement le caractère hybride du système politique actuel.

Après l'échec de deux premières tentatives en 1955 et en 1961, les militaires s'associèrent à la droite traditionnelle pour monter de nouveau à l'assaut du pouvoir en 1964. Précédé de manifestations des classes moyennes dans les grandes villes, selon une méthode qui allait être de nouveau employée au Chili en 1973, le coup d'État d'avril 1964 résulta d'un compromis entre la droite civile et les militaires. Ce pacte fut matérialisé par le système électoral mis en place depuis lors au Brésil.

A la suite de purges qui ont éloigné du Parlement et de la vie politique des centaines de leaders progressistes, mais aussi des modérés comme l'ex-président Juscelino Kubitschek, les partis politiques traditionnels ont été dissous et un bipartisme a été instauré. Face au parti officiel, l'Alliance rénovatrice nationale (ARENA), le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.) devint le moyen d'expression de l'opposition tolérée par le régime. Parallèlement, des mesures furent prises pour limiter l'intervention de l'électorat populaire dans la vie politique : les élections directes à la présidence de la République, aux gouvernements des Etats et à des centaines de maires furent supprimées. Il revint au Parlement et aux assemblées des Etats de nommer respectivement le président de la République et les gouverneurs des Etats : simple formalité, dans ces enceintes restreintes du pouvoir, consistant à homologuer la désignation des candidats officiels. A leur tour, les maires de certaines villes considérées, comme « stratégiques », furent nommés par le gouvernement central.

Le but de ce système électoral était de garantir la solvabilité du système bancaire américain... Les difficultés causées à la fin du siècle dernier à la Banque Barings par la cessation des paiements argentins offrent un précédent historique qui devrait inciter à la prudence. Le prix Nobel d'économie Vassily Léontieff n'a-t-il pas raconté un jour comment lui-même, alors qu'il était conseiller économique du gouvernement chinois, lui avait suggéré de déclarer la banqueroute : de toute manière, les chemins de fer et les barrages construits à l'aide de prêts étrangers resteraient en Chine. Sans en arriver là, un gouvernement brésilien tant soit peu nationaliste pourrait retourner sa propre insolvabilité contre ses créanciers et s'assurer d'une marge de manœuvre plus large pour négocier le remboursement de sa dette extérieure.

Pour l'actuel gouvernement de Brasília, la perspective d'une renégociation de cette dette n'est pas un signe de réussite. Mais on imagine l'arme redoutable qu'elle offrirait à des dirigeants guidés par d'autres orientations politiques.

D'ores et déjà, le montant des prêts et des investissements occidentaux a atteint le seuil à partir duquel on s'interroge sur la viabilité politique du régime qui en bénéficie. Et les milieux financiers internationaux soupèseront soigneusement les comptes de la nation et les moyens dont dispose le gouvernement de Brasília pour assurer sa propre continuité. Ainsi s'expliquent, sans doute, l'attention avec laquelle ont été suivies à l'étranger les élections municipales du 15 novembre, dont l'enjeu n'aurait en temps normal suscité qu'un intérêt minime. A la faveur de la crise économique, les analystes occidentaux s'aperçoivent en effet que le système politique instauré après le coup d'État militaire de 1964 comporte de dangereuses contradictions.

De plus, le suffrage direct ne peut s'exercer que pour être les membres du Parlement, des assemblées des Etats et les dirigeants des municipalités non « stratégiques ».

Dans l'esprit des militaires et des juristes de droite, ce système électoral devait créer une démocratie de façade, où un parti officiel, l'ARENA, permettrait l'institutionnalisation progressive du pouvoir face à une opposition contrôlée et fermement tenue à l'écart des véritables centres de décision. Dans la mesure où les faveurs de l'administration ne pourraient être obtenues qu'à travers la représentation locale et régionale de l'ARENA, le parti officiel paraissait assuré d'une large clientèle, faite d'avoir une véritable audience politique au sein de la population. La nouvelle législation électorale pouvait ainsi sauver l'illusion du pluralisme, en reconnaissant l'existence de deux partis bien distincts qui, néanmoins, excluaient toute possibilité de combinaisons locales au bénéfice de candidats n'ayant pas la confiance du régime.

Maïs, depuis quelques années, cette belle construction a produit des résultats tout à fait opposés à ceux qu'accomplissaient les militaires. Trois séries de phénomènes expliquent ce renversement de situation. Tout d'abord, pour que l'ARENA puisse jouer son rôle d'intermédiaire entre l'administration et la population, il eût été souhaitable que les tâches qui lui étaient dévolues fussent clairement définies par le gouvernement et acceptées par l'ensemble de la bureaucratie civile et militaire. Ce ne fut pas le cas.

L'autoritarisme grandissant, surtout sous la présidence du général Médici (1969-1974) a permis aux militaires gradés et aux technocrates de ravir à leur profit le pouvoir dans l'Etat, au détriment des organismes à travers lesquels devait théoriquement s'institutionnaliser le régime. Tenus à l'écart par l'administration, les élus de l'ARENA n'ont pu s'affirmer comme les distributeurs des faveurs de l'Etat ; l'implantation nationale du parti s'en trouva naturellement affectée. En outre, la

TOUTES les dispositions introduites pour faciliter l'essor de l'ARENA favorisent maintenant le M.D.B. La fidélité obligatoire à la légende du système bipartite empêche les élus du M.D.B. de céder aux sirènes gouvernementales ; le bipartisme donne au M.D.B. les caractéristiques d'un rassemblement d'opposition, facilitant l'organisation d'un front réunissant les diverses factions de l'opinion démocratique et progressiste.

Des études portant sur les résultats des élections de 1974 contribuent d'autre part à lever certains doutes qui pesaient, et pas uniquement au sein de la droite, sur la réalité du suffrage populaire au Brésil. L'examen statistique du vote populaire dans les grandes villes démontre, en effet, que cette partie de l'électorat avait perçu très nettement les enjeux politiques des élections législatives. Les couches populaires, qui jusqu'alors avaient marqué leur opposition au régime par des votes blancs ou nuls (la législation brésilienne n'autorise pas l'abstention), sont revenues sur leur position, accordant désormais leurs suffrages au parti d'opposition (5). C'était indiquer un culot dément aux idées, fort répandues dans la classe dominante, voulant que les partis politiques soient des formes institutionnelles inadéquates à la réalité brésilienne. Du même coup, certains secteurs de l'opposition, qui nourrissaient leur activisme d'une conception élitiste fondée sur le « retard culturel » des masses, ont dû revoir leurs jugements.

Le M.D.B. avait donc prouvé qu'il était capable de symboliser une opposition au régime. Serait-il en mesure de représenter efficacement les forces sociales qui le soutenaient ? Les rivaux de ce parti paraissent les premiers surpris par l'échec de leur stratégie de 1974. Ils ne pouvaient, en effet, de très loin, les leaders politiques qui, en 1965, créèrent le parti, étaient conscients du scepticisme qui entourait leur initiative. En 1968, pour protester contre l'élection du général Costa e Silva à la présidence, ils envisagèrent même l'auto-dissolution du parti. La renaissance de 1974 a donc provoqué une véritable mutation au sein de cette formation politique : il s'agissait de toute évidence d'un mouvement en profondeur de l'élection qui changeait les données de la politique brésilienne. Mais comment déployer une opposition nationale au régime sans s'attirer ses foudres ?

« La révolution de 1964 a écarté pour maintenir et perfectionner le régime démocratique au Brésil » : telle est l'interprétation que donne le M.D.B. du coup d'État qui a porté les militaires au pouvoir (6). Cette phrase résume bien les ambiguïtés qui existent parmi les forces sociales ayant collaboré au renversement du gouvernement Goulart. Elle montre aussi l'habileté manœuvrière de l'opposition parlementaire brésilienne.

Certains commentateurs observent que les périodes de légalité constitutionnelle ont été relativement brèves dans le Brésil contemporain et que, d'autre part, l'exercice du suffrage universel a été trop souvent entaché d'irrégularités pour s'enrichir solidement. La réalité est plus complexe. Il faut d'abord noter que l'absence de tradition démocratique n'exclut pas une tradition et une pratique parlementaires qui sont, peut-être, parmi les plus vivaces en Amérique latine. Au contraire de ce qui se passe dans les pays européens, et plus proche en cela de la vie politique américaine, le Parlement brésilien, très actif dès le début du dix-neuvième siècle, est le lieu où s'affrontent les intérêts régionaux plutôt que les classes sociales. A l'intérieur du pays, les diversités régionales ont toujours posé aux partis politiques des problèmes d'organisation « horizontale » aussi considérables que ceux de l'organisation « verticale », liés quant à eux à la définition d'objectifs communs aux différents groupes sociaux. Ainsi, au moment même où le mécanisme de cooptation des élites au sein de la classe dirigeante se trouve bloqué par la diversité des intérêts sectoriels engendrés par la crise économique, on aurait tort de sous-estimer l'habileté tactique des politiciens traditionnels à la tête du M.D.B. Il existe maintenant des conditions objectives favorisant le ralliement de l'électorat populaire à un parti politique enduré par les rigueurs de l'ostacisme du pouvoir et servi par des élus disposant d'une large expérience parlementaire. L'apparition d'un nouveau parti travailliste qui, au contraire du P.T.B. de Vargas et de Goulart, naîtrait et grandirait dans l'opposition, constituerait un événement politique d'une importance considérable au Brésil. Le M.D.B. est-il capable d'opérer cette mutation politique ? Les élections municipales du 15 novembre ont apporté quelques éléments de réponse. Il convient tout d'abord de rappeler que les pressions gouvernementales ont empê-

ché le M.D.B. d'organiser des affrontements municipaux dans les tiers des villes concourant aux élections. Dans un quart de ses mêmes villes, le représentant de l'ARENA était candidat unique. Par ailleurs, certaines villes industrielles importantes, comptant une forte majorité d'électeurs ouvriers qui avaient opté pour le M.D.B. en 1974, étaient désormais considérées comme « stratégiques » et, à ce titre, exclues des élections, leur maire étant directement nommé par le gouvernement. L'ARENA était ainsi assurée dès le départ d'une forte grappe et du contrôle d'un nombre important de maires. D'autre part, après son échec aux élections législatives de 1974, pour une large part attribuée à l'influence que les moyens de communication de masse avaient exercés sur l'électorat rural (jusqu'alors soumis au contrôle des propriétaires et des autorités), le gouvernement interdit la propagation par voie de radio et de télévision. Autant de détails qui stabilisèrent singulièrement la portée du succès obtenu par l'ARENA avec une majorité de 54 % des voix.

Majoritaire dans les grandes villes, le M.D.B. a vu son influence se tasser auprès de l'électorat rural et des petites villes. Sans doute les enjeux purement locaux de ces élections ont-ils limité les effets dynamiques que le bipartisme imprimait à l'opposition représentée par le M.D.B. : dans de nombreuses villes, candidate de l'opposition et du gouvernement menèrent une campagne qui ne les distinguait guère les uns des autres.

De surcroît, l'effacement partiel du caractère oppositional du M.D.B. explique la recrudescence du vote nul dans certaines régions. Il est significatif à ce propos que la majorité des deux cent quarante mille bulletins nuls (soit 12 % des suffrages exprimés) enregistrés dans l'aire de Rio-de-Janeiro aient porté la mention « Isibao preto » (haricot noir), allusion à la pénurie et à la hausse du prix de ce légume dans le cadre de l'inflation populaire au Brésil, à l'origine de violentes manifestations ces derniers temps.

Cette désaffection partielle de l'électorat montre en tout cas que le mouvement d'adhésion populaire au M.D.B. pourrait ne pas être durable. A défaut d'un encadrement régional efficace, l'implantation du parti a été difficile dans certaines régions. Cependant, le problème majeur découle des limites qui sont imposées à son action par les autorités militaires. La situation de « libéralisation » dans laquelle vit le pays freine le mouvement de renouveau des structures du M.D.B. qui s'imposent à sa poussée de 1974. Son appareil est en grande partie aux mains de politiciens qui ont pratiqué une opposition juridique for-

Villes « stratégiques » et changements d'étiquette

LES résultats officiels des élections municipales qui, le 15 novembre, ont conduit aux urnes quarante millions de Brésiliens, ne seront connus qu'à la mi-décembre, lorsque les autorités des Etats seront en possession des chiffres provenant des villes les plus éloignées de l'Amazonie. Cependant, les résultats déjà connus, portant sur 70 % du total des suffrages, ne subissent plus de modifications majeures (1). Des dizaines de villes importantes sont considérées comme « stratégiques » et, de ce fait, leur maire est nommé directement par le gouvernement : on y vote uniquement pour élire les conseillers municipaux. Parmi ces villes, on compte les capitales des vingt et un Etats et des douze Territoires de la Fédération, les centres urbains situés aux abords des frontières internationales — très nombreux dans l'Etat du Rio Grande do Sul — mais aussi des zones industrielles ayant une forte concentration ouvrière, telles les villes de Volta Redonda (industrie sidérurgique), Santos (zone portuaire) et Cubatão (pétrochimie). A cette liste s'ajoutent d'autres villes dont le caractère « stratégique » est moins évident, leur inclusion dans cette catégorie relevant davantage des manœuvres politiques régionales que de critères liés à la « sécurité nationale ».

Dans les vingt-quatre capitales des Etats et des Territoires, l'ARENA et le M.D.B. sont à égalité, chacun d'eux obtenant le contrôle de douze villes. Cependant, le M.D.B. est vainqueur dans les trois plus grandes villes du pays, São-Paulo, Rio-de-Janeiro et Belo-Horizonte, et obtient ainsi 59 % des suffrages exprimés dans l'ensemble de ces vingt-quatre centres urbains. La situation est inversée lorsqu'on examine le résultat du scrutin dans l'intérieur des vingt et un Etats (les résultats des élections dans les Territoires de Rondônia, Amapá et Roraima ne sont pas encore connus). Si l'on exclut le vote dans les capitales, l'ARENA est majoritaire dans dix-neuf Etats, seuls les Etats du Rio Grande do Sul et du Rio-de-Janeiro lui échappant au profit du M.D.B. ; elle obtient un total de 61 % des voix dans les régions de l'intérieur. Cela lui permettra de devancer le M.D.B. dans le total général, avec 55 % des suffrages exprimés.

Par rapport aux précédentes élections municipales de 1972, les projections des résultats déjà connus indiquent que le M.D.B. doublera probablement le nombre de ses maires élus, mais ce n'est qu'à moyen terme que se dessinera le profil définitif des zones d'influence respectives des deux partis. En effet, au contraire de ce qui est prévu pour les conseillers municipaux, les députés et les sénateurs, la loi électorale permet aux maires de changer de parti après leur élection, sans que leur mandat soit pour autant annulé. Ainsi, dans l'Etat de São-Paulo, sur quatre-vingts élus par le M.D.B. en 1972, seuls cinquante lui sont restés fidèles jusqu'à la veille du scrutin du 15 novembre.

Les actuelles luttes de tendances au sein du M.D.B., très vives à São-Paulo et à Rio-de-Janeiro, laissent présager le passage à l'ARENA de dizaines de maires élus par l'opposition.

(1) Cette étude porte sur les résultats publiés cinq jours après le scrutin : cf. le Journal O Estado de São-Paulo du 20 novembre 1976.

Algerie vous br
au carrefo
nouveau aux ec

مكتبة الشارقة

Guérilla au Sahara, tensions sociales et élections

LE ROI DU MAROC UTILISE HABILEMENT SES ATOUTS FACE A UNE OPPOSITION LÉGALE PLUS HOMOGÈNE

Par ELSA PINGAUD-ASSIDON *

Le 12 novembre dernier, les Marocains ont été appelés à élire leurs conseillers municipaux et communaux. Pour la première fois depuis treize ans, l'opposition participait activement à une consultation électorale. Même si des irrégularités ont pu être constatées — pressions exercées par certains pachas et par la police notamment — elles ont été relativement moins nombreuses qu'à l'ordinaire. Premier résultat remarquable : les candidats présentés par les formations politiques, y compris les partis socialistes, n'ont remporté que 35 % des sièges à pourvoir. La majorité revient à des élus sans étiquette, amalgamés de petits ou grands notables ruraux, de commerçants modestes ou riches, de membres de l'Etat, jeunes technocrates ou ministres. Si chaque formation prétend avoir ses propres sympathisants, l'opposition n'a pas manqué de rappeler que, pour être « indépendante », ces candidats n'en étaient pas pour autant « neutres » ni de désigner la conduite de ceux qui avaient mené campagne à coups de distributions gratuites de farine, d'huile ou de repas.

Le taux d'abstention dans les villes a été plus élevé qu'à la campagne : à Casablanca, par exemple, il a atteint la moitié des inscrits, contre 34,5 % pour l'ensemble du pays. La réouverture des listes électorales avant le scrutin n'avait déjà pas provoqué un afflux de nouveaux inscrits. Mais il est primordial d'évaluer la part des abstentions volontaires et celle qui l'on peut attribuer à une désaffection à l'égard de la vie politique traditionnelle.

Ces élections se sont souvent déroulées dans une atmosphère de tension (voitures sonorisées, tribunes dans les rues), comme un anniversaire de la « marche verte » pour la « reconquête des provinces sahariennes ». Conjointement socialistes et nationalistes, des opposants, récemment sortis de prison, ont dénoncé les abus de vingt ans de corruption tout en se félicitant de la lutte menée pour « recouvrer l'intégrité territoriale ». Alors que l'on votait, l'armée restait sur le pied de guerre au Sahara. Si les élections terminées, le souverain chérifien, qui, depuis l'attitude du Roïah royal en 1972, n'avait pas quitté son pays, est allé présenter, du 22 au 25 novembre, en visite officielle en France, l'image de ce Maroc « nouveau ».

Grâce à la « libéralisation » en cours, le régime marocain paraît donc avoir retrouvé une crédibilité qui avait été fort ébranlée par deux tentatives de coup d'Etat militaire et par un début d'insurrection armée dans le Moyen-Atlas, en 1972. L'établissement de beaucoup d'observateurs l'imputent à l'intelligence politique de Hassan II. Recherché avec assiduité par le roi, cet homme d'Etat a su négocier aujourd'hui avec M. Bouabid, dirigeant de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), parti d'opposition qui se réclame de l'héritage de Ben Barka, continue à confier au colonel Dlimi, ancien chef de la police politique, les responsabilités les plus importantes : le commandement de l'armée chargée du maintien de l'ordre au Sahara.

royal ? Si les présidents doivent fournir « les ministres les ambassadeurs et les directeurs » de demain, comme l'a souhaité le souverain dans son discours de juillet dernier, ne va-t-on pas voir se diviser à nouveau une opposition hétéroclite dont les différents éléments ne posent pas les mêmes conditions à leur participation au pouvoir ? L'U.S.F.P. semble, par exemple, être la seule formation politique pour qui les prochaines élections législatives, annoncées pour le printemps, constituent l'étape la plus significative de la démocratisation de la vie publique. Pour les autres formations, la participation au gouvernement est un enjeu négociable dès maintenant.

Cela dit, l'objectif de tous les partis d'opposition reste d'être associés à des postes de responsabilité — au niveau gouvernemental — pour tenter d'en-

ter les choix économiques et sociaux dans un pays où, malgré les encouragements donnés à l'initiative privée, l'Etat réalise l'essentiel des investissements.

Pour cette conquête de l'appareil d'Etat, l'opposition légale est idéologiquement plus homogène que naguère : la fraction « populiste », favorable à l'action armée, les « basistes », du nom de leur leader, Baari, — a été décimée par la répression qu'elle a subie en 1973 et plusieurs dizaines de ses membres sont encore emprisonnés ; une partie de la nouvelle génération a quitté la gauche légale pour fonder des organisations « marxistes-léninistes » clandestines ; l'articulation entre le principal syndicat, l'Union marocaine du travail (U.M.T.), et le grand parti de l'indépendance, l'Idjmal, s'est démantelée au fil des successives sélections de ce parti qui, malgré son programme social égalitaire, est aujourd'hui constitué de petits et moyens notables.

L'aide extérieure et la dette

L'OPPOSITION, favorable à une industrialisation, trouve dans le récent programme d'investissement publics des raisons d'être satisfaites. En effet, la priorité donnée jusqu'à présent à la construction de barrages d'irrigation, qui avait surtout visé à renforcer la grande propriété foncière, marque le pas devant les ambitions projetées pour l'industrie : parmi ceux-ci, l'ancien projet d'une industrie sidérurgique à Nador, qui a toujours eu, pour l'opposition, valeur de symbole de l'indépendance économique, est remis à l'honneur et, en plus du programme de production d'acier phosphorique, en cours de réalisation, la capacité de transformation locale des phosphates doit être sensiblement accrue dans les prochaines années.

Pour réaliser ces investissements, le Maroc doit, toutefois, s'endetter. En effet, le déficit de la balance commerciale, qui atteint près de 5 milliards de francs pour les huit premiers mois de 1976, a doublé par rapport à la même période en 1975. Cette

dégradation résulte des effets conjugués de la baisse du prix des phosphates et de l'accroissement des importations, imputable en particulier aux dépenses militaires qui représentent, selon les chiffres officiels, le tiers des dépenses budgétaires. Les apports du tourisme, qui ont connu une contraction estimée à 25 %, et les rapatriements des salaires de l'émigration ne couvriront qu'une partie, plus réduite que l'année dernière, du déficit commercial. Cette situation financière précaire a peu de chances de s'améliorer si l'on en croit une étude récente des Nations unies (5) : selon cette étude, le Maroc se situera, en 1980, parmi les pays en voie de développement, au rang des plus défavorisés par leur balance des paiements, très précisément à la troisième place derrière l'Egypte et le Zaïre.

Ce n'est donc pas en fonction de critères purement économiques que le Maroc a pu, pour la première fois, avoir accès au marché des euro-

Le Maroc peut compter, grâce à sa position stratégique, sur un soutien de ses alliés traditionnels, les Etats-Unis et la France, dont les intérêts à cet égard concordent désormais plus qu'ils ne se concurrencent. Après une période d'incertitude, le régime est maintenant considéré comme le meilleur garant de la consolidation du flanc ouest de la Méditerranée dans le camp atlantique. On ne lui épargne donc plus ni le soutien financier ni l'aide militaire.

Il reste que, au sud du nouvel « axe » Paris-Madrid-Rabat, une guérilla s'est installée au Sahara ex-espagnol. Cette situation se traduit, pour le moment au Maroc, par un blocage des salaires — alors que les prix croissent au rythme de 10 % l'an — par le recours à l'emprunt, pour une part prélevée automatiquement sur les salaires sans compter les pertes en vies humaines dans les rangs de l'armée. Les grèves de courte durée qui ont éclaté ces derniers mois, en particulier dans les transports et dans le secteur public, semblent montrer que les appels du souverain à la « paix sociale » ne sont pas partout entendus. Les incidents qui se sont produits fin novembre dans la province d'Oujda et au cours desquels les forces de l'ordre ont officiellement fait trois morts confirment cette impression.

- (1) De nombreux ouvrages et articles d'économistes et de sociologues marocains traitent de cette question, en particulier ceux d'Aziz Belal et de Mohamed Lahbabi.
- (2) Cf. Comité de lutte contre la répression au Maroc : « Maroc-répression, prison, immigration », 1976.
- (3) Libération (périodique de l'U.S.F.P.), n° 8, novembre 1976.
- (4) On dénombre plus de quatre cents prisonniers politiques, sans compter les dizaines de militants syndicaux arrêtés à l'occasion d'un grève ou comme ce fut le cas l'été dernier, pour quatre-vingt-quatre d'entre eux, émigrés au moment de leur retour de l'étranger. Parmi ces prisonniers, un condamné à mort, jugé à Rabat en juin, et deux dont l'identité et un « marxisme-léninisme » qui attendent depuis deux ans de comparaitre devant un tribunal.
- (5) Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (C.O.N.T.D.) : « Perspectives commerciales et besoins en capitaux des pays en voie de développement sur la période 1976-1980 », 1976.

Une difficile démocratisation

La capacité du régime d'assurer son autorité est bien au cœur de la situation actuelle. En 1956, la monarchie, ramenée au pouvoir par un mouvement national aux racines profondes, dut s'appuyer momentanément sur l'opposition (exception faite des communistes), même les plus antagoniques. L'expérience d'un gouvernement de coalition prit fin quatre ans après : l'Idjmal et ses stratèges qui créèrent l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), partisans de l'indépendance, furent rejetés dans l'opposition.

La politique suivie à partir de 1960, qui privilégia la grande propriété foncière, un nombre réduit de familles affairistes et les investisseurs étrangers (1), a provoqué de violents soulèvements : une manifestation lycéenne tourne à l'émeute populaire à Casablanca en 1965, les ouvriers du phosphate font, en 1968, la grève la plus longue de leur histoire. Les répressions se succèdent dans les campagnes contre les expropriations des terres, l'armée elle-même passe à l'offensive en 1971 et 1972, avant que des opposants, traversant la frontière algérienne, ne viennent s'attaquer, en mars 1973, à des postes de la gendarmerie.

L'isolement de la monarchie est alors sérieux. Elle survit grâce à la division de ses adversaires et à la répression. Des milliers d'opposants connus et de mécontents ou de « suspects » anonymes sont arrêtés, des dizaines sont exécutés ou meurent sous la torture (2). La crise sociale favorise le développement de sectes religieuses fanatiques du type des Frères musulmans d'Égypte ; encouragés par les autorités dans leur chasse aux sorcières contre l'« athéisme marxiste », elles en viennent, en décembre 1975, à assassiner un des principaux leaders de l'opposition, Ouan Benjelloun. L'enquête pour retrouver les véritables responsables est au point mort.

Dans ces conditions, ranimer le sentiment national en ouvrant le dossier du Sahara ne pouvait suffire à clarifier le climat politique. Les tentatives faites en 1973-1974 (souhait à la cause palestinienne pendant la guerre d'octobre, « marocanisation » de certains secteurs économiques, appels en direc-

Correspondance

Les grandes firmes et les organisations internationales

A la suite de l'article du professeur Erich Jacoby intitulé « Influence croissante des transnationales dans le système des Nations unies » (Le Monde diplomatique, juillet 1976), M. B. Chaudhry, directeur de la Banque mondiale, nous écrit :

1) La BIRD et la F.A.O. ont bien mis sur pied un Programme de coopération, grâce auquel soixante experts agricoles de l'organisme romain aident les éventuels emprunteurs de la BIRD à préparer leurs projets. Mais ce programme n'a aucun rapport avec le Programme de coopération industrielle de la F.A.O., auquel la BIRD n'est pas associée ;

2) Sur les soixante-dix prêts, d'un montant total de 1,7 milliard de dollars, conclus depuis un an au secteur agricole, la moitié a été consacrée à des projets de développement rural avec, conformément au discours prononcé par M. Nasser en 1973, la préoccupation d'assister les cultivateurs les plus pauvres ; un tiers des prêts a été préparé avec l'aide de la F.A.O. et aucun n'a impliqué la coopération des sociétés transnationales.

M. Erich Jacoby nous adresse les remarques suivantes : a) le Programme de coopération est financé principalement par la Banque mondiale et est établi au siège de la F.A.O. sous le nom de Centre d'investissement. Avec le Programme de

coopération industrielle et la Field Liaison Division, il constitue le « Département de développement » qui détient la principale responsabilité de la stratégie de développement de la F.A.O. ; b) de plus, depuis le 1er octobre 1976, le Programme de coopération industrielle a conclu un accord de travail avec la Société financière internationale, qui est une filiale de la Banque mondiale ; c) en coopération avec la F.A.O. et le PRUD (Programme des Nations unies pour le développement), la Banque mondiale a établi un Groupe de

consultation sur la production alimentaire et l'investissement dans les pays en développement (C.G.F.P.I.) qui joue un rôle important dans la politique de développement. Ainsi, au stade de la planification et de l'action, la Banque mondiale a nécessairement une importante responsabilité dans le fait que les sociétés d'agro-business — bien qu'aucun nom ne soit cité dans les rapports de la Banque — occupent une place de partenaire extrêmement favorisée dans le programme de développement rural de la Banque.

Les multinationales et l'élevage

Après avoir pris connaissance, avec quelque retard, de l'article de José S. da Veiga intitulé « Quand les multinationales font du ranching » (Le Monde diplomatique, septembre 1976), M. Jean Heer, conseiller de direction de la société Nestlé, nous écrit :

Après avoir assuré qu'investir dans la création de grandes fermes d'élevage serait plus rentable qu'investir dans des projets industriels, l'auteur affirme que dans le nord-est du Mato-Grosso, les zones limitrophes des provinces de Para et de Goiás se trouvaient des ranches de plusieurs sociétés, au nombre desquelles il cite Nestlé.

celui de tout journal digne de ce nom, je tiens à préciser que Nestlé ne possède aucun ranch ni dans les régions citées, ni au Brésil, ni ailleurs. Nestlé ne possède dans le monde ni cheptel, ni plantations, ni magasins. Elle assure, en revanche, toutes les opérations allant de la fabrication à la distribution. Elle est évidemment propriétaire des terrains où sont installées les fabriques qui lui appartiennent et qui, dans les pays où elles sont implantées, contribuent au développement de la région. Dans les pays du tiers-monde, l'implantation des usines de produits laitiers, par exemple, va de pair avec une participation à la formation des agriculteurs. Cette politique est conforme au rôle d'entreprise industrielle que Nestlé assume depuis plus de cent ans.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.

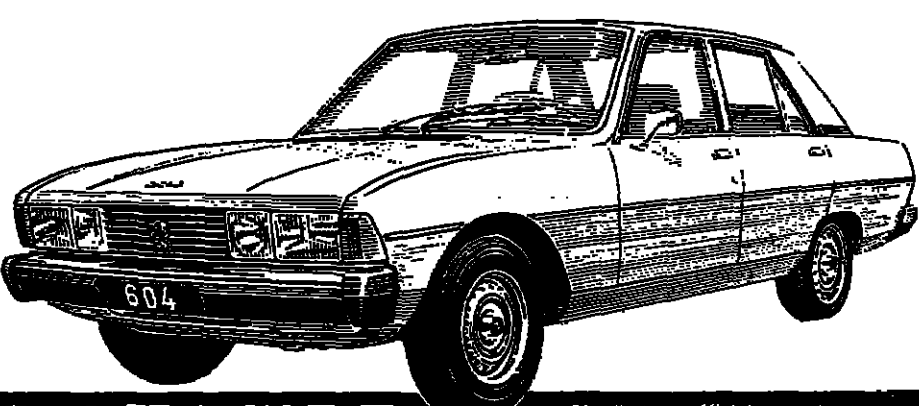


Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y aller conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague, Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. Au rythme de vos affaires.



الخطوط الجوية الجزائرية AIR ALGERIE

automobiles PEUGEOT



SODEXA

Distributeur officiel pour la vente :

- aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales
- aux Clients se rendant en France

Exclusivement immatriculations spéciales CD et TT

26, RUE CAMBACÉRÈS • 75362 PARIS CEDEX 08 • ☎ 742.77.38 • Telex Peugeot 280.426

MALAISIE

Arrestations de membres du gouvernement et de chefs de l'opposition

La « vieille garde » impose au premier ministre un virage à droite

L'ARRESTATION le 3 novembre de deux vice-ministres du gouvernement fédéral ainsi que de trois leaders de l'opposition, suivie le 20 novembre de celle de dizaines de professeurs et de fonctionnaires, a révélé la gravité de la crise politique qui couvait depuis quelques mois en Malaisie. Elle marque le retour en force, après une certaine éclipse, de la « vieille garde » dans un pays qui semblait avoir définitivement choisi d'être gouverné « au centre », avec tolérance et modération.

Le premier ministre, M. Hussein Onn, qui a succédé en janvier à son beau-frère Abdul Razak, a décidé, paraît-il, de plus en plus de difficultés à poursuivre dans la ligne tracée par ce dernier. On assiste en effet à une offensive générale, ouverte ou camouflée, de tous ceux que la politique du leader défunt avait gênés ou brimés.

L'autorité que Razak s'était assurée sur le parti dominant (l'UMNO), sur les autres partis de la majorité (Front national) et sur l'appareil d'Etat était pratiquement totale. M. Hussein Onn ne possède pas le même charisme et n'a pu obtenir les mêmes alliances. Or ce n'est pas de bon cœur qu'une partie de la classe politique et des milieux économiques avait vu l'administration s'engager dans la voie définie par Razak. Le plan de « restructuration » de la société malaisienne inquiétait à la fois les Chinois (puisqu'il visait à donner aux Malais une part sensiblement plus grande du revenu national) et les possesseurs de toutes sortes de privilèges (notamment le secteur public et à accroître de ce fait les pouvoirs d'une bureaucratie que l'on chargeait en outre de lutter contre la pauvreté).

La politique étrangère de non-alignement, en particulier l'attitude positive et ouverte de Razak envers la Chine populaire et les Etats indochinois, suscitait d'autre part des réserves que la recrudescence, importante depuis 1975, de l'activité des guérillas communistes en Malaisie n'avait pas contribué à apaiser. Bien que le gouvernement lui-même ait maintes fois reconnu qu'il ne disposait d'aucune preuve que le P.C. de Malaisie fût soutenu ou entraîné de l'extérieur, l'opinion des milieux de droite était que le gouvernement aurait dû obtenir de Pékin ou d'Hanoi qu'un frein fût mis aux activités des « terroristes communistes ».

La politique économique elle-même

n'échappait pas aux critiques et, bien que l'inflation eût été maîtrisée (et réduite à un taux annuel de 2 %), on attribuait le ralentissement de la croissance non seulement à la baisse de la demande extérieure (due à la récession dans les pays industrialisés), mais aussi au découragement des investisseurs et promoteurs irrités par le dirigisme croissant, les réglementations excessives et les discriminations à l'encontre des Chinois.

Définir le danger communiste

Au sein de l'UMNO, cette conjonction a avivé la rivalité des factions que Razak avait réussi à contrôler tout en favorisant néanmoins celle des « jeunes progressistes ». Mais la multiplicité des problèmes auxquels devait faire face le gouvernement exigeait que l'on prenne la mesure de tous les risques pour établir une échelle de priorités. Il a semblé qu'au début le gouvernement se soit surtout préoccupé de relever le défi des guérillas communistes.

Le ministre de l'intérieur, M. Ghazali Shafie, homme fort du régime, a tenté de mobiliser l'opinion contre le danger communiste, affirmant que le pays était maintenant engagé dans une « lutte à mort » pour sa liberté. Les médias, à son instigation, dramatisèrent à tel point la situation que l'opinion commença à se demander comment une force rebelle évaluée à deux mille cinq cents ou trois mille hommes armés pouvait ainsi menacer un Etat de 12 millions d'habitants et tenir en échec une armée moderne et dix fois plus nombreuse. Les doutes sur la solidité interne du régime et sur l'aplitude de la police et des forces armées s'en trouvaient renforcés, ce qui contribua à démolir davantage encore les milieux économiques. On dut convenir que la propagande devait rectifier son tir.

Puis que les agissements des « terroristes » (en fait efficacement combattus), c'est l'« infiltration communiste » dans l'appareil d'Etat que la droite s'efforça alors de dénoncer. Elle porta ainsi la lutte politique sur un terrain où l'ensemble du gouvernement n'était guère disposé à la suivre.

La classe politique malaisienne reste certes dominée par une hostilité précise ou diffuse au « communisme », mais les risques ne sont pas perçus par tous de la même façon.

Il ne semble pas faire de doute que, pour M. Hussein Onn (qui suit en cela la ligne Razak), l'essentiel est, tout en assurant l'ordre et la sécurité, de ne pas casser la croissance, de maintenir l'emploi, l'investissement, le productif et la concorde raciale, d'obtenir ainsi la confiance du peuple dans le succès de la lutte engagée pour éradiquer la pauvreté et instaurer une société plus juste, notamment pour les Chinois. On pense stériliser ainsi le terrain sur lequel pourrait croître le communisme. Il a donc semblé à M. Hussein Onn que, pour obtenir la reconnaissance internationale, il fallait assouplir la politique suivie jusqu'ici à l'égard des compagnies pétrolières, effarouchées par les conditions posées par le direc-

Par PHILIPPE DEVILLERS

teur de la compagnie d'Etat Petronas, rassurer à la fois les investisseurs étrangers et les compatriotes chinois, sensibilisés notamment par les contrôles prévus par l'Industrial Coordination Act de 1975.

On ne pouvait néanmoins rassurer et obtenir cette relance économique qu'en évitant de trop grossir le danger communiste, au moins sous sa forme armée. Par ailleurs, il fallait prendre garde de ne pas briser les tenants de la prépondérance malaise : accepteraient-ils qu'un renoncement, même momentané, à contenir le dynamisme financier des Chinois ? En choisissant comme premier ministre adjoint le Dr Mahathir, qui symbolisait en quelque sorte l'indépendance nationale, M. Hussein Onn a cherché une caution pour cette politique économique plus souple et plus libérale qu'il juge nécessaire. De fait, ce fut le Dr Mahathir qui, le 22 septembre, annonça l'assouplissement des procédures d'investissement, un changement de directeur de la Petronas, mais qui, en même temps, confirma le principe donné par le troisième Plan à la lutte contre la pauvreté et à la restructuration de la société.

L'offensive des conservateurs

À droite a accepté cet infléchissement indispensable à une relance dont ses membres seront probablement les bénéficiaires. Elle a même salué avec faveur ce qui lui semble être aussi une défaite des éléments « dogmatiques et socialistes » de l'équipe Razak. Ce n'est cependant pour elle qu'un premier pas : tout restera précaire à ses yeux tant qu'on n'aura pas mis fin à ce qu'elle appelle la dangereuse infiltration du « progressisme » dans les milieux politiques, les mass media, etc.

À la vérité, les classes privilégiées s'inquiètent des progrès de la conscience politique dans les jeunes générations et dans les couches pauvres de la population. Elles redoutent de voir se créer un « front de classe » multiracial des pauvres contre les riches, et de ne plus pouvoir jouer comme par le passé, sur les antagonismes ethniques pour mobiliser les électeurs et étouffer toute contestation ou insubordination. Les efforts des communistes (jusqu'à essentiellement chinois) en direction des milieux musulmans les inquiètent tout particulièrement : d'où l'accent mis par la propagande officielle sur l'incapacité de l'Islam et du communisme athée. La droite, qui ne dit jamais mot du progressisme arabe, souligne à l'envi que l'Islam est la barrière la plus efficace contre le socialisme.

Les derniers événements ont montré que la « vieille garde » conservatrice se

sentait désormais assez forte pour imposer sa ligne contre les jeunes « progressistes » qui dominaient la scène du temps de Razak. La confrontation avait commencé dès la fin de 1974 lorsque le premier ministre du Sabah, Tun Mustapha, fut démissionnaire, puis lorsque le premier ministre de l'Etat de Selangor, M. Harun bin Ibrahim, qui était aussi président de l'organisation de jeunesse de l'UMNO, fut impliqué dans une grave affaire de corruption, avait dû se « mettre en congé ». Ses partisans, nombreux et influents, n'avaient pas pu dissuader M. Hussein Onn de donner le feu vert à l'ouverture d'un procès qui avait abouti à la condamnation de l'inculpé et à l'exclusion de l'UMNO (en mars 1975). Or il était un des leaders de la fraction dure, la plus conservatrice.

Par une étrange coïncidence, c'est quelques jours avant la réunion, le 1^{er} juillet, du Conseil suprême de l'UMNO, que l'on apprit de façon spectaculaire, l'arrestation le 31 juin du rédacteur en chef du principal quotidien du pays, M. Samad Ismail, journaliste brillant qui avait été un des conseillers les plus écoutés de l'équipe Razak. Il avait, en prison, été communiste depuis de longues années. C'est un des chefs de file de la droite conservatrice, M. Sayed Ismail Albar, qui fut élu le 1^{er} juillet chef de la jeunesse de l'UMNO, contre le candidat de M. Hussein Onn. M. Albar se manifesta immédiatement en demandant une élimination impitoyable des communistes infiltrés dans l'administration et les partis. Mais M. Hussein Onn et Mahathir répondirent qu'une enquête avait lieu et que le gouvernement était résolu à se lancer dans une chasse aux sorcières.

La pression des conservateurs s'accrut brutalement après la publication le 2 septembre d'une confession complète de M. Samad Ismail qui avait avoué sa mission, dès 1957, d'infiltrer l'UMNO. Il avait, dit-il, toujours agi dans l'intérêt du communisme international, s'était employé à rendre le communisme acceptable pour les milieux musulmans, s'était fait beaucoup d'amis dans tous les partis et avait exercé sur eux une certaine influence. Confession surprenante, à la vérité, par son ton comme par son contenu. Ce fut la stupeur d'abord, puis vint la réflexion : qui avait été le jonc ou l'instrument de ces communistes, et depuis quand ? Un immense soupçon était ainsi soudain jeté sur l'ensemble de la politique Razak.

La droite n'a fait, depuis septembre, qu'accroître sa pression, et son objectif est devenu très clair : il s'agit d'éliminer ou de paralyser toute la faction des « jeunes progressistes » à qui Razak avait confié d'importantes responsabilités. Le 8 octobre, au cours d'une audience de son second procès, M. Harun, pour la première fois, mettait en cause un personnage politique, le vice-ministre Abdullah Ahmad, qui avait été le bras droit de Razak. La confession de M. Samad Ismail permettait désormais à M. Harun de se poser en victime d'un complot du clan des « progressistes », initié par des communistes, désireux d'abuser tous ceux qui étaient indécidablement attachés à la religion, à l'ordre, etc. Le 10 octobre, M. Albar exigeait que soient rapidement éliminés de l'UMNO et de l'Etat tous les éléments influents par le communisme. Le 30 octobre, le

Conseil suprême de l'UMNO, réuni à Penang, réintégrait M. Harun dans le parti, et cette fois tout basculait à droite. Le 1^{er} novembre, une élimination immédiate du parti était annoncée : le 2 les deux vice-ministres, MM. Abdullah Ahmad (technologie et sciences) et Abdullah Majid (travail) démissionnèrent. Le 3, ils étaient arrêtés. Ces arrestations, comme celles qui ont suivi, ont été opérées en vertu de l'Internal Security Act (ISA), qui permet de déténir sans jugement, pour une durée indéterminée, toute personne dangereuse pour la sécurité de l'Etat.

L'offensive des conservateurs pour s'assurer l'hégémonie dans le gouvernement et l'Etat vient ainsi de remporter une série d'importants succès. La « vieille garde » se refuse à transiger sur les principes qui l'ont inspirée depuis 1946, à admettre une remise en cause, même limitée, du caractère féodal (au sens propre), paternaliste et même réactionnaire de la société traditionnelle malaise. L'anticommunisme est une fois de plus son arme essentielle et il s'agit d'imposer à M. Hussein Onn une politique bien déterminée.

En polarisant à nouveau une société que Razak s'était efforcée de détendre, en lui assignant des objectifs communs, la droite ne va-t-elle pas raviver toutes les tensions, précipiter l'évolution vers une crise, précipitant à briser et rendre instable la création, sur une base multiraciale et démocratique, d'un Front populaire ?

● APRES LE COUP D'ETAT EN THAILANDE. — Contrairement à ce qu'il était affirmé dans l'article de Kao Kom sur la Thaïlande publiée dans notre dernier numéro, la Voix du peuple de Thaïlande, organe du P.C. thaïlandais, pro-chinois, s'abstient de toute allusion au souverain.

● L'AMERIQUE DE JIMMY CARTER. — Dans l'article de Marie-France Toine sur le phénomène de l'abstention dans les élections américaines (cf. le Monde diplomatique de novembre), une erreur d'impression nous a fait écrire que les dernières élections législatives aux Etats-Unis remontent à 1972. C'est 1974 qu'il faut lire, comme le suggèrent d'ailleurs le tableau accompagnant l'article.

— A défaut de renvoi dans le texte, la note 6 publiée au bas de l'article de Diana Johnstone consacré à l'analyse de la « stratégie trilatérale », dans le même numéro du journal, paraît incomplète. L'ouvrage cité, *America in a Hostile World*, est de Zbigniew Brzezinski (à paraître aux éditions Basic Books).

● UN FONDS A LA MEMOIRE D'ORLANDO LETELLIER. — L'Institut for Policy Studies à Washington annonce la création d'un fonds à la mémoire d'Orlando Letellier et de Ronald Karpen Moffitt, assassinés le 21 septembre 1975. Ce fonds vise à la défense des droits de l'homme, le fonds se propose d'encourager la recherche sur des thèmes précis : relations entre politique économique et répression, effets du militarisme et de la course aux armements sur les droits de l'homme, mécanismes de la répression, etc. (The Letellier-Moffitt Memorial Fund of Human Rights, 1801 Q Street, N.W., Washington D.C. 20009).

La IV^e République et la première guerre d'Indochine

“PONTES DE LIANES”, de Jacques Raphaël-Leygues

QUAND bien même serait-elle négative, il faut toujours écrire l'histoire, sans crainte, sans peur, sans trop tarder. Peut-être, alors, n'en apparaît-elle que plus édifiante, au sens péjoratif du terme.

Dans cet esprit, Jean Sainteny, ancien commissaire de la République à Hanoi, avait écrit, dès 1953, l'histoire d'une paix manquée, 1945-1947. L'ancien commissaire de la marine et ancien conseiller de l'Union française Jacques Raphaël-Leygues aura attendu près d'un quart de siècle pour lever le secret sur le trame de ces « pontes de lianes » qu'auraient pu accrocher entre deux pays en guerre ses missions au Vietnam en 1953 et en 1954 (1). Scrutant la « chronique d'une basse époque », l'auteur, d'avoir été, avec un Messmer, un Sainteny, un Mus, un Buisson, un Savary, un André Lemaire, « de ceux qui ont essayé de conjurer le destin » face à ce qu'il appelle « le conformisme idiot des hommes, l'immobilisme d'un régime et de ses politiques ». Que ses missions n'aient, de son propre aveu, « servi à rien », cela importe autant, sinon davantage, à la compréhension d'un postérieur du drame indochinois.

Sans doute est-il instructif d'appréhender comment s'élabora dans le cabinet de Vincent Auriol, président de la République, et avec la bénédiction d'André Pineau, président du conseil, la mission de contact qui allait être confiée au prince Buisson-Hoi, éminent savant vietnamien, avec le soutien logistique en Indochine de J. Raphaël-Leygues et du professeur André Lemaire. Sans doute, aussi, prendra-t-on intérêt au détail de l'opération et à sa dimension « asiatique ». Mais ce qu'on retiendra, aujourd'hui, ce sont plutôt les traitises multiples qui contribuèrent à son échec et dont la moindre, à en croire l'auteur, ne fut pas la dissimulation d'émissaires de la radio vietnamite qui eussent pu signifier une réaction, selon lui positive, de l'adversaire.

L'homme politique qui signe ces pages accusatrices ne peut-être un peu loin dans ses opérations lorsqu'il qualifie le conflit indochinois de « guerre M.E.P. » (Mouvement républicain populaire, démocrate-chrétien), mais à-t-il tort de douter qu'un Georges Bidault,

un Jean Letourneau, ministre des Etats associés et haut-commissaire à Saigon, aient pu être « dupes de ce qu'ils faisaient » ? Du ministre (qui le fut de 1950 à 1953), il pense qu'il avait donné à la mission Buisson-Hoi-Leygues-Lemaire « son accord, non son adhésion » et qu'il prononça certaines déclarations évasives à seule fin de le faire capoter.

Non moins sévèrement s'expriment les jugements que cet administrateur du futur maréchal de Lattre porta sur certains chefs militaires, en particulier les généraux Valluy et Salan. Lui-même officier de marine, et relégué d'ailleurs dans ses premiers chapitres les opérations auxquelles il prit part en combattant, J. Raphaël-Leygues n'en avait pas moins compris, et très tôt — avec son chef, l'amiral Basset — l'insanité des combats au Tonkin, le scandale de la torture et les peurs des « armées » d'une armée « dont chaque corps, écrit-il, vit selon une espèce de loi tribale ». Mais à cette armée, et c'est là une de ses explications de la guerre, il fallait donner « des satisfactions de métier, de carrière ». Allant plus loin dans ses hypothèses, mais avec moins de chances d'y rallier le lecteur, le futur député U.N.R. du Lot-et-Garonne se dit convaincu que la guerre d'Indochine dura uniquement « parce que des hommes politiques et des généraux voulaient que l'armée restât loin de la métropole et ne rappellât pas de Gaulle ».

Il faut savoir que les héros de l'auteur de Pontes de lianes — outre ses « complètes » de la mission avortée — s'appellent Basset, de Lattre, Messmer, Sainteny, Mendès France (et quelques autres, dont l'académicien Georges Duhamel) : cela concourt à animer une galerie de portraits qui, Dieu merci, ne sont pas tous antipathiques et qui — avec un Vincent Auriol, honnête et de bonne volonté — réhabilitent quelque peu une IV^e République assez malmenée à travers ces 250 pages passionnées et passionnantes, qui autrement ne seraient que navrantes.

ANDRÉ BLANCHET.

(1) Jacques Raphaël-Leygues, Pontes de lianes, Missions en Indochine 1945-1954, Bachelin, Paris, 1976, 288 pages, 48 F.

Une Etude du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies

Pour les secours en cas de catastrophe (U.N.D.R.O.)

“Les Nations Unies face aux catastrophes naturelles”

Par Gérard LANGEAIS

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Public, Secrétaire International Adjoint du « Corps Mondial de Secours ».

Préface de Michel Copédo

Ancien Président de la F.A.O.

1976. Un volume 13,5 x 18 cm, 120 pages.

PREL DE VENTE : 45 F. — FRANCO : 48 F.

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

24, rue Soufflot, 75005 PARIS. — Téléphone : 633-89-85.

PARIS - TROCADERO
Hôtel particulier exceptionnel
1 200 m² de planchers
1 450 m² jardin mitoyen d'autr. Jard.
PASTEYER
266-35-84 le matin.



RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



Une prestigieuse collection de
CROCODILE
que vous ne pouvez ignorer

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

Le Monde de l'éducation

numéro de décembre

LES ENFANTS ET LES LIVRES

LE TÉMOIGNAGE D'UN ÉTUDIANT FRANÇAIS EN CHINE

Le numéro : 5 F. - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F. - Étranger : 68 F

« Le Monde de l'éducation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BRUYE-MERY

Directeur de la publication : Jacques FAUVET

Rédacteur en chef : Claude JULIEN

Rédactrice en chef adjointe : Micheline FAUVET

Prix de l'abonnement annuel (en francs) :

VOIE NORMALE

France, DOM, TOM, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République malgache, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tunisie, Poste militaire, Poste navale, Andorre, Monaco	52
Autres pays	72
PAR AVION (abonnement et taxes) :	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Arabie Saoudite, Maldives, Algérie, Maroc, Tunisie	87
DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoires français des Antilles, République centrafricaine, République malgache, République du Congo, Libye, Égypte, Arabie Saoudite	98
Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	101
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	140
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Amérique, Afrique et d'Asie	121

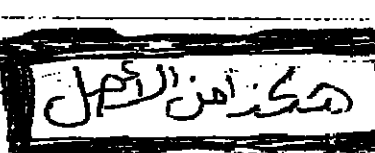
Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. Rédaction : 244-72-23

Adresse télégraphique : Jourmond, Paris

Tél. Abonnements : 230-65-65

Téléx : Le Monde 650-572 Paris



L'EUROPE SOUS HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAINE ?

(Suite de la première page.)

L'indépendance est pourtant alimentée par l'actuelle structure économique et politique de l'Europe. Une part toujours croissante — environ 20 % — selon certaines estimations — du produit des firmes multinationales résulte directement de la spéculation permanente sur les variations des taux de change qui découlent de la disparité entre les monnaies et les économies de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud. Or, sans rompre avec les structures économiques de l'Europe occidentale, il est impossible de contrôler les mouvements des capitaux. Plus de 8 milliards de dollars ont quitté la France depuis juin 1975 pour s'investir aux États-Unis, en Suisse et en République fédérale d'Allemagne. Les échanges de marchandises entre filiales des sociétés multinationales servent de plus en plus de vecteurs à des transferts spéculatifs de capitaux.

La nouvelle politique des États-Unis

PORTÉ au pouvoir par une coalition d'appareils militaires, industriels et syndicaux, Jimmy Carter ne correspond guère à l'image libérale qui lui a été attribuée. En conviendrait-il d'étudier les textes de la Commission trilatérale, qui n'est certes pas un organe officiel, mais qui s'empare du pouvoir mais qui, plus simplement, a su faire converger des hommes représentatifs de certains intérêts et de certaines conceptions politiques (voir le Monde diplomatique, mars et novembre 1976). Un populisme de droite à l'intérieur (y compris la lutte contre le chômage et une dose d'inflation qui sera exportée) s'y combine avec un durcissement dans le vocabulaire et dans les faits, de l'imperialisme. Une nouvelle politique étrangère américaine se dessine, qui va modifier à terme les données des rapports de force dans le monde. Elle peut se résumer autour de quatre grandes orientations :

1° Établir un nouveau type de relations entre les États-Unis et les pays socia-

Telle est bien la conséquence la plus visible de la crise : la fracture des pays industriels avancés en deux groupes — d'un côté, ceux qui contrôlent encore tant bien que mal la crise et l'inflation, de l'autre ceux qui s'enfoncent dans la dégradation économique. Cette fracture sépare les classes dirigeantes de l'Europe occidentale d'un cadre institutionnel qui permet de maîtriser les soubresauts économiques et politiques des vaincus de cette guerre (« froide ») ouverte par les États-Unis contre leurs concurrents commerciaux du Japon et de l'Europe occidentale. En ce sens, le projet de Parlement européen — destiné d'abord à diluer et noyer les forces de gauche du sud de l'Europe dans une majorité de démocrates-chrétiens et de sociaux-démocrates contrôlés par les États-Unis — constitue aujourd'hui une contrepartie essentielle de la « latino-américanisation » du sud de l'Europe.

Notes : considérant que l'équilibre de la terre est stabilisé, le langage et la pratique de la coexistence perfectionnés par M. Henry Kissinger ne seront plus utilisés de la même manière : une nouvelle confrontation prend forme. Les États-Unis utilisent leurs armes économiques (ventes de blé, octroi de crédits, etc.) pour arracher à l'U.R.S.S., au coup par coup, des concessions plus importantes que par le passé.

2° Cesser de subordonner le conflit Nord-Sud au conflit Est-Ouest : en clair, les États-Unis vont accentuer leurs efforts en Afrique et en Asie (comme ils l'ont déjà fait en Amérique latine) en vue de contrôler — et de disjoindre — l'unité d'ailleurs relative du tiers-monde ; les dirigeants africains et arabes en particulier feront les frais de cette politique.

3° Redéployer, conformément aux thèses de M. Schlesinger, ancien chef du Pentagone, l'effort militaire américain vers l'organisation d'une force d'intervention aéro-navale capable d'intervenir sur tous les points du globe : l'abandon de certaines bases américaines à l'étranger s'accom-

pagnera de l'établissement plus systématique de proconsulats économique-politico-militaires confiés à des alliés sûrs : la R.F.A. en Europe, le Brésil en Amérique latine, l'Iran au Proche-Orient, le Japon en Orient.

4° Organiser ces zones en entités avec lesquelles les États-Unis traitent collectivement au lieu de traiter individuellement avec chacun des pays qui les com-

Le proconsulat allemand

Sur le rôle ainsi dévolu à l'Allemagne, les forces de gauche en France et en Italie semblent frappées de cécité. Si elles souhaitent un avenir européen véritablement autonome, elles ne peuvent éviter de s'interroger sur la nature et la dynamique de l'évolution de l'Allemagne occidentale. Cette évolution préfigure, en effet, (voir le « dossier » du Monde diplomatique, octobre 1976) ce que serait l'Europe sortant d'une Europe intégrée, à la fois « protégée » par les États-Unis et dirigée en leur nom par la République fédérale d'Allemagne.

L'Allemagne paraît déjà le langage d'un maître à l'égard des régimes affaiblis par la crise. État fort de type constitutionnel, symbole originel d'anciennes traditions et d'une technocratie à l'américaine, l'Allemagne s'est dotée au cours des trois dernières années de la première armée conventionnelle d'Europe occidentale (voir ci-dessus), de loin supérieure aux armées française et anglaise. Ses cadres, comme en témoigne un scandale récent, ne sont pas tous exempts d'une certaine nostalgie et de sympathies pour les « héros » militaires du III^e Reich. En violation des traités, la R.F.A. a même amorcé avec le Brésil, le Chili et l'Afrique du Sud une collaboration atomique qui peut toujours déboucher sur la fabrication d'armes nucléaires.

Fort de l'appui américain, le chancelier Schmidt a liquidé en quelques semaines la politique extérieure de M. Giscard d'Estaing. La seconde partie du projet Giscard, qui visait d'abord à ramener la France dans le camp américain, puis à partager avec l'Allemagne le pouvoir en Europe, ne correspond évidemment pas aux objectifs de la politique américaine. M. Schmidt a donc refusé le « directoire » proposé, laissant tomber le franc et entraînant de démanteler tous les obstacles économiques (Europe agricole comprise) à l'hégémonie américaine sur l'Europe. La malheureuse Allemagne sur l'industrie nucléaire et sur l'électronique, le rétablissement de son hégémonie sur l'industrie de l'acier, témoignent avec éclat de la véritable nature de la dynamique ouverte par la R.F.A.

Rien n'indique que le cours des événements puisse être modifié. Sur le plan intérieur, l'Allemagne glisse vers la droite. La chasse aux sorcières dans les administrations et les entreprises, les encouragements à un système de délation publique par la grande presse de droite, l'effacement de toute contestation par la police, avec le soutien d'une large part de l'opinion publique, la multiplication des associations d'anciens nazis, etc., rappellent de fâcheux souvenirs.

La gravité de la situation qui se développe sous nos yeux tient à l'accord

posent : contrairement à M. Kissinger, qui privilégiait les négociations bilatérales, M. Jimmy Carter se propose d'encourager une construction européenne dominée par l'Allemagne. On s'explique sans peine, dans ce cadre, la nature du ralliement des démocrates-chrétiens et de la social-démocratie européenne au projet de Parlement européen de M. Schmidt, Giscard d'Estaing et Andreotti.

tant vassalise l'Europe. Le réalisme suggère un autre choix et invite à lutter contre la crise économique tout en refusant une hégémonie extérieure fondée sur la prédominance du dollar et sur le projet actuel d'élection du Parlement européen au suffrage universel.

La seconde solution de facilité pousse les pays européens à s'associer au front des pays riches face au tiers-monde, alors que le réalisme économique et politique incite à refuser une telle confrontation, à défendre au contraire l'idée d'un moratoire sur les dettes des pays les plus pauvres, à soutenir la réévaluation des prix de leurs produits — ce qui suppose, pour la survie même de l'humanité, une refonte de la consommation et de l'organisation du travail dans les pays développés.

C'est uniquement à partir de ces deux choix qu'il deviendra possible d'organiser de nouveaux circuits économiques appuyés sur la neutralisation de la Méditerranée et une coopération sur des bases nouvelles avec les pays progressistes du tiers-monde.

De telles options peuvent modifier le destin de l'Occident et éviter aux peuples européens le statut néo-colonial inscrit dans la nouvelle politique américaine, qui souhaite, en les contrôlant plus étroitement, les utiliser pour discipliner le tiers-monde.

JEAN-PIERRE VIGIER.

La puissance de l'Allemagne

● PRODUCTION ET COMMERCE EXTERIEUR :	
— P.N.B. 1975	1 928 milliards de F.
— P.N.B. par habitant	31 000 F.
— Taux P.N.B. 1975-1976	+ 5,5 %
— Taux de chômage (septembre 1976)	2,5 %
— Inflation (septembre 1976)	3 %
— Commerce ext. 1975 : exportations	441 milliards de F.
importations	368 milliards de F.

● L'ARMÉE ALLEMANDE :	
I. — Forces armées : terre	326 000 hommes
air	194 000
mer	26 000
total	466 000
Défense territoriale	25 000
Déf. des frontières et police de protection	32 000
Réserves instruites	1 300 000

II. — Corps de bataille :	
Divisions motorisées (infanterie)	7
Panzer divisions	3 (1)
Division alpine	1
Division de parachutistes	1

III. — Forces aériennes de combat :	
Escadrons de chasseurs-bombardiers	14
Escadrons de chasse	7
Escadrons de transport	7
Escadrons de reconnaissance	2
Bataillons de lancement de fusées Pershing sol-sol	2
Bataillons de lancement de fusées anti-aériennes « Nike » et « Hawk »	15

IV. — Marine de guerre :	
Sous-marins	9
Destroyers	8
Destroyers d'accompagnement	6
Patrouilleurs	45
Fusiliers de mines	72
Surveillants côtiers	7

Source : Stockholm International Peace Research Institute.

(1) Dont 333 chars ultra-modernes, 1 273 chars plus anciens, 1 535 lance-roquettes motorisés, 453 canons sur chenilles.

COMMERCE EXTERIEUR

L'excédent de l'Allemagne et du Japon et le déficit des autres pays

		Septembre 1975	Juillet 1976	Septembre 1976
États-Unis (en millions de dollars)	Export	9 104	9 716	9 871
	Import	8 820	10 093	11 448
	Solde	+ 284	- 377	- 1 577
Grande-Bretagne (en millions de livres)	Export	1 588	1 958	2 140
	Import	1 807	2 482	2 583
	Solde	- 219	- 524	- 443
France (en millions de francs)	Export	17 463	22 745	22 608
	Import	17 463	22 745	22 156
	Solde	- 358	+ 263	- 4 088
Italie (en millions de lires)	Export	1 969	2 988	2 712
	Import	2 384	2 883	3 225
	Solde	- 415	+ 105	- 512
Allemagne fédérale (en millions de marks)	Export	18 496	21 332	23 400
	Import	15 732	18 739	18 400
	Solde	+ 2 764	+ 2 593	+ 4 000
Japon (en millions de dollars)	Export	4 468	5 782	6 050
	Import	4 051	4 777	4 820
	Solde	+ 417	+ 1 005	+ 1 230

Source : Financial Times, 15 novembre 1976.

ENTRE LE BAROQUE ET LE CYNISME RESPONSABLE

L'Europe des iconoclastes

L'EUROPE, en tout ou moins une certaine Europe, est morte. Ceux qui en doutent encore lisent Pavane pour une Europe défunte, de Jean-Marie Benoist, dans les *Raisons dangereuses* de Twickenham (1). Les deux jeunes auteurs le proclament chacun à sa manière, fustigeant chez l'un, modérée chez l'autre. Mais leur entreprise est salutaire : comptant avec les thèses et les messages, deux deux veulent croire à la renaissance de l'Europe, et se reprendre à espérer.

Jean-Marie Benoist est un pamphlétaire baroque. Du pamphlétaire, il a le souffle. C'est plaisir de le voir fustiger les tenants d'une Europe des technocrates et des technocrates de l'Europe — ceux pour qui le « d'ici » américain a fait encore rêver à nous faire ressembler à un quelconque Japon de l'Occident. Il leur propose et le vrai d'ici européen, qui est de retrouver les sources de cette Europe autre, celle de la pluralité et de l'histoire, du dialogue et de la culture, riche de ses différences.

Cela nous vaut des pages savoureuses où notre auteur pourchasse quelques modes, pour en faire une fête pour toutes les *Raisons* : les Bourguignons. Voici notre Armand : « Sous prétexte de simplification libérale avancée, imitant prétendument les mœurs atlantiques, on nous somme de choisir entre deux types de société, entre deux cultures, deux camps dont l'un est l'antithèse de l'autre. (...) Belle conséquence de l'abandon du gaullisme en France, seul centre d'équilibre capable de respecter l'Europe et de sauver, de dédier aux deux blocs. Tout ce qui transgressera ce manichéisme infantile, cette opposition symétrique, sera pour nous bienvenu. De cette France, de cette Europe binaire et manichéiste, nous ne voulons pas. »

Faut-il tant résister, nous sommes au 17 juin 1948. Point de salut en dehors d'une Europe de la dissidence : une Europe unie et non pas intégrée, dissoute, qui sera sociale et culturelle, et capable de résister au manichéisme bourgeois et à la fébrilité de la croissance et de l'économie de marché, une Europe révolutionnaire.

Cette Europe, Jean-Marie Benoist la voit à égale distance du « grand silence des steppes et des supermarchés », organisée en une confédération, avec une capitale nécessaire, Athènes, pratiquant le multilinguisme en faisant reconnaître le latin à ses enfants. Et comme il pense qu'un grand Parlement européen élu au suffrage

universel serait un lambeau où les paysans de l'Europe voteraient pour un candidat petit-bourgeois de la Ruhr et les journaux du *Monde* pour un vieux lord écossais, il propose de le tempérer par une Chambre haute issue des délégations des Parlements nationaux. Ainsi redressée, l'Europe portera ses regards dans toutes les directions, comme il lui revient : vers la Méditerranée, vers le tiers-monde, pour qu'il se libère de la menace qui partent de la guerre de devenir le champ clos de l'affrontement indirect des deux super-puissances, il

reconnaît d'ailleurs que son idée quadripartite associant l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et la Chine est une gageure, puisqu'il faudrait que les peuples européens découvrent que leur salut est « dans l'acceptation du fait qu'ils font partie du tiers-monde ».

Et pourtant la tentative opérée au Portugal à l'époque de la « révolution des œillets » n'a-t-elle pas fait long feu ? Enfin, vis-à-vis des États-Unis, Jean-Marie Benoist lance le projet *Insolite*, tout d'un messianisme provocateur, d'un plus Marshall culturel à rebours pour leur redonner la « mémoire de ce que furent la culture et la technologie qualitative et sectorielle du Moyen Âge et du passé de l'Europe ».

CONOCLASTE sans complexe, Jean-Marie Benoist est résolument baroque dans ses idées, et jusque dans son style. Il retourne à des images baroques — « l'absence de voix européenne est orante » — et à quelques atrocités néologiques pour soumettre son rêve d'avenir d'un monde révolu. Ainsi voit-on l'Europe « se remémorer » dans les traditions de la pluralité, refusant de « couvrir » ses différences, et la « complémentation » de la bureaucratie soviétique, ou bien encore « s'obédissant » du modèle prêté de la Harvard Business School des années 30, « dynamisant les régions et « distansant » les Arabes à l'égard d'Israël. Mais son livre vaut par ce qu'il est : un signe et un témoignage pour ce temps dur et désolé.

Twickenham, derrière qui se cache un praticien de la diplomatie, témoigne lui aussi pour une Europe de la dissidence, mais sans méconnaître les rapports de force économiques, politiques, militaires, que tiennent entre elles les nations. Son récit est plus organisé et fouillé.

Pour lui, également, l'Europe reste marquée du péché originel de l'économisme. Mais il renvoie dos à dos les eurocrates, fervents de l'économie moderne et de sa référence atlantique, et les « euroculturistes », tel Jean-Marie Benoist,

qui prônent une Europe archaïque, méditerranéenne, protectrice indigente du tiers-monde. Twickenham part d'un constat : « De cette Europe arriérée, tout le monde parle, mais nul ne la voit jamais et nul n'en veut. Il ne faut pas se leurrer : à tous le « statu quo » (état des choses) convient. » Et il ajoute : « Il est temps de proclamer les raisons dangereuses qui lui imposent d'exister, par un nouveau réalisme sans ferveur excessive », concluant à l'urgence d'une politique européenne définie comme « un art volontaire, une science exacte capable de mesurer les données et de chiffrer les conséquences de l'aune d'un cynisme responsable ».

On saura gré à l'auteur de brosser le nouvel ordre du monde avec sagacité, dans un tableau vivant et enlevé. Cela nous vaut, depuis la fin de la « guerre froide » entre les deux blocs, une vision moins manichéenne des choses. L'U.R.S.S. et les États-Unis étant assurés de leur destruction mutuelle au cas de recours aux armes nucléaires, la protection américaine de l'Europe n'est ni automatique ni absolue. Un système planétaire s'organise avec, au sommet, le dinopole des super-puissances, à la base, les nations offrant une marge de manœuvre au sein des alliances et, partout, la diversité des zones d'intérêt régional. Mais, dans ce système, l'Europe est absente et ne participe pas à un ordre multipolaire en gestation.

Pourtant, l'atlantisme — « une légitimité morte à laquelle s'accrochent les régimes poli-

tiques d'Europe occidentale, une mystification rétrograde » — est démodé. Ainsi la menace américaine est assimilable au malin génie pernicieux d'illusions dilatoires pour les Européens. Quant à la menace russe, elle est plus considérable encore et ses perspectives de domination sont plus effrayantes, d'autant qu'il faut déployer avec plus de raisons les trébuchements de l'empire soviétique que la cohésion de ses forces ».

L'Europe pourrait-elle inspirer un monde baroque ? Twickenham l'espère, sans trop y croire. Elle est « entre le tiers-monde dont elle partage les faiblesses, les États-Unis qui la protègent et l'U.R.S.S. dont le voisinage rend l'unité nécessaire, entre l'Atlantique qui borde son industrie, les masses continentales qui l'oppriment et, au sud, les mers successives où, tout à tour, les histoires se confondent et les rêves s'éloignent ». L'auteur esquisse des orientations, notamment quant à une défense européenne, et il met en garde la gauche au cas où elle arriverait au pouvoir dans les pays méditerranéens. « La social-démocratie, dit-il, n'a jamais eu le goût de l'histoire. Les réformes qu'elle organise suffisent à ses ambitions. En charge du bonheur immédiat des hommes, elle modère le changement intérieur par sa soumission extérieure. Mais, à la longue, le pacifisme et la démission dissolvent la volonté. C'est peut-être cela qui, à terme, et surtout dans les pays latins, où les forces sont rudes et bien tranchées, la condanna ».

Est-ce bien sûr ? Twickenham croit revenu le temps des grands politiques, alors que les médiocres se paravent devant l'Europe défunte et que les Européens semblent pris de lassitude devant l'histoire. Et l'Europe peut-elle échapper à cette loi de l'histoire : aucune grande construction ne s'est forgée par le jeu des intérêts, mais grâce à l'identification d'une personnalité sous-jacente autour d'un modèle perçu et bâti comme tel par opposition et conflit ? Or l'Europe n'est capable ni d'inventer un nouvel archétype de la modernité ni même de se découvrir des ennemis réels ou imaginaires. Face au monde qui court devant elle à perpétuelle balade, l'Europe se révoque elle-même et va s'égarant en révoltes.

(1) Jean-Marie Benoist, *Pavane pour une Europe défunte*, Ed. Haillet, Paris, 1976, 192 pages, 26 F. — Twickenham, *Les Raisons dangereuses*, Ed. Haillet, Paris, 1976, 221 pages, 36 F.

LE PORTUGAL en équilibre instable

Une droite impénitente guette
le parti socialiste divisé
qui doit affronter
de lourdes échéances économiques
dans un cadre démocratique fragile

Reportage d'YVES HARDY



« L'ECONOMIE portugaise est semblable à une voiture lancée sur une route barrée à l'horizon par un mur immense. Tous nos efforts consistent à faire dévier la voiture, mais plus le temps passe et plus il est difficile de manœuvrer la direction du véhicule. Dans six ou huit mois, on ne pourra peut-être plus éviter le mur... » Ainsi s'exprime M. Antonio Barreto, ministre du commerce extérieur et de l'agriculture. De tels propos trahissent l'inquiétude des milieux gouvernementaux. Devant la difficulté majeure que connaît la jeune démocratie portugaise : les ratés de la machine économique. L'opposition n'est pas en reste pour illustrer un diagnostic tout aussi implacable. « Nos semences empoisonnées, nous dit M. João Cravinho, ministre de l'industrie dans le quatrième gouvernement provisoire, sur un bateau qui a pris la large avec moins de six mois de vivres et sans gouvernail fixe... »

Au-delà des images, il n'est pas un discours politique qui ne fasse référence à cette crise économique. La raison en est simple. Depuis la « normalisation » du 25 novembre 1975, les nouveaux responsables savent que, désormais, l'avenir politique du pays est largement tributaire du rétablissement des équilibres économiques. Au sentiment du « tout est possible » de l'après 25 avril 1974, succèdent les très moralisatrices lois d'airain du jeu économique, venant rappeler l'impossibilité de vivre éternellement au-dessus de ses moyens.

Le bilan s'établit ainsi : le Portugal importe près de deux fois plus qu'il n'exporte. Ce déséquilibre commercial, conjugué à l'affaiblissement des recettes traditionnelles (tourisme, envois des émigrés), a créé un impressionnant déficit de la balance des paiements : plus de 21 milliards d'escudos en 1975, soit près du dixième du produit national brut (P.N.B.) (1). La banqueroute n'a pu être évitée qu'en puisant massivement dans les réserves d'or et de devises, qui ont fondu au soleil de la révolution (cf. tableaux). A

LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
ET LA DIMINUTION DES RÉSERVES DE DEVISES
(en millions d'escudos)

	1973	1974	1975
Solde de la balance commerciale	-29 365	-60 080	-48 328
Transferts des émigrés	+27 056	+28 216	+24 392
Revenus du tourisme	+7 896	+6 553	+3 788
Solde de la balance des paiements	+8 556	-20 921	-21 448
Réserves d'or et de devises	69 200	53 600	39 600

Sources : Banco do Portugal.

cette sombre image, il convient d'ajouter une inflation galopante, de l'ordre de 25 % l'an, et un niveau de chômage qui grimpe allégrement vers les sommets : 180 000 chômeurs en avril 1974, 350 000 en décembre 1975, plus de 500 000 à présent, soit 15 % de la population active (2).

Toutes ces perturbations signalent l'ampleur de la rupture réalisée le 25 avril 1974. Habitué depuis cinq siècles à vivre sur l'extérieur — les aventures coloniales prenant le relais des grandes découvertes maritimes — le nouveau Portugal est confronté à une tâche de reconversion en profondeur de tout son appareil productif. Fini le temps des matières premières ou rabais et des débouchés assurés sur les marchés protégés des colonies. Comme le souligne M. Antonio Barreto, « le réveil est dur pour cette petite et moyenne bourgeoisie qui a prospéré à l'ombre du cocotier » et qui doit, tout d'un coup, affronter la concurrence internationale la plus sévère. Les hasards de l'histoire ont voulu que l'entreprise décolonisatrice — qui oblige le Portugal à vivre sur ses ressources intérieures — coïncide avec la crise des économies occidentales et la quasi-fermeture de leurs frontières aux vagues migratoires. L'émigration, véritable soupape de sécurité de la machine économique portugaise, en est freinée d'autant ; et cela au moment où les « retornados » (rapatriés des ex-colonies), émigrants potentiels, refluent par dizaines de milliers vers le pays natal.

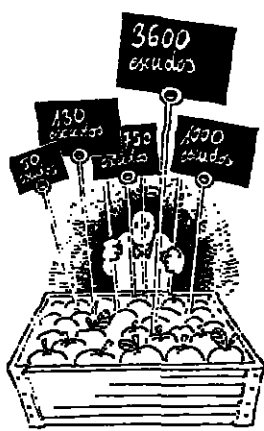
Cette superposition de deux déséquilibres physiques résume bien la nature des problèmes posés à l'économie portugaise : elle dispose de moins de ressources pour nourrir une population plus nombreuse. De surcroît, la machine s'est « grippée » à la suite des bouleversements politiques internes. Dans le climat de liberté retrouvée, l'euphorie revendicative a pu se donner libre

cours. La redistribution des richesses effectuée à cette occasion est loin d'être négligeable : en deux ans, la part du travail dans le revenu national est passée de 50 à 60 %, celle du capital a régressé de 50 à 40 %. Autant dire que l'initiative privée, traumatisée par la violence du choc et désormais contrainte de cohabiter avec un large secteur public, demeure convalescente.

Feux croisés de critiques

C'EST dans ce contexte que se déroulent les nouveaux conflits politiques portugais. D'un bord à l'autre de l'échiquier politique, on a beau répéter le même leitmotiv — « l'austérité est nécessaire pour assurer le redressement économique » — bien des ambiguïtés demeurent derrière ce slogan qui fait trop facilement l'unanimité. Quelle politique d'austérité ? Pour quelles fins ? Note surprenante dans ce concert, le président de la C.I.P. (Confédération de l'industrie portugaise), M. Antonio Vasco de Melo, se retranche derrière un libéralisme de bon aloi : « Vous parlez avec un homme profondément attaché aux vertus de l'économie de marché. Si l'on réagit trop la consommation, le risque est grand que la politique d'austérité ne tue la poule aux œufs d'or. » Le patron des patrons préfère, quant à lui, mettre l'accent là où le bât blesse les entrepreneurs : « Pour moi, ajoute-t-il, la seule question importante du moment demeure : la peuple portugais est-il prêt à travailler ? Ou attendra-t-il les premiers retournements, lorsque nous serons au bord de la faillite ? »

De son côté, M. Vitor Constancio, député du P.S. et conseiller économique de Mario Soares, convient qu'« il faut que quelque chose change au sein des entreprises, dans les relations de travail. Nous n'avons pas de système d'incitation et de pénalisation lié à l'effort personnel de chacun, alors que cela existe dans la plupart des régimes capitalistes et dans les pays de l'Est ». Il souhaite que l'on tienne le langage de la franchise : « Il faut avoir le courage de dire que les mesures de rétention salariale indispensables pour contenir la consommation touchent presque l'ensemble de la population et donc une partie de la classe ouvrière. Celle-ci doit consentir à ces sacrifices pour préserver ses conquêtes (nationalisations, contrôle ouvrier sur la location, etc.), sinon, la nécessité d'une telle politique ressemblerait à une punition infligée à la classe ouvrière ». Au siège du P.C.P., M. Alvaro Cunhal tient à dénoncer cette politique de « grignotage » des acquis ouvriers : « Le gouvernement cherche à entretenir, dans la pratique, l'exercice des conquêtes sociales. Il ne parle plus que de réglementer le



Ce décalage entre la faiblesse des moyens et l'ambition des objectifs ne laisse pourtant pas d'inquiéter. Les milieux bancaires autorisés confirment que les échéances sont proches : le pays dispose de

conditions de solvabilité — entendez, des réserves d'or — pour permettre le financement du déficit existant tout au plus pendant un an. Mais il est non moins sûr que, si les conditions existantes se perpétuent, la crédibilité du Portugal sur la scène internationale disparaîtra bien avant l'expiration de ce sursis. M. Mario Soares, qui, pendant un temps, donnait l'impression de vouloir se reposer sur les aides étrangères (4), éprouve à présent le besoin de tirer la sonnette d'alarme. « L'heure de la vérité est arrivée, déclare-t-il dans sa très solennelle allocution télévisée du 9 septembre. Il n'est donc pas possible d'ajourner plus longtemps des problèmes que nous devons affronter avec courage, si nous voulons sauver la démocratie. » Au lendemain de cet avertissement, l'homme de la rue a surtout retenu que le treizième mois ne serait payable qu'en bons du trésor. A côté de cette « épargne forcée » qui provoque les réactions les plus passionnelles — « Cela ne se serait jamais produit du temps de Salazar ou de Caetano », entend-on dire dans les cafés — la panoplie anticrisis est apparue bien légère. Hormis la hausse de la taxe sur les importations (de 20 à 30 %), aux effets limités, les mesures prises pour entrainer une contenance générale de la consommation n'ont rien provoqué qu'une amélioration indirecte de la balance des paiements. D'où la nécessité du nouveau train

de mesures, réglementer les conventions collectives, réglementer la gestion ouvrière dans les entreprises, et réglementer, selon le premier ministre, jusqu'à la lettre des classes. » Là, un joyeux éclat de rire égaye le visage du leader communiste. Il reprend : « Si l'on veut que la classe ouvrière mette un frein à ses revendications, il faut que les restrictions de consommation affectent d'abord les privilégiés, au travers des biens superflus et ostentatoires. L'austérité ne sera pas non plus acceptée si l'on cherche à réintroduire la dynamique du système capitaliste dans les secteurs nationalisés et où s'exerce le contrôle ouvrier. »

Pour M. João Martins Pereira, ex-secrétaire d'Etat à l'industrie et directeur de l'hebdomadaire d'extrême gauche A Gazeta, « l'enjeu de la période est la reconstitution de tout un système d'accumulation. Pour ce faire, la droite pousse à la répression. De notre côté, nous ne nions pas la nécessité d'instaurer une sorte d'« économie de guerre » au Portugal. Mais il existe une alternative : la mesure seule, la répression ; c'est la mobilisation des gens, telle qu'elle était réalisée par exemple dans le Chili de l'Unité populaire ».

Un pari impossible ?

A L'AUTRE bout du spectre politique, les sons de cloches engagés sont bien différents. Le Dr Sousa Franco, l'un des chefs de file du P.R.D. — parti populaire démocratique, reconstruit récemment en P.S.D. (parti social-démocrate), — s'interroge : « Je me demande si ce gouvernement socialiste minoritaire aura la force politique nécessaire pour appliquer de réelles mesures d'austérité... » Le vice-président du C.D.S. (Centre démocratique et social), M. Amaro Da Costa, nous signale que « le problème de l'économie portugaise reste, pour pas mal d'années, celui de la confiance. Une confiance qui fait défaut surtout chez les investisseurs, mais aussi chez les consommateurs, les touristes et les émigrants ». Construisant ses réponses comme des tirades, il marque une pause avant de s'élever : « Si le gouvernement veut éviter que la crise économique ne devienne une crise politique aux conséquences imprévisibles, il doit gouverner plus, il doit gouverner mieux, il doit gouverner plus vite. »

Pris sous les feux croisés des harcèlements de la droite, qui lui reproche son manque de fermeté, et des réticences de la gauche, qui le soupçonne de vouloir faire une politique de récupération capitaliste, le gouvernement de M. Mario Soares n'a pas la partie belle.

Devant l'urgence des solutions à trouver et l'ampleur des tâches à accomplir, on est fondé à se demander : n'est-ce pas un pari impossible

Incertitudes économiques et ambiguïtés politiques

de mesures, annoncé le 8 octobre, qui revêt davantage d'aspects de politique dure (5).

Ce dispositif soulève plusieurs questions. Le premier ministre pouvait-il se permettre d'aller plus loin à l'approche des élections municipales du 12 décembre ? Les mesures annoncées seraient-elles appliquées ? Aussi paradoxale qu'elle paraisse, cette interrogation prend tout son sens pour qui connaît un tant soit peu le fonctionnement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a trois cent cinquante mille fonctionnaires, soit deux fois plus qu'il ne serait nécessaire, ni de cas de corruption, ni de détournement de cet incroyable capharnaüm qu'est l'administration publique portugaise. Elle constitue peut-être le legs le plus encombrant de l'ancien régime. D'une inefficacité à la mesure de son hypertrophie — il y a

pensé comme condition de la poursuite de la transition au socialisme. « On a beaucoup parlé, dans le passé, ajoute-t-il en souriant, du PREC (processus révolutionnaire en cours). Tout le problème est qu'à présent nous n'entrons pas dans un nouveau PREC où la même règle signifierait cette fois processus de récupération de l'économie capitaliste. »

Certes, l'unité du P.S. est un gage de la stabilité des institutions, et M. Mario Soares joue d'ordinaire parfaitement le rôle de trait d'union. Mais n'est-il pas à craindre, si cette entreprise de clarification interne n'est pas menée à bien, que les incertitudes de la reprise économique se prolongent autant que les incertitudes des ambiguïtés politiques du P.S. ? Ne convient-il pas d'abord de les éliminer pour assurer la réussite du plan d'austérité ?

Du Beira littoral au Minho

QUE dit le « Portugal de l'intérieur » de ces routes politico-économiques ? Après un séjour dans le Minho et le Trás-os-Montes, on est tenté de répondre : rien. « Tous ces débats, c'est bon pour Lisbonne », s'entend-on inévitablement répondre. Mais n'engagent-ils pas l'avenir du pays ? Nos problèmes sont-ils, rétorque, insupportables, l'interlocuteur paysan. Pour saisir ce profond scepticisme et découvrir la nature des difficultés des gens du Nord, indispensable donc de faire table rase des préoccupations de la capitale.

En quittant la route principale qui relie Lisbonne à Porto, pour emprunter les chemins de campagne de la province du Beira littoral, la vision de ces épis de maïs brûlés sur pied vient rappeler l'étendue des dommages causés cette

année par la sécheresse. On en trouve la confirmation à hauteur de Coimbra : le rio Mondego, qui, en octobre, irrigue la province, n'a plus que des allures de ruisseau. Les conséquences de ce manque d'eau sont parfois dramatiques dans cette zone de minifundio (6) où l'agriculture de subsistance fournit souvent le complément indispensable au revenu ouvrier du ménage. Eternelle question des structures agraires archaïques. Eternel écueil de l'individualisme paysan. Pourtant, dans le district d'Aveiro, on s'efforce de renouveler les données de ce vieux problème. Un paysage de petits domaines blancs — les salines — ouvre les portes de cette cité, un peu pompeusement appelée « la Venise du Portugal », pour rappeler au touriste la présence de quelques canaux et gondoles.

Les techniciens agricoles de la brigade d'Aveiro misent beaucoup sur la renaissance du mouvement coopératif (dans le secteur des produits laitiers et leurs dérivés) pour tirer de sa léthargie la population du district. Sept nouvelles coopératives nées depuis le 25 avril sont venues s'ajouter aux deux pionnières de la période républicaine qui ont survécu aux tentatives de démantèlement de l'époque salazariste. Chaque coopérative dispose de son réseau de salles de traite mécanique disséminées dans les villages.

Pour M. Diamantino Simões, l'un des techniciens agricoles, « chaque fois que surgit un problème agricole majeur dans la région, il est à présent débattu en assemblée générale. La coopérative devient le creuset d'une nouvelle conscience rurale pour ces paysans qui votent majoritairement P.S.D. ou C.D.S. ». Espoir plus que réalité ? Sans doute. L'un de ces agriculteurs, rencontré près de Vagos alors qu'il conduisait deux de ses quatre vaches à la traite (« les deux autres vont mettre bas », tient-il à préciser), est plus nuancé dans ses jugements : « L'indus-

trie laitière, elle, nous exploite. Avec la coopération, le problème s'est surtout retardé de paiement. » Il revise sa casquette puis, sans s'inquiéter de la présence de l'ingénieur, dit d'un air convaincu : « Dites aussi que les directeurs, une fois élus, se prennent parfois pour des seigneurs. » La sobriété bien tassée, on s'habitue à l'âge de dix ans. — Il laisse échapper avec amertume : « Depuis le 25 avril, les choses se sont même aggravées pour nous. Les prix du sucre, du riz, de la morue, des vêtements, etc., montent plus vite que les salaires. Alors, par manque d'argent, nous n'avons pas profité du supplément de liberté. » C'est à l'écoute de tels propos que l'on mesure mieux les limites de la « révolution des salaires ». Les compagnes de « dynamisation culturelle » du M.F.A. pouvaient bien distiller des éclaircissements idéologiques, le paysan attendait, lui, qu'on lui garantisse le prix des produits et des engrais. Comment deux ans de bouleversements politiques ont-ils pu laisser rigoureusement intacts les vieux circuits de commercialisation et les pratiques spéculatives des grossistes ? Au début de la campagne, le kilo de pommes de terre coûtait 4,50 escudos le kilo ; les mystères du jeu de l'offre et de la demande l'ont rapidement porté à 7 escudos (7).

L'ancien ministre de l'agriculture, M. Lopes Cardoso, avoue la gravité de la question : « Il est vrai que pratiquement rien n'a été fait dans ce domaine et que la politique de la main-d'œuvre internationale classique. De très sérieux et rapides efforts doivent être faits pour développer le pouvoir d'intervention direct de l'Etat dans les circuits de commercialisation et pour favoriser l'essor d'organisations de petits agriculteurs, en vue de cette commercialisation, dans un cadre coopératif par exemple. »

Les premières pentes que l'on gravit en se dirigeant vers l'est signalent les contreforts du Trás-os-Montes. Les voitures se font plus rares et laissent la voie à la traction animale. Deux bœufs, sous un joug de bois sculpté, tiennent une lourde charrette de foin. Comme si le temps s'était arrêté il y a quelques siècles. A proximité de la frontière espagnole, nous découvrons bientôt au fond d'une vallée verdoyante le petit village de Rio-de-Onor. Etonnant paysage qui a inspiré au cinéaste Antonio Reis la magnifique évocation poétique du Trás-os-Montes. Mais, là encore, beaucoup trop souvent avec pauvreté. Devant une maison de bois aux fenêtres closes, une vieille dame au visage ridé fait sécher ses haricots sur un linge. « Vous voyez, monsieur, nous travaillons, nous travaillons, et nous avons peine à nous nourrir. C'est tout ce que nous faisons de notre vie. » — « Ne te plains pas, interromp alors sa voisine, elle aussi vêtue tout de noir, nous sommes privilégiés, nous ne manquons pas d'eau. » Le problème de l'eau, même en dehors des périodes de sécheresse, est au centre de toutes les préoccupations. L'absence de système d'irrigation conduit parfois les paysans à détourner l'eau, souvent contingente, de son usage domestique pour l'appliquer aux cultures. D'où les innombrables querelles relatives aux abus de tel ou tel. Qu'ils sont loin les débats politiques de la capitale.

La voiture cahote sur la route défoncée pour rejoindre, plus au sud, Minho-de-Douro. L'hopitalité, qui ne se dément pas, ne peut faire oublier le dénuement, lot quotidien de la vie rurale de cette province. A quelques kilomètres du barrage qui régule le cours du Douro pour en tirer des kilowatts-heure, il n'est pas rare de rencontrer des hameaux où l'on s'éclairait encore à la bougie. L'électricité existe, mais pour les autres.

Dans la capitale du Trás-os-Montes, Bragança, les responsables paraissent démunis pour répondre à toutes les demandes provenant des alentours. « C'est une région abandonnée », nous avouera le capitaine Pinheiro, qui faisait office de président de la chambre municipale, en attendant les prochaines élections. Il rectifie à peine : « Depuis le 25 avril, il semble qu'à Lisbonne il y ait une meilleure ouverture à nos problèmes qu'auparavant. Pour ce qui est des changements, c'est tout ce qu'on peut dire. » Virile poignée de mains d'accueil, cheveux en brosse, le gouverneur civil — équivalent de notre préfet — qui nous reçoit au pied levé, est major de son état. Décidément les militaires portugais ont un pied bien ancré dans la vie politique du pays ! Le major Fernando Gomes nous tient le même langage désemparé : « L'isolement reste le problème numéro un. Si la plupart des villages sont reliés à Bragança, bien peu le sont entre eux. Etapez-vous, après, que les prix de nos produits, grevés par les transports, ne soient pas compétitifs. » Sur un ton d'impuissance lasse, il poursuit : « Qu'il s'agisse d'écoles, d'hôpitaux ou de santé, je n'ai pas le pouvoir de résoudre les problèmes locaux. Tout dépend de Lisbonne. Il n'y a qu'en matière de travaux publics que je dispose d'une certaine autonomie. Alors, nous revendiquons que la régionalisation, inscrite dans la Constitution, devienne une réalité. » Que le gouverneur se rassure : Lisbonne vient de créer une commission spécialement chargée d'étudier l'aménagement du Trás-os-Montes ! Une commission de plus. On ne trouvera pas de site la quiétude de ces montagnards d'un autre monde.

Survivance du féodalisme et phénomène religieux



Castelo, le petit village de Fao (deux mille habitants) en offre une saisissante illustration. Assises en groupe sur les marches des vieux escaliers de pierre, ou sur le pas de la porte, les femmes tricotent inlassablement des chandails de laine avec une surprenante dextérité. « J'ai appris à l'âge de six ans, nous dit l'une d'elles. Et ma fille qui a onze ans va déjà tricoter aussi vite que moi. » Elles sont payées à la tâche, 150 escudos (environ 23 F) pièce, la laine étant fournie par le patron. Ce dernier passe régulièrement dans le village pour ramasser les productions destinées à l'exportation. « Ça a toujours été comme ça », nous dit, d'un air résigné, la plus ancienne du groupe.

La vie d'une famille de pêcheurs de Fao semble marquée par le même rythme immuable. Dans une ruelle du village, sur une table crasse posée à même le sol, une femme dispose, pour la vente, les poissons que viennent de ramener son mari et son fils. Car ici, on continue d'être pêcheur de père en fils. « De nos jours, j'allais à la pêche en remorque, nous dit le père, au visage hâlé par le vent. Aujourd'hui, mon fils dispose d'un petit moteur sur sa barque. » Jetant un coup d'œil vers sa femme qui s'occupe avec une vieille balance à plateaux et des poids en cuivre, il reprend : « Auparavant, les femmes attendaient notre retour sur la plage, tout le temps de notre voyage en mer. A présent, elles peuvent rester à la maison, préparer les repas et vendre le poisson. Vous voyez, les choses changent... »

Un peu plus loin, l'œil est attiré par une inscription à la peinture qui s'étend sur toute la largeur d'une façade : « Dieu nous garde du communisme. » A Fao, comme dans beaucoup de villages du Minho, l'archevêque et les curés continuent de régler les consciences.

Braga, « la Rome portugaise », n'est guère qu'à 35 kilomètres. Pour une fois, le surnom est justifié. Déambuler dans les rues de Braga en compagnie d'un prêtre est un bon moyen d'évaluer les pesanteurs religieuses de cette cité. Arrivés à la hauteur d'une église, il vous en apprend le nom, puis à tout juste le temps de répondre à la respectueuse révérence d'un paroissien ou au discret sourire d'une sœur que déjà, se présente un nouvel édifice religieux. La scène se reproduit tout le long du chemin.

Les oubliés du Nord

BRAGA, c'est aussi le fief d'un archevêque qui s'est rendu fameux en prenant la tête de la croisade anticommuniste de l'été 1975. Il exprimait tout haut et un peu verbeusement ce que pensait la majorité de l'épiscopat. Saule l'historien des rapports de l'Eglise et de l'Etat au Portugal fournit les ressorts d'un tel comportement. Avec le 25 avril 1975, l'épiscopat a craint que ne se répète l'aventure républicaine de 1910-1926, période très anticléricale durant laquelle de nombreux biens de l'Eglise furent confisqués. La parfaite entente cordiale qui régna ensuite entre Salazar et son ami, le cardinal-patriarche de Lisbonne, Cerejeira, fut consignée par le concordat de 1940. « L'Eglise a payé ce régime de ferveur, me dira un ecclésiastique, par un silence taiseux sur la politique de Salazar et même de Cerejeira. Cherchez une publication épiscopale sur la guerre coloniale ou sur la répression intérieure, qui n'épargne pourtant pas les ambassadeurs de l'Action catholique, vous n'en trouverez pas. »

Ces engagements jamais reniés — l'archevêque s'est offert pour présider le Te Deum du quarantième anniversaire du coup d'Etat de 1926 — ont été adaptés aux nouvelles circonstances politiques. « Le C.D.S. est le parti le plus proche de la doctrine de l'Eglise », n'a pas craint d'affirmer le prélat du Douro, certains prêtres du diocèse se sont eux-mêmes autorisés, durant la dernière campagne législative, à de curieuses exégèses sur les signes des partis. « Vous voyez que le sigle du C.D.S. est composé d'un croix vers lequel deux flèches convergent, me rappelle le père Sousa

Fernandes. En bien, ces zélés propagandistes expliquent aux paroissiens, jusque dans leurs sermons, que le cercle est l'image de la vertu et qu'avec le C.D.S. on se rapproche de la sainteté. » Il ne faut pas sous-estimer l'impact de tels commentaires dans les milieux ruraux où la religiosité reste vive. D'autant que les publications religieuses ont un considérable pouvoir d'endoctrinement sur ces foyers, qui viennent d'un peu aujourd'hui la télévision. Feuilletant une collection de Cruzada (la Croix), sorte de bulletin paroissial du diocèse de Braga, est édifiant à plus d'un titre. Les cibles sont politiques, le ton péremptoire. Sous une rubrique intitulée « Voter pour quel parti ? », on peut lire ces mots : « Le catholique est libre de s'inscrire ou de voter pour l'un quelconque des partis non marxistes, mais ne peut adhérer au vote pour les partis marxistes (8). » Les lettres les plus montées volent avec l'anticommunisme, et M. Mario Soares n'est pas épargné (9).

Pour savoir ce qui inspirait ces livres adaptations de l'Evangile, un visite à l'archevêché semblait opportune. « L'archevêque est allé, il ne reçoit pas », me fut-il sèchement répondu.



Tout le nord du pays n'est pourtant pas comme le Trás-os-Montes, figé dans sa légende de zone conservatrice et cléricale. En suivant la route sinueuse qui mène à Vila-Real et Regua, on entre dans le domaine des vignes du Douro, le terroir du vin de Porto. Les « quintas » (propriétés), d'une superficie moyenne de 50 hectares, étalent leurs ceps le long des terrasses bien aménagées ou fionc de la montagne. Le 4 juillet 1976, une petite « bombe » a secoué cette région prospère : la création du syndicat des travailleurs agricoles du district de Vila-Real. Ainsi le nord le plus traditionnel n'était plus épargné par cette « maladie du Sud », pour reprendre les termes d'un industriel de Porto. La période de maturation fut longue, puisqu'il fallut près de deux années de contacts prudents et de réunions discrètes pour lancer ouvertement le projet. Aujourd'hui, au siège du syndicat, on se frotte les mains. Après trois mois d'existence, près de mille travailleurs agricoles sont déjà affiliés. Indéniablement, ce succès, signe d'une évolution des mentalités, a été favorisé par la publication de la loi de « arrendamento » (loi de fermage), équivalente par son importance, dans le Nord, à la loi de réforme agraire pour l'Alentejo.

Cette loi, qui permet aux métayers d'exiger du propriétaire la transformation de leur statut en fermier sur la base d'un contrat écrit, présente pour l'agriculteur l'avantage de faire baisser la rente versée aux propriétaires (11) et lui fournit des gages de stabilité : le contrat écrit s'oppose aux exactions. La loi devrait également favoriser une rationalisation des cultures dans la mesure où le nouveau fermier pourra les choisir en fonction de la qualité de la terre, et non plus des exigences du « seigneur », comme disent encore ici les agriculteurs. Les difficultés d'application de la loi, en raison de l'opposition des propriétaires et des lourdeurs de l'appareil de la justice, ont simplement permis d'amorcer le combat syndical. L'un des nouveaux adhérents remarque ainsi : « Mon propriétaire essaye de tisser la loi en disant qu'elle ne s'applique qu'aux vins de consommation courante et non aux vins de Porto. » C'est un exemple parmi beaucoup d'autres. Les jeunes syndicalistes de Regua restent cependant confiants. « Si, avant, nous n'avons rien pu faire, me déclare l'un d'eux, c'est que nous étions seuls. Aujourd'hui, nous avons le sentiment d'être appuyés. »

Quels sont ces soutiens ? Le ministère de l'Agriculture, d'abord, dans la mesure de ses faibles moyens ; les militants du P.C.P., ensuite, qui tentent de faire oublier, sur le terrain notamment de l'assistance juridique aux agriculteurs, les

erreurs commises par l'organisation des « ligues paysannes » (12). M. Mario Rodrigues, rédacteur en chef du journal A Terra (roche du P.C.P.), dont le siège est à Porto, milite en faveur de la pleine application de la loi : « Dans le cadre du M.A.R.N. (Mouvement des agriculteurs-fermiers du nord de Porto), explique-t-il, existe un collectif d'avocats d'une dizaine de personnes qui a bien du mal à satisfaire à toutes les demandes. Malgré tout, au total, près de cinquante mille contrats ont déjà été signés dans le centre et le nord du pays sur trois cent mille exploitations concernées par la loi. » C'est déjà un grand pas en avant, conclut-il, surtout si l'on considère que les grands propriétaires proclament partout autour d'eux qu'il faut être communiste pour vouloir l'appliquer. »

Les limites de ces transformations sociales en cours, on les trouve dans le district même de Regua, pourtant à la pointe du combat. Les agriculteurs de cette région partagent leur temps entre le travail des vignes des « quintas » et un minifundio dont ils sont propriétaires et qu'ils louent même parfois pour compléter leurs revenus. Face aux patrons des « quintas », les paysans se sont regroupés, mais ils préservent jalousement leur droit sur le minifundio. Situation contradictoire où l'esprit individualiste s'oppose des titres de propriété, aussi faibles soient-ils. Comme nous le dira M. Lopes Cardoso, « le comportement de ces paysans est bizarre. On a l'impression que, en tant que fermiers, ils sont pour le statut du fermage, et que, en tant que propriétaires, ils sont contre ». Enumérant les divers obstacles à la mise en pratique de la loi, M. Lopes Cardoso s'attarde sur les résistances psychologiques, « les plus dures à surmonter ». « Nous avons tenté, dit-il, de persuader les agriculteurs de l'intérêt que revêt pour eux une telle loi. Mais vous connaissez la prudence paysanne. Beaucoup pensent que le processus en cours n'est pas irréversible et craignent que, en redevenant aujourd'hui l'application de cette loi à leur propriétaire, celui-ci ne s'en souvienne demain, dans une autre conjoncture politique. » Prudence ou réalisme ?...

La bataille du logement

DE l'ensemble de ces zones reculées de l'arrière-pays, beaucoup n'ont pas voulu attendre dans la misère le temps des mutations. Le mouvement de désertion se poursuit encore. Pour ceux qui n'ont pas été tentés par l'aventure étrangère, l'exode rural s'est gentiment achevé à Porto. La situation du logement, dans cette ville qui compte plus de huit cent mille habitants avec ses banlieues, reste comme un stigmate de cette croissance artificielle. Seul le réalisme d'un Zola rendrait bien compte de l'état de précarité, sinon de « taudification », d'une grande partie des habitations. Le vieux centre historique qui se serre le long du fleuve (quartiers Ribeira et Barredo) a du mal à dissimuler, malgré son pittoresque, la surpopulation de ses maisons délabrées. Dans les tristes demeures « ilhas » de Porto continuent

de s'entasser trente mille personnes. Cette forme d'habitat, contemporaine de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle, subsiste bel et bien. De minuscules maisons (environ 30 mètres carrés de surface au sol), appuyées les unes sur les autres, forment deux longues bandes parallèles, séparées par une étroite ruelle dans un coin de laquelle sont casées les installations sanitaires. Les lotissements des quartiers périphériques ne valent guère mieux. Un tel inventaire est inutile car un qualificatif décrit bien leur état : « ilhas en l'air », les ont surnommés les habitants.

L'actuel responsable de la politique du logement, M. Eduardo Pereira, distribue les responsabilités : « Le problème du logement provient en grande partie d'une absence de politique de fixation des populations dans les zones rurales (un Portugais sur quatre vit dans les districts de Lisbonne et de Porto) : c'est ce manque de politique d'aménagement du territoire que nous nous efforçons de combler à présent. » Dans cette situation de crise, comment s'étonner qu'au lendemain du 25 avril l'une des premières offensives populaires, à Porto comme à Lisbonne, ait été l'occupation des maisons vides ? L'originalité de ce mouvement fut aussi de donner naissance à des commissions de « moradores » (habitants), créées sur la base des quartiers, et à un organisme, le S.A.A.L. (13), à la fois émanation de ce mouvement et interlocuteur privilégié du ministère du logement, notamment pour les entreprises de rénovation. Le S.A.A.L. préconise en effet le relogement sur place, afin d'éviter la migration des populations vers la périphérie et de ne pas briser la vie communautaire qui s'est instaurée dans les quartiers.

(Lire la suite page 10.)

(6) Sur les soixante-neuf mille exploitations que compte le district d'Aveiro, 53 % ont moins de 1/2 hectare et 34 % entre 1/2 et 3 hectares.

(7) C'est un problème qui n'est pourtant pas nouveau. Dans le livre qu'il a publié en 1968, le Portugal et Salazar (éditions ouvrières), Christian Ruda notait déjà : « Comme cette classe intermédiaire de commerçants parasites (...) fait la loi et impose ses prix, la culture de la pomme de terre a régressé en certaines régions et il faut maintenant importer des tubercules. Et cet exemple est loin d'être isolé. »

(8) Allusion au P.S. et au P.C., « deux partis fumeux » selon Cruzada (mai 1976).

(9) Le C.D.S. ministre des affaires étrangères des premiers gouvernements postérieurs, il a négocié, notamment à Lusaka et à Alor, en collaboration avec les communistes, notre retrait précipité et honteux d'Angola. (Cruzada, janvier 1976).

(10) Celui-là même qui s'est auparavant « illustré » au Mozambique en expulsant les noirs blancs.

(11) Dans le cas d'une terre qui produisait, par exemple, quatre mille litres de vin, au lieu de donner au propriétaire deux mille ou deux mille cinq cents litres, l'agriculteur ne lui versera plus que 70 centimes par litre ; la diminution est appréciable.

(12) Le P.O.P. tendait à faire des ligues paysannes des appendices des syndicats de travailleurs agricoles, sans prendre en compte la spécificité des problèmes des petits paysans propriétaires.

(13) S.A.A.L. : Serviço de Apoio Ambulatorio Local (service d'aide locale itinérant).

(Suite de la page 8)

Un motif de surprise pour qui visite Porto aujourd'hui est que le 25 novembre n'ait pas transformé profondément cette situation assez exceptionnelle. Le S.A.A.L. n'a rien renié de ses engagements : les commissions de « moradores » doivent toujours permettre de faire de « la question du logement l'axe des axes de la mobilisation et de l'organisation populaires ». Le P.S., de son côté, continue de voir dans les associations d'habitants un embryon de ce pouvoir populaire dont il conteste la « représentativité ». Le gouvernement poursuivra la concertation avec nous, nous dira avec lucidité un responsable du S.A.A.L., tant qu'il ne pourra pas faire autrement. De fait, le S.A.A.L. de Porto a su se rendre indispensable sur le plan technique, en ralliant à lui une large fraction des architectes de la ville. Toujours fortement influencé par l'extrême gauche, il a su éviter les écarts partisans. Enfin et surtout, il a conservé la totale confiance des « moradores ». Il suffit, pour s'en convaincre, d'assister à une assemblée générale de délégués élus par les quartiers.

Plus de deux cents personnes sont assises dans cet amphithéâtre de l'École des beaux-arts de

Porto. Le public n'est pas celui d'une assemblée générale étudiante, même s'il y règne parfois un climat aussi passionné. Les femmes sont venues avec leurs jeunes enfants qui s'endorment sur leurs genoux, au fil de la soirée. Bien qu'il n'ait visité qu'un pas de charge les zones de Porto en reconstruction, M. Eduardo Pereira a été confronté, lui aussi, à cette mobilisation des « moradores ». Dans le quartier d'Antas, qu'il s'apprêtait à quitter aussi vite qu'il était venu, une habitante prend le temps de l'interpeller : « Alors, monsieur le ministre, vous n'allez tout de même pas nous donner du préfabriqué ? » — « Non, non, rétorque un peu surpris M. Eduardo Pereira. Le solution technique dépendra de vous et de S.A.A.L. »

Si les apparences sont saines, M. Eduardo Pereira tient, dans le cadre plus serein de son bureau, des propos qui ne laissent pas de doute sur les nouvelles orientations de la politique du logement. « Ce mouvement révolutionnaire des « moradores » a connu une ampleur et une violence qu'il n'est pas possible de maintenir après le 25 novembre. Nous ne sommes plus dans un cadre révolutionnaire. Nous sommes à présent dans le cadre du droit, le cadre démocratique du développement du pays. Il nous faut par consé-

quent donner des gages à l'initiative privée pour qu'elle se lance à nouveau dans la construction. Et cette optique est incompatible avec une politique systématique d'occupation de maisons. »

Ce choix a des implications sociales considérables. On évalue à 70 % la part des demandeurs de logement insolvables par rapport aux prix pratiqués par le secteur privé. Dans combien d'années la construction publique pourra-t-elle satisfaire leurs besoins ? Par ailleurs, les « dés-occupations » de maisons se sont multipliées durant l'été. Les réactions de protestation ne se sont pas fait attendre. M. Eduardo Pereira en a même fait les frais. Séquestré pendant plusieurs heures, à la fin du mois d'août, il a pu tester le mécontentement des « moradores » devant les expulsions et entendre leurs revendications : « Casas sim, barracos não » (des maisons oui, des taudis non). Malgré les risques de déchirement du mouvement des « moradores » et l'affaiblissement du S.A.A.L., lié peut-être à son institutionnalisation, les habitants qui ont fait du problème du logement une affaire collective, depuis deux ans, ne se laisseront pas si facilement diviser. On peut alors parier que, dans ce secteur où les orientations « socialistes » sont des plus contestables, se jouera une bataille importante entre le gouvernement et le mouvement populaire.

sur une vingtaine de bombins. Il est 17 h 30. Arrive alors, dans une benne tirée par un tracteur, un groupe de paysans alentejans de retour des champs. Elles échangent quelques mots avec les nurses, lancent un petit « Viva Otelo ! » en souriant — elles ont toutes voté pour Otelo de Carvalho aux élections présidentielles — et s'éloignent en prenant leurs enfants dans les bras.

Le président de la C.A.P. du district de Portogale nous emmène en pèlerinage sur les lieux où, le 4 avril dernier, il a, avec ses amis, « chassé les communistes ». « Les rouges voulaient s'opposer à la tenue de notre assemblée générale pour l'approbation de nos statuts, nous dit M. Francisco Moura, mais, ce jour-là, nous leur avons montré notre force. » Seule l'armée, intervenue de toute urgence, a réussi, à tir de grenades, à séparer les protagonistes avant que la bagarre ne fosse devenue dangereuse. Les séquelles de cette crise sont encore partout vivaces ici et, dès que l'on aborde le thème de la réforme agraire avec les adhérents de la C.A.P., l'animosité se donne libre cours : « C'est le syndicat qui met dans sa poche l'argent des récoltes », dit l'un. « Ils ont obtenu le bétail pour refaire les coopératives », surenchérit un autre. Sur la route de Campo-Maior, surnommé « Moscou » par le propriétaire, adhérent de la C.A.P., qui nous accompagne, le ton indigné se fait encore plus vigoureux : « Regardez le maïs des communistes, comme il a poussé, regardez leurs tomates comme elles sont belles. Eux, ils n'ont pas manqué d'eau. C'est scandaleux, ces privilèges des U.C.P. »

A l'évêché de Beja, Mgr Falcão, qui nous reçoit dans son appartement de la vieille ville, vêtu d'une stricte soutane, n'hésite pas à parler de la réforme agraire. « Comment voulez-vous que la hiérarchie catholique dans ce canton à des occupations qui ont affecté jusqu'aux terres de l'Eglise ? En toute franchise, il ajoute : « Traditionnellement, l'Eglise au sud s'appuyait sur les familles riches, les grands propriétaires. Les curés des paroisses recevaient un appui économique, spirituel et apostolique de la part des latifundiaires et de leurs familles. » Sur un mode prudemment impersonnel, il professe ensuite une virulente accusation : « On dit que 200 000 tonnes de blé récolté dans les U.C.P. ne sont pas rentrées dans les silos de l'Etat, cette année. On soupçonne que ce blé a été vendu clandestinement en Espagne par les responsables des syndicats pour alléger les dettes des coopératives... » José Casqueiro, le jeune secrétaire général de la C.A.P., rencontré à Santarém, ne croit pas devoir reprendre l'accusation à son compte : « Des détournements ? Oui, il y en a eu, mais 200 000 tonnes, ça me semble beaucoup. » Des preuves matérielles de ces abus ? Non, je ne peux vous en fournir, mais je peux vous assurer qu'il y en a eu, si cela la C.A.P. n'existait pas. » Nous sommes profondément anticommunistes et c'est naturel pour que à l'époque du gonzalisme, poursuit José Casqueiro, avant de s'emporter contre sa « bête noire », « ce marxiste radical qu'est Lopes Cardoso ».

L'intéressé ne s'émue pas trop de telles critiques. « Elles ne disqualifient que la droite qui les utilise », dit-il. Confiant dans la réforme agraire, dont il dresse — avant d'abandonner ses responsabilités gouvernementales — un bilan positif, « à verser en premier lieu au crédit des travailleurs agricoles eux-mêmes », il confie cependant ses inquiétudes : « Le processus ne s'oriente pas vers une mise en autogestion des nouvelles unités agricoles, mais vers une gestion bureaucratique par les directions syndicales. » Elevant le ton, M. Lopes Cardoso dénonce « cette situation intolérable qui conduit les travailleurs à accepter les ordres d'une direction syndicale qui n'a pas été élue démocratiquement, sous peine de ne plus trouver de travail dans les U.C.P. ».

M. Alvaro Cunha, lui, commence par relever le gant : « Si les syndicats de travailleurs agricoles avaient attendu après le ministère du travail pour procurer de l'emploi aux nombreux ouvriers agricoles en chômage, je me demande où en serait la réforme agraire ? » Et le secrétaire général du P.C.P. de compléter sa réponse par ce constat presque autocritique : « Nos collègues des U.C.P. — qui, d'ailleurs, ne marchent pas comme nous aimons qu'ils marchent (17) — comprennent de 15 à 20 % des ouvriers agricoles. Comment, dans ces conditions, exercer un monopole ? Nous sommes influents, c'est indéniable, mais nous ne sommes pas sectaires. »

Chacun campe donc sur ses positions, tandis que, dans le Nord-Alentejo, le feu continue de couvrir sous la cendre. Tirant du buffet un pistolet qu'il glisse dans sa poche avant de sortir, cet adhérent de la C.A.P. de Campo-Maior commente son geste d'un ton qui se veut rassurant : « C'est devenu une habitude. Ici, on se saute jamais... » Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'il faudra beaucoup de talents de négociateur au nouveau ministre de l'Agriculture, même si le P.C.P. et l'extrême gauche se montrent prêts à « jouer le jeu » — pour éviter l'éclatement de ces conflits latents, de nature à précipiter une intervention de l'armée.

si la droite politique, à la faveur de la crise économique et des conflits sociaux, intensifie ses critiques, que la droite militaire s'en profite pour avancer ses projets. »

Curieusement, le général Kaulza de Arriaga nous tiendra des propos voisins. Un domestique noir en livrée d'un blanc éclatant nous introduit dans le salon, où l'oncle commandant en chef des forces portugaises au Mozambique nous reçoit. Ce vieux complet d'extrême droite — qualifié, qu'il refuse, de « J'appartiens à la droite civilisée, giscardienne, dix-neuf ans en France » —

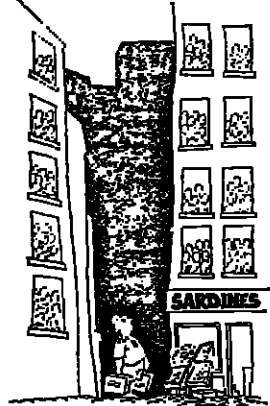
(14) Que l'on mesure les difficultés du Portugal par comparaison avec la France, qui a su à intégrer un million de « pieds-noirs » dans une métropole de quarante-huit millions de personnes.

(15) Si l'on met de côté les 2 milliards d'escudos de dette de l'ARN envers l'industrie hôtelière, le budget annuel de l'ARN s'établit ainsi : 600 millions d'escudos pour le paiement des loyers et pensions, plus 300 millions pour les aides au mille dix cent quatre-vingt-six fonctionnaires de l'ARN. Budget annuel de l'ARN : 11 millions d'escudos (soit 1 000 millions).

(16) Contingents des agriculteurs du Portugal : la C.A.P. tente de regrouper, sous la bannière des grands propriétaires, tous les opposants à la réforme agraire, notamment les fermiers légaux.

(17) Est-ce la raison pour laquelle une soixantaine de cadres du parti auraient été déposés dans l'Alentejo pour « récupérer » les nombreuses voix qu'Otelo de Carvalho a conquises dans le prolétariat agricole ?

Nouvel écueil : des centaines de milliers de « retornados »



S'il est un autre problème méconnu dans le Portugal d'aujourd'hui, c'est bien celui des « retornados » ou « desalojados », les rapatriés des ex-colonies (Angola, Mozambique, Guinée, Timor...). En octobre 1976, soit plus d'un an après la mise en place du pont aérien entre Lisbonne d'une part et Luanda et Maputo d'autre part, il était impossible de savoir exactement combien le Portugal avait accueilli de réfugiés. Cette ignorance affecte les plus hautes autorités du pays. D'un ministre à l'autre, les évaluations varient de trois cent mille à un million. Les opérations de rapatriement se poursuivent, la vérité est aujourd'hui plus proche du million que de trois cent mille, dans un pays qui compte moins de dix millions d'habitants. Jamais sans doute les responsables de l'inévitable décolonisation n'avaient pensé que ce reflux (14) connaîtrait une telle ampleur. Alors que Blancs et Noirs qui fuyaient le M.P.L.A. ou le Frelimo s'installaient dans la hall de l'aéroport de Lisbonne, sans aucune perspective, il fut décidé à la hâte de les loger dans les hôtels et pensions de la capitale. Le plus sérieusement du monde, avec une certaine fierté même, le sous-directeur de l'ARN (Institut d'appui au retour des nationaux), M. Nuno Tavora, peut déclarer aujourd'hui : « Au Portugal, nous avons l'esprit d'improvisation ! » Il omet simplement de mentionner les résultats catastrophiques de cette politique au jour le jour.

Avec les difficultés financières que l'on sait, le gouvernement portugais se permet de subventionner en quelque sorte ces hôtels à quatre ou cinq étoiles (Sheraton, Ritz...) où vivent une partie des « retornados ». Comme s'il appartenait à l'Etat d'éponger les déficits de l'industrie hôtelière, dus à la baisse de fréquentation touristique. La scandale des « tickets de restaurant » alimente aussi toutes les conversations de café. M. Enrico Roseta, qui fut chef de cabinet de l'ex-secrétaire d'Etat aux « retornados », M. Amândio de Azevedo (P.S.D.), raconte : « L'ARN versait environ cent cinquante escudos par jour et par personne en indemnités de repas. Dès lors, les fausses factures sont devenues pratique courante : cinquante escudos revenaient au rapatrié (à multiplier par le nombre de membres de sa famille) et cent dix tombaient dans la poche du restaurateur. Chacun y trouvait son compte... sauf les finances de l'ARN (15). »

M. Nuno Tavora tente de nous expliquer ces abus : « Vous savez, avec les anciens gouvernements qui se succédaient, des papiers se perdaient, personne ne savait où ils étaient... On a pensé aussi un moment que ce problème relèverait du ministère de l'Administration interne, puis on a créé un secrétariat d'Etat particulier. Pour mettre un peu d'ordre dans tout cela, nous avons signé un contrat avec l'I.B.M. pour le traitement automatique des données. Mais nous avons encore des difficultés avec des entreprises publiques qui revendiquent une telle tâche pour elles. » On est atterré devant une telle incurie administrative, d'autant que ces privilèges bénéficient à la minorité de « retornados » qui ont pu trouver place dans les grandes villes du pays.

Vu de Bragança, le problème prend ses réelles dimensions. Au moins le gouverneur civil, le major Fernandes, connaît les chiffres de son district : « Chez nous, les « retornados » forment dès à présent le quart de la population totale : ils sont quarante mille sur une population de cent soixante mille, et quatre mille dans la seule ville de Bragança, qui compte vingt mille habitants. » Ici, il n'y a pas d'hôtel Sheraton. Sur les hauteurs de Bragança, réparties en deux quartiers, séparées par la caserne de la garde nationale, une centaine de maisons préfabriquées ont été installées au mois de mai dernier. « Nous avons dû les monter nous-mêmes, ne dit avec une exaspération à peine contenue Joaquim Santos, qui vient tout droit de Benguela. La municipalité s'est seulement contentée d'amener l'électricité jusqu'au quartier et de poser les compteurs pour nous faire payer. Même les branchements particuliers, c'est nous qui les avons faits. » Son voisin semble encore plus démuné que lui. Au-dessus de quelques planches, hâtivement assemblées pour constituer un buffet de cuisine, il a encadré l'attestation de l'Eglise norvégienne faisant état du don de la maison. « C'est un bienfait du ciel, murmure-t-il. C'est tout ce qu'il nous reste. » De fait, les aides les plus substantielles sont venues de la Norvège et surtout des Etats-Unis, qui ont récemment versé 1 milliard d'escudos pour favoriser la réintégration des « retornados ».

Ces dons ne diminuent en rien la rancœur des rapatriés à l'égard du gouvernement. Ils nourrissent, par contre, le ressentiment des populations locales à l'égard de ces nouveaux venus « qui vivent sur notre dos », comme on le dit ici. La recrudescence de la prostitution, la nouvelle flambée du racisme, sont encore venus accroître les tensions sociales. N'est-il pas déjà trop tard

pour enrayer l'inévitable escalade ? Avec son air bonhomme et sa voix pleine d'une assurance tranquille, le professeur Pereira de Moura révèle ses inquiétudes : « Oui, le problème des « retornados » apparaît comme le plus grand danger pour l'évolution de la société portugaise, surtout si le gouvernement continue de n'en pas voir le caractère explosif. »

Anticommunistes, les « retornados » constituent une force politique potentielle considérable, facilement manipulable. Si la crise économique se développe, ne peuvent-ils pas constituer le gros des troupes d'une coalition des mécontents prêts à appuyer toutes les solutions non démocratiques ? On voit mal, en tout cas, le premier haut commissaire aux « desalojados », nommé à la mi-septembre, le lieutenant-colonel de cavalerie Antonio Ribeiro — même soutenu par une batterie d'ordinaires I.B.M. et leur « traitement automatique des données », — faire face à un problème qui apparaît démesuré au regard à la taille et aux ressources du Portugal.

L'enjeu de la réforme agraire

Au sud, dans l'Alentejo, qui devient « l'un des points chauds » du moment, selon l'expression de M. Mario Soares, les polémiques vont bon train. Le P.S. tente de maîtriser le cours d'une réforme agraire qui fut faite à l'initiative des travailleurs agricoles par le biais d'occupations « sauvages » de terres. Aujourd'hui, 1 million d'hectares sont gérés par des coopératives ou U.C.P. (Unités collectives de production), révélant l'état d'abandon dans lequel bon nombre d'anciens latifundiaires maintenaient leurs domaines. Des abus aussi ont été commis au détriment de petits et moyens fermiers qui, refusant d'entrer dans les coopératives en formation, voyaient leurs terres saisies d'office par les occupants. Réaliser ces restitutions — qui concernent cent une exploitations couvrant 2 % des surfaces expropriées — sans affrontement majeur pour poursuivre la réforme agraire, telle était la ligne de conduite que s'était assignée M. Lopes Cardoso. Son successeur, M. Antonio Barreto, manifestera-t-il la même volonté politique ? Rencontrer successivement les travailleurs de ces U.C.P. et les propriétaires adhérents de la C.A.P. (16) donne une idée de l'état de tension qui règne dans cette région, où le bouleversement des rapports sociaux a été le plus profond.

A Montemor-O-Novo, près d'Evora, l'heure est à la fête des moissons. A l'initiative du P.C.P., est organisée une visite collective de l'U.C.P. Bento Gonçalves, du nom du premier secrétaire général du parti. L'hymne du P.C.P., « Avanti camarades, avanti... », retentit de temps à autre, alors qu'un travailleur agricole nous montre les transformations réalisées. Sur ce domaine de 1 414 hectares, les terres ensemencées en blé ont été multipliées par trois (120 hectares au lieu de 40 auparavant) de nouvelles cultures ont été implantées (maïs, haricots, tomates, fèves, etc.), le cheptel ovin et porcin a presque quadruplé.

« Mais surtout, ajoute notre guide, quatre-vingt-cinq hommes et femmes vivent sur l'exploitation alors qu'avant il n'y avait que seize personnes de travail. C'est un grand progrès pour éliminer le chômage. » Les salaires ? « Nous touchons 180 escudos par jour et les femmes 130. »



L'état-major et les bureaux des membres du Conseil de la révolution, une affiche opposée dans un couloir donne le ton : « La discipline est l'affirmation du caractère... » Mot d'ordre inimaginable il y a un an à peine, alors que, dans les « régiments rouges » de la banlieue de Lisbonne, les assemblées d'unités éliminaient les officiers. Ce fœtus à une conception traditionnelle de l'organisation des forces armées est allé de pair avec un effacement progressif des leaders militaires sur la scène politique. Seul le Conseil de la révolution — dépositaire de « l'esprit du 25 avril » — détient encore quelques prérogatives politiques, bien que son rôle ait été considérablement restreint. La restructuration dont il a fait l'objet l'été dernier a également permis au général

Une bonne leçon pour les Anglais...

« On peut faire de l'argent dans l'agriculture portugaise, pourvu que le gouvernement Soares même à bien son programme destiné à corriger certains écarts du mouvement de la réforme agraire. » Ce n'est pas un grand fada portugais qui s'exprime ainsi, pour justifier la restitution à leurs propriétaires des terres saisies en 1975 par des ouvriers agricoles en colère. C'est un certain M. Herbert Giles, Britannique de l'Oxfordshire, cité par le Times du 10 octobre.

M. Giles possède de la « bonne terre arable » dans la campagne de l'Alentejo : un millier d'hectares (450 hectares environ), qu'il partage avec trois autres Anglais et un Autrichien, et que les occupations illégales de 1975 avaient apparemment épargné. Le retour à des conditions « normales » dans l'agriculture portugaise permet tous les espoirs. Car il faut, dit-il, que les agriculteurs privés aient un sentiment de sécurité : « Le capital est mieux rémunéré ici qu'en Grande-Bretagne, car les coûts de production sont moins élevés et il n'y a pas de pénalisations fiscales comme en Grande-Bretagne. Avec des capitaux, cette terre peut être payante. » Il se félicite alors de constater que « ce gouvernement semble être davantage soucieux des affaires (businesslike), et [que] le Dr Soares essaie d'introduire ici des idées européennes modernes. Ce qui est important, c'est que ceux qui ont le doigt sur la gâchette, comme la police et l'armée, soutiennent maintenant le gouvernement civil... »

Bonne leçon de « modernisme », en effet. A quand la « révolution des collèges » en Grande-Bretagne ?

L'armée en réserve de la République

Eanes d'affirmer son autorité sur cet organisme. Il a remporté là sa première partie politique — avec une habileté manœuvrière digne de celle de son prédécesseur — en réussissant à renforcer les éléments « éalistes » à la fois au sein de ce conseil et à la tête des régions militaires du pays.

Ces aménagements ou somme ne reflètent pas la réalité des rapports de forces au sein de l'armée, dont le centre de gravité s'est déplacé vers la droite. Quels sont alors les nouveaux clivages qui traversent l'institution militaire ? L'un des officiers de la gauche du Conseil de la révolution nous livre son sentiment : « Plutôt que d'interpréter ce qui se passe actuellement en termes de lutte de la gauche contre la droite, il est plus correct de situer la ligne de séparation entre ceux qui défendent la légalité et la Constitution et ceux qui, dans la coulisse, s'efforcent déjà à imposer une solution de force. » Sous la bannière du légalisme et du soutien à l'action du président de la République, se regroupent en effet la plupart des forces de gauche (« gonzalvistes », groupe des Neuf) et une fraction non négligeable des « opérationnels ». Cette stratégie défensive — qui porte sur la volonté du président Eanes de poursuivre les transformations socialistes — permettra-t-elle d'isoler et de neutraliser une droite militaire qui prend conscience de sa force ? Tout dépendra, nous répond notre interlocuteur, de la capacité du gouvernement et du président à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Les forces armées ne vivent pas en vase clos. Il est à craindre,

a conservé toute la fougue de sa jeunesse : « Les appuis des partis, dit-il, manquent actuellement aux militaires traditionnalistes pour intervenir dans la vie politique du pays. Le P.S.D. et le C.D.S. sont des partis trop calmes. Ils ne sont pas assez actifs, agressifs. » Se tempérant un peu, il ajoute : « De toute façon, les militaires traditionnalistes acceptent la démocratie pluraliste, même si tous les tenants de cette ligne ne sont pas de vrais démocrates. Ils se rendent compte que, dépossédés de ses colonies africaines, le Portugal a maintenant un destin européen. Dès lors, il faut bien trouver un modus vivendi avec le modèle politique qui a cours partout en Europe occidentale. »

En attendant des jours meilleurs, la droite militaire mène une petite guerre de guérilla pour parachever la remise en ordre de l'intérieur des forces armées. L'un de ses derniers chevaux de bataille est la fonction occupée. Les nominations du capitaine Vasco Lourenço à la tête de la région militaire de Lisbonne et du major Rocha Vieira à l'état-major général ont provoqué des remous dans les cercles de vieux colonels et généraux. Même des hommes comme le général Almeida a Silva, qui bénéficie de ce système — autrefois major, il a été promu pour occuper le poste de chef d'état-major de l'armée de l'air — s'insurgent contre ces entorses à la hiérarchie.

Ces dernières semaines, les attaques sont même devenues plus politiques. Un « néo-mouvement des capitaines » — marqué à droite celui-ci — et qui semble jurer de l'appui de l'influent commandant de la région militaire du Nord, le général Pires Veloso, conteste la représentativité de la gauche militaire au sein du Conseil de la révolution. Parallèlement à cette initiative, plusieurs dizaines d'officiers, éloignés de l'armée après le 25 avril 1974, ont rejoint le régime salazariste, demandant aujourd'hui leur réintégration. Du fait de ces multiples pressions, entrent-elles en deuxième fois, de manière symbolique, le défunt M.F.A. (Mouvement des forces armées) ? Ouvrira-t-on encore plus largement les portes de l'armée et de ses organes dirigeants à une droite militaire revancharde ?

Si les militaires traditionnalistes n'ont pas encore trouvé leur guide charismatique — le général Kautza de Arriaga est trop marqué à l'extrême droite et le général Spínola, ayant fait preuve de son incapacité, apparaît comme un homme du passé, — l'extrême gauche a incontestablement le sien en la personne du major Otelo de Carvalho. « Nous allons de défaite en défaite jusqu'à la victoire finale ! », commentait-il à l'issue du scrutin présidentiel qui a révélé l'ampleur de sa popularité. Inquiets, les nouveaux chefs militaires l'ont placé, lui et sa verve coutumière, en liberté surveillée. Ils y sont toujours.

Ces chivages politiques débordent moins aujourd'hui qu'il y a deux ans. Usée par deux ans de déchirements internes, l'armée de l'après-25 novembre n'est pas mécontente de

laisser aux civils le soin de porter la responsabilité des difficultés économiques. Loin d'être gagnée par l'apolitisme, l'armée s'est mise en réserve de la République, consciente de son rôle de prochain recours.

Un VII^e gouvernement provisoire ?

LES prétentions des militaires conservateurs se fondent sur la prévision d'un échec à terme de l'expérience « socialiste ». Le « splendide isolement » du P.S. suscite des critiques de plus en plus nombreuses, et l'on ne se prive pas, dans les milieux politiques de la capitale, de spéculer ouvertement sur la chute de l'équipe Soares. Dans l'entourage du premier ministre, on tente de mettre un terme aux rumeurs de démission ou de remaniement par un commentaire catégorique : « Non, nous ne sommes pas le septième gouvernement provisoire. Nous sommes le premier gouvernement constitutionnel, et nous réviserons à l'avenir la crise, faute de quoi nous serions le dernier gouvernement démocratique. »

Le volontarisme ne convainc pas pleinement lorsque l'on discute de l'avenir du pays avec les responsables des différentes formations politiques. Pour M. Álvaro Cunhal, « Mario Soares mène une politique qui cherche à concilier l'inconciliable. Il ne se prononce ni pour une dynamique socialiste ni pour une réconciliation capitaliste intégrale ». D'un ton plus caustique, le leader communiste ajoute : « Mario Soares dans un peu. Il fait un pas à droite, puis un pas à gauche. L'édifice portugalais est trop fragile pour qu'un tel jeu se prolonge longtemps. Voilà pourquoi nous réclamons une vraie politique de gauche, menée de concert avec le P.C.P. pour s'attaquer en profondeur aux difficultés. »

Cette proposition a peu de chances de connaître des suites dans l'état actuel des relations P.S.-P.C. Des relations qui se sont encore détériorées avec les divergences sur le problème syndical. M. Henrique da Costa, l'un des responsables du secteur travail du P.S., conteste la « prétendue visée démocratique » qui régit au sein de l'intersyndicale, centrale unique contrôlée par le P.C.P., et il réclame « la convocation d'un congrès de tous les syndicats et non pas seulement de ceux qui sont affiliés à l'intersyndicale ». M. José Judas, du secrétariat de l'intersyndicale, réplique de son côté qu'« il existe au Portugal une tradition d'unité du mouvement syndical » et renvoie la balle : « Nous craignons que cette volonté de diviser les travailleurs ne soit qu'un premier pas vers la mise en place d'une législation anti-ouvrière favorisant les licenciements (18) et ne traquant le pouvoir des commissions de travailleurs qui contrôlent la gestion des entreprises. »

En tout cas, cette situation de division, annonciatrice d'une scission du mouvement ouvrier portugalais, n'est pas sans risque pour le P.S. Comme le souligne un ouvrier de l'usine de pâte à papier Socal, dans la banlieue de Setúbal, et

militant des G.D.U.P. (19) : « De nombreux ouvriers P.S. de mon usine n'ont pas voté Soares, soutenu pourtant par leur parti. Aujourd'hui, ils contestent le programme d'austérité de Soares. Si le P.S. continue dans cette voie en créant sa centrale syndicale, il risque de perdre sa base ouvrière en chemin. »

M. Acácio Barreiros, membre de l'U.D.P. (Union démocratique populaire, maçoïste) et seul député d'extrême gauche à l'Assemblée, se montre confiant : « Nous pensons que la situation est fondamentalement révolutionnaire parce que le peuple ne veut pas revenir comme avant et que la bourgeoisie n'arrive pas à gouverner comme avant. » Les tensions internes au sein des G.D.U.P. ne l'émouvent pas : « En quittant les G.D.U.P., le F.S.P. (20) s'est clairement démasqué comme agent de Cunha au sein du mouvement révolutionnaire. » Sentiment que ne partage pas M. João Martins Pereira : « Je ne suis pas très optimiste sur l'avenir des G.D.U.P. en raison de leur royaume par l'U.D.P. Le travail de masse des militants de l'U.D.P. n'est pas en cause mais, dans leurs relations avec les autres militants révolutionnaires, ils ont une attitude aussi sectaire que la P.C.P. Certains de posséder la « ligne juste », les militants de l'U.D.P. n'ont pas encore compris que seule une pratique unitaire pouvait sortir l'extrême gauche de l'impasse. »

Si l'horizon politique semble provisoirement bouché à gauche, qu'en est-il à droite ? De ce côté de l'échiquier politique, le désir d'accéder aux leviers de commande se fait plus pressant. N'est-il pourtant pas préférable pour le P.S.D. de laisser le P.S. s'épuiser seul à gérer la crise et se discrediter ? « C'est ce que nous une tendance minoritaire du P.S.D., nous répond M. Sousa Franco. Mais la majorité soutient que les risques qu'encastrait alors le régime démocratique lui-même doivent prévaloir sur les intérêts propres du P.S.D. » Fort de ces propos altruistes, il conclut : « Nous réclamons un gouvernement de coalition P.S.-P.S.D., car nous ne croyons pas à la démocratie soignée. Nous voyons à la droite une majorité majoritaire. » Pour réaliser un tel projet politique, le P.S.D. ne se prive pas de raviver les dissensions internes au parti socialiste, en appuyant ses représentants les plus modérés, tel M. Sottomayor Cardia qui procède à une sévère remise en ordre dans l'éducation nationale.

Au C.D.S. on évite de jeter de l'huile sur le feu. « Non, nous ne voulons pas la chute de ce gouvernement, précise M. Amaro de Costa. Mais nous estimons qu'apparaître bientôt la nécessité de faire coïncider majorité présidentielle (P.S.-P.S.D.-C.D.S.) et composition du gouvernement. » A l'extrême droite, le général Kautza de Arriaga prépare, lui, sa rentrée politique : « Je vais lancer le M.I.R.N. (Mouvement indépendant pour la reconstruction nationale), claironne-t-il, un mouvement qui n'aura pas peur de se dire à droite et qui s'adapte déjà de nombreux militants du C.D.S. Je sais que le C.D.S. est divisé sur cette question. Et il le sera de plus en plus. »

Lorsque l'on recense les problèmes qui restent en suspens — crise économique et ses consé-

quences sociales, réintégration des « retornados », amélioration de la condition paysanne — dans ce contexte politique et syndical marqué par une recrudescence des tensions, on ne peut qu'être sceptique sur les chances de réussite d'un gouvernement qui dispose d'une si faible marge de manœuvre, d'autant que les profondes divisions qui affectent le P.S. constituent un obstacle supplémentaire.

Si le dernier congrès du parti socialiste a consacré un renforcement de la tendance socialiste-démocrate, au détriment de l'aile gauche, qui occupe cependant plus du quart des sièges à la commission nationale, le vrai débat politique n'a pas été engagé. Seule certitude de M. Mario Soares : « Le socialisme n'est pas pour tout de suite, car, dans la période historique que nous traversons, il est inconcevable d'aller au-delà d'une démocratie politique avancée. » Le premier ministre obtiendra-t-il cette « compréhension des travailleurs », maintes fois réclamée pour assurer le succès des impopulaires mesures d'austérité, au moment où il prend de plus en plus appui sur des classes moyennes dont bien des revendications sont imprégnées de l'idéologie qui a dominé le Portugal pendant quarante-huit années de dictature ?

Indéniablement, le Portugal demeure en équilibre instable, et bon nombre d'analystes politiques ne se posent plus qu'une question : combien de temps encore M. Mario Soares et le président Eanes pourront-ils tenir la part égale entre les orientations politiques antagoniques qui se font jour dans les deux grands corps, civil et militaire, dont ils ont la charge ? Si, malgré tout, à force d'arbitrages, art dans lequel M. Mario Soares est passé maître, le gouvernement arrivait à se maintenir au pouvoir, les problèmes économiques et financiers constitueraient pour lui une redoutable chausse-trappe. Les réserves d'or une fois épuisées, surgiraient en effet de nouvelles interrogations : quel prix les Etats-Unis et la C.E.E. sont-ils prêts à payer pour aider la démocratie portugaise à survivre ? Et quelles conditions politiques mettront-ils à la clef des subsides procurés ?

C'est une problématique que le Portugal a déjà connue en 1927, au sortir de l'expérience républicaine. Le prêt conditionnel de la Société des Nations devait ouvrir, sous l'œil de l'armée, les allées du pouvoir à un gestionnaire nommé Salazar. Le contexte européen est bien différent, l'évolution espagnole supporterait mal un tel retour en arrière, et l'histoire ne se répète pas, mais...

(Copyright Yves Hardy et le Monde diplomatique.)
(Dessins de Piantu.)

- (18) Un décret-loi allant effectivement dans ce sens a été pris le 21 octobre, quelques jours après que ces propos eurent été recueillis.
(19) Groupes de dynamisation de l'Unité populaire. Ils ont été créés au lendemain de la campagne présidentielle pour poursuivre le combat en faveur du « pouvoir populaire » mené par Otelo de Carvalho. Ils sont indiqués à Salazar notamment, où le major a obtenu plus de voix que le président Eanes.
(20) Front socialiste populaire, scission de gauche du P.S.

«Le Monde diplomatique» publié à Athènes

S'AJOUTANT à l'édition portugaise qui existe depuis janvier 1976, le *Monde diplomatique* possède désormais une édition en langue grecque dont nous reproduisons ici la première page du n° 1 (novembre). Cette édition est une traduction intégrale de l'édition française, à l'exception de quelques rubriques des pages consacrées à l'actualité des organisations internationales et de brèves notations supplémentaires dans « Les livres du mois » et « Dans les revues ».

Sous la responsabilité de M. Thémistocle Banoussis, cette publication du *Monde diplomatique* en grec est réalisée par les Editions du Monde diplomatique, 119, rue Luciano-Cordeiro, sous la responsabilité de Mme Soti Abecassis.

Rappelons que *O Mundo diplomatico* est publié à Lisbonne par les Editions Dom Quixote, 119, rue Luciano-Cordeiro, sous la responsabilité de Mme Soti Abecassis.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΠΟΛΙΤΙΚΗ LE MONDE diplomatique

Ελλάδα

ΟΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΕΣ ΔΥΝΑΜΕΙΣ ΠΟΥ ΣΤΗΡΙΖΟΥΝ ΤΟΝ ΤΖ.ΚΑΡΤΕΡ

Μία «τρίμερης» στρατηγική

Dans les revues...

- Le *gouvernement portugalais* publié depuis le 1^{er} novembre 1976, sous la responsabilité de M. Thémistocle Banoussis, est une revue, *PORTUGAL INFORMATION*, qui comporte trois éditions : en portugais, en anglais, en français. M. de Almeida Santos, ministre de la communication sociale, qui patronne la revue, s'excuse à l'égard des « nombreuses erreurs dont elle souffrira inévitablement, tout comme il note les non moins inévitables « défects » du gouvernement actuel : « C'est d'abord, d'une honnêteté, d'une modestie trop rare. Propagande, au meilleur sens, et rarement informative. Elle est aussi, et surtout, un peu trop photographique de vieux paysans devant un mur blanc ou est écrit : Famosa vassal-mais ! » et « Le fascisme, jamais plus » (Mémorial, traduit - Ministère de communication sociale, Palácio Fox, Lisbonne 2.)
- Dans les *TEMPS MODERNES*, Claude Collin rapporte les conclusions d'une enquête sur les licenciements des travailleurs agricoles au Portugal. (N° 264, novembre, mensuel, 15 F. - 26, rue de Condé, Paris-8.)
- La Pologne, dans *ESPRESSO* : « une société qui résiste » et « un socialisme qui n'est pas un vrai J.M. D. Dörmann retour de voyage. Dans le « Journal » à plusieurs voix » du même numéro, un commentaire ironique de l'Union soviétique d'après Mao Tse-toung. (N° 10, 1976, mensuel, 15/4 F. - 15, rue Jacob, Paris-6.)
- Une nouvelle publication spécialisée favorise les contacts entre les intellectuels français dans les pays de l'Europe de l'Est : *COMECOM*. Le premier numéro présente notamment un dossier technique sur « l'interconnexion », organisme chargé de l'intégration de la production du matériel destiné à l'industrie textile au sein du Conseil d'entraide économique. (N° 1, novembre, mensuel, 20 F. - Publ-Export, 9, rue de Châteauneuf, 75009 Paris.)
- Le *CRITIQUE COMMUNISTE* publie un numéro spécial sur la « stratégie révolutionnaire en Europe occidentale ». (N° 8/9, mensuel, ce numéro double : 15 F. - 10, impasse Guichard, Paris-4.)
- Le *REFLEXES* (Cahiers du CERES) poursuit sa réflexion sur ce qui devrait être une politique industrielle de la France en application du programme commun de la gauche. La revue examine notamment les problèmes de petites et moyennes entreprises de l'industrie et la situation de la sidérurgie. (Novembre, mensuel, 10 F. - 5, rue Fayard, 75003 Paris.)
- Dans la *PENSÉE*, D. Hanley étudie les rapports de Romain Rolland avec la pensée de Hobbes et celle de Lévinas, et sa critique de l'imperialisme. N.-D. Thévenaz, à propos de traductions récentes de Signe, analyse la notion de « société chargée ». (N° 189, trimestriel, 15 F. - 146, rue de la Fosse-aux-Loupes, Paris-10.)
- Le *SPARTACUS* soutient courageusement son effort. Le sous-titre de la revue est un programme : « Socialisme et liberté ». Elle est animée par de très nombreux auteurs, dont beaucoup sont des militants de tout parti ou groupement, sont sélectionnés même en dehors de tout lien avec le mouvement ouvrier. L'ensemble est dirigé par le Portugal, la Pologne et le Japon de Rome Luxembourg. (Mensuel, 5 F. - 3, rue Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-2.)
- Le *EUROPE EN FORMATION* a consacré un récent numéro au centenaire de Bakounine, événement ignoré par la presse (à de rares exceptions). C'est naturellement le fédérateur de Bakounine qui retient d'abord l'attention. Mais bien d'autres aspects aussi. Deux sous-titres sont particulièrement significatifs : « A l'écoulement de la France » et : « A la
- recherche du bonheur ». (N° 196/199, mensuel, 5 F. - 5, rue de Trévise, Paris-9.)
- L'APPÊL, revue des gauchistes d'opposition, prend parti de la façon la plus radicale contre la notion de « majorité présidentielle » (dont M. Léon Noël avait montré précédemment l'insécurité juridique) et contre toutes les options — en politique intérieure et plus encore en politique étrangère — qui semblent être celles du président de la République. La mission des gauchistes a donc d'appuyer les forces de la gauche, de défendre la gauche, de faire passer la gauche au pouvoir. (N° 23, mensuel, 5 F. - 83, rue de Lille, Paris-7.)
- Publication de la F.A.O., la revue *CERES* a consacré une bonne partie de son numéro de septembre-octobre à la relation consommation-dépendance dans les pays du tiers-monde. Le choix du type de consommation y est souvent, en effet, un choix de développement : c'est par lui, en grande partie, que s'assure la reproduction d'un « modèle » en voie d'universalisation. (Septembre-octobre, bi-mensuel, 1 000 liras. - Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome.)
- Les sociétés multinationales et l'information mondiale : dans *DEVELOPPEMENT DIALOGUE* Jean Somavia analyse les structures de domination qui pèsent sur les systèmes d'information du tiers-monde et tente de décrire quelques éléments d'une politique qui viserait à y remédier. Dans le même numéro, la revue publie d'autres textes présentés, dans le cadre d'un séminaire de Mexico sur l'information et le nouvel ordre économique international. (N° 2, 1976, semestriel, 100 couronnes suédoises. - Ovre Sigtungatan 3, 752 20 Uppsala, Suède.)
- Dans le numéro de novembre de *PROJET*, par Henri de Féray et une brève étude de Philippe Beaulieu sur « La politique européenne des Etats-Unis ». (N° 109, novembre, mensuel, 10 F. - CERAS, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)
- Les travaux de la réunion spéciale du « club de Rome » sur la réforme de l'ordre international (Alger, 25-28 octobre 1976), au cours de laquelle fut discuté le rapport Tinbergen, sont assez largement résumés dans le dernier numéro d'*ALGERIE-INFORMATIONS*, qui publie l'Association France-Algérie. (N° 28, octobre, 5 F. - 225, bd Saint-Germain, 75007 Paris.)
- Le secret d'Etat, ses mécanismes aux Etats-Unis et en France, fournissent le thème de plusieurs articles d'*INTERFERENCE* qui se destine à la critique des appareils d'information de la communication. (N° 5-6, trimestriel, 15 F. - E.P. 332-16, 75168 Paris Cedex 16.)
- La Peste, cette hantise ! : AUTREMENT consacré un dossier complet à un phénomène culturel en voie de disparition et que l'on s'efforce de maintenir en vie. « Re-naissance » s'agit-il, alors, de la peste ? (N° 7, mensuel, 35 F. - 73, rue de Turbigo, 75003 Paris.)
- Le *PLURIEL* se veut un instrument de recherche critique sur les relations inter-ethniques. Dans le dernier numéro, Domènec Bonaventura tente d'analyser l'effet du « traumatisme de la coupure » dans les régions de la Catalogne situées du côté catalan. Isabelle Bonnet et Pierre Bonnet apportent, d'autre part, une contribution à la réflexion sur les liens entre mouvement communiste et mouvement national au Vietnam. (N° 7, 1976, quatre numéros par an, 8 F. - 6, rue de Tournes, 75005 Paris.)
- Un numéro spécial des *NOUVEAUX CARIERS* : « Peuples juifs », spécifiquement. Alors la difficulté d'être juif s'ajoute à la difficulté d'être juif. Diffi-

- cultés aussi d'un féminisme juif ? (La Bible semble peu pressée. Ce dossier apporte malheureusement quelques réponses contradictoires, toutes éblouissantes. (N° 46, automne 1976, trimestriel, 10 F. - 45, rue La Bruyère, Paris-6.)
- L'ARCHE a conçu son numéro en faveur d'Almanach, rappelant ainsi que l'almanach était autrefois la base de la lecture et de l'imagerie populaires. Mais l'almanach, très instructif — dit le mensuel du judaïsme français — porte la millième 5777. Belle avancée sur notre calendrier. Une lecture bien accordée à cette période de l'année. (Numéro spécial, 23/25, mensuel, re-nu-méro : 12 F. - 19, rue de Téhéran, Paris-8.)
- LA NOUVELLE CRITIQUE a pris l'initiative d'un débat sur « l'Unité face à la crise ». M. Froux, ancien président de Paris-VIII (Vincennes), parle notamment de son université et de son expérience. (N° 58, novembre 1976, mensuel, 15 F. - 2, pl. du Colonel-Fabien, Paris-19.)
- Un thème principal dans la dernière livraison de LA REVUE DE L'APPÊL (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) : la coopération interuniversitaire, d'après les travaux du colloque international qui s'est tenu à Lomé en décembre 1975. (Vol. 14, n° 1 - Université de Montréal, R.P. 6128 Montréal, Canada, H3C 3J7.)

CINÉMA

- LES *CARIERS* DE LA CINÉMA-THEQUE consacrent leur dernière livraison, sous le titre « Mémoire d'une nation », à l'étude des cent dernières années de l'histoire de France vues à travers le cinéma. Marcel Onda, Barthélémy Amengual et Raymond Bona analysent quelques-uns des films historiques les plus importants. Pierre Guibert étudie « la présence cinématographique française en Afrique », et le cinéaste Serge de Poligny, dans un entretien, explique dans quelles circonstances il réalisa « la Soif des hommes » qui évoque l'installation en 1945 de colonies européennes en Algérie. (N° 18/19, trimestriel, 20 F. - Palais des Congrès, 92000 Paris.)
- CINÉMARARE publie notamment un texte du réalisateur bolivien Jorge Sanjinés qui plaide « pour un cinéma révolutionnaire et populaire » et un article (en arabe) de M. Darwich et N. Lutfi qui constatent « l'absence de la Palestine dans le cinéma arabe ». (N° 4/5, octobre-novembre 1976, bi-mensuel, 10 F. - 22, rue d'Artois, 75008 Paris.)
- Après la conférence de Stockholm qui avait réuni au début juin quelque cent cinquante cinéastes, écrivains et critiques, les *RENCONTRES EUROPEENNES POUR UN NOUVEAU CINÉMA* publient leur Bulletin n° 1 où sont recueillies, entre autres, les importantes communications de Thomas Guback : « Les Etats-Unis et le contrôle de marché du film » ; d'Armand Mattelart : « Les mass media dans une situation pré-révolutionnaire » et de Walter Achauer : « La situation des cinéastes latino-américains ». (10 couronnes suédoises. - Film Centrum-Tapogatan 4 - S-115 18 Stockholm.)
- Les *CARIERS* DU CINÉMA, qui redonnent strictement mensuels, publient les notes de travail de F. Bonitzer, J. Tournebise, S. Toubiana et René Allo sur « Moi, Pierre Rivière... » ; Michel Foucault, dans ses réponses à un entretien, donne ses impressions sur ce film. (N° 27, novembre, mensuel, 12 F. - 50, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.)

De pouvoir

De pouvoir

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.

Affaiblissement de l'O.L.P., nouvelles perspectives

LE ROLE MULTIPLE D'ISRAËL DANS LA CRISE LIBANAISE

De la passivité à l'intervention limitée

La politique israélienne a parcouru un long chemin depuis l'éclatement de la crise libanaise. Au début de la guerre civile, et pendant de longs mois, les dirigeants de Jérusalem n'avaient cessé de mettre en garde la Syrie, l'avertissant que tout franchissement de la « ligne rouge » entraînerait une riposte de la part d'Israël. Au début de 1976, M. Shimon Péres, ministre de la défense, déclare ainsi que « toute intervention syrienne, quelle qu'elle soit, ne pourra laisser Israël indifférent » (1). Les avertissements sont aussi transmis par voie diplomatique, par le truchement du département d'Etat. Quant à la presse, elle consacre de nombreux articles et commentaires aux dangers de l'intervention syrienne : on lira par exemple, sous la plume d'un éditorialiste, que « la cloche a sonné pour l'armée israélienne » et que « la chrétienté, les Etats-Unis et l'Europe pourront supporter le choc de la disparition du Liban ; mais pas Israël, qui devrait alors affronter au nord une Syrie agrandie » (2). Cette attitude a le soutien enthousiaste de la droite nationaliste, qui s'alarme de la pénétration en territoire libanais d'unités de la Saïka et de l'Armée de libération palestinienne d'obédience syrienne. En octobre 1975, M. Haïm Landau, député du Likoud, demande l'envoi de troupes israéliennes au Liban, « pour empêcher l'islamisation de ce pays ». Un mois plus tard un autre député du même groupe, M. A. Linn, renouvellera cette demande, pour sauver « les juifs et

les chrétiens du Liban » de l'« extermination ».

Les Etats-Unis sont critiqués dans la presse pour s'opposer à une intervention israélienne : « L'absence de toute intervention israélienne au Liban est le résultat de l'impuissance de l'Occident » (3). Un commentateur militaire estime même que les Israéliens devraient incliner les Etats-Unis à « sauver » le Liban, comme ils l'ont fait en Jordanie en 1970 : « Certains experts croient le moment venu de mener une politique plus indépendante, qui dicte à Washington un autre comportement pour défendre le Liban » (4).

L'attitude changera du tout au tout après le virage de la politique syrienne, au printemps 1976. Damas accorde désormais son soutien à la droite chrétienne contre les forces islamo-progressistes et les Palestiniens. Répondant à la droite israélienne, qui continue d'accuser le gouvernement d'inertie, M. Itzhak Rabin, président du conseil, se défend : « Je ne critique pas les Syriens s'ils veulent continuer à massacrer les Palestiniens ; en ce qui nous concerne, ils peuvent continuer... » (5). Interrogé lors d'une réunion du gouvernement sur ce qu'il est advenu de la « ligne rouge », le ministre de la défense répondra que « la ligne rouge est devenue infrarouge ». M. Rabin précise devant le Parlement, le 15 juin 1976, que la « ligne rouge » doit être appréciée en fonction de plusieurs critères indissociables : géographiques, militaires et politiques, y compris les objectifs des forces étrangères au Liban et la nature de leurs adversaires.

Damas laisse partir les juifs syriens

DEUX raisons expliquent ce revirement d'opinion en Israël. D'une part, une hostilité farouche envers l'O.L.P., qui se traduit par un soutien à quiconque lutte contre elle ; d'autre part, l'approbation sans réserve donnée par Washington à l'intervention syrienne. Il ne fait pas de doute que, si Israël l'avait voulu, et s'il avait eu la bénédiction des Etats-Unis, il se serait opposé à cette intervention, tout comme il l'avait fait en septembre 1970 lorsque la Jordanie combattait les organisations palestiniennes au secours desquelles la Syrie s'était portée. Des concentrations de troupes israéliennes face au plateau d'Irbid, accompagnées d'avertissements sans équivoque, avaient alors eu raison des intentions de la Syrie.

Le 20 octobre dernier, en effet, la

presse israélienne annonçait subitement que les juifs syriens avaient finalement été autorisés à quitter le pays. Selon l'Agence télégraphique juive de Paris, environ mille juifs ont quitté la Syrie au cours des deux derniers mois. Certains de ces réfugiés, éjournant à Paris, estimaient que la totalité de ceux qui restent, soit deux mille cinq cents personnes environ, seraient probablement quittés le pays avant la fin de cette année. La plupart de ceux qui ont refusé à partir séjournent en France ou à Chypre, après avoir quitté Damas en taxi pour le port de Jounieh, occupé par les chrétiens. Ils embarquent ensuite sur des bateaux grecs ou chypriotes en direction de Larnaca, où l'Agence juive et Hias (organisation juive américaine d'aide aux réfugiés) ont installé leurs bureaux (6).

Après la conclusion des accords de Ryad et du Caire, de nouvelles assurances auraient été données aux Israéliens, et le premier ministre israélien a révisé au cours d'une réunion à huis clos que la Syrie avait promis aux Américains de ne pas envoyer de troupes dans le sud du Liban (7). Quant aux modestes forces palestiniennes autorisées à pénétrer dans la région de l'Arkoub Damas a informé les Israéliens, par l'intermédiaire des Etats-Unis, qu'elles seraient placées sous le contrôle total des autorités syriennes.

Opération « frontière ouverte »

La Syrie est intervenue militairement, en envoyant ses brigades en territoire libanais. L'action israélienne, plus discrète et plus complexe, comporte deux aspects : l'un, civil humanitaire, a bénéficié d'une large publicité, tandis que l'autre, militaire, fut tenu caché aussi longtemps que possible.

L'opération de la « bonne clôture », ou encore de la « frontière ouverte », présente, en raison de son caractère humanitaire, une double importance pour l'Etat d'Israël : elle devait en effet permettre d'établir des relations nouvelles avec la population chrétienne du Sud-Liban et d'améliorer auprès de l'opinion publique mondiale une image ternie par l'occupation et la répression dans les territoires occupés.

Les autorités israéliennes ont pris des mesures immédiates pour apporter une aide médicale aux malades libanais qui se présentaient spontanément devant la « clôture » — des fils de fer barbelés séparant un verger israélien d'un champ de tabac situé dans le village libanais de Rimchich. En juin, un centre de premier secours est installé à Dohar (voir la carte page 15), où sont dispensés des soins médicaux à des centaines d'habitants des villages frontaliers. Plus tard, lorsque les liens se resserrèrent entre Israéliens et chrétiens du Sud-Liban, un deuxième dispensaire est construit à Motoula, puis un autre, provisoire, à Hama. Les cas sérieux sont acheminés vers des hôpitaux. La presse israélienne précisa que des soldats et des officiers phalangistes figurent parmi les malades. Au 1^{er} octobre dernier, les statistiques publiées sur les services de santé israéliens faisaient état de neuf mille quatre cent vingt et un chrétiens et musulmans traités dans des dispensaires de la frontière, et de deux cent quatre-vingt-quatre malades soignés dans des hôpitaux israéliens (8).

Le commerce, lui aussi, s'est développé de part et d'autre de la frontière. Les autorités israéliennes proposent aux habitants du Liban du Sud de leur acheter leur tabac de première qualité, qu'ils ne peuvent écouler en raison de la guerre. En échange, Israël leur vendra les produits de première nécessité qui leur font défaut. Quelques centaines de tonnes de tabac, d'une valeur de plus de 3 millions

de livres israéliennes, ont donc été achetées par les Israéliens (en partie revendues à l'étranger). Les villageois des agglomérations situées au nord d'Israël purent se procurer de la farine, de l'huile, du sucre, des œufs, des volailles congelées, etc., et même du gaz pour la cuisine et du pétrole. A partir de septembre, lorsque l'on soupçonna qu'une partie du ravitaillement est remise aux Palestiniens ou aux habitants des villages musulmans refusant tout contact avec Israël, les produits alimentaires seront fournis aux commerçants libanais en quantités proportionnelles au nombre de la population villageoise.

Pour permettre de changer l'argent (au taux de 2,5 livres israéliennes pour 1 livre libanaise), une succursale de banque sera ouverte à proximité de la frontière. Bientôt commencera l'embauche de la main-d'œuvre libanaise. Des représentants du ministère du travail israélien procèdent à une enquête sur l'état de l'emploi dans les villages maronites du Sud-Liban. Des ouvriers privés de travail à la suite de la guerre se rendront chaque matin en Israël pour travailler. Ils étaient alors trois cent trente hommes, au mois d'octobre, à poursuivre leurs activités dans divers secteurs : entreprises de reboisement, industrie textile, fabrication de cigaretes ou conditionnement des pommes.

D'abondantes informations accompagnées de photos ont été diffusées à ce propos dans le monde entier. « L'emploi de la main-d'œuvre libanaise en Israël est un événement historique », proclame le poète Haïm Gouri.

Des Libanais se rendent aussi en Israël pour y rencontrer de proches parents, ou profiter des visites guidées organisées dans des kibboutzim ou des entreprises situées dans le nord du pays. Un bureau de poste dessert les villages du Sud-Liban. On vaccine le bétail contre la fièvre aphteuse. On installe un garage de réparation pour tracteurs et véhicules agricoles libanais, etc. La presse israélienne s'empresse de reproduire les déclarations élogieuses de certains visiteurs libanais : « Si les terroristes palestiniens attaquent Israël, nous leur tirons dessus », dit l'un d'eux, enthousiaste.

Les services de la « clôture » se développent. De nouvelles constructions en ciment abritent les diaphanes, les

Par AMNON KAPELIQ

bureaux de divers ministères et ceux du gouvernement militaire. Les personnalités responsables de l'aide au Liban sont le colonel Avraham Ory, coordinateur des activités dans les territoires occupés, et le lieutenant-colonel Aliva Dan, gouverneur militaire du plateau du Golan. Les fonctionnaires du gouvernement militaire s'occupent habituellement de la population des territoires occupés sont maintenant chargés des affaires des villageois libanais. La question sera posée au ministre de la défense par un député du Moked, M. Meir Pali, dès le mois d'août : « Le Liban du Sud est-il devenu un territoire occupé, pour avoir droit aux services du gouvernement militaire ? » (9).

Selon un commentateur militaire, « la ministre de la défense a élaboré des projets pour intensifier l'aide civile aux

villageois libanais, améliorer leur situation économique et faire de cette région un territoire où Israël intervient dans le domaine de l'aide civile et économique de la même manière que, par exemple, en Judée et en Samarie (Cisjordanie) » (10). Les Israéliens se félicitent : la « bonne clôture » est devenue un lieu de pèlerinage attirant même les touristes étrangers et des équipes de télévision venues de partout. Conclusion d'un journaliste israélien : « Le monde entier et nous-mêmes découvrons soudain que l'Israélien est beau, et humain ». La satisfaction gagne les esprits libanais. En revanche, les Israéliens l'accueillirent avec soulagement, accusant les Palestiniens d'être la « source du mal », ou bien encore exploitant l'aspect confessionnel du conflit (les musulmans extérieurement les chrétiens parce qu'ils ne supportent pas la présence de non-musulmans parmi eux). M. Shimon Péres, ministre de la défense, a lui-même profité de l'occasion, pour régler ses comptes à la religion musulmane : « L'islam se trouve encore dans sa phase agressive, fanatique et expansionniste, et il n'est pas prêt aux compromis ; il tendra encore beaucoup de temps pour que sa dimension humaine, comme l'a fait le christianisme » (30).

Les activités militaires

frontière israélienne reste sous la domination des forces chrétiennes décidées à empêcher le retour des Palestiniens. On a fait porter l'effort sur la création et l'entraînement de milices de villageois et de phalangistes directement engagés dans les combats de la guerre civile. « Conformément à la demande des villageois chrétiens », souhaitant la protection de l'armée israélienne contre « une éventuelle action des fedayin », des officiers israéliens se sont mis à former des unités militaires locales. La presse israélienne n'a pas insisté sur les informations à ce sujet, partielles sans même prendre la précaution de se référer à des sources étrangères. Hayon Haza, organe du général Dayan, annonce : « Israël arme et entraîne des villageois du Sud-Liban pour chasser les Palestiniens du Fatahland et des autres régions frontalières. L'objectif est de créer une zone tampon entre Israël et les Palestiniens au Liban » (16).

Les chrétiens sont minoritaires dans le Sud du Liban — 15 % de la population environ — mais leurs milices, organisées rapidement, ont remporté des succès militaires : prise de carrefours importants et de villages musulmans. D'après le ministre israélien de la défense, l'armée chrétienne du Sud-Liban comprendrait deux mille hommes « capables d'empêcher toute présence des fedayin palestiniens dans le Sud du Liban » (19). Cette force est divisée en sections de cinquante combattants chacune, avec à sa tête un commandant local. Le correspondant militaire de Maariv rapporte que, « à première vue, ces milices paraissent bien organisées mais peu expérimentées au combat et manquant peut-être de vraie motivation pour se battre hors de leurs villages ».

Il cite aussi cette remarque d'un militaire maronite : « Nous servons de bouclier à Israël au-delà de la frontière » (20). Une grande photo publiée en première page du Yediot Aharanot a montré, d'autre part, des soldats phalangistes en conversation avec les membres d'une délégation du Fonds social juif unifié venue des Etats-Unis.

« La seule autorité dans le Sud-Liban »

L'ENTRAÎNEMENT des phalangistes se fait, au moins en partie, en Israël. M. Meir Pali a interpellé à ce sujet le premier ministre, le 27 septembre dernier : se référant à une source digne de foi, il demandait s'il était vrai qu'une unité d'une centaine de citoyens libanais phalangistes s'entraîne dans une base militaire dans le nord d'Israël. La question est restée sans réponse, mais les correspondants de la presse étrangère estiment que les Israéliens accueillent des unités d'infanterie, des équipes de blindés et même des équipages navals pour les bâtiments fournis.

Sur l'activité de l'armée israélienne en territoire libanais, la presse d'Israël a commencé à fournir des précisions au début de septembre : Maariv a aussi rapporté que « l'armée israélienne a pris des mesures préventives dans les alentours du village musulman de Sant-Jebail, situé à 5 kilomètres de la frontière, pour dissuader les terroristes de s'y rendre » (21). Les informations proviennent surtout de sources étrangères, reprises par les journaux du pays, toujours sans démentir, apparaît aussi que les patrouilles israéliennes circulent librement dans le Sud du Liban. A un correspondant de l'agence U.P.J., Stewart Kellerman, un officier israélien déclare : « Nous sommes la seule autorité dans le Liban du Sud. » (22). Un observateur de l'ONU lui contre : « Au fond, les Israéliens ne considèrent pas cette région comme une partie du Liban. » Les leçons qui effectuent des patrouilles le long de la frontière du côté libanais transportent souvent des équipages blindés israéliens et libanais (23). Des lignes téléphoniques relient directement certains villages libanais aux positions de l'armée à l'intérieur d'Israël, assurant la rapidité des liaisons pour dépêcher de l'aide, comme cela se passa pendant la bataille de Koleyah au mois d'octobre, au cours de laquelle l'artillerie israélienne apporta son appui aux chrétiens (24). Selon Time, « des

citoyens libanais musulmans avaient été remis par les Israéliens aux mains des chrétiens à Jounieh, et qu'ils furent ensuite assassinés par ces derniers » (25). Le correspondant militaire de Maariv précise que « l'activité navale israélienne est manifestement le résultat d'une initiative gouvernementale. Toutefois, il ne faut pas croire qu'Israël n'a pas reçu la bénédiction des Américains » (26).

La guerre du Liban a été douloureusement ressentie par la population des territoires occupés, comme en témoignent les nombreuses annonces de deuil publiées dans la presse locale. En revanche, les Israéliens l'accueillirent avec soulagement, accusant les Palestiniens d'être la « source du mal », ou bien encore exploitant l'aspect confessionnel du conflit (les musulmans extérieurement les chrétiens parce qu'ils ne supportent pas la présence de non-musulmans parmi eux). M. Shimon Péres, ministre de la défense, a lui-même profité de l'occasion, pour régler ses comptes à la religion musulmane : « L'islam se trouve encore dans sa phase agressive, fanatique et expansionniste, et il n'est pas prêt aux compromis ; il tendra encore beaucoup de temps pour que sa dimension humaine, comme l'a fait le christianisme » (30).

De son côté, le premier ministre a déclaré : « C'était avant le retournement de la situation au Liban — que le monde chrétien ne se préoccupait pas davantage de la tragédie de ses congénitaires libanais.

Quelques voix de protestation se sont élevées, cependant, contre cette vague de sentiments troubles. Il faut citer ce journaliste d'Al-Hamichmar, qui écrivait : « Je connais parmi nous des gens qui demandent combien de fois il y a déjà au Liban, comme s'ils calculaient la solution finale palestinienne. Sans parler de l'horreur qu'inspire cette attitude, il faut comprendre qu'elle est erronée. Nous aussi, juifs, on a essayé de nous exterminer, mais sans succès. Des millions ont péri dans les tours crématrices, mais le peuple a soigné ses blessures, il a même créé sa patrie et son Etat » (31). Et dans un article intitulé « Liban : l'erreur d'opinion d'Israël », Mme Hanna Zemer, rédactrice en chef de Davar, soulignait que ceux qui volent dans la guerre du Liban un avantage pour Israël se trompent (32). A son avis, le fait que la Syrie soit maintenant dans une position de suprématie au Liban n'est nullement positif, du point de vue militaire, pour l'Etat d'Israël. A ceux qui se réjouissent un peu trop fort des revers subis par les Palestiniens, elle tente d'expliquer qu'au contraire cette guerre a encore renforcé, chez les Palestiniens, le sentiment de l'identité nationale.

Mais ces rares appels à la raison demandant que l'on profite de ce moment difficile que traversent les Palestiniens pour faire un geste amical envers eux n'ont pas trouvé d'écho chez les dirigeants. En réalité, la décision du gouvernement de soutenir la droite chrétienne du Liban et d'approuver l'invasion syrienne ne fait que l'objet d'un débat public sérieux. Une fois encore, les milieux officiels ont pensé pouvoir « gagner du temps » tandis que les Arabes se battaient entre eux. Et les partisans de ce mythe, devenu si cher aux Israéliens, « gagner du temps », citent volontiers la remarque de M. Kissinger à M. Dinitz, ambassadeur d'Israël à Washington : « Pour ce qui est de l'initiative politique, Israël peut maintenant prendre des vacances, à cause de la guerre au Liban » (33).

- (1) Maariv, 8 janvier 1976.
- (2) Yediot Aharanot, 3 novembre 1975.
- (3) Yediot Aharanot, 25 janvier 1976.
- (4) Haaretz, 3 novembre 1975.
- (5) Cité par la radio israélienne le 22 juillet 1976. Pour sa part, M. Péres a déclaré que toute intervention israélienne au stade actuel « pourrait être interprétée comme un appui à Yasser Arafat ».
- (6) Dès le lendemain de la publication de ces informations dans le Journal Davar en France a tenté de les démentir. Mais l'agence de presse en a confirmé l'authenticité, se basant sur des témoignages de réfugiés eux-mêmes, dont deux cents environ bénéficiaient d'une aide de la part d'institutions philanthropiques juives.
- (7) Davar, 3 novembre 1976.
- (8) Selon une déclaration du ministre de la défense devant le Parlement israélien, citée dans Davar du 1^{er} octobre 1976. Jusqu'à cette date, le gouvernement n'avait remboursé au ministère de la Santé les frais d'hospitalisation des Libanais (500 000 livres israéliennes au total). Depuis lors, les Libanais paient eux-mêmes les dépenses de leur hospitalisation.
- (9) Interpellation devant le Parlement, le 20 août 1976.
- (10) Maariv, 3 septembre 1976.
- (11) Haaretz, 8 août 1976.
- (12) Davar, 26 octobre 1976.
- (13) Yediot Aharanot, 18 septembre 1976.
- (14) Haaretz, 10 octobre 1976.
- (15) M. Haïm Landau, 20 septembre 1976.
- (16) Time, 1^{er} novembre 1976.
- (17) Neuwessel, 25 octobre 1976.
- (18) Hayon Haza, 3 novembre 1976.
- (19) Davar, 3 novembre 1976.
- (20) Maariv, 31 octobre 1976.
- (21) Maariv, 10 novembre 1976.
- (22) Maariv, 1^{er} septembre 1976.
- (23) Maariv, 18 octobre 1976, d'après Yediot.
- (24) Neuwessel, 1^{er} novembre 1976.
- (25) Time, 1^{er} novembre 1976.
- (26) Yediot Aharanot, 1^{er} septembre 1976.
- (27) Yediot Aharanot, 1^{er} septembre 1976.
- (28) Haaretz, 20 octobre 1976.
- (29) Maariv, 10 août 1976.
- (30) Deux un discours devant la jeunesse du parti travailliste, cité dans Davar, le 24 octobre 1976.
- (31) Al-Hamichmar, 3 septembre 1976.
- (32) Davar, 22 octobre 1976.
- (33) Yediot Aharanot, 23 juillet 1976.

مركز العمل

de négociation dans le conflit du Proche-Orient

LE LIBAN SOUS MANDAT

(Suite de la première page.)

La défaite de la droite libanaise aurait représenté un événement à contre-courant dans la perspective d'un règlement négocié avec Israël. Elle aurait conduit à une diminution de la dépendance des Palestiniens à l'égard de Damas. Ici aussi, en dépit des protestations verbales, les États arabes les plus directement concernés ont laissé faire les troupes du président Assad. Du moins jusqu'à un certain point.

L'offensive lancée par l'armée syrienne dans la montagne libanaise contre les forces palestiniennes a été brusquement arrêtée à la fin octobre, par l'initiative diplomatique du roi Khaled d'Arabie Saoudite. Ce coup d'arrêt intervint au moment précis où l'armée de Damas prouvait sa supériorité militaire, mais où la résistance acharnée des combattants palestiniens progressistes faisait pressager des affrontements particulièrement sanglants qui risquaient de se terminer, au prix de lourdes pertes syriennes, par l'écroulement de la résistance palestinienne. Dans ces conditions, une victoire proprement militaire aurait entraîné une occupation syrienne à visage découvert et, sans doute, le remplacement des dirigeants de l'O.L.P. par les chefs de la Ba'ath, inféodée à Damas. Le concept arabe ne pouvait admettre ni une liquidation trop étonnante de l'O.L.P. ni un renforcement trop spectaculaire de la seule influence syrienne. Alors que le président Assad refusait d'assister au « sommet » arabe du Caire, prévu de longue date pour le 15 octobre, une brève injonction du roi Khaled a suffi pour que le chef de l'État syrien se rende sans hésiter dans la capitale saoudienne.

Cet empressement révèle la complexité du conflit libanais. Près du quart des ressources syriennes (1 milliard de dollars sur les 4,5 milliards que dépense Damas en 1976) proviennent des pays pétroliers. L'existence dépendante financière de la Syrie, à l'égard de l'Arabie Saoudite en particulier, indique bien que l'intervention du président Assad dans les affaires libanaises du Liban et de la résistance palestinienne fut, au moins, tolérée par Ryad. Pour la même raison, les résolutions du « sommet » de Ryad, confirmées par la suite par le « sommet » du Caire, peuvent être tenues pour la volonté commune des régimes arabes décidés à traiter avec Israël. L'arrêt des hostilités à un stade déterminé du conflit et le mandat offert à la Syrie pour qu'elle occupe « pacifiquement » le Liban constituent les premiers résultats de la renouveau. Celle-ci consacre également la reconnaissance de la Syrie et de l'Égypte, sous l'égide de l'Organisation des États arabes, à l'égard de l'Arabie Saoudite, le roi Khaled, à l'Arabie, en cessant d'attaquer le régime égyptien pour l'accord séparé qu'il a conclu en septembre 1975 avec l'État d'Israël : au Caire, on s'abstenait de critiquer l'occupation du Liban par les troupes du président Assad. Si, dans ce cadre, les objectifs poursuivis par la droite libanaise (partition du pays, liquidation des Palestiniens) ne sont pas atteints, ceux recherchés par Damas

le sont assez largement. La Syrie a donc gagné la guerre au Liban, même si elle doit composer avec l'hypothétique tutelle du monde arabe, et le non moins hypothétique pouvoir du président libanais, M. Elias Sarkis. Les dirigeants du monde arabe (l'Irak, la Libye et l'Algérie étant tenus à l'écart pour des raisons diverses) estiment que leur camp est enfin prêt à la négociation avec Israël.

Resté discret tout au long de la guerre civile libanaise, Israël a joué sa carte dans la dernière phase du conflit. Des révélations concernant l'aide militaire et pratique apportée par Israël à la droite libanaise ont été publiées dans la presse internationale, en particulier américaine. Cette intervention, appuyée par l'artillerie israélienne, a largement contribué à la constitution d'une zone-tampon en territoire libanais, le long de la frontière israélienne, occupée par des combattants phalangistes et arabisés autour de villages chrétiens transformés en autant de places fortes. L'une des principales classes du « sommet » arabe de Ryad, favorable aux Palestiniens — la réaffirmation des accords

du Caire de 1969 qui leur permettaient d'opérer contre Israël à partir du territoire libanais, — est donc devenue inapplicable. De plus, les troupes syriennes qui occupent le Liban ne peuvent s'approcher de la frontière sud qu'au risque de provoquer un conflit ouvert avec Israël. La droite libanaise se retrouve, pour la première fois, directement alliée à l'adversaire traditionnel des pays arabes.

Ce dernier développement rend sans doute plus délicates les perspectives d'un règlement négocié de la crise proche-orientale. Pourtant, sans perdre de temps, le président Sadate a lancé une grande initiative politique en vue de l'ouverture de négociations avec Israël. Parant au nom des pays arabes qui sont tombés d'accord au « sommet » de Ryad, le chef de l'État égyptien a multiplié les appels, affirmant la volonté du camp arabe de signer un accord formel de non-agression (de paix) avec l'État sioniste. Ainsi s'ouvre une période de préparation au règlement, qui se poursuivra probablement jusqu'à l'installation du président Carter à la Maison Blanche.

leur protégé, l'État d'Israël, à donner raison concrètement aux régimes arabes qui ont misé sur l'Amérique, et à liquider un foyer de tensions et de guerres dans une région qui, du fait de l'importance de ses ressources naturelles, constitue l'un des principaux centres névralgiques du monde. Désormais, l'influence américaine au Proche-Orient serait quasiment sans partage.

Il n'est pas exclu, cependant, qu'une fois de plus la voie menant à la paix arabo-israélienne soit obstruée. Pour l'instant, Israël continue de proclamer ses thèses traditionnelles qui constituent autant de pierres d'achoppement : refus d'un nouvel État (palestinien) entre l'État sioniste et la Jordanie ; refus de traiter avec l'O.L.P. ; volonté de conserver au maximum possible des territoires arabes occupés. Astuce de marchandage ? Le maintien du statu quo, agréé par la nouvelle ceinture de protection à la frontière libanaise, représenterait une situation très avantageuse pour Israël. Acceptera-t-il d'y mettre fin en échange des nouvelles incertitudes de l'avenir sous l'influence — toute relative — des États-Unis ?

Une fois de plus, l'État d'Israël se trouve dans une position favorable pour négocier. Mais, si cette négociation devenait rapidement critique et explosive dans les pays arabes qui ont

misé sur un règlement, et surtout au Liban où la présence de l'armée syrienne n'est pas acceptée sans méfiance. Sous les cendres couvent déjà de nouveaux conflits et de nouvelles convulsions. La droite libanaise, même lorsqu'elle fait mine d'acquiescer à la tutelle arabo-syrienne, se rend compte qu'elle a échoué dans son entreprise : elle voulait préserver son pouvoir menacé, et la voilà soumise à une autorité étrangère. Quant à la gauche libanaise, elle n'a même pas été mentionnée dans les accords de Ryad et du Caire : les réformes pour lesquelles elle combattait sont purement et simplement ignorées ; même si elle est faible, son ressentiment est aujourd'hui une donnée non négligeable de la situation nouvelle.

Dans l'immédiat, les belligérants libanais mettent leurs rancœurs au vestiaire pour ne parler que de l'immense tâche de reconstruction qui doit affronter le pays. Mais, qu'elles émanent de la droite ou de la gauche, chacune de leurs déclarations est empreinte de méfiance à l'égard des arrière-pensées syriennes. L'armée du président Assad ne renoncera pas facilement à son rôle de tuteur qui déjà pèse sur la mise sur pied des institutions politiques du pays. Faudra-t-il une nouvelle guerre, une guerre de libération nationale, pour que le Liban retrouve, avec la souveraineté et l'indépendance, son caractère particulier ?

SELIM TURQUIE.

Une conclusion logique ?

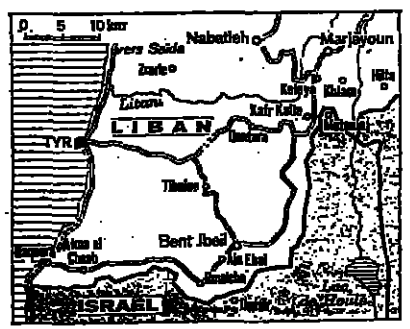
UNE source diplomatique arabe a indiqué, à titre officieux, des grandes lignes du règlement que préparerait la nouvelle administration américaine. La plus grande partie des territoires occupés en 1967 par Israël serait évacuée. L'acceptation de certaines positions stratégiques sur les hauteurs du Golan, dans le Sinaï (en particulier Chamm-el-Cheikh) et en Cisjordanie. La partie arabe de la

lui, serait intégrée dans un « ensemble » régional arabe.

Ainsi esquissés dans ses grandes lignes, ce projet de règlement correspond assez bien à la solution qui pourrait finalement s'imposer, compte tenu du nouveau rapport des forces dans la région.

Le projet sioniste aura alors pleinement abouti. Trente ans après sa naissance, l'État d'Israël verrait consacré par ses propres adversaires, et notamment par le peuple palestinien, son droit à l'existence à l'intérieur de frontières « sûres et reconnues », celles du 5 juin 1967 amoindries. Les États arabes récupéreraient leurs territoires occupés depuis dix ans, et le peuple palestinien retrouverait un semblant d'autorité nationale — sans armée véritable et sous une étroite surveillance arabe et internationale — sur la portion congrue de son ancien territoire national.

Sur le plan mondial, les grandes bénéficiaires de l'entreprise seraient, sans conteste, les États-Unis. Un processus à peine amorcé avant la mort du président Nasser, qui avait accepté, le 24 juillet 1970, le fameux « plan des trois semaines » de l'Union soviétique, l'État d'Israël, une consécration triomphale six ou sept ans plus tard. Toute la politique poursuivie par les régimes égyptien et syrien — depuis la guerre d'octobre 1973 — visait à empêcher l'écroulement d'Israël, à soustraire à une paix qui, somme toute, est loin de lui être défavorable. S'ils arrivent à presider au règlement du conflit, les États-Unis auront réussi, d'un seul coup, à saper l'influence de l'U.R.S.S. dans la région, à imposer



LA FRONTIÈRE AVEC ISRAËL DANS LE SUD-LIBAN

ville de Jérusalem aurait un statut international, et un processus serait engagé pour aboutir à la création d'un État palestinien — qui serait fédéralisé sous deux ou trois gouvernements — la plus grande partie de la rive ouest du Jourdain et dans la bande de Gaza. En contrepartie, Israël obtiendrait, pour la première fois depuis sa création, une reconnaissance de fait des principaux pays arabes. En outre, une alliance militaire en bonne et due forme serait conclue entre Américains et Israéliens, et Jérusalem serait enfin reconnue comme la capitale de l'État sioniste. L'État palestinien, quant à

Relire l'Évangile, refaire l'histoire

« Jésus, guerrier de l'indépendance », de Raoul Roy

DANS la Palestine occupée, livrée à l'étranger par une administration et une classe de marchands corrompus, il y a deux mille ans, — des chefs nationalistes tentent à maintes reprises d'organiser la résistance populaire. Plusieurs ont laissé leur nom dans l'histoire, mais le plus connu est celui de Jésus : il désigne alors l'« agneau de Dieu » tendant la main gauche, priant l'amour du prochain, ressuscitant les morts. Faiseur de miracles, au sein d'une prophétie, c'est pour ces raisons, exécuté sur ordre de l'occupant romain ? Mais Jésus n'était rien de cela.

Raoul Roy, Canadien français, s'est pris d'enthousiasme pour une thèse qui confortera dans leur lutte tous les peuples assujettis (1). Certes, il est admis depuis longtemps que la domination romaine sur la Judée fut une époque sombre de l'histoire de l'humanité, ce sont les habitants de la Judée, juifs. Il est moins courant, en revanche, d'inscrire Jésus dans cette tradition, de ramener tout son rôle à celui de militant politique et de chef guérillero dépourvu de toute intention religieuse.

L'auteur a choisi ce parti. Ainsi, pour sa démonstration pérorante, doit-il tout prendre à rebours. L'Évangile n'est pas le fait d'un sage. À l'aide de l'Évangile, pourtant « censuré et embelli de prodiges », et de l'énorme bibliographie publiée depuis deux mille ans, il va décrypter les textes, à la recherche d'une vérité présente mais difficile à saisir puisque les témoignages directs lui font tout autant défaut que les interprétations plus « classiques ».

Pour cette tâche titanessque — un travail de dix ans, — la sémantique est un outil puissant. Il faut d'abord « désaccabler » et « moderniser » le vocabulaire. Un exemple, parmi beaucoup d'autres : baryona, sobriquet accolé au nom de Simon La Pierre, l'un des deux lieutenants de Jésus habituellement désignés par les auteurs apocryphes, qui en dit long sur son rôle. Message divin, celui du « Galiléen » (la Galilée fut le bastion de la résistance aux Romains) ? Il sait prendre une résonance subversive : « N'allez pas croire que je suis venu apporter la paix, au contraire, c'est l'épée, le feu et la guerre que j'apporte... » On enregistre : « Les rois des nations les tyrannisent, et les grands ne cessent de leur autorité sur eux se font appeler bienfaiteurs... » (citations de l'Évangile).

L'auteur rappellera aussi que les juifs (terme qu'il ignore dans son acception courante, et il s'en explique, mais trop brièvement) ne parlaient déjà plus l'hébreu au temps de Jésus, et que leur nation avait pour nom Palestine dans l'Évangile romain d'origine. Les Juifs, ce sont les habitants de la Judée, vocable que, par mépris, les Romains appliquèrent à tous les Palestiniens.

On conviendra, par simple bon sens, que Jésus n'a pas vécu « dans l'intemporalité ». Dans la droite ligne de l'héritage biblique, les insurrections se succédaient alors contre l'occupant romain. Jésus aurait ainsi repris, entre autres, l'œuvre de Judas le Macchabée. Lui-même fils de résistants, résistants, qui déclenchaient en l'an 6 un soulèvement contre les Romains et qui, faisant référence au premier commandement du Décalogue (« Je suis l'Éternel votre Dieu. Vous n'aurez aucun autre dieu devant sa face, car je suis un dieu jaloux »), incitait son peuple religieux à refuser l'obéissance au pouvoir temporel de César.

CERTAINS passages de l'Évangile, replacés dans le contexte de l'organisation pratique du combat, apparaissent comme un véritable guide du guérillero : « Ne vous préoccupez pas non plus de ce que vous mangerez. Travaillez d'abord pour le Royaume et sa justice et tout le reste vous sera donné par surcroît... » « Traitez les hommes comme vous désirez qu'ils vous traitent et ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse. Ainsi tous vous reconnaîtrez pour mes partisans... »

L'occupation du Temple, point stratégique pour la prise du pouvoir à Jérusalem, s'inscrit dans la technique du coup d'État. Le moment est bien choisi, en pleine Pâque juillière, alors que des centaines de milliers de visiteurs venus de la Diaspora affluent, faisant son entrée dans la ville en libérateur (messie) et se transformant en libérateurs. Les Juifs, dit Raoul Roy, il paraît monté sur un âne et sera accueilli aux cris de « fils de David ». « Fils de roi », « libérateur », roi d'Israël : slogans subversifs, dans la tradition de l'acclamation indépendantiste, car quiconque se fait appeler roi est l'ennemi de César. Devant Pilate, il laissera planer l'ambiguïté sur sa qualité de roi des Juifs (de Judée) et cela lui vaudra d'être condamné à mort par crime de lèse-majesté, « en vertu de la Lex Julia Majestatis, établie sous Auguste en l'an 8 », en même temps que pour rébellion et boycottage des impôts. Il mourra crucifié, de la peine infligée aux rebelles séitateurs, dans la mise en scène exemplaire réservée aux exécutions d'insurgés. Réponse politique à un acte de déni politique.

Jésus avait aussi prêché le partage des richesses, la justice sociale et le collectivisme, mais les chefs d'acclamation ne retiennent apparemment pas ces griefs relevant d'une lutte des classes et qui concernaient moins les Romains que les Saducéens et les Pharisiens. Ce message révolutionnaire est donc parvenu jusqu'à nous, écrit en clair dans l'Évangile. Mais l'autre message qui, somme toute, serait son complément logique, celui de l'incitation au soulèvement, doit être lu dans l'Évangile (du moins ce qu'il en reste) comme un langage chiffré, chargé d'allusions et d'allégories. Jésus lui-même en avait averti ses partisans : « Je leur parle en paraboles parce que, en regardant de tous leurs yeux, ils ne voient pas, et qu'étant tout ouïes, ils n'entendent pas ni ne comprennent » (Il s'agissait de ceux qui, dans la foule, Romains ou espions, ne devaient pas comprendre le sens véritable des propos hermétiques du militant). Ruse éternelle. Parole et culture, armes par excellence de la subversion. Pour peu qu'on sache les manier avec art, il en résulte une beauté et une étrangeté de langage qui, dans ce cas précis, aideront puissamment à la transposition du politique au surnaturel, au divin.

ET puis, rappelle encore Raoul Roy, il y eut Paul. Paul qui n'avait pas connu Jésus. C'est à lui, véritable fondateur du christianisme, qu'il revient de procéder à la mise à feu d'une idéologie qui a traversé les siècles. Hostile au mouvement de libération, il prôna la soumission à toute autorité. Or, pour lui, les gouvernants de l'Empire incarnaient l'autorité divine. C'est lui, et non pas l'autre, qui prêcha le renoncement au royaume terrestre, liquidant du même coup tout droit à la lutte pour la libération sur cette Terre. Et l'Église fut son héritière légitime.

Bien évidemment, l'interprétation de Raoul Roy tire sa cohérence du parti pris systématique qui a guidé toute sa recherche, et qu'il ne songe pas à dissimuler. Il a voulu, seul, refaire l'histoire. Une histoire rendue méconnaissable par deux mille ans d'interprétations doctrinales et de légendes. Trop de cohérence dans le résultat continue merveilleux, malgré certaines contrevérités. Qu'en sa contents alors de reprendre sa démarche en se référant aux textes cités, dépourvus de toute interprétation classique ou révolutionnaire : il restera suffisamment d'éléments pour justifier une sérieuse remise en question de la personnalité de Jésus.

MICHELLE FAUNET.

(1) Raoul Roy : *Jésus, guerrier de l'indépendance*, éditions Parti-Pris, Montréal, 1976, 414 pages. En vente à la Librairie La Guilde, 18, rue de Turbigo, Paris, 30 F.

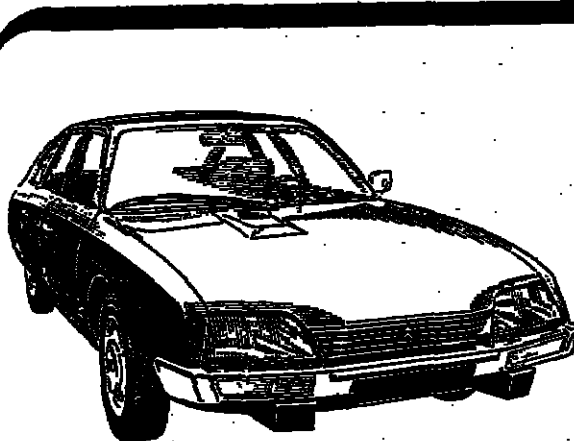
Le sommet des ambassadeurs

- L'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pallard ont donné une réception le 2 novembre à l'occasion de la visite officielle en France du ministre des affaires extérieures du Canada et de Mme Donald C. Jamieson.
- A l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la révolution algérienne, l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire et Mme Mohammed Bedjaoui ont offert une réception le 3 novembre.
- L'ambassadeur de la République socialiste de Tchécoslovaquie et Mme Jaraj Sedlak ont donné une réception le 3 novembre à l'occasion de leur départ.
- En l'honneur de M. J.-I. Renz, l'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pallard ont offert une réception le 4 novembre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Théâtre du Nouveau Monde.
- L'ambassadeur de l'U.R.S.S. et Mme Stepan Fedorovskiy ont donné une réception le 5 novembre à l'occasion du cinquante-neuvième anniversaire de la grande révolution socialiste d'Octobre.
- A l'occasion de la nomination de M. Maxon Klein au poste de premier conseiller aux affaires culturelles et scientifiques, M. Peter Veress, ambassadeur de la République populaire de Hongrie, a offert une réception le 10 novembre.
- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur du Liban d'Oman et Mme Al-Jamali ont donné une réception le 18 novembre.
- M. Paul Biza, premier ministre du Cameroun, a offert une réception le 23 novembre à l'occasion des Journées camerounaises organisées au Centre national du patronat français.
- A l'occasion du dixième anniversaire de la Deuxième République, M. Mbagira Wenzabuzhega, chargé d'affaires a.l. de la République du Zaïre, a donné une réception le 24 novembre.
- L'ambassadeur de la République de Corée et Mme Suk Hyeon Yun ont offert une réception le 25 novembre à l'occasion de la fête nationale et de l'inauguration de la nouvelle chancellerie.

- L'ambassadeur du Canada et Mme Gérard Pallard ont donné une réception le 26 novembre à l'occasion de l'exposition Puvris de Chavannes.
- A l'occasion du trente-deuxième anniversaire de la libération de l'Albanie et de la victoire de la révolution populaire d'Albanie, l'ambassadeur de la République populaire d'Albanie et Mme Dhimiter Lamanj ont donné une réception le 29 novembre.
- L'ambassadeur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Badovic ont offert une réception le 29 novembre à l'occasion de la fête nationale.
- Le Bureau de la Ligue des États arabes a donné une réception le 30 novembre à l'occasion de la fête en fonctions de M. Ahmed El Fayed Abdoun, ambassadeur, directeur du Bureau de la Ligue arabe à Paris.

Nécrologie

- Le maréchal Yakovlevski, premier vice-ministre de la défense de l'U.R.S.S. et commandant en chef des forces armées du Pacifique de l'U.R.S.S., est décédé le 30 novembre à Moscou.



Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé particulièrement à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

CITROËN CHAMP DE MARS

FINALE DE S.A. A CITROËN 640, rue de la Cavalerie, Paris 15^e, Tél. : CITRO 204.833.7, 761.867.99.20 - 783.52.78.

CITROËN CX

Dans le silence d'une action discrète

LA LONGUE MARCHÉ INDIENNE

Par MICHEL DE CERTEAU *

« L'après-midi du samedi 14 juillet, les chemins qui descendent à Guambila commencent à se remplir de compagnons indiens. Les premiers viennent des « resguardos » (1) voisins (...). Ensuite arrivent les Inguanos et les Kambe (2). Et les représentants des « parcialidades » de Varadero et aussi les Aruacos de la Sierra Nevada de Santa Marta, qui étaient en voyage depuis quatre jours, à pied, en train et en bus pour ne pas manquer la Rencontre. (...) Nous étions déjà environ deux mille. Comme il faisait très froid et que nos camarades des terres chaudes n'avaient même pas une ruana à se mettre dessus, nous avons fait onze feux pour nous réchauffer. C'est ainsi que la plupart nous avons passé la nuit, d'abord à nous organiser et ensuite à nous réchauffer. Les uns en bordant les autres en jouant de la musique et en chantant. En plus, de temps en temps, nous prenions un peu de café pour tromper la faim. Le dimanche 15 juillet se leva plein de soleil, et nous étions contents. (...) »

« Certains ont marché toute la nuit », ajoute le rédacteur de cette lettre « à tous les compagnons indiens ». Ils sont en marche vers un autre matin. Non plus dévorés par la misère, comme je les ai connus dans les Misións (Argentine) ; non plus atteints par ces « crises à la fois mystiques, sociales et politiques » qu'Alfred Métraux décrivait jadis dans les itinéraires vers la Terre-sans-Mal ou dans les suicides solitaires des Indiens du Grand-Chaco (4), mais décidés à se

faire leur histoire. « Les actions récentes ont changé de perspective : plus que la réaction contre l'extinction prochaine, c'est aujourd'hui la croissance et le développement qui sont notre objectif (5). » Les rencontres de tribus et les assemblées de chefs visent une reconquête. Paysanne et indienne, une révolution prend figure dans les faits et dans la conscience ; elle bouge déjà des profondeurs jusqu'à silencieuses dans les pays latino-américains.

La mémoire ou le corps torturé

Le temps de l'oppression n'est pas clos pour autant. Au contraire, en affirmant leurs droits sur la terre et en organisant des associations autogestionnaires, les Indiens rencontrent une recrudescence de mesures répressives. Des événements récents le prouvent assez : destruction du hameau d'El Cedro, en zone indienne de Veracruz, par la garde nationale de Panama (15 mars 1976) ; interventions de militaires qui, dans les communes de Palenque, Ocosingo et Ochi (Mexique), pillent et brûlent certaines de maisons, expulsent deux mille quatre cents habitants, maltraitent et violent les personnes (12-13 juin 1976) ; meurtres et emprisonnements d'Indiens à Mérida (México-Groses, Brésil), en vue d'empêcher la délimitation d'un espace réservé aux Bororo et de soutenir les grands propriétaires de la tradition colonisatrice (15 juillet 1976). Elle serait longue la liste des maîtres qui ont trouvé un écho dans la presse. Encore ces traces sanglantes à la surface de l'information télévisuelle ne rapportent rien d'une quotidienneté de violence. Bien plus, les emprisonnements, les incendies et les meurtres mêmes sont sans doute moins destructeurs que l'alléniement économique, la domination culturelle et l'humiliation sociale, moins dangereux que le procès entier d'un ethnocide journalier.

« Vous savez, disait Russell Means, l'Indien a une longue mémoire. Il n'oublie pas ses héros tués et sa terre occupée par l'étranger ». Dans leurs villages, les Indiens gardent une conscience aiguë de leur colonisation de quatre siècles et demi (6). Dominés mais non soumis, ils se souviennent aussi de ce que les Occidentaux ont « oublié », une suite continue de soulèvements et de révoltes qui n'ont presque pas laissé de traces écrites dans les historiographies des occupants (7). Autant plus que dans les récits transmis, cette histoire de résistances ponctuées de cruelles répressions est marquée sur le corps indien. Cette écriture d'une identité courbe dans la douleur constitue l'équivalent du mariage indélébile que les tortures de l'initiation gravent sur les corps des jeunes (8). Sous cette forme aussi, « le corps est une mémoire ». Il porte, écrite, la loi de l'éga-

lité et de l'insoumission qui régit non seulement le rapport du groupe avec lui-même, mais ses rapports avec les occupants. Chez les ethnies indiennes (environ deux cents) qui habitent l'Amérique latine, ce corps torturé, et cet autre corps qu'est la terre détrempée, forment le commencement d'un projet : une fois de plus, la volonté de se constituer une association politique. Une unité façonnée par le malheur et par la résistance au malheur est le lien historique, mémoire collective du corps social, où s'origine un vouloir qui n'entérine pas, mais ne dénie pas non plus cette écriture de l'histoire, et qui déchiffre les cicatrices du corps propre — ou « les héros » tombés et « les martyrs », qui leur correspondent dans le récit — comme l'indice d'une histoire à faire. « Aujourd'hui, à l'heure du réveil, c'est nous qui devons être nos propres historiens (9). »

La relation de « la race solitaire » avec « le sang répandu » qui « oblige » et avec la terre perdue qui attend ses « maîtres » sont des articles d'identité d'une politique indienne sur l'efficacité de stratégies associatives et rurales. En tout cas, l'idéologie est le plus souvent absente des revendications. En effet, un langage d'identité ne fournirait aux groupes qu'un corps de substitution. Il remplacerait finalement la terre par une parole doctrinale ; il effacerait les ethnies fédérées sous un discours unitaire et global. Ici, au contraire, l'alliance insistante de chaque communauté avec un corps et avec un sol maintient la différence réelle entre des situations propres. L'action se fait donc moins vers la construction d'une idéologie commune que vers l'organisation (ce mot-là, mot de tactiques et d'opérations. A cet égard, la pertinence politique d'une distinction géographique entre des lieux distincts réside, au niveau de l'association entre ethnies, la distribution des lieux de pouvoir et le refus de centralisation qui caractérisent le fonctionnement interne de chacune d'elles. Le réveil indien prend, de ce fait, une forme démocratique et autogestionnaire qui se reconnaît dans les traits spécifiques de son organisation politique et dans les objectifs qu'elle conçoit de ses analyses.

Un réveil politique

Ce qui frappe dans les manifestes des Indiens, c'est la distinction et pourtant connexion de deux données essentielles : d'une part, une forme politique propre (qui entraîne, par exemple, le refus de participer aux partis politiques, « étrangers à notre réalité américaine » (10), déclare, en 1973, le Parlement indien réuni au Paraguay) ; d'autre part, une situation économique commune à tout un prolétariat rural latino-américain.

L'étroite articulation du politique et de l'économique évite deux réductions trop fréquentes : soit l'assimilation du « propre » à une « identité » culturelle figée par l'ethnologie (quand il ne la substantialisait pas), soit la réduction à une « situation » économique globale, reléguée de l'histoire et vouée à se répéter quasi mécaniquement ; soit l'effacement d'une spécificité ethnique et politique sous la généralité des rapports de production et des conflits de classe. A l'abri d'une

identité culturelle (plus ou moins prestigieuse et nostalgique) construite par la science ethnologique, ou à la porte de soi sous l'emprise (effectivement impérialiste) des lois et des conflits socio-économiques imposés par le marché international, les Indiens pratiquent une troisième voie, politique : changer, selon des stratégies propres, une réalité qui les rend solidaires des mouvements paysans non indiens. Dès lors, l'identité ne se ramène plus à une donnée, à un passé, à un système de représentations, à un objet de connaissance (et/ou d'exploitation) mais elle s'affirme en un ensemble de procédures — une manière de faire — dans le champ structuré par un système économique global qui crée aussi, entre opprimés, les bases d'alliances révolutionnaires. Une spécificité culturelle prend donc la forme d'un style d'action qui peut s'articuler sur les situations créées par l'impérialisme capitaliste.

Dès lors, cette détermination politique de la spécificité culturelle est-elle l'effet d'une longue expérience historique, d'une différence maintenue grâce à l'ancrage de ces Indiens sur la terre et de leur insistance particulière à la sédimentation idéologique. Trois aspects à souligner. D'une part, l'institution espagnole de l'« encomienda » au premier âge colonial, la privatisation et la capitalisation de la terre par les occupants, l'effacement démographique indien qui a suivi, les regroupements artificiels des Indiens dans les « reducciones » (ces villes indiennes du dix-septième siècle) ou l'instauration du travail obligatoire pour des groupes rassemblés sur les grands domaines ou dans les mines (11), toutes ces formes de la colonisation et d'autres encore, dissolvent la force de travail et les moyens de subsistance ; elles surimposent à la destruction des systèmes antérieurs (qui présentaient parfois, comme dans la société inca, les ébauches d'une organisation « féodale ») la mise en place d'un capitalisme paléotechnique, dont les Indiens sont les premiers prolétaires. Les manipulations déjà commerciales et industrielles que rendent possibles la mise à part d'un pouvoir calculateur et la séparation ethnique entre occupants et indigènes ont été essayées au loin avant de se reproduire et de se perfectionner, à l'intérieur des nations colonisatrices, en division du travail et en luttes de classes. A cet égard, ce qui est la critique du capitalisme dans les récentes déclarations indiennes provient de ses plus anciens témoins, de ceux-là mêmes qui en ont une expérience de plus de quatre siècles et qui, aujourd'hui, rescapés des catastrophes qu'il a produites chez eux, ne peuvent dissocier d'une lucide analyse de ce système économique la lutte pour leur existence politique (12).

D'autre part, si la résistance des Indiens à la figure politique, qu'elle soit l'attribution des meilleures terres aux colonisateurs, malgré les réductions et les distorsions spatiales dues à l'expansion géographique de ces occupants, soit au contraire aux pressions exercées sur les terrains indiens par les petits colons aventuriers (races du système dominant et voués à fuir en avant), enfin malgré les révoltes qui obligent les Indiens à quitter des terres trop pauvres pour les nourrir et à s'engager ailleurs comme travailleurs agricoles ou manœuvres, les communautés survivantes ont osé de pratiquer, le retour périodique au village, d'affirmer leurs droits sur la terre, et de maintenir ainsi, par cette alliance collective en un sol, un ancrage dans la particularité d'un lieu. Plus que des représentations ou des croyances (souvent cachées et fragmentées sous les systèmes de l'occupant (13), cette terre réitérée est le lieu de la lutte, la terre n'a cessé et il continue de rendre possible le repérage d'un lieu propre. Il permet à une résistance de ne pas se disséminer dans le réseau des forces occupées et de ne pas laisser capter par leurs discours dominateurs ou interprétatifs (ou par la seule inversion de ces discours, qui n'échappe pas à leur logique) le lien à une différence, enracinée dans une appartenance opaque et inaccessible à l'appropriation violente ou à la récupération. C'est le fondement même d'affirmations qui ont sens politique dans la mesure même où elles s'appuient sur la conscience d'être d'un lieu « différent » (et pas seulement contraire) de ceux qu'occupent des conquérants omnipotents.

Le style de la résistance indienne se rattache enfin à un type même d'organisation sociale interne. On soulève (jusqu'à en faire parfois l'un des « mythes » de l'ethnologie) l'absence de pouvoir coercitif dans ces communautés, sauf en temps de guerre. « C'est le défaut de stratification sociale et d'autorité du pouvoir que l'on doit retenir comme trait pérenne de l'organisation politique du plus grand nombre des sociétés indiennes. » La ruée serait la métaphore de ces sociétés égalitaires (15).

* Département d'anthropologie, ethnologie (Université de Paris-VII), vice-président du DIAI.

Pinté qu'à un refus direct des institutions centralisatrices, cette structure renvoie à une société sans représentation particulière (le chef) du pouvoir qui l'organise. La loi y joue comme une coordination tacite de pratiques reçues. Elle est le fonctionnement même du groupe — une auto-régulation non isolée mais investie dans des normes pratiques. Comme l'alliance avec un sol minimise le rôle d'un système de représentations et s'articule en relations gestuelles entre le corps et la terre-mère, le concert des pratiques communautaires des Indiens impose un ordre qu'aucune figure singulière du pouvoir ne détache du groupe, ni ne lui rend visible en vue d'imposer des devoirs de soumission ou d'offrir

Des communautés autogestionnaires fédérées

À ASSEMBLER les traits qui ressortent des manifestes indiens, on a le modèle suivant : un tissu associatif de micro-unités socio-politiques caractérisées chacune par une autogestion communautaire des biens (essentiellement les terres), c'est-à-dire par une distribution des droits et de devoirs complémentaires concernant le même bien et attribués à différentes instances dont aucune ne possède, à titre propre (comme personne physique ou morale), ce que nous appelons le droit de propriété. Son mode d'exploitation dans la conjonction présente sur d'autres des procédures communes à la structure qui se dessine : par une série de conseils locaux, régionaux, nationaux et fédéraux s'effectuant d'essence retour à une consultation permanente des communautés ; de plus, les orientations communes sont constamment contrôlées, confrontées et enrichies au cours des tournées, réunions, consultations, séminaires et discussions orales directes (préférées à la radio), qui ramènent la construction de la fédération à sa réalité plurielle.

Ainsi, comme le déclarait l'acte constitutif de la Confédération des Indiens du Venezuela en 1973, les communautés indiennes « proposent d'autres modèles de société pour d'autres alternatives de développement ». Un maintien et un approfondissement de ces différences répondront seuls au projet autogestionnaire qui se fait jour. La figure politique des pratiques indiennes n'a donc pas valeur exemplaire. Elle ne serait plus qu'une mystification, un objet produit par nos discours, si nous la transformions en un modèle utopique, solution rêvée à toutes nos difficultés ou substitut idéologique des problèmes réels rencontrés par le projet autogestionnaire dans nos sociétés. Mais les déclarations indiennes s'opposent précisément à cette « exploitation idéologique ». Elles prônent une différenciation et de coopération égalitaire, qui vaut également pour le rapport entre communautés et pour leur rapport avec des sociétés étrangères.

Un espace d'échange et de partage (22) se fonde ainsi. Sans bruit. Autour de ce silence, pierre angulaire de la communauté, les gestes, les groupes, les fédérations d'Indiens forment des réseaux. Sur les frontières de ces terres indiennes, une autre sorte de silence semble répondre à celui qui les habite : ce sont les activités militantes et le travail spectaculaire des associations religieuses ou civiles, qui, en Amérique latine, aux États-Unis, en Allemagne, en Suède, au Danemark (23) et en bien d'autres pays éloignés, se vouent à l'information mutuelle et à une solidarité active. Depuis Bartolomé de Las Casas, la rumeur de solidarités semblables a travaillé l'Occident colonisateur. A ce travail de l'attention à l'autre et destiné à se développer au même rythme que le réveil indien, nous sommes, à notre tour, invités.

aussi à tous des possibilités de contrôle ou de révision. « Sociétés du multiple » (16), les ethnies indiennes ne donnent pas davantage à leurs revendications présentes une représentation récapitulative ou un organisme intégrateur tel que le serait un discours stratégique supposé capable de gérer les actions particulières ou un pouvoir central ayant pour rôle de couvrir les groupes locaux. Une pluralité de communautés et de pratiques en reste la forme structurelle. Elle reproduit, au niveau de l'association entre communautés le type d'organisation propre à chacune d'elles. Une différence ethnique s'affirme donc en un modèle politique différent, au lieu de s'effacer sur le nôtre pour s'en défendre.

Pierre Clastres se fait le champion. A ces exemples, il faudrait ajouter les investigations sur les origines du pouvoir politique (19) ou sur les approfondissements qu'introduit dans l'analyse marxiste des rapports de production l'examen des structures de la pensée et du pouvoir politique dans les sociétés « primitives » (20).

C'est précisément ce que Francisco Ferrín, pal-ayruca, diest devant le Parlement indien tenu au Paraguay en octobre 1974 : « Nous étions les maîtres de la terre, mais nous sommes devenus de vrais parias depuis que les gringos sont arrivés. Nous avons l'espoir qu'un jour viendra où ils se rendront compte que nous sommes leurs racines et qu'ensemble nous devons former comme un grand arbre avec ses branches et ses fleurs. » La silhouette de cet arbre, qui jadis a déjà signifié des révolutions de la liberté et des solidarités populaires, semble se dresser de nouveau avec le réveil indien et avec ses correspondances dans les expériences et les recherches occidentales. Peut-être un « âge de l'autogestion » (21) est-il inauguré par ces étranges coïncidences entre les hommes qui se produisent dans les sociétés du Levant et celle du Couchant et par les formes différentes que prend un retour du politique.

Un maintien et un approfondissement de ces différences répondront seuls au projet autogestionnaire qui se fait jour. La figure politique des pratiques indiennes n'a donc pas valeur exemplaire. Elle ne serait plus qu'une mystification, un objet produit par nos discours, si nous la transformions en un modèle utopique, solution rêvée à toutes nos difficultés ou substitut idéologique des problèmes réels rencontrés par le projet autogestionnaire dans nos sociétés. Mais les déclarations indiennes s'opposent précisément à cette « exploitation idéologique ». Elles prônent une différenciation et de coopération égalitaire, qui vaut également pour le rapport entre communautés et pour leur rapport avec des sociétés étrangères.

Un espace d'échange et de partage (22) se fonde ainsi. Sans bruit. Autour de ce silence, pierre angulaire de la communauté, les gestes, les groupes, les fédérations d'Indiens forment des réseaux. Sur les frontières de ces terres indiennes, une autre sorte de silence semble répondre à celui qui les habite : ce sont les activités militantes et le travail spectaculaire des associations religieuses ou civiles, qui, en Amérique latine, aux États-Unis, en Allemagne, en Suède, au Danemark (23) et en bien d'autres pays éloignés, se vouent à l'information mutuelle et à une solidarité active. Depuis Bartolomé de Las Casas, la rumeur de solidarités semblables a travaillé l'Occident colonisateur. A ce travail de l'attention à l'autre et destiné à se développer au même rythme que le réveil indien, nous sommes, à notre tour, invités.

(1) Resguardos, terres réservées aux Indiens par la Couronne espagnole, puis par la République colombienne ; la Couronne leur avait attribué la propriété de la terre entre les familles pour que celles-ci la cultivent, mais la propriété restait la sienne.

(2) Kambe : groupes, tribus.

(3) Remontant l'Indien du Cauca, en Colombie, en 1973, d'après le compte rendu fait par le Conseil régional de Cauca à la Commission nationale de la terre.

(4) Alfred Métraux, *Religions et magies indiennes d'Amérique du Sud*, Gallimard, 1955, 1973, pages 130-131.

(5) Jean-Loup Harbert, *etc.*, *Indien et lutte des classes*, 10-18, Paris, 1972, pages 217-228.

(6) Ibid. page 218-217, la série de résistances et révoltes qui, au Guatemala, a été gardée sous silence.

(7) Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Ed. de Minuit, 1974, le chapitre sur l'initiation ; « De la torture dans les sociétés primitives », pages 130-140.

(8) Discours de Justino Quispe Balboa (Aymara, Bolivie) au premier Parlement indien d'Amérique du Sud, le 13 octobre 1974, devant les autorités paraguayennes et les observateurs. J. Quispe Balboa a aussi vu un « anka Document » de DIAI, n° 136.

(9) Est-ce à l'« américain » ce qui précède la colonisation.

(10) Cf. l'analyse de Nathan Wachtel, *La Violence des vaincus : les Indiens du Pérou devant les conquêtes espagnoles*, Gallimard, 1971, pages 134-135.

(11) Sur les effets historiques de cette destruction, voir Karl Badiola, *Power and Resistance. The Colonial Heritage in Latin America*, Corbis, 1974, pages 206-207 ; et surtout Stanley et Barbara Stein, *La Héritage colonial de l'Amérique latine*, Maspéro, Paris, 1974, pages 34-35 et 167-173.

(12) Cf. par ex. dossier remarquable, André Gunder Frank, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, Historical studies of Chile and Brazil, Pelican Latin American Library, Penguin Books, Londres, 1968.

(13) Cf. J. E. Monest, *On les croient chrétiens : les Aymara*, Carl, 1969, et M. de Certeau, « Le Danger de l'insignifiance ou l'insignifiance superflue », in *Sémiotique*, n° 44, 1971, pages 56-60.

(14) T. C. McManan et Edward S. Curtis, *La Vie des Indiens d'Amérique du Nord*, Paris, 1974, pages 14, 35, etc.

(15) Pierre Clastres, *op. cit.*, page 25, et *Châtiments des Indiens d'Amérique*, Plon, Paris, 1972, page 219.

(16) Définition que Pierre Clastres donne des « sociétés primitives ».

(17) Entretien avec Pierre Clastres, in *l'Anthropologie*, n° 9, page 5.

(18) Georges Balandier, *Sens et puissance : les Dynamiques sociales*, PUF, 1971. Cf. aussi, du même, *Anthropologie*, PUF, Paris, 1974.

(19) Ignacy Sachs a dirigé une importante étude : *Le Changement technologique comme variable des politiques de développement et l'avenir des rapports entre le tiers-monde et les pays industrialisés*, 1974. Cf. du même, *La Découverte du tiers-monde*, Flammarion, 1970.

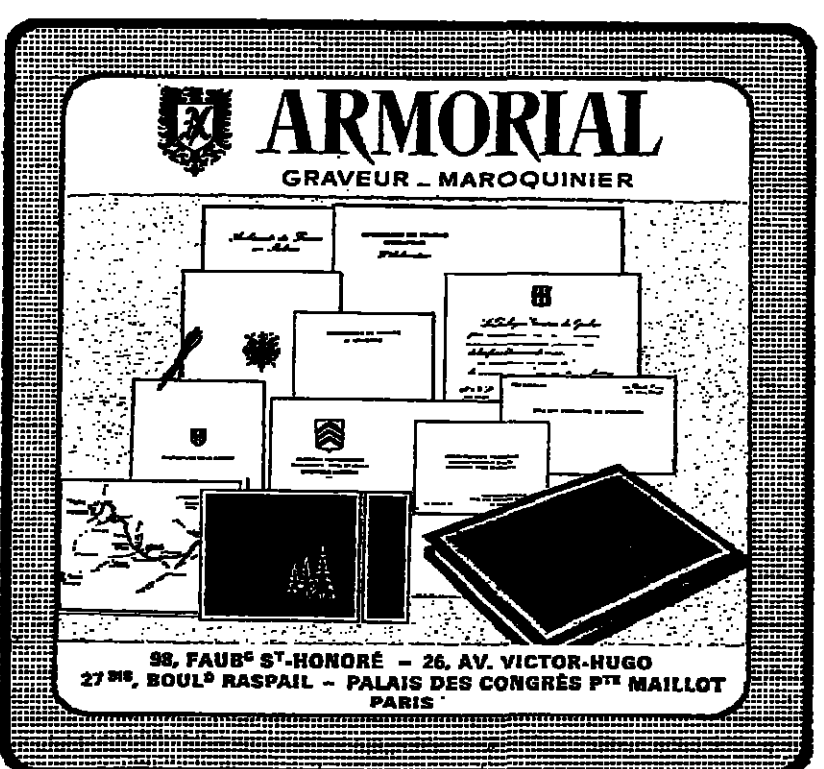
(20) Cf. J. W. Laguerre, *Essai sur le fondement du pouvoir politique*, publication de la faculté d'Aix-en-Provence, 1968.

(21) Maurice Goddard, *Horizon, trajectoires en anthropologie*, Maspéro, Paris, 1972.

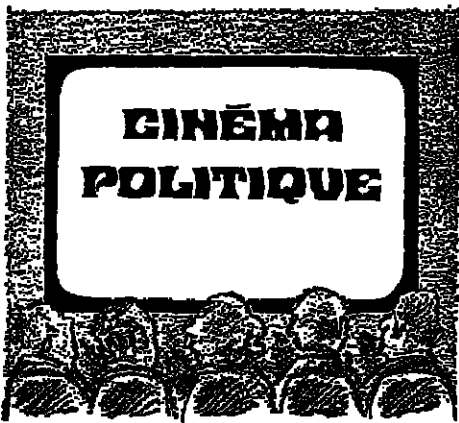
(22) Pierre Rosanvallon, *L'Âge de l'autogestion*, Seuil, Paris, 1976.

(23) Robert Jaulin, *Cens du sol, gens de l'air*, Collection 10-18, Paris, 1974, pages 371, 437.

(24) Cf. par ex. au Mexique, *eco*, premier périodique bilingue d'information général en la langue Nahuatl, Tome 1, n° 1, Ed. de Mexico ; au Brésil, le CIMI (Conselho Indigenista Missionário) de Brasília, et son *Boletim* ; au Paraguay, la *Coordinación porfiriana de la Selva* (Asunción) et ses publications dans *Catequistas Latinoamericanos* (cf. 1974), etc. ; à Berkeley (Californie), *Indigena and American Friends of Brazil*, qui ont publié *Supremo* ; à document *Report on Brazil*, 1974 ; les *Indien Peoples in Brazil*, 1974 ; les *Voices*, publication officielle de Mohawk Nation et Akwesasne, New York, etc. ; à Hambourg, la *Gesellschaft für Bedrohte Völker*, qui publie *Program* ; à Stockholm, le *Syd Amerikanska* ; à Stockholm, en juin 1976 ; à Copenhague, l'*International Work Group for Indigenous World* (IWGIA) qui édite une remarquable série de documents.



مركز الدراسات



Hormis les comédies lourdes, le cinéma français se distingue par la production régulière de prétendus « films de qualité », sortes de machines ressassantes, itératives, de facture lissée, de style normatif et de thème grave. Nous analysons trois de ces films dans cette page, tous sortis courant novembre, mais nous aurons pu évoquer aussi bien Comme un boomerang, de Giovanni-Delano, ou le Corps de mon ennemi, de Verneuil-Belmonte, en attendant de voir Autopsie d'un meurtre, de Cayatte-Girardot, ou Coup de foudre, d'Enrico-Noiret, par exemple.

Ces films constituent, au regard des statistiques, un véritable « cinéma de masse », bien davantage que les fictions méprisées d'ordre violent ou pornographique. Leurs auteurs (Granier-Deferre, Sautet, Enrico, Rouffio... et même Bertucelli ou Tachella), malgré

Mélodrames français

leur succès, demeurent peu connus du grand public. Mal aimés, point reconnus comme artistes, ces cinéastes se heurtent rarement à des audaces d'écriture ou à des écarts de style.

Tant de censure que les conduits à élaborer un cinéma canonique à base de stéréotypes, d'idolâtres et de généralités. Leurs films obéissent à des recettes et ne se démarquent les uns des autres que par des répétitions (on reprend la structure en variant le contenu), par l'échange des mêmes acteurs (Philippe Noiret-Romy Schneider-Michel Piccoli-Annie Girardot...) ou des mêmes scénaristes (P. Jardin-D. Boulanger-J.-L. Dabadie...).

Films de maintenance, d'entretien, ils s'ouvrent extérieurement, avouent même d'avoir été tournés; ils sont portés par une parole monocorde, externe, sans surprises ni alertes. Sans palpitation. L'auteur s'intéresse toute éternelle, mûrissant son corps, réprime ses dévances, banalise sans répit.

Ce cinéma encratique (1) réduit la critique à l'écoute assourdie des intentions, à l'analyse triste des contenus. Ainsi, dans cet immense et coûteux déchet, voyons-nous intégrer aujourd'hui l'ingrédient politique comme procédé opportun pour ces cinéastes trop

(1) Qui se produit et se répand sous la protection du pouvoir.

habiles. La conjoncture, il est vrai, s'y prête; et les sondages qui annoncent pour demain une gauche fortunée provoquent d'hérétiques réajustements: celui notamment de Pierre Granier-Deferre, cinéaste de solide réputation conservatrice, qui, dans son dernier film (Une femme à sa fenêtre), s'aventure soudain dans le « romanque de gauche ». D'autres cinéastes, plus optimistes ou plus ambigus, travaillent déjà aux films d'après 1978: pour une authentique liberté de presse (Les Chiens qu'on croise, de Serge Mosset et Georges Conchon) ou contre les sociétés multinationales (L'Impératrice, de J.-L. Bertucelli et R.V. Pihles).

Nous demeurons toutefois sans illusions et craignons que le succès ne nous prenne encore à la vision de ces films comme elle nous saisit devant des œuvres du même registre: mélodrames honteux, cyniquement psychologues, cyniquement bourgeois, entêtés à répéter le « bon goût » pitoyable des cadres bourrés contre l'excès, le grandiose, le pathétique, l'émotion et la vulgarité de l'authentique mélodrame populaire qui fut, en s'en souvenant, le seul genre dramatique directement issu de la révolution française et qu'on appelle alors, avec superbe, « la tragédie du peuple ».

IGNACIO RAMONET.

En quête d'auteurs

« **B** IEN sûr, ça vous amuse. Pour vous, c'est du cinéma », lance le révolutionnaire grec Bouteas (Victor Lanoux) à la grande bourgeoisie (Romy Schneider) qui lui veut du bien. Ce en quoi il a parfaitement raison. Et il pourrait même ajouter: c'est du vieux cinéma, l'horrible cinéma « de qualité française » qu'on avait cru mort et qui revient, paré d'oripeaux politiques.

Posez une question: Une femme à sa fenêtre, adaptation par Semprun et Granier-Deferre du roman de Drieu La Rochelle, est-il un film à thème, à sujet ou à contenu politiques? Thème, sujet, contenu, ces mots sont toujours utilisés au petit bonheur, sans rigueur, l'un à la place de l'autre, dans une confusion dont vit le (grand) public et la critique (par-dessus).

De thèmes, Une femme à sa fenêtre regorge. Ce sont ceux du roman, peu ou prou. Heurt et coexistence des classes dans une société cosmopolite et cynique, épousailles des classes dominantes (« symple » mais stériles) opposés à l'énergie — même mystérieuse — des révolutionnaires porteurs de quelque chose « qui les dépasse », tel et socialisme en politique, voyage jusqu'au bout de soi-même et expérience (un peu trop romanesque pour être battillonne) des limites, etc. Ces thèmes valent ce qu'ils valent, ils ne manquent d'ailleurs pas d'une certaine dignité. Ils peuvent alimenter un certain bavardage où chacun voit son opinion représentée dans le film (celui-ci fonctionne alors comme un mélodrame, d'est-à-dire que tout le monde — bourgeois et révolutionnaire — a ses raisons et que le spectateur, loin d'avoir à prendre parti, est à une place d'où il peut tout comprendre, la petite comme la grande histoire).

L'ennuyeux, c'est que les thèmes d'un film c'est ce qu'on peut extrapoler à partir d'un scénario, pas du film.

VENONS-EN au sujet du film, à ce que pourrait être pour le cinéaste, toutes choses égales, ce qu'est le « modèle » pour un peintre, cette partie du réel qu'il a envie de travailler: tel ou tel rapprochement de corps, de mouvements et d'idées (sa « matière filmique », qui n'a plus rien à voir avec les thèmes du scénario). Quel est le sujet d'Une femme à sa fenêtre? C'est, tout simplement, Romy Schneider (qui est, effectivement, comme a dit la critique, plus belle et plus émouvante que jamais, ne serait-ce que parce qu'elle croit au film et à son personnage, sans se rendre compte que c'est plutôt le film qui croit en elle).

Ce n'est pas par hasard si, après la bouleversante dernière image, apparaît au générique l'interminable liste des bottiers, coiffeurs, tailleurs, fourreurs de Romy Schneider. Le seul « travail » (traitement et transformation d'un matériau), c'est eux qui l'ont fourni.

Le sujet, on le voit, n'est pas le thème. Quant au contenu, c'est encore autre chose: il serait le rapport entre les thèmes et le sujet. Dans le cas d'Une femme à sa fenêtre, il s'agit d'un certain je-m'en-foutisme politique (malgré son sérieux un peu guindé) qui n'a qu'un défaut: il ne se donne pas comme tel (à la différence de Barry Lyndon, par exemple). Car le soin avec lequel Granier-Deferre accumule les petits détails pour-faire-vrai (rétro) n'a d'égal que la manière dont il « déshistorise », chemin faisant, le livre comme pour nous persuader que cela n'a vraiment plus aucun intérêt pour nous, aujourd'hui.

On dit souvent, pour défendre ce cinéma « de qualité française » (et l'opposer au cinéma de recherche, d'auteurs ou d'avant-garde) qu'il s'agit d'un cinéma sérieux, honnête, solide, un cinéma de « professionnels » (ou générique d'Une femme à sa fenêtre, on retrouve Toni (photo), Rustichelli (musique), Ravel (montage)).

● **PRECISION.** — Dans une note de l'article « Chroniques du temps présent » de notre précédente page « Cinéma politique » (le Monde diplomatique, novembre 1976) nous avons attribué par mégarde à Mafound Lakelal la direction de la photo du film Les Nomades; c'est les Déracinés qu'il fallait lire bien entendu.

Une seule différence mais de taille: ces professionnels ne travaillent plus dans le cadre de production qui pourrait faire d'eux des artistes. Ce cadre n'existe plus. La disparition du cinéma de série, « usine à rêves » (on n'a pas assez compris qu'il s'agissait aussi d'une « usine »), entraîne peu à peu la stagnation, la sclérose de ces « professionnels » (en d'autres termes, ils ne progressent plus, ils n'ont

plus qu'un savoir-faire). C'est ce profond changement dans le processus de fabrication des films qui catapulte un Granier-Deferre (qui aurait été, en 1950, un bon artisan sans génie) à une place qu'il ne peut pas assumer parce qu'elle implique d'avoir un point de vue sur ce qu'on filme, d'avoir un sujet, la place d'« auteur » de films.

SERGE DANÉY.



« UNE FEMME A SA FENÊTRE »
Un certain je-m'en-foutisme politique.

Les bonnes fées de Saint-Valéry

SPECTACLE populaire assurément, Si c'était à refaire, de Claude Lelouch, est sorti le 29 octobre 1976 dans vingt-six salles de la région parisienne. En douze jours, deux cent neuf mille trois cent cinquante-deux spectateurs l'avaient déjà vu. Le support publicitaire est efficace, la critique de la presse quotidienne est dans l'ensemble favorable. Dans le cadre commercial du cinéma français, le succès est normal.

Normal... Le film de Lelouch est fait pour plaire. Il plaît. Si c'était à refaire s'inscrirait dans l'image de la France contemporaine, il déplacera légèrement l'éclairage, il sécurise. D'une réalité grise évoquée, il produit une image dorée que l'écran rend présente.

Même si son scénario emprunte aux conventions du mélodrame et du photoroman, le film est contemporain: ce sont des questions d'aujourd'hui que le milieu carcéral et la réinsertion de l'ancien détenu dans le monde du travail, que l'école et plus précisément la crise de l'enseignement de l'histoire, que l'effort des femmes pour conquérir au moins l'autonomie. Ce sont des signes d'aujourd'hui que la présence, au fond commun de nos existences, de l'automobile ou des vacances...

Résumé possible: une jeune femme, qui a été condamnée à quinze ans de détention pour complicité dans une affaire de meurtre, sort de prison. Grâce à l'appui de son avocat, elle retrouve le fils qu'elle a eu d'un intimité avec un premier temps de sa vie carcérale, et qui a été élevé par l'Assistance publique. Elle passe avec lui des vacances à Saint-Valéry-sur-Somme, elle lui dit après quelque temps qu'elle est sa mère. A Paris, elle travaille dans

une boutique dont le propriétaire, passionné d'automobile, lui laisse la responsabilité. Elle retrouve une ancienne compagne de cellule, et l'installe chez elle. L'amie devient la maîtresse initiatrice du film; elle-même s'prend du sympathique universitaire qui enseigne l'histoire à l'adolescent. Vacances de nouveau. Le quarton se fige dans la probité candide. Au sommet du Mont-Blanc.

Bien plus que ce récit importe le regard de Lelouch. La prison est belle comme cet hôtel trois étoiles que dénonçait un ministre il y a peu, les surveillantes accompagnent le détenu libéré en l'entourant d'une sympathie réchauffante. Une lumière dorée — déjà — transforme l'écran en icône (1), les cheveux blonds de Catherine Deneuve, comme ceux du mannequin qui voltait quelque laque aux annonces publicitaires de l'entre-acte, nous assurent que nous sommes dans le monde du normal. De ce normal-là: quinze ans après, Catherine Deneuve n'a pas changé... Chez Lelouch, le temps ne vieillit pas.

Son fils est beau, et, avant même que nous sachions qu'il est son fils, nous l'avons identifié: il est le leader du petit groupe d'élèves qui parlent dans le couloir du lycée d'Aix où l'Assistance publique l'a opportunément placé. Il est sans doute intelligent, mais nous aurons peu l'occasion de le mesurer: dès qu'une question justifierait un débat entre ses personnages, Lelouch esquive. La caméra s'envole, cadre un ciel évidemment chaleureux, rêve un peu. Une musique confortable chasse les mots. Plan suivant, le problème est résolu...

Les femmes, qui bien entendu sont

très belles aussi, sont sans soucis (d'argent, de travail, de logement), et l'émerveillement du vieux commerçant devant sa nouvelle voiture (2) nous laisse imaginer que le sort des hommes n'est pas moins enviable.

L'usine à rêves (normalisante, intégrante) est toujours active derrière les signes tenus et superficiels de notre quotidien. On se suicide beaucoup dans les prisons françaises de 1976. Même chez Lelouch. Pourtant le suicide de celui qui fut le coupable malheureux du meurtre initial, non seulement est rapidement évacué, mais concourt même au bien de l'héroïne. La prison est un lieu dont le détenu — pas si méchant que ça, pas si victime que ça... — sort pour aller manger la langouste préparée par les bonnes fées de Saint-Valéry, sous le ciel jaune de la baie de Somme.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

(1) Importance de la dominante chromatique d'un film: les jaunes chauds, bois clairs et rouges de soleil, du film de Lelouch sécurisent le spectateur autant que... par exemple... les verts sombres et bleus de l'été à Montparnasse. (2) Fantaisie du gros moteur dans l'univers de Lelouch, depuis l'homme et la femme. Le court métrage projeté avant Si c'était à refaire à une fonction dans le spectacle proposé. Un canotier flâne à l'avant d'une grosse moto avalée, en un long plan continu, les roues de Paris, de l'Étoile à Montparnasse. Bruit de moteur, crissement des pneus. C'est insolent, gentiment insolent: l'homme à la moto court à un rendez-vous avec une jeune femme dont les cheveux blonds ébouriffés la protègent. Avant même que se rompent les leurs mémoires — dont la cible commerciale est plus le quadrage-mètre que l'adolescent. — Lelouch a déjà « mis dans sa poche » toute la génération de fanatiques du gros cube.

Simon, Mado, Pierre et les autres...

A l'ancien fonctionnaire vétéran qui, confondu, effondré, larmoyant, s'inquiète du destin de son épouse et de ses enfants, Simon-Piccoli, la moue dédaigneuse, conseille: « On ne va pas se mettre à jouer un mélodrame! » D'instinct, d'un air de bonhomme, d'un bout à l'autre du film, nous ne le quittons point.

Pourtant, résumé avec tact, le scénario de Sautet aurait pu faire illusion: un promoteur immobilier mis en difficulté par les excès d'un de ses associés se trouve redevable d'une somme considérable et devrait négocier avec un collègue qu'il méprise. Pour ne point le faire, il se laisse tenter par une entreprise de chantage qui lui permet de porter un rude coup financier à son adversaire et d'éponger sa dette.

Un tel canevas pouvait en effet, en nous maintenant à distance, illustrer avec pertinence un combat de loupes par temps de crise et dévaler avec netteté les basses méthodes des promoteurs aux abois; surtout qu'à l'horizon critique pointait, malgré tout, le chômage des jeunes, les licenciements collectifs, les abus immobiliers, et même la montée de la gauche. Mais Sautet s'enfonce, et ce canevas s'effiloche sur les épaules d'un psychologue polémique qui présente pièce-mise, sans assumer la représentation, les figures les plus tristes du mélodrame bourgeois: la jeune prostituée au cœur brisé, la confidente exaltée de son amour mais amoureuse d'un autre homme, la fiancée délaissée alcoolique par dépit, le jeune homme noble et beau licencié par les méchants Allemands, le père sybarite réduit à vendre ses meubles, etc.

Du projet initial, presque rien ne subsiste, et les scandales immobiliers sont assez nombreux en France pour que tout le monde sache qu'il n'est point nécessaire d'en arriver au « faux en écriture » ou à l'imitation des signatures de préfets pour obtenir un prix agricole des terrains destinés à la construction d'ensembles résidentiels. Faire de cette pratique, relativement courante dans notre société d'injustice, une activité de gangster, c'est la rendre à un exotisme de la délinquance, banal pour la fiction et ruineux pour le propos politique. Quand on songe aux scandales immobiliers et urbains des récentes années (la Défense, la Ville, le Marais, le quartier Italie, la place des Fêtes, ...), la pudeur de Sautet à dénoncer les accointances entre les promoteurs et les hommes politiques paraît bien déplacée; elle révèle cependant que cette question est bien pour l'auteur une simple « coquetterie sociale » et qu'il trop y insister il minerait l'objectif dissimulé sous le mélange des genres, sous cette circulation de l'affection, sous ce « fa-milliarisme », et qui serait son espoir d'une réconciliation des âges, d'une fraternisation des sexes, d'une collaboration des classes.

MADO est donc, encore, un film du compromis; la fiction intègre et adapte au groupe-protagoniste des personnages disparates: un avocat libéral et un jeune gauchiste, un syndicaliste militant et un vénérable radical, un barman volubile et un joueur de bridge, une prostituée et un écologiste, un promoteur et un serviteur, etc.; le gros rouge d'un bistrot, l'accordéon d'une guinguette ou la boue d'un chantier consistent les osties miraculeuses permettant la communion des individus, l'oubli de leurs oppositions. Surtout ne point parler de politique: elle divise. L'affection rassemble, l'amitié lie, l'amour soude. Entre-temps, la droite tue.

L. R.

● **STAGE DE PERFECTIONNEMENT DES JOURNALISTES.** — L'université René-Descartes a organisé de janvier à décembre 1976 un stage de longue durée de « perfectionnement aux techniques des sciences humaines » pour des journalistes qui seront disponibles dès janvier 1977. Pour tout renseignement, s'adresser au Centre de formation continue, université René-Descartes, section « 29 avenue du Général-Leclerc », 75014 Paris. — Tél.: 707 33 19.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Ouvert tous les jours

Terrasse chauffée
29, rue Garzin (Père Montcaumon)
938-33-52

مكتبة النهر

GRANDES MANOEUVRES DANS L'OCEAN INDIEN

Par PHILIPPE LEYMARIE

La paix armée

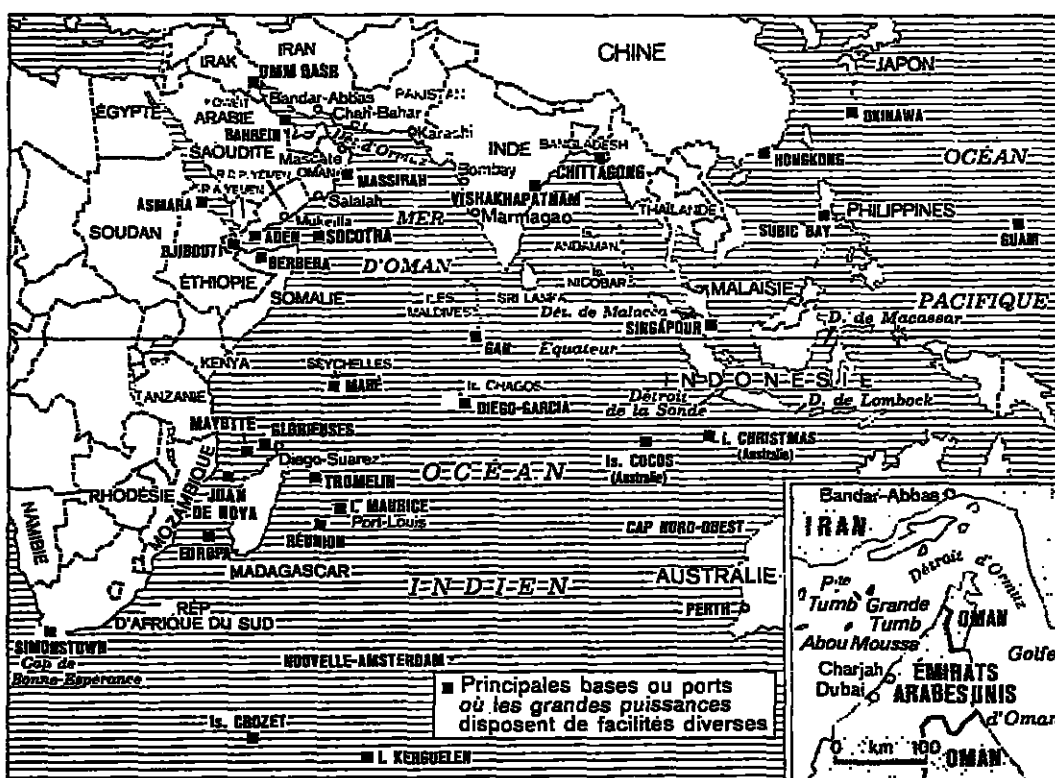
Jusqu'en 1967, l'Océan Indien paraissait presque « vide » et délaissé par les grandes puissances. Simple voie de transit entre l'Occident et l'Extrême-Orient, il semblait « hors stratégie ». Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la course aux armements s'était surtout concentrée sur l'Atlantique, la Méditerranée et le Pacifique. Le passage par le cap de Bonne-Espérance, cette ancienne « route des Indes », était lui-même peu utilisé depuis le percement du canal de Suez. Tirant la leçon de cet effacement — mais aussi de ses multiples difficultés — la Grande-Bretagne, autrefois principale puissance militaire de l'Océan Indien, entreprenait de se dégager de toutes ses possessions situées « à l'est de Suez ».

Mais avec la fermeture du canal de Suez, la route du Cap est devenue celle du pétrole. Les guérillas dans le Djouf, en Érythrée, au Mozambique se sont étendues. La France a enregistré une

suite de déboires dans les îles du sud de l'Océan Indien (Madagascar, puis Comores) et plus récemment à Djibouti. Le Sud-Yémen (Aden), puis la Somalie sont passés dans le camp socialiste, tandis que l'Union soviétique et la Chine étendaient leur influence en Afrique orientale et dans la péninsule indienne. L'Inde elle-même a été le premier pays du tiers-monde — après la Chine — à pouvoir construire sa bombe atomique.

Les États-Unis se sont naturellement efforcés de prendre la succession de la Grande-Bretagne dans le Golfe, sur la mer Rouge, en Afrique australe, et dans les grands archipels qui ferment l'Océan Indien à l'est ; mais leurs alliés ont enregistré des défaites cuisantes en Indochine et dans les anciennes colonies portugaises. Le canal de Suez a été ouvert de nouveau à la navigation. Enfin, les « bastions blancs » de l'Afrique australe sont ébranlés et risquent d'échapper à l'Occident...

L'Océan Indien est ainsi devenu l'enjeu d'une vaste compétition stratégique dont Philippe Leymarie analyse ici les données essentielles.



« Essentielle pour la sécurité des États-Unis »

La base de Diego-Garcia, sur la route des pétroliers et des cargos

« **P**ARTER, sinon on ne vous nourrit plus. Il faut laisser la place pour les Américains ». C'était il y a dix ans, à Diego-Garcia, un atoll de 28 kilomètres carrés isolé au beau milieu de l'Océan Indien, à 1 200 milles au sud de la pointe de l'Inde et à distance sensiblement égale des côtes indonésiennes, africaines ou malgaches. Sans nom autre que celui d'« île », mille deux cents descendants d'esclaves africains y vivaient pauvrement, de la pêche itinérante et du ramassage des noix de coco. Pour eux, c'était la fin d'une existence sans doute meilleure mais ils ne connaissaient pas d'autre ; pour leur île, c'était le début d'une grande aventure militaire.

Aujourd'hui, Diego-Garcia est le principal point d'appui de la stratégie américaine dans l'Océan Indien. L'atoll a été transformé en une sorte de porte-avions fixe au cœur de l'Océan : une piste d'atterrissage de 4 000 mètres, apte à recevoir les plus gros avions, comme les bombardiers B-52, les avions-cargos C-5, les navitalliers en vol KC-135 ; une escadrille d'avions d'observation P-3 Orion y est basée en permanence. Des travaux sont en cours pour construire une jetée de 250 mètres et aménager le lagon de telle manière qu'il puisse recevoir une escadre d'une douzaine de navires, notamment des sous-marins nucléaires dotés d'armes SLBM à longue portée. Des silos de stockage pour têtes nucléaires Polaris et Poseidon seraient en cours de montage, de même que des réservoirs à carburant, des locaux de maintenance, un important centre de télécommunications, etc.

La base, où travaillent actuellement un millier de soldats et de civils

américains et une soixantaine de Britanniques, est donc en grande partie opérationnelle. Certains équipements fonctionnent depuis 1973, date à laquelle le Pentagone a décidé de renforcer considérablement le potentiel de l'île, obtenant à cet effet du Congrès un crédit de 33 millions de dollars qui a été dépensé en 1974. Le 18 juillet 1976, le Sénat américain a voté un rajout de 18,1 millions de dollars pour les travaux d'extension de la base, qui se sont ajoutés aux 15,3 millions déjà inclus dans le budget de la défense par la Chambre des représentants. Un somme totale de 47,4 millions de dollars devrait être consacrée à l'ensemble de ces aménagements, soit 857 millions de francs (1).

Diego-Garcia présente des avantages exceptionnels pour les stratégies américaines. En raison de sa position géographique, l'île « commande » naturellement tout l'Océan Indien : les navires quittant la base somalienne n'importe quelle côte d'un pays riverain en deux jours au maximum. Les avions n'ont à redouter, au départ de Diego-Garcia, ni cyclones ni vents trop forts, ni vents dans d'autres parties de l'Océan. Base-réconfort entre l'ouest et l'est de l'Océan, centre permanent d'écoute, de ravitaillement, de réparation, la base ainsi éditée offre à la marine américaine d'entretenir en permanence dans l'Océan Indien un porte-avions et son escadre, ce qui ne manque pas d'intérêt, à l'heure où la marine américaine est obligée de faire des économies et voit le nombre de ses porte-avions passer de quinze à treize unités. Avec le support de Diego-Garcia, la durée de présence des sous-marins nucléaires peut être doublée, ce qui donne aux installations une importance comparable à celle de Subic-Bay, aux Philippines (2).

Washington pour l'utilisation de Diego-Garcia ne prévoit qu'une « expansion modeste » de la base (3). Mais la plupart des observateurs, notamment dans les milieux militaires, considèrent que Diego-Garcia pourrait recevoir une partie des avions basés jusqu'en 1976 en Thaïlande et des sous-marins de Subic-Bay (Philippines). Ils s'accrochent aussi à admettre que Diego-Garcia deviendra un « complexe militaire de défense » et ne se limitera pas — comme il en avait été question

au moment de la cession de l'île — au domaine des télécommunications. Et ils voient déjà en elle « un nouvel Okinawa », ou la « Malte de l'Océan Indien » selon le mot de John McCain, commandant des forces américaines dans le Pacifique. Les seules inquiétudes portent sur la possibilité pour les techniciens américains d'effectuer des travaux souterrains importants en raison de la faible profondeur des eaux autour de l'île, et de sa structure géologique, qui est de type corallien.

Les enjeux

En fait, pour les Américains, comme pour leurs alliés britanniques, Diego-Garcia est avant tout un « anti-Berbera » : ils souhaitent réaliser dans l'atoll tout ce qu'ils soupçonnent les Soviétiques d'avoir déjà réalisé dans la base somalienne. Julian Emery, le ministre d'État au Foreign Office, avait déclaré aux Communautés le 5 février 1974 : « Le gouvernement britannique estime depuis longtemps souhaitable de maintenir dans cette région, Diego-Garcia, une base qualifiée d'« essentielle à la sécurité des États-Unis ».

Et l'année 1976, le président Gerald Ford a lui-même insisté à plusieurs reprises sur l'importance de Diego-Garcia, une base qualifiée d'« essentielle à la sécurité des États-Unis ». Et l'année 1976, le président Gerald Ford a lui-même insisté à plusieurs reprises sur l'importance de Diego-Garcia, une base qualifiée d'« essentielle à la sécurité des États-Unis ».

L'enjeu principal de la course aux armements et de la « chasse aux îles » actuellement perceptibles dans l'Océan Indien est la liberté de navigation du milieu de cargues de toutes nationalités et provenances qui y croisent chaque jour, ainsi que l'approvisionnement de l'Occident et du Japon en pétrole extrait des pays riverains de la mer Rouge et du Golfe où se trouvent 60 % environ des réserves mondiales connues. Selon diverses prévisions, les besoins annuels de l'Europe en pétrole passeront à un milliard de tonnes à partir de 1980, et celles du Japon à 800 millions de tonnes. Une cinquantaine de pétroliers franchiront alors chaque jour le détroit d'Ormuz pour entrer dans l'Océan Indien et emprunter soit le canal de Suez, soit la route du Cap, soit les détours qui barrent l'entrée du Pacifique. Les investissements occidentaux dans les États du Golfe sont immenses : les États-Unis à eux seuls, avec un milliard et demi de dollars, contrôlent plus de la moitié de leurs industries d'extraction. Les principaux pays producteurs sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, le Koweït et Abou-Dhabi. Le « fording » sur les prix à partir de 1973, n'a fait que renforcer l'intérêt des pays occidentaux pour les sources d'énergie du Golfe, réputées plus « sûres » que les pétroles libyens et algériens par exemple.

en 1969-1971 : et les responsables de la gestion du canal s'attendent à un doublement du trafic actuel pour l'année 1977. Des projets sont d'ailleurs à l'étude pour élargir la partie méridionale de la voie d'eau. Si a perdu en grande partie son ancienne vocation pétrolière, le canal de Suez avantage donc toujours les navires de faible ou moyen tonnage.

Sur le plan militaire, sans bouleverser par elle-même l'équilibre des forces, la réouverture du canal a tout de même permis aux navires soviétiques en provenance de la mer Noire d'économiser les deux tiers de leur trajet. De même, les États-Unis peuvent désormais détacher assez rapidement des unités de leur VI^e flotte (Méditerranée) pour épauler celles de la VII^e flotte (Pacifique) qui avaient jusqu'à la charge de « montrer le pavillon » dans l'Océan Indien. Le tirant d'eau du canal exclut cependant les gros porte-avions ainsi que les sous-marins nucléaires. De plus, les abords de la mer Rouge sont peu sûrs pour les occidentaux, avec la persistance de la rébellion en Érythrée et l'avènement de régimes de tendance socialiste à Aden, à Mogadiscio, et bientôt — peut-être — à Djibouti.

- (1) Pacific News, 3 avril 1974 ; le Monde, 31 juillet et 27 décembre 1975.
- (2) Revue de politique internationale, Belgrade, 20 mars 1974. Le document Nations unies A/C.4/1971 du 11 juillet 1974 mentionne, en outre, la construction d'un bassin d'événement dont les dimensions seraient de 1 200 mètres de long et 600 mètres de large.
- (3) Le Monde, 16 octobre 1975.
- (4) Bulletin pétrolier du Financial Times, cité par le Monde du 30 mai 1976 et une correspondance de Suez dans le Monde du 1^{er} juin 1976.

Un nouvel Okinawa

Sur le plan des transmissions, Diego-Garcia est appelé à devenir le centre d'écoutes et le relais numéro un de tout l'Océan : ce rôle était rempli jusqu'à la base américaine de Kegnaw, en Érythrée, sur les bords de la mer Rouge (dont l'activité a dû être réduite ces dernières années bien qu'elle ne soit toujours pas fermée). La station de transmission de Diego-Garcia devrait également reprendre à son compte progressivement la partie proprement militaire des opérations de « tracking » (repérage, poursuite) des stations de la NASA à Madagascar — fermée récemment sur décision des autorités malgaches — et aux Seychelles, dans les activités pour-

raient gêner un jour ce petit État souverain depuis juin 1976. Elle devrait être rattachée au réseau de navigation « Omega », installé par les Américains dans différents pays (et notamment dans le département français de la Réunion), destiné à guider les missiles lancés par les sous-marins nucléaires. Dans tous ces domaines — outre cette situation géographique « idéale », — l'atout maître de Diego-Garcia est son isolement complet : les anciens habitants de l'archipel des Chagos ont tous été déportés (voir l'encadré : « Nous n'avons pas à Agalega... »). Les terres les plus proches appartiennent à l'archipel des Maldives, au sud-ouest de la péninsule indienne ; dans cet ancien territoire britannique, la Grande-Bretagne disposait encore sur l'île de Gan d'une base qu'elle a quittée en août 1976, et qui pourrait être prochainement occupée par la marine américaine.

Officiellement, il n'est encore question pour Diego-Garcia ni de B-52, ni de sous-marins nucléaires : c'est du moins ce qu'assurent les autorités britanniques, qui s'empêchent — pour empêcher la vague de critiques qui s'élève de l'île Maurice et des nations riveraines de l'Océan Indien — à minimiser l'importance de la base ainsi que des aménagements en cours. M. Roy Mason, le ministre britannique de la défense, a même assuré à la fin de l'année dernière que le nouvel accord conclu en décembre 1974 entre Londres et

La génération des super-pétroliers

PAR ailleurs, l'obligation de contourner Le Cap, à partir de 1987, a donné naissance à une génération de super-pétroliers de plus de 100 000 tonnes de jauge, qui ne peuvent plus emprunter désormais le canal de Suez. Certains atteignent 250 000 tonnes, voire 500 000 tonnes comme le Bahian sorti récemment des chantiers français. Ces navires — qui permettent de réaliser des économies appréciables sur les longs parours — ne peuvent en revanche emprunter aucun canal ou détroit de faible profondeur ; et ils sont en général obligés de charger et décharger au large, sur des « terminaux » spécialement affectés à cet usage. La réouverture du canal de Suez ne signifie donc pas un retour aux anciennes normes de trafic. Un million de tonnes de pétrole continuent

de transiter chaque jour au large du Cap, et vingt-sept navires en moyenne — dont seize pétroliers — empruntent cette voie quotidiennement en 1976 (contre quarante-six navires, dont dix-huit pétroliers, lorsque le canal était fermé). Sur le canal de Suez, la reprise a été limitée pour les pétroliers, plus nettement pour les cargos : en 1966, le canal avait accueilli 13 % du trafic maritime mondial et 38 % du pétrole brut embarqué dans les ports du Golfe ; en mai 1976, un an après sa réouverture, il avait à peine retrouvé son volume de trafic des années 1949-1950, soit 30,7 navires par jour au lieu de 58,7 en 1966 (4). Cependant au 1^{er} juin 1976 — selon les autorités égyptiennes — douze mille navires avaient franchi le canal en une année, contre vingt-deux mille

REPERES
LE MENSUEL
DU C.E.R.E.S.

Au sommaire du n° 38

un dossier

**DÉCOMPOSITION
DU GAULLISME**

Prix du numéro : 10 F
à partir de 15 décembre

ABONNEMENTS :

France et pays de l'ex-	
Communauté française	100 F
(sauf Algérie)	120 F
Etranger	150 F
13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS	
C.C.P. 34.875.30 J - LA SOURCE	

Lire pages 20 à 23 :

- P. 20-21. — Le retrait progressif de la puissance britannique. — L'irrésistible érosion des positions françaises. — Les États-Unis prennent la relève. — Le jeu de la Chine et de l'U.R.S.S. — L'éveil des riverains.
- P. 22-23. — Deux nouveaux gendarmes : l'Iran et l'Afrique du Sud. — Suite de l'article : l'éveil des riverains.

QUE SAVOIR

Repli sur l'Europe et publi des « dernières survivances de l'empire »

Le retrait progressif de la puissance britannique

L'OCEAN INDIEN était pratiquement une « mer britannique » jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale : presque tous les pays riverains étaient sous la domination ou dans l'orbite de Londres. En 1968, M. Harold Wilson, premier ministre travailliste, tirant la leçon de l'effacement de la Grande-Bretagne, annonçait un plan d'austérité militaire qui comprenait, entre

autres, l'abandon de la plupart des bases militaires britanniques « à l'est de Suez ». Il s'agissait essentiellement de réaliser des économies sur l'entretien de troupes dans le Golfe, à Bahrein, à Sarjah et dans l'île de Malé, ainsi qu'à Singapour. La suppression de ces bases coûteuses, dont l'efficacité stratégique apparaissait de plus en plus mal à l'ère nucléaire,

devalait être compensée par l'utilisation de quelques centres de communications navales ou aériennes, dans des sites si possible isolés, et, en tout cas, en dehors des zones d'instabilité politique, qui seraient aménagées en collaboration avec les Etats-Unis, eux-mêmes à la recherche de points d'appui dans une région assez nouvelle pour eux. Une commission mixte anglo-américaine avait, dès 1965, retenu comme sites possibles les îles Cocos (propriété de l'Australie), les Seychelles (dépendance britannique à l'époque), les Chagos (avec Diego-Garcia).

Ce retrait s'est effectué plus lentement que prévu : outre la base sud-africaine de Simonstown, la Grande-Bretagne disposait encore, en 1972, d'une base et d'une garnison à Hong-kong (avec six régiments et un bataillon d'artillerie), d'un petit détachement à la base de transmissions de Diego-Garcia, d'une base navale et aérienne à Singapour (avec un bataillon, quelques avions, cinq à six frégates et un sous-marin), d'une station de transmissions navales à l'île Maurice, d'un bataillon stationné à Bornéo, d'un détachement de soldats d'élite chargés d'instruire l'armée de l'émirat d'Oman, enfin de quatre bases aériennes : Nalrobi (Kenya), Sarjah (Emirats arabes unis), Masirah (Oman) et Gan (îles Maldives). Cependant, les effectifs — qui étaient encore de quatre-vingt-cinq mille hommes en 1967, n'étaient déjà plus que de quinze mille soldats environ en 1972.

Dans le même temps, la Grande-Bretagne avait entrepris d'alléger sa présence dans la base sud-africaine de Simonstown, à 40 kilomètres du Cap, un accord signé en 1965 prévoyait qu'elle servirait à « assurer, par les

efforts combinés des forces navales respectives des deux pays, la sécurité des routes maritimes qui contournent l'Afrique australe ». La base offre, notamment, des abris pour sous-marins ainsi que les facilités d'un grand P.C. opérationnel souterrain, équipé, semble-t-il, du plus puissant centre de télécommunications et d'écoute navale de tout l'hémisphère austral. Cependant, l'embargo mis par le cabinet travailliste sur la vente des armes à l'Afrique du Sud, en 1964, a été à l'origine de Simonstown une partie de son contenu : la Grande-Bretagne refusait à l'Afrique du Sud les moyens d'armer les responsables militaires qu'elle avait elle-même confiés à son ancienne colonie. La victoire des conservateurs, en 1970, a ramené en cause cette politique : au début de l'année 1971, Sir Alec Douglas-Home a fait approuver un projet de vente d'hélicoptères à l'Afrique du Sud et annoncé que son pays voulait garder la responsabilité de coordonner la sécurité de la navigation commerciale dans cette zone. Entre-temps, avec la fermeture du canal de Suez, le canal du Mozambique était redevenu une voie de passage essentielle, le trafic ayant quadruplé (un navire chaque demi-heure environ, dont un tiers de super-pétroliers).

De nouveau au pouvoir, les travaillistes sont revenus à la charge : M. Callaghan, alors ministre des affaires étrangères, a fait valoir que « les facilités offertes à la Royal Navy paraissent avoir un caractère marginal », et le commandant en chef de la marine britannique, l'amiral Terence Lewin, jugait lui-même que « en temps de paix la Grande-Bretagne pouvait se passer aisément de la base de Sim-

monstown ». En outre, les Britanniques ont pris conscience, selon le mot d'un parlementaire écossais, que « le prix à payer, y compris la soutien que cela constitue pour l'apartheid, était trop élevé ». Ce projet de dénonciation de l'accord de Simonstown s'était évidemment heurté à une opposition très vive parmi les conservateurs : « Il se pourrait bien qu'un jour nos principales routes soient menacées », avait déclaré, à la fin de l'année 1974, M. Peter Walker, le secrétaire au Foreign Office du « cabinet fantôme ».

Le Livre blanc sur la défense, publié en mars 1975, a confirmé que les forces armées anglaises seraient désormais concentrées sur « leur première ligne de défense » (soit en Europe) et que les « dernières survivances de l'empire » seraient éliminées. Le 16 juin 1975, l'accord de Simonstown a été effectivement dénoncé : la plupart des forces britanniques ont désormais quitté Hong-kong ; la base de télécommunications de l'île Maurice, qui employait quatre cent soixante-quinze personnes, a été fermée en août 1975 ; le dernier officier britannique a quitté Singapour le 31 mars dernier, mettant fin à une présence militaire de cent cinquante ans ; enfin, les Seychelles sont devenues indépendantes en juin 1976, et ont reçu — en guise de dot — les trois îles de leur archipel qui — avec Diego-Garcia — composaient le British Indian Ocean Territory (B.I.O.T.). Cela n'empêche pas la Grande-Bretagne de conserver un certain nombre de facilités dans les îles le long du Dhofar et à l'entrée du Golfe ainsi que dans des îles dépendant de l'Australie (îles Cocos et Christmas) et, bien sûr, à Diego-Garcia, qui reste, en principe, sous sa souveraineté.

« Nous n'irons pas à Agalega... »

« Si dire nous retourne là-bas, grand merci à Zéu. » La nostalgie est grande chez les mille deux cents déportés de Diego-Garcia qui attendent toujours à l'île Maurice un hypothétique reclassement. Ils vivent misérablement, éparpillés aux quatre coins de l'île ; aucun n'a vu le premier sou des compensations promises lors de leur évacuation, commencée dès 1968. Le déracinement se fait durement sentir : l'adaptation à la vie mauricienne est lente et difficile ; beaucoup de leurs enfants ne vont toujours pas à l'école ; sept adultes seulement savent écrire. Et, surtout, ils manquent d'argent, dans une île où tout se paie au prix fort et où il n'est pas possible de vivre — comme jadis à Diego-Garcia — de la pêche, des volatiles ou de la cueillette : 27 % des trois cents familles disposent de moins de 100 roupies par mois (1 R = 0,80 FF). Doux, pacifiques et surtout accablés et désorientés, les « îlois » sont une proie facile pour les partis politiques d'opposition qui s'efforcent de les mobiliser et de mettre en difficulté le gouvernement travailliste du Dr Ramgoolam, victime — en ce domaine comme en bien d'autres — de son propre attentisme.

Le scandale a pris une nouvelle dimension lorsque M. Gaëtan Duval, ancien ministre des affaires étrangères et leader de l'opposition de droite au Parlement mauricien, a saisi, en août 1975, la haute cour de Justice de Londres du cas des « îlois », arguant qu'ils sont toujours citoyens britanniques — puisque leur île a été cédée à la Grande-Bretagne avant l'accession du pays à l'indépendance. Une polémique a alors agité les milieux politiques de Washington et de Londres : les îlois ont-ils été expulsés de force des Chagos ? Les îles étaient-elles désertes, comme l'a assuré le Pentagone, qui affirme avoir trouvé place nette en 1973, lors de l'installation de ses personnels dans l'atoll ? Le Washington Post et le Sunday Times (Londres) se sont emparés de l'affaire, tandis que le sénateur Kennedy et la gauche travailliste posaient à leurs gouvernements respectifs des questions gênantes.

Mais le plus embarrassé de tous est, sans conteste, le cabinet mauricien. Le renforcement de la base — qu'il assure aujourd'hui avoir ignoré et qu'il condamne à son tour, — le fait qu'il n'a pas versé les sommes déjà allouées à cet effet par les Britanniques, son silence depuis dix ans sur toute cette affaire, le placent dans une situation difficile. Pour une partie de l'opposition, cet embarras a une cause : la cession de l'île, à un prix dérisoire, à la Grande-Bretagne, en 1965, aurait eu une contrepartie par laquelle la Grande-Bretagne s'abstenait d'organiser un référendum sur l'indépendance, pour éviter que les partisans de M. Gaëtan Duval, le bouillant leader de la communauté créole, ne puissent exprimer publiquement leur désir de... rester anglais, comme ils en avaient l'intention. M. Jagatsingh, ministre du plan et secrétaire général du parti travailliste actuellement au pouvoir, s'en est expliqué récemment, donnant à cette thèse un poids nouveau : « Si l'île Maurice n'était pas divisée, à l'époque, sur la question de son accession à l'indépendance, l'Angleterre n'aurait pu prendre possession de Diego-Garcia. »

Le ministre des finances, M. Ringadoo, principal lieutenant du Dr Ramgoolam, soutient aujourd'hui qu'il aurait été « stupide » de distribuer les 8 500 000 Rs déjà reçues du gouvernement britannique aux « îlois », « des gens élimés qui ont jusqu'ici vécu dans un monde où l'argent n'avait pas de valeur et qui ne sauraient connaître le dépense ». Harcelé par la presse à Maurice comme à Londres, le gouvernement mauricien s'est proposé finalement de reloger les « îlois » à Agalega, une île située à 1 500 kilomètres au nord de Maurice, qui présente des conditions de vie comparables à celles qui existaient aux Chagos. Mais la majorité des déportés se sont opposés à ce nouveau transfert. Ils craignent, notamment, d'être la proie de la compagnie Chagos Agalega Ltd, qui exploite déjà les plantations de coprah de Diego-Garcia et des petites îles avoisinantes, et les faisait vivre dans des « conditions inhumaines » ; ils savent aussi que les cocotiers d'Agalega sont infestés de moustiques et couverts de mères, et que les légumes n'y poussent pas.

Le geste du gouvernement britannique est à peine moins grande, notamment depuis que le sénateur américain Calver a révélé, en septembre 1975, les conditions de la rétrocession de Diego-Garcia aux Etats-Unis : le Foreign Office aurait alors réalisé sur cette affaire un bénéfice de 27 millions de Rs, en ristourne des sommes dues par la Grande-Bretagne au Pentagone pour les achats de fusées « Polaris » effectués en 1966...



LA CONQUÊTE DE MADAGASCAR AU DÉBUT DU SIÈCLE
« L'époque actuelle est aux flottes mobiles de haute mer... »

(Cliché Roger Viollet.)

Présence maritime et aide aux régimes progressistes

LE JEU DE LA CHINE ET DE L'UNION SOVIÉTIQUE

TOUTES les entreprises occidentales dans l'Océan Indien — et en particulier l'agrandissement de la base de Diego-Garcia — sont justifiées en premier lieu par l'accroissement de la présence soviétique dans ces eaux et sur les rivages qui les bordent. L'Ouest accuse l'U.R.S.S. de vouloir prendre pied sur un océan auquel elle n'a pas d'accès naturel et qui ne constitue pas pour elle une route maritime primordiale ; il s'inquiète de voir l'Union soviétique conclure avec la plupart des trente-quatre pays riverains des accords ou des traités d'assistance, parfois assortis de facilités pour la pêche ou le mouillage des navires de guerre. Les Occidentaux soupçonnent, en somme, l'U.R.S.S. d'être en mesure de couper un jour les routes maritimes traditionnelles d'expansion et d'approvisionnement de l'Europe et des Etats-Unis.

Ainsi, le président Ford, en août 1975, a évoqué l'existence de « trois bases navales importantes » de l'U.R.S.S. dans l'Océan Indien, afin de justifier l'agrandissement de celle de Diego-Garcia. Sir Alec Douglas-Home, en visite à New-Delhi en février 1973, manifestait une

inquiétude comparable : « Le risque existe de voir cette région monopolisée par la marine d'un seul Etat, à savoir l'Union soviétique, chef des opérations de la marine américaine, faisait état à la même époque de « l'augmentation rapide de la capacité de soutien logistique mobile de l'U.R.S.S. dans l'Océan Indien ».

Cette volonté de présence est incontestable, et elle correspond au vieux souci de la diplomatie et de la marine soviétique d'accéder aux mers chaudes, sur lesquelles elles n'ont pratiquement aucun débouché ; au désir de soutenir les pays qui se réclament du socialisme ou se sont lancés dans des entreprises de libération nationale ; à la nécessité pour l'U.R.S.S. d'offrir une alternative permanente à la présence américaine et — depuis l'aggravation de la brouille sino-soviétique — de contrer les tentatives d'implantation de la Chine populaire ; enfin, à la nécessité d'ouvrir des routes pour son commerce et ses approvisionnements. Mais, rendue difficile par la fermeture du canal de Suez pendant huit ans, cette présence n'a pas un caractère spectaculaire : directeur de la C.I.A., M. William Colby, entendu en août 1975 par la commission de défense du Sénat américain, la qualifiait même de « relativement peu importante ». Il s'agit essentiellement d'une petite escadre de guerre permanente, qui comprend — selon les estimations — de douze à quinze navires, venant des bases de la mer Noire, de l'Arctique ou de Vladivostok ; et d'une série de facilités obtenues sur une partie du pourtour de l'Océan, avec tout ou plus trois bases permanentes. L'escadre comptait en 1975 un croiseur lance-missiles de 20 000 tonnes, du type Sverdlov ; deux ou trois destroyers (dont un lance-missiles) ; deux escortes ; deux sous-marins (dont un à propulsion et armement nucléaire) ; des mouilleurs et des dragueurs de mines, ainsi qu'un navire de débarquement et plusieurs bâtiments de soutien logistique. S'y ajoutent quelques petits bâtiments spécialisés dans la recherche scientifique. Ces navires ont surveillé en 1974 les manœuvres occidentales « Midlink », et participé à un grand exercice qui s'est déroulé en avril 1975 sur les quatre océans : « Okean 75 » (1).

(1) Défense nationale, février 1976.

Le principal allié de l'Union soviétique dans l'Océan Indien est le Somalie, dont l'armée a été équipée de matériel moderne et convenablement entraînée par l'U.R.S.S., ce qui la place loin devant les armées éthiopienne et kenyane. La contrepartie est le droit pour les bâtiments de l'escadre soviétique de l'Océan Indien de mouiller dans le port de Berbera. Un traité signé en 1974 entre les présidents Syed Barre et Podgorny prévoit d'ailleurs une extension de l'assistance militaire soviétique à la Somalie. Les Américains soutiennent que la base de Berbera offre également des installations sacrées de la marine soviétique : une station de télécommunications et des bâtiments de stockage de missiles. Les Somaliens ont toujours nié l'existence de cette base, de même que les Soviétiques ; mais les Occidentaux sont convaincus de son existence, et pensent que les déclarations des Somaliens sont surtout d'ordre tactique, afin de donner plus de poids à leurs protestations contre la présence française à Djibouti — distant d'une centaine de kilomètres de Berbera — et contre celle des Américains à Diego-Garcia.

Le Sud-Yémen (Aden) offre également des facilités aux Soviétiques, notamment dans l'île de Socatra, au milieu du détroit de Bab-el-Mandeb : ce pays nie cependant que l'île soit devenue une base soviétique. Dans le Golfe, les navires soviétiques peuvent faire escale au port irakien d'Om-Qasr, mais ses accès sont difficiles, et au surplus très surveillés par les Américains et les Français. Dans le golfe du Bengale, ils peuvent mouiller et se ravitailler à Vishakhapatnam, base navale indienne où séjournent en permanence des conseillers militaires soviétiques, ainsi qu'à Chittorag, un port du Bangladesh que les Soviétiques ont contribué à remettre en état, et à Trincomalee, une port du Sri-Lanka (Ceylon). La marine soviétique dispose en outre de facilités à Dar-es-Salaam (Tanzanie) et à Beira (Mozambique). Des accords de coopération économique ont été signés récemment avec Madagascar et avec les Comores. Enfin, un droit de mouillage a été ouvert à Port-Louis (île Maurice), où les chalutiers et bâtiments de guerre soviétiques peuvent croiser des unités de tous bords...

Bien qu'elle soit très active sur le plan diplomatique — dans des pays comme la Tanzanie, le Pakistan ou Madagascar, ses ambas-

sades emploient plusieurs centaines de personnes, — la Chine n'apparaît pas comme une puissance guerrière dans l'Océan Indien. Ses moyens militaires paraissent entièrement tournés vers l'Union soviétique ou vers les archipels qui la ceinturent. Préoccupée par l'accueil favorable qui est fait à la coopération avec l'U.R.S.S. en Inde et au Bangladesh, Pékin a entrepris récemment de normaliser ses relations avec ces pays. En Afrique, les Chinois s'efforcent également, avant tout, d'offrir une alternative aux avances soviétiques. Ils ont un grand succès à leur actif : la construction, pour relier la Tanzanie et le Zambie, du chemin de fer « Tazara », une voie de 1 859 kilomètres posée en cinq ans, avec l'aide de quinze mille ouvriers et ingénieurs chinois. La Chine coopère également sur le plan économique avec des pays comme le Sud-Yémen, Zanzibar, le Mozambique, Madagascar et l'île Maurice.

Un Annuaire de l'Océan Indien

L'UNIVERSITÉ d'Alger-Marseille, qui publie régulièrement des Annales de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire, a entrepris cette année l'édition d'un Annuaire de l'Océan Indien dont le premier volume vient de paraître. Le Centre d'étude et de recherches sur les sociétés de l'Océan Indien est responsable de l'élaboration de cet ouvrage. On trouvera notamment dans le tome I (1974) une description géographique et politique des pays riverains et une analyse des échanges extérieurs. Parmi les études portant sur des cas d'espèce : la composition de deux institutions socialistes propres à la région : le fokontany malgache et le village vijamas tanzanien (par Frank Moderne). La Réunion, l'île Maurice et Madagascar occupent une bonne place dans ce volume, qui contient aussi d'abondantes informations chronologiques et bibliographiques. A noter encore l'article d'Yves Fréat : « L'Océan Indien, zone stratégique ».

« Annuaire des pays de l'Océan Indien, publié avec le concours du C.N.R.S., Presses universitaires d'Alger-Marseille, Algiers-Provence, 1976, 605 pages.

مركز الفكر

le britannique

Supériorité des flottes mobiles sur les bases entretenues à l'étranger

Les positions françaises dans l'Océan Indien, qui n'étaient pas négligeables, ont subi depuis quelques années un effritement constant. En 1972, en effet, Madagascar a conquis ce que ses dirigeants ont appelé sa « seconde indépendance », et exigé le retrait des mille parachutistes français de la base d'Antananarivo, des cinq cents légionnaires et des quatre cents marins stationnés à la base navale de Diego-Suarez, dans le nord du pays. Une série de réformes et de nationalisations ont achevé d'enlever à l'ancienne « métropole » la plupart de ses prérogatives. A la suite d'une fautive manœuvre du Parlement français — qui avait autorisé l'avis du gouvernement, à détacher Mayotte de l'ensemble comorien, — l'archipel

a déclaré plus tôt que prévu son indépendance, en juin 1975, entraînant les représailles de Paris : suppression des crédits dès juin 1975, retrait des fonctionnaires et enseignants français en décembre de la même année ; référendum et instauration d'un statut semi-départemental à Mayotte en février 1976. De plus, le gouvernement malgache a revendiqué les îles comores par la France autour de la Grande Ile (voir l'encadré : « La chasse aux cailloux ») ; à l'île Maurice, la France a perdu son meilleur allié, en la personne de l'ancien ministre des affaires étrangères, Gaston Durval, qui a dû quitter la coalition gouvernementale en 1974 ; enfin, à la Réunion, la poussée de la gauche autonomiste — majoritaire lors de l'élection présidentielle de mai 1974 — se confirme.

A Djibouti — escale traditionnelle des navires et des unités françaises en route vers le sud de l'Océan Indien ou vers l'Afrique Orientale et les possessions du Pacifique (Ouvéa, Nouvelle-Calédonie, Polynésie), — la situation n'a cessé de se détériorer depuis 1973. L'opposition, contenue jusqu'ici par un haut commandement français et un gouvernement local aux méthodes pour le moins discutables, a réussi à se regrouper sur une base inter-ethnique, pour évincer la liaison avec la gauche française, à intéresser à son sort la plupart des grandes organisations internationales — Ligue arabe, pays

L'irrésistible érosion des positions françaises

islamiques, Nations unies, Organisation de l'unité africaine, groupe des non-alignés, — à faire enfin la démonstration de sa force à plusieurs reprises en 1975 et en 1976 en réaffectant aux manœuvres des participants d'Alti, des forces françaises d'occupation, ou de groupes extrémistes en liaison avec Addis-Abeba ou Mogadiscio, et en organisant d'importantes rassemblements de masses. Après avoir longtemps paru hésiter, la France a dû reconnaître en décembre 1975 la « vacuité de l'indépendance » du Territoire français des Afars et des Issas, qu'un référendum organisé au début de 1977 rendra irrévocable. Le sort de la base française — sept mille hommes en 1976, soit la plus grande concentration de troupes outre-mer — est encore en suspens ; mais son maintien a été remis en question par la plupart des parties en cause, de même qu'il a été réclamée la destruction du barrage de barbelés et de mines qui entoure la ville de Djibouti. Les groupes de stationnement à Djibouti comprennent le 5^e régiment Interarmées d'outre-mer (RIAOM), la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (ces deux unités sont équipées de chars AMX-13, de missiles et d'hélicoptères), une escadille de chasseurs F 100-Super Sabre et des avions de transport, plusieurs groupes de gendarmes (secours, tournant, gardes mobiles, gendarmerie nomade), et plusieurs patrouilleurs de la marine nationale.

casernements et constituent désormais un atout de poids dans la vie politique et sociale de ce département ; mais ces installations sont provisoires, et aucun projet de grande base aéro-navale n'est à l'étude. Cela ne veut pas dire que la France se désintéresse de cette région, bien au contraire. L'amiral de Joybert, ancien chef d'état-major de la marine, lorsqu'il s'installait en mars 1976 de la « prodigieuse montée en puissance de la marine soviétique », pensait notamment à l'Océan Indien, par où transitent une partie appréciable des approvisionnements français ; l'amiral Jotro-Nouens, chef d'état-major de la marine, a visité en 1975 la Réunion et expliqué à l'opinion locale l'utilité de la « force d'intervention » assez imposante

entretenu par la France dans cette partie du monde, qui s'est renforcée à mesure que les points d'appui traditionnels de la France se dérobaient (voir l'encadré : « La flotte française »). Cette force — essentiellement navale — est secondée par un « dispositif inter-armées d'intervention » de dix-sept mille hommes environ, basés dans le sud de la France et disposant des moyens aériens nécessaires (2).

(1) Défense nationale, février 1976 : « Océan Indien 1976 : présence de la France, un défi de paix et d'espérance ».
(2) Faute de pouvoir compter, pour le moment, sur des avions de type « Hercules », cette force est tributaire de transports moyen-courriers, type « Caravelle », ou d'avions de ligne réquisitionnés.

LA FLOTTE FRANÇAISE DANS L'OCEAN INDIEN

DEPUIS 1972, la marine française a disposé dans la « zone maritime de l'Océan Indien » une flotte qui a atteint en 1976 un effectif de quinze et vingt unités (soit le double de ses moyens) et surtout la comparaison avec les forces similaires des marines américaines et soviétiques. Cette escadre, commandée par un amiral embarqué à bord du Charente (25 000 tonnes), comprend notamment deux sous-marins classiques d'attaque, le Marabout et le Junco, avec leur bâtiment de soutien logistique ; trois avisos-escorteurs et trois escorteurs d'escadre (sous équipés de missiles) ; des patrouilleurs rapides ; un transport de chalands de débarquement, l'Ouragan (14 000 tonnes) ; un bâtiment-atelier polyvalent, le Jules-Verne (le premier du genre, affecté à l'Océan Indien depuis juillet 1976), et quelques bâtiments logistiques. Cette flotte permanente est renforcée périodiquement par des groupes d'escadre effectuant dans l'Océan Indien des campagnes de quinquante à cent jours, pour les sous-marins (Raphaël, Monarque, etc.), les avions (Clemenceau et Foch, ou le porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc). L'ensemble de ces unités, en liaison avec les forces à terre à Djibouti, la Réunion ou Mayotte, effectuent périodiquement des manœuvres inter-armées : « Ylang-Ylang » en 1974, « Orchidée » en 1975.

« Je dis bien : occidentales... »

Les avis sont partagés sur l'intérêt des opérations du territoire. Michel Debré, ancien premier ministre, député de la Réunion — qui s'est efforcé sans succès d'enrayer cette érosion des positions françaises dans l'Océan Indien — considère que « tout retrait, toute faiblesse de la part de la France, tout affaiblissement de sa foi dans son rôle mondial serait néfaste pour elle, pour les peuples des Comores, Madagascar et le Mozambique — et la Réunion — à cause de la pression du courant autonomiste — ne sont pas des points d'appui créés pour la France. Des unités de la flotte française mouillant dans la rade de Desoudid (Mayotte), mais l'armée — et plus encore le gouvernement — hésitent à y édifier une base permanente, car ils craignent que les forces françaises au sud de l'Océan Indien, estimant que « les bases construites à grands frais hors des

territoires nationaux soulèvent des problèmes politiques que les inconvénients sont plus grands que les avantages. L'époque actuelle est aux flottes mobiles de haute mer, disposant d'une logistique de ravitaillement et de maintenance pour leurs réparations qui les rendent autonomes ». De ce point de vue aussi, Mayotte en raison d'un environnement hostile, avec les Comores, Madagascar et le Mozambique — et la Réunion — à cause de la pression du courant autonomiste — ne sont pas des points d'appui créés pour la France. Des unités de la flotte française mouillant dans la rade de Desoudid (Mayotte), mais l'armée — et plus encore le gouvernement — hésitent à y édifier une base permanente, car ils craignent que les forces françaises au sud de l'Océan Indien, estimant que « les bases construites à grands frais hors des

« La chasse aux cailloux »

La France avait pris possession, le 12 juin 1982 — soit trois ans avant la colonisation de Madagascar — de quelques îles minuscules autour de la « grande île » : Juan-de-Nova (au sud-ouest du cap Saint-André), Europa (au milieu du canal du Mozambique), les Glorieuses (au nord-ouest de Diego-Suarez), Tromelin et Bassas-de-Inde. Désolées, inhabitées, quelques-unes de ces îles ont servi de station météo pour détecter les cyclones, très fréquents dans cette région ; mais les photos par satellites leur ont été cette fonction depuis quelques années. Dans l'un d'entre eux — Juan-de-Nova — un « colon » à l'ancienne a fait travailler à la trique quelques prisonniers, pour y extraire un peu de phosphate.

Mais deux faits nouveaux interviennent : Madagascar, en mai 1972, chasse le président, Philibert Tsiranana, et prend ses distances avec la France ; au même moment s'ouvre, dans l'Océan Indien, la grande chasse aux « cailloux » qui doit permettre aux puissances militaires d'identifier, sur des îles isolées et inhabitées les « basses-rochers » dont les Etats riverains ne veulent plus. Fort de sa « seconde indépendance », le gouvernement malgache étend donc, par décret, en septembre 1973, ses eaux territoriales à 90 kilomètres et les limites de son plateau continental à 180 kilomètres. Les conditions d'une curieuse « guerre des boutons » sont alors réunies.

Dans un discours, quelques semaines plus tard, le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Didier Ratsiraka — qui est le président d'aujourd'hui — avertit que ces nouvelles limites englobent tout naturellement les Glorieuses, Juan-de-Nova et Europa. A Paris, on prévient très sérieusement l'état-major des forces françaises de l'Océan Indien, à Saint-Denis de la Réunion : « Eventuellement action militaire malgache sur îlots contestés. Aussitôt, l'armée française installe une dizaine de légionnaires et un gendarme sur chacune de ces vieilles « prises » coloniales. Et on attend une invasion qui ne viant pas. Les Malgaches, qui n'avaient pas grand-chose à installer dans ces îles, sinon leur amour-propre, choisissent d'en rester là.

Profitant du répit, les Français s'attellent : on construit ou on renforce de petits terrains d'aviation ; on édifie des stations de transmissions ; on prévoit même des équipements pour le tir de fusées sol-air. Bref, voilà de petits Diego-Garcia « à la française » qui voudraient se prendre au sérieux. Placide, le président Ratsiraka — un ancien capitaine de frégate — observe ces préparatifs et, sans rien faire, reste partisan de la démission de l'Océan Indien. (« Qu'ils nous fient la paix... »)

« Défection » des alliés, revers au Vietnam et sécurité nationale

CONFRONTÉE à des défections chez ses alliés, obligée d'assumer les coûts de la guerre au Vietnam, et de procéder à des réductions de dépenses indispensables, contrainte aussi de tenir compte de la montée des nationalismes et de la séduction toujours exercée sur le tiers-monde par le non-alignement, les Etats-Unis avaient préparé, dès la fin de années 60, une stratégie de repli. C'est la « doctrine Nixon », formulée en 1969 à la base américaine de Guam, où étaient réunis plusieurs chefs d'Etat américains et riverains de

l'Océan Pacifique. Les principes fondamentaux sont les suivants : les Etats-Unis continueront d'assumer tous les engagements auxquels ils ont souscrit par traité ; ils fourniront protection à toute nation dont la survie est considérée comme vitale pour la sécurité des Etats-Unis ou pour celle de la région concernée, si une telle nation est menacée par une puissance extérieure ; et, dans le cas où d'autres types d'agression se produiraient, les Etats-Unis fourniraient à la nation menacée, et sur sa demande, l'assistance mili-

taire et économique appropriée, mais en veillant à ce que la nation en question assure la responsabilité initiale de sa défense par ses propres moyens. Le rapport Rogers, sur la politique étrangère des Etats-Unis pour 1970-1971, énonçait aussi le besoin de préciser que cette politique ne signifiait pas un retrait d'Asie, mais un retrait des Etats-Unis de l'Asie, sur des bases plus réalistes, la continuité du rôle des Etats-Unis sur le continent asiatique. « Nous resterons une puissance de l'Océan Pacifique,

mais nous voulons que notre présence en Asie soit plus adaptée à la situation, tout en donnant à notre diplomatie plus de souplesse. »

Dès cette époque, le Pentagone, qui comptait donc reconstruire sa réserve stratégique du Pacifique et espérait réduire sa présence permanente sur le continent asiatique, avait envisagé de fermer certaines bases aériennes et navales au Japon (Okinawa) et aux Philippines (Sanigley), et d'étendre sa politique de présence dans l'Océan Indien. Mais l'évolution de la situation

au Vietnam et la mobilisation de la VII^e flotte autour de cet objectif ont contrecarré ses projets. L'engagement américain dans l'Océan Indien remonte, en fait, à 1973 : lors de la guerre israélo-arabe, un porte-avions de la VII^e flotte a été détaché dans l'Océan Indien. Depuis, les forces américaines ont opéré sans interruption dans cette région (1).

(Lire la suite page 22.)
(1) Engelheart, Pacific News, 3 avril 1974.

Face à l'U.R.S.S. et à la Chine, les Etats-Unis prennent la relève

Projet de démilitarisation

rivalités régionales...

L'EVEIL DES RIVERAINS

La rivalité entre grandes puissances n'exclut pas celle de la militarisation croissante de l'Océan Indien. On assiste depuis une quinzaine d'années à un véritable réveil de la majorité des quarante pays riverains de cette zone. Certains se sont affranchis des liens néo-coloniaux et ont choisi le voie socialiste ; ils constituent alors une menace directe pour le système capitaliste dans son ensemble, qui cherche à l'enrayer ; ils sont épaulés par les grandes nations communistes qui s'y livrent parfois à une certaine surenchère idéologique, technique ou militaire. D'autres ont maintenu des liens étroits avec les anciennes puissances coloniales et se sont développés avec les Etats-Unis ; toutefois, la consolidation de leurs économies, la valorisation de leurs ressources naturelles en font des partenaires de plus en plus exigeants, jusqu'à devenir parfois pour le capitalisme occidental des concurrents en puissance.

Certes, la situation reste « soignée » pour les intérêts occidentaux dans quelques secteurs-clés : les archipels de l'est de l'Océan Indien, le Golfe, l'entrée ouest de la mer Rouge (Egypte, Israël, Arabie Saoudite). Quelques « bouillottes surprises » ont même été enregistrées récemment : un coup de barre à droite au Koweït, où l'Arabie a préféré interdire à l'opposition pro-palestinienne de s'exprimer au Parlement et dans la presse, mettant fin à la dernière expérience « libérale » au Proche-Orient (1) ; le coup d'Etat militaire d'octobre dernier en Thaïlande, qui s'est accompagné d'une impitoyable « chasse aux communistes » et devrait par-

mettre à l'armée américaine d'utiliser à nouveau certains dépôts pour des écoles sur la route des Philippines à Diego-Garcia.

Cependant, le caractère totalitaire de la plupart des régimes alliés de l'Occident n'est pas forcément une assurance sur leur vie à long terme :

● AUX PHILIPPINES, pour la première fois depuis l'instauration de la loi martiale en 1972, des émeutes ont éclaté le 10 octobre dernier pour protester contre la « dictature » du président Marcos, et des guérillas « pro-maoïstes » continuent d'entretenir la tension dans certaines régions de l'archipel ;

● EN MALAISIE, une nouvelle chasse aux sorcières révèle l'étendue de l'implantation des secteurs progressistes (deux ministres et le propriétaire du plus grand groupe de presse ont été arrêtés pour activités « pro-communistes ») ;

● A SINGAPOUR, le parti d'action populaire (P.A.P.) du président Lee Kuan-Yew vient d'être exclu de l'Internationale social-démocrate, en raison des services que ce parti fait subir aux opposants ;

● EN INDONESIE, où le régime du président Soekarno n'a dû survivre qu'à la faveur d'un soutien physique de plusieurs centaines de milliers de sympathisants communistes, la corruption a atteint de telles proportions que les plus hautes autorités religieuses — pourtant favorables dans le passé à l'affirmation de l'expansion Soekarno — ont demandé le départ du chef de l'Etat ;

● A TIMOR, le « pacifisme » engagé à la suite de l'invasion de l'île par les forces armées indonésiennes se heurte à la vive résistance du FRETLIN, qui n'a nullement

disparu, notamment dans le sud de l'île, qu'il contrôle en grande partie ;

● EN THAILANDE, la violence même de la répression a eu pour effet de rejeter vers les maquis « rouges » des étudiants et des militants démocrates, accroissant ainsi l'insécurité dans les zones frontalières avec le Laos et le Cambodge (2) ;

● EN IRAN, « pays des mille et une prisons », le régime de feu imposé par le Shah rend pour le moment toute évolution démocratique improbable, mais la présence dans

un avenir proche de plus de cent mille « conseillers » et techniciens américains ou européens pourrait donner un nouveau souffle aux nationalistes radicaux (3) ;

● Dans le sultanat d'OMAN, la corruption et la spéculation entraînent des tensions sociales nouvelles, alors que l'Etat consacre 40 % de son budget aux dépenses militaires afin de se doter d'une armée capable de contenir définitivement la poussée des guérilleros du Front de libération du Dhofar.

(Lire la suite page 22.)

La prolifération nucléaire

DEUX puissances asiatiques poursuivent actuellement des expériences atomiques, en vue de se doter d'un armement de type nucléaire :

● LA CHINE a procédé à son premier essai en 1964. L'essai du 17 novembre 1976 — le vingt et unième depuis le début des expériences et le quatrième pour l'année en cours — a permis de faire exploser une charge de 4 mégatonnes. Selon certaines informations, la Chine atteindrait prochainement le stade des missiles intercontinentaux, et serait en mesure de lancer des missiles de type SLBM (embarqués à bord de sous-marins) à partir de 1982.

● L'INDE a sa première bombe atomique a explosé le 18 mai 1974. Depuis 1970, un plan quinquennal de recherche et d'équipement d'un montant de 1 milliard de dollars est entré en application. Il est destiné à doter le pays des bombes et des vecteurs nécessaires pour équiper son armée. La péninsule produit environ 200 kilos de plutonium par an, ce qui suffit à fabriquer une trentaine de projectiles de faible puissance. L'Inde n'a pas signé le traité de non-prolifération nucléaire.

Plusieurs pays riverains de l'Océan Indien sont sur les rangs, quoiqu'ils ne soient pas encore en mesure de construire eux-mêmes des armes nucléaires :

● Le PAKISTAN, surtout depuis le début des expériences en Inde, manifeste un intérêt croissant pour l'industrie nucléaire. Le projet de construction d'une usine de retraitement du plutonium nécessite à ses besoins, et d'intéresser la clientèle « régionale » (Iran, Japon). L'opposition des Etats-Unis, assortie d'une menace d'interrompre leurs fournitures d'armes à ce pays membre du CENTO, pourrait cependant compromettre le projet.

● L'AFRIQUE DU SUD, qui a conclu récemment avec la France un contrat pour la fourniture d'une centrale nucléaire classique, dispose d'une avance technologique qui pourrait l'inciter à utiliser le plutonium irradié ainsi produit à des fins de recherche militaire (le pays est un des principaux producteurs d'uranium du monde).

● L'IRAN a signé le traité de non-prolifération nucléaire, mais il peut le dénoncer s'il juge que les efforts déployés au Pakistan et en Inde menacent sa propre sécurité. Ses moyens technologiques sont pour le moment insuffisants pour produire des armes nucléaires, mais il a l'avantage, par rapport à beaucoup d'autres pays, de pouvoir... se les payer.

(1) Cf. l'article de Chris Eutsaers : « L'Etat du Koweït devant une baloutiste démocratique » dans le Monde diplomatique d'octobre 1976.

(2) Cf. Le Monde, 13 octobre et 19 novembre 1976 et le Monde diplomatique de novembre 1976.

(3) Trois employés américains de la firme de matériel électronique Rockwell International ont été tués, le 28 août 1976 à Téhéran, par un commando qui aurait déjà à son actif l'assassinat de trois colonels de l'armée américaine depuis 1973.

(Suite de la page 21.)

Leur action a été à une série de critères que le contre-amiral Labrousse résume ainsi :

- Conserver le contrôle de la production et de l'évacuation massive par mer de la gigantesque réserve d'énergie que représentent les pétroles du golfe Persique et de la péninsule Arabique ;
- Défendre l'Afrique, et particulièrement l'Afrique orientale, contre les dangers venant de l'Asie, foyer des communistes et de la révolution permanente chinoise ;
- Ne pas laisser l'U.R.S.S. empiéter le vide créé par le dégellement britannique à l'est de Suez ;
- Aider l'Iran et le Pakistan, sentinelles du golfe Persique ;

Le repli sur les grands archipels

L'EST de l'océan Indien — qui est aussi l'ouest du Pacifique — les Etats-Unis ont entrepris de se replier sur les grands archipels, considérés comme « la ligne de protection naturelle des côtes pacifiques des Etats-Unis » : au centre, ils ont décidé de renforcer leur présence militaire, avec, notamment, Diego-Garcia ; à l'est, du nord au sud, ils sont en train de fortifier leurs alliés principaux — Iran, Arabie Saoudite, Ethiopie, Kenya, — ils favorisent les entreprises de « déstabilisation » dans les pays progressistes — Sud-Yémen, Somalie, Tanzanie, Mozambique, Madagascar — et tentent

— Maintenir en Inde l'effort indispensable pour permettre à ce pays de résister à la pression chinoise tout en disputant la première place à l'U.R.S.S. ;

— Tenir, grâce aux pactes régionaux de sécurité collective (S.E.A.T.O.), les avant-postes du puissant barrage (Thaïlande, Malaisie, Vietnam, Singapour, Philippines) qui sépare l'océan Indien de l'Asie ;

— Conserver l'Indonésie en dehors de la sphère d'influence communiste ;

— Maintenir, avec la Grande-Bretagne, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, une présence militaire dans le Sud-Est asiatique, pour lutter contre l'expansion chinoise et limiter la puissance soviétique (2) ;

d'obtenir un règlement modéré en Afrique australe, pour éviter que les bastions blancs ne deviennent ceux du nationalisme africain.

La partie avancée du système militaire américain à l'est de l'océan Indien — les bases sur le continent asiatique — a beaucoup souffert de l'évolution récente : il a fallu partir — et dans quelles conditions ! — du Vietnam, du Cambodge et du Laos ; les dernières bases occupées en Thaïlande ont dû être évacuées en juin 1976 (il s'agissait de la base aérienne d'Utapao, d'où partaient les bombardiers B-52 pour le Vietnam, et de la

station d'écoute de Ramasoon, qui permettait de surveiller les mouvements de troupes dans toute l'Asie continentale). Et si la présence américaine reste importante en Corée du Sud (quarante-deux mille hommes), Washington cherche à associer de plus en plus la diplomatie nipponne à la « défense » de ce pays.

Le Japon est considéré, par les Etats-Unis, comme leur allié privilégié dans cette zone où il joue un rôle de relais économique (et désormais militaire) comparable à celui de la République fédérale d'Allemagne en Europe. Mais Washington déverse également sur l'Indonésie une pluie de dollars afin de s'assurer de sa fidélité : l'administration Ford a demandé cette année au Congrès de doubler l'aide et les autorisations de vente d'armes à ce pays. Les Etats-Unis ont déjà fourni à l'armée indonésienne les moyens aériens nécessaires pour contrôler les quatre mille îles de l'archipel. Ils leur ont, entre 1970 et 1975, cédé une dizaine de bâtiments de guerre, qui s'ajoutent aux quatorze navires déjà livrés auparavant. L'A.I.D. (Agence internationale pour le développement) a formé des officiers et les responsables de la police. Les commandes en équipements américains pour l'année fiscale 1975-1976 s'élevaient à 48,5 millions de dollars, que Djakarta financerait en partie grâce à ses importantes ressources pétrolières. De plus en plus, l'Indonésie du général Suharto apparaît comme une puissance régionale qui considère que tout changement

d'équilibre intervenant sur la façade est de l'océan indien menace sa propre sécurité.

Hormis la Thaïlande, l'ensemble des pays appartenant à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.) peuvent être considérés comme des alliés sûrs pour les Etats-Unis. Cependant, les responsables américains doivent parfois faire face à ce qu'ils appellent des « crispations nationalistes » : périodiquement, l'un ou l'autre de ces pays penche pour la neutralisation de la zone, et l'Asie brise à une opinion volontiers hostile à la présence de soldats étrangers. La Malaisie (qui fut pendant plus d'un siècle le symbole de la prédominance anglaise en Asie méridionale), les Philippines (où les Américains entretiennent une très grosse base), sont — à l'instar de l'Indonésie — des pays qui se sentent un peu « orphelins » après la défaite américaine en Indochine et le retrait partiel d'un allié auquel ils doivent presque tout, de leurs armes à leur monnaie. Certains, comme le président Marcos (Philippines), sont tentés — malgré leurs préventions — d'esquisser un rapprochement avec Pékin, afin de conjurer un éventuel soutien aux maquis de libération nationale, endémiques dans certaines régions.

Plus à l'est, les deux mille deux cents îles de la Micronésie (Iles Carolines, Mariannes, Palau, Marshall), placées sous le protectorat de Washington du Pacifique ont véritablement « l'air américain ». L'ensemble de ces îlots

où n'habitent que cent vingt mille personnes — sont sous mandat depuis 1947, sous l'appellation de « territoire stratégique ». Le Pentagone y a établi plusieurs bases aériennes ou navales et des relais de télécommunications qui viennent compléter le très solide dispositif Hawaii-Okinawa-Guam. De plus, une ligne nord (Corée, Japon), sud (Australie, Nouvelle-Zélande), qui relie entre eux les principaux alliés des Etats-Unis dans cette région, traverse les archipels de la Micronésie.

Grâce à l'élection, en décembre 1975, d'un gouvernement conservateur à Sidney, les Etats-Unis ont retrouvé un allié de poids dans le Pacifique sud. Le nouveau premier ministre australien, en effet, condamné très nettement, en juin dernier, la politique « neutraliste » de son prédécesseur. Son cabinet considère le projet de « délimitation » de l'océan indien comme utopique et dangereux ; il s'inquiète de ce qu'il considère comme un accroissement de la présence soviétique dans cette zone, et a noué des contacts à ce sujet avec la République populaire de Chine : « A cause de cela, a déclaré le premier ministre australien, nous soutenons le développement de la base Diego-Garcia. Il est contraire à nos intérêts que l'équilibre de la région soit modifié au détriment de notre principal allié, les Etats-Unis. »

(2) « Influences dans l'océan Indien », Forces armées françaises, septembre 1974.

Instruments essentiels de la stratégie américaine

Deux nouveaux gendarmes : l'Iran et l'Afrique du Sud

LES Etats-Unis sont les principaux héritiers de la Grande-Bretagne dans le Golfe. Depuis le début des années 50, la marine américaine entretient d'ailleurs à Bahrein un petit détachement — la Middle East Force — composé d'un bâtiment-amiral, qui croise en permanence dans ces eaux, et de deux frégates ABM ou destroyers relèves périodiquement. Ces unités ont également accès, depuis 1975, à l'île de Madras, une dépendance d'Oman. Depuis 1975, cette force permanente est appuyée plusieurs fois par an par le « task group » détaché de la VII^e Flotte du Pacifique, centré en général autour d'un porte-avions (en janvier et février 1976, par exemple, l'*Enterprise* ; en novembre et décembre 1975, le *Midway*), accompagné d'un croiseur, d'un destroyer et d'un ou deux transports de troupes. Quoique faibles en apparence, ces forces dépassent sans doute en puissance réelle celles qui sont alignées dans cette région par l'Union soviétique. Elles sont aidées dans leurs missions par un réseau très dense d'écoute et de transmissions disposé aux quatre coins de l'océan : Arabie Saoudite, Iran, Égypte, en Ethiopie, Soudan, en Afrique du Sud, Subic-Bay aux Philippines — et, plus récemment, à la base de Diego-Garcia.

Mais, pour l'essentiel, fidèles à l'esprit de la « doctrine de Guam », Washington se repose sur deux alliés de choix : l'Arabie Saoudite et, surtout, l'Iran. Ces pays constituent ainsi l'axe d'une véritable « sainte-alliance » du conservatisme dans le Golfe et le Proche-Orient. Ils se sont d'ailleurs répartis les tâches, Ryad fournissant l'argent, Téhéran occupant de la sécurité. L'Arabie Saoudite, dont les revenus pétroliers sont considérables (mais capotés à la source par un système politique féodal), épaulé financièrement une partie des Etats de la région : elle a notamment ouvert à l'Iran un crédit énorme (1 200 millions de dollars), pour l'aider à faire face à des investissements qui fléchaient la démesure ; elle a également investi des sommes importantes en Égypte, en Jordanie et en Syrie, et entretient dans plusieurs pays, des groupes para-policiers et des associations musulmanes intégristes. L'Arabie Saoudite équipe elle-même son armée, et elle avait, en 1974-1975, le quatrième budget militaire du Proche-Orient (1 575 millions de dollars), derrière l'Égypte (8 310 millions), l'Iran (5 694 millions), Israël (3 563 millions), mais avant l'Irak ou la Libye. Une firme privée américaine, dont le personnel est surtout composé de vétérans des guerres du Pacifique et d'Indo-

chine, a été chargée d'entraîner les unités saoudites (1). Mais le principal agent de la « Pax Americana » dans ce secteur est l'Iran, qui occupe une position charnière dans la partie nord de l'océan indien, avec des ambitions à la mesure de ses moyens. Equipée et formée par les Américains, l'armée du shah des Etats-Unis en Iran est, depuis plusieurs années, M. Richard Helms, ancien directeur de la C.I.A., l'armée iranienne est actuellement en mesure de rayonner dans toute la région, ce qui s'accorde bien avec la conception très extensive que le shah a de la sécurité de son empire. Elle a occupé, en 1971, trois îlots au milieu du détroit d'Ormuz, porte du Golfe : Abou-Moussa, Grande-Tomb et Petite-Tomb ; elle a soutenu activement la rébellion kurde de Jêmir Barzani, puis est intervenue directement — avec près de dix mille hommes, une cinquantaine d'hélicoptères et plusieurs navires de guerre — contre les moudjahidins du Front de libération d'Oman, pratiquement défaits à la fin de l'année 1975 ; elle a aidé, enfin, le régime d'Abdoul Fatah à venir à bout de la rébellion baloutche. Les navires iraniens commencent à prendre en charge une partie de la « sécurité » de la route du pétrole, le

long des côtes arabes et africaines, jusqu'à l'île Maurice et au Cap. En mai 1973, le shah avait confié à l'*Neosel* qu'il comptait bien assurer lui-même la sécurité dans cette immense zone, « puisque l'Amérique répugne elle-même à y jouer le rôle de gendarme ».

Les efforts d'équipement de l'armée iranienne sont également considérables. Avec l'aide britannique, et surtout américaine, la marine iranienne est devenue la plus importante de cette zone : elle dispose de destroyers lance-missiles et de la plus importante flotte d'hydrogénérateurs du monde. Vers la fin de l'année 1975, ont été commandés en 1974 aux Etats-Unis et commencent à être livrés. Une industrie nationale d'armement est en cours d'installation, en étroite collaboration avec les principaux constructeurs américains, notamment Hughes Aircraft, Northrop Corporation et Rockwell International. En 1980, l'Iran pourrait être en mesure d'assurer totalement la maintenance de son matériel. Washington estimait que la réalisation de tous les contrats militaires et économiques conclus par l'Iran avec les seuls Etats-Unis rendra nécessaire, à partir de 1980, la présence de cent cinquante mille Américains dans le pays (2).

Le budget militaire iranien, qui n'était encore que de 8,5 millions de dollars en 1960, atteint maintenant 5 milliards environ. Les dépenses principales concernent l'aménagement d'un anneau de bases autour des côtes iraniennes, à Kharak, Bushehr et Kish, Bandar-Abbas, sur le détroit d'Ormuz, est un complexe militaire d'un coût de 200 millions de dollars, et Chahabahr, une base aéronavale près de la frontière pakistanaise, supportant un investissement de 600 millions de dollars, ce qui en fera, vraisemblablement, la plus grande base aéronavale de tout l'océan indien. Les sommes en jeu sont si fabuleuses que les « barons » ne sont pas rares : le 23 février 1976, l'ancien commandant en chef de la marine iranienne ainsi qu'une douzaine d'officiers supérieurs ont été accusés d'avoir détourné d'importantes sommes de firmes américaines spécialisées dans le matériel de télécommunications à destination de ces bases du Golfe.

(1) Rechid Javad, « Main basse sur le Mésopotamisme », *Afrique-Asie*, 12 juillet 1976.

(2) Pacific News Service, 3 avril 1974 ; *L'Economiste du tiers-monde*, juin 1974.

(Suite de la page 21.)

A plus court terme, néanmoins, la situation est extrêmement préoccupante pour les intérêts occidentaux sur toute la façade est-africaine, de la sortie de la mer Rouge aux îles du sud de l'océan Indien. En quelques années, en effet, une sorte de « barrière progressiste » s'est peu à peu constituée, qui tend à « décoller » les tendances pro-occidentales de l'Afrique de l'Ouest du Centre, et menace la nouvelle route du pétrole. Un rapide survol de cette « barrière », du nord au sud, permet d'évaluer les changements intervenus :

● **YEMEN DU SUD** (Aden) : cette République « démocratique » (depuis 1970) a dû limiter récemment son aide au mouvement de libération du Dhofar et se rapprocher de l'Arabie Saoudite (son « ennemi historique »), afin d'éloigner de ses frontières les troupes iraniennes appelées par le sultan Qabous, « illé » de Ryad. Mais elle reste un foyer actif de l'anti-impérialisme militant dans cette région.

● **ETHIOPIE** : dans l'ancien empire, la « révolution » paraît de plus en plus introuvable ; les exécutions et règlements de comptes se succèdent au sein d'une classe dirigeante

où la « ligne conservatrice » semble avoir marqué des points en 1976. Mais, en dépit d'une reprise de la coopération militaire avec les Etats-Unis, le pays ne présente plus pour les intérêts occidentaux une sécurité suffisante : des régions entières sont rebelles et le pouvoir central ; la parti révolutionnaire du peuple éthiopien (P.E.R.P.) développe clandestinement son implantation ; et les deux fronts de libération de l'Érythrée (F.L.E. et F.L.P.) poursuivent un combat de guérilla qui dure depuis seize ans, compromettant les accès de l'Éthiopie à la mer Rouge.

● **DJIBOUTI** : l'issue du référendum sur l'indépendance que la France s'est résignée à organiser pour le début de l'année prochaine ne faisant aucun doute, la question est de savoir quelle forme de régime choisira la population de ce petit pays, et quels rapports de coopération il établira avec la France (qui voudrait sauvegarder une partie au moins de ses intérêts militaires), l'Éthiopie (qui tient à ce débouché ferroviaire et portuaire sur l'océan indien), la Somalie (qui redoute à la fois le maintien de la présence coloniale française et d'une annexion par l'Éthiopie). Un débat interne qui n'est pas tranché — met sur prise la Ligue populaire pour l'indépendance de Hassan Gouled et Ahmed Dini (une formation multiraciale aux options socialistes encore timides, mais très largement majoritaire

dans le pays), à des mouvements d'extrême gauche plus pressés d'en finir avec la présence française, mais minoritaires et divisés (le F.L.C.S., basé à Mogadiscio ; le M.P.L., à dominante Afar).

● **SOMALIE** : si Djibouti parvient à conquérir une indépendance qui ne soit pas purement formelle, c'est en grande partie à ce pays qu'il le devra. L'ancien « creuset d'ombres » de la corne orientale de l'Afrique vient de fêter le septième anniversaire de la prise du pouvoir par les forces progressistes : cette société nomade s'est lancée à la découverte d'une vie nouvelle, obtenue des résultats considérables dans la lutte contre le sous-développement, la sécheresse, l'analphabétisme, et dans la sédentarisation des pasteurs, où tant de régimes ont jusqu'à présent échoué. Cette République démocratique » constitue un des pôles progressistes les plus solides de la région ; elle appuie activement les luttes de libération sur le continent (sous la présidence de Siad Barre, chef de l'Etat somalien, l'O.U.A. avait vécu en 1974-1975 une année faste, comparée à celles qu'elle a connues depuis), et sert ostensiblement de pont entre le monde arabe et l'Afrique noire.

● **KENYA** : c'est le « golden boy » de la côte est-africaine, et le capitalisme y règne en maître. Cependant, le pays, dirigé par le vieux « Mzee » (le « guide » Kenyatta), traverse une phase difficile : il importe en même temps leur inflation ; la Communauté est-africaine est l'ombre d'elle-même ; les inégalités sociales et raciales restent la règle, et l'augmentation du chômage et de la corruption introduit un élément explosif dans une vie politique déjà fort agitée depuis l'assassinat d'un ancien ministre en 1975 et l'empressement de plusieurs députés contestataires, sans que, pour autant, le problème de la succession de président Kenyatta soit réglé.

● **ZAMBIE, RHODESIE, MALAWI, BOTS-WANA** : sans être à proprement parler riverains de l'océan indien, ces pays en dépendent étroitement pour leurs approvisionnements. La Zambie, toute occupée à ménager les voies de passage à son cuivre, s'était engagée imprudemment dans le Real-politik de M. Vorster et a dû faire marche en arrière depuis que l'UNITA de M. Jonas Savimbi a essuyé une défaite en Angola. En Rhodesie, alors que la conférence de Genève marque la fin, une extension de la guérilla paraît inévitable ; la division des nationalistes en factions concurrentes pourrait alors se résorber sur le terrain, tandis qu'une communauté d'origine européenne ancrée dans ses coutumes et ses privilèges aurait à payer le prix fort. Le Malawi et le Botswana, très liés

jusqu'ici à l'Afrique du Sud, ont profité du grand remue-ménage en Afrique australe pour prendre leurs distances avec leur encombrant voisin.

● **TANZANIE** : Le plus ancien des pays progressistes de la côte est-africaine vit des temps difficiles. Sa production agricole est tombée ; les prix ont fortement augmenté, obligeant le gouvernement à faire des économies sur tous les budgets sociaux ; l'expérience de l'Union des villages socialistes a marqué le pays ; les concessions au « modèle » occidental se multiplient (accès aux cultures d'exportation, appel aux capitaux étrangers). L'achèvement de la voie ferrée du Tazara, la solidité de l'Etat fédéral de Zanzibar et l'indépendance du Mozambique (qui doit beaucoup à la solidarité tanzanienne) lui promettent cependant un avenir plus engagé, pour autant qu'une nouvelle impulsion soit donnée au mouvement populaire.

L'explosion nationaliste

● **MOZAMBIQUE** : Pour cette ancienne colonie portugaise, c'est l'un des plus difficiles, et le début d'une reconstruction difficile qui passe d'abord par la réorganisation du monde rural, l'implantation du parti dans les zones qui n'ont pas connu la guerre de libération, la destruction de l'administration héritée de l'époque coloniale. Tout en continuant à dépendre de ses relations économiques avec l'Afrique du Sud, le Mozambique est désormais le principal animateur du front des « Etats de première ligne », et accorde une priorité au règlement de la question rhodésienne.

● **AFRIQUE DU SUD** : L'« opération Kissinger », qui a pour but essentiel de préserver les intérêts occidentaux en Afrique du Sud en sacrifiant au besoin les Blancs de Rhodesie et de Namibie, s'est heurtée à une explosion de révoltes parmi la jeunesse sud-africaine à partir de juin dernier, prenant la doctrine de l'apartheid à revers. L'explosion nationaliste a éclipsé l'accession à l'indépendance du Transkei, sur laquelle comptait le régime de M. Vorster pour faire voler les « solutions » qu'il préconise en Afrique australe.

● **MADAGASCAR** : Au terme d'une des périodes les plus agitées de son histoire (un président assassiné et quatre chefs d'Etat successifs en l'espace de six mois, en 1975), la grande île du sud de l'océan indien a élu un président, en jouant militairement l'option de son président, en jouant militairement l'option de son président, en jouant militairement l'option de son président, qui s'est appuyé sur les principaux partis de gauche. Cependant, la mise en appli-

LE POTENTIEL AERONAVAL DES PAYS RIVERAINS

	Arabie Saoudite	Iran	Yémen	Kenya	Malawi	Inde	Indonésie	Philippines	Thaïlande	Malaisie	Australie	Indonésie
Sous-marins	3											
Forces aériennes	3											
Croiseurs	3											
Escorteurs	3											
Escorteurs < 1 500 t.	1											
Patrouilleurs	1											
Vedettes L.M.	1											
Vedettes L.M.	1											
Amphibies	1											
Aéronavale embarquée (hélicoptères/avions)	1											
Aéronavale basée à terre (98-100 avions/divers)	24											

(1) Relevé de la R.A.A.F.

Source : revue Défense nationale, février 1976.

مركز الدراسات والبحوث

L'intervention des Etats-Unis sur la façade orientale de l'océan Indien a été assez tardive. Mais impressionnée par l'échec de ses alliés en Angola, en février 1975, la diplomatie américaine paraît décidée — comme l'ont affirmé à plusieurs reprises le président Ford et le secrétaire d'Etat Kissinger — à ne plus tolérer une nouvelle pression de l'Union soviétique sur le continent africain. Elle s'inquiète, notamment, de la multiplication des causes de conflit en Afrique orientale, et veut renforcer le potentiel militaire de ses alliés ayant une frontière avec des pays jugés « pro-soviétiques ». Les rapports de la C.I.A. indiquent en effet que l'U.R.S.S. a attribué 300 à 350 millions de dollars d'aide militaire à l'Angola en l'espace de deux ans, alors que l'armée zairaise dispose de très peu d'armement sophistiqué ; ils estiment aussi que la balance des forces est devenue fortement défavorable au Kenya, par rapport à l'Ouganda, qui reçoit des armes d'U.R.S.S. ; et qu'elle serait dans un rapport d'un à trois pour les blindés entre l'Éthiopie et la Somalie ; ils insistent aussi sur le degré d'entraînement et de sens de la discipline des armées somaliennes et angolaises, par rapport à ceux des voisins ou à un certain désordre et à l'impressionnisme sont sensibles. Le but poursuivi par les Etats-Unis est donc officiellement de « maintenir un équilibre menacé ». Pour 1976, Washington a décidé d'attribuer à l'Éthiopie, au Zaïre et au Kenya des crédits militaires qui se montent, pour le moment, à 325 millions de dollars. L'Éthiopie en sera la principale bénéficiaire. Ce pays a été longtemps l'un des « pionniers » américains sur le continent, au « chasse-garée » : Washington

préférait, ailleurs, laisser leur leadership aux anciennes métropoles britannique et française. En échange d'un appui à Baïda Sélassié pour obtenir des Nations unies le rattachement de l'Érythrée à l'empire, ils avaient obtenu, en 1953, la signature d'un traité militaire qui leur ouvrait des facilités importantes, avec notamment la base d'écoute et de télécommunications de Kagnaw, en Érythrée, qui leur a permis de surveiller la mer Rouge, l'Afrique orientale et centrale et l'océan Indien. Entre 1953 et 1970, l'Éthiopie a ainsi reçu 20 % de toute l'aide économique et les deux tiers de toute l'aide militaire américaine attribuée au continent ; en 1970, le Pentagone avait armé et entraîné quarante mille soldats et, en 1974, il avait encore mille cinq cents soldats et techniciens en service à la base de Kagnaw.

Cet appui a été diminué lorsque l'empereur a été déposé et que le régime militaire a paru pencher vers le socialisme. Mais les Etats-Unis ont préféré surmonter leurs réticences, tenant compte de la persistance de la rébellion en Érythrée et de la perspective de l'indépendance à Djibouti, avec un conflit possible avec la Somalie. D'octobre à juin 1976, l'armée éthiopienne a passé commande pour 100 millions de dollars ; selon certains calculs, Addis-Abeba aura reçu, entre 1975 et 1977, 200 mil-

lions de dollars de crédits militaires américains, pour remplacer un matériel en grande partie démodé. La présence d'une fraction d'officiers pro-soviétiques au sein du Derg, le conseil militaire qui dirige le pays, inquiète cependant la diplomatie américaine, tout comme la conclusion récente avec Moscou d'un accord d'aide économique. Washington a également résolu de miser sur le Kenya — la « golden bay » de la côte est-africaine — qu'il considère comme menacé militairement par la Somalie au nord et l'Ouganda à l'ouest. De plus, l'économie kenyana, comme celle de l'Ouganda et de la Tanzanie, est entravée par la dislocation progressive de la communauté est-africaine : une certaine usure du régime de M. Kenyatta, un des chefs d'État les plus âgés du continent, est également perceptible. L'aide américaine à une armée qui est restée une des plus faibles d'Afrique est donc la bienvenue. Elle permettra, pour la première fois, d'acquiescer à la demande de 4 millions de dollars. En attendant de pouvoir livrer les douze bombardiers Northrop F-5 promis par M. Kissinger en avril 1976, les Etats-Unis ont dépêché, en juillet, un porte-avions et quelques unités de la 7^e flotte au large de Mombasa, afin de dissuader l'armée ougandaise de faire usage de ses armes (3).

« Bantoustans » (qui consiste à regrouper les Africains par ethnies, dans des réserves enclavées et présentées comme « indépendantes ») ; lancer un train de mesures pour favoriser rapidement l'éclosion d'une classe moyenne et d'une petite bourgeoisie africaines, susceptibles d'accéder à des emplois qualifiés, de constituer un nouveau marché pour l'économie sud-africaine et de calmer l'ardeur des éléments les plus radicaux de la communauté noire.

Il y a évidemment dans ce plan plus d'inconnues que de certitudes. Son principal défaut est d'arriver bien tard, à un moment où la parole est aux armes et à l'émeute. Les Blancs de Rhodesie et d'Afrique du Sud se fortifient dans leur image de « champions du monde libre », de « défenseurs de l'Occident chré-

tien », face à la « marée sauvage » des Africains. De telles certitudes trompent les énergies plus vives, ne facilitent les négociations. Il n'est donc pas sûr que les Etats-Unis parviennent à éviter l'apparition directe des grandes puissances dans une bataille qui s'annonce extrêmement dure et dommageable pour tous (4).

PHILIPPE LEYMARIE.

(3) International Herald Tribune, 20 et 22 juillet 1976.
(4) Pour une analyse plus détaillée, voir notamment l'étude de Robert A. Manning dans le Monde diplomatique de septembre 1976 : « La nouvelle politique des Etats-Unis en Afrique », et l'article de Morton, Huitmanet Kramer, dans Politique étrangère, mars-avril 1976 : « Afrique australe : détente ou duperie ».

La guerre des détroits

Le nord de l'océan Indien est une véritable souricière, avec plusieurs « mers intérieures » et une série de détroits par lesquels il faut obligatoirement passer. Au nord-est, sur la route vers l'Extrême-Orient et le Pacifique, les principaux passages sont :

— Le DRET DE MALACCA, long passage entre la péninsule malaise et l'île indonésienne de Sumatra qu'il contourne. Bien que profond de vingt-cinq mètres seulement par endroits, ce passage est le plus fréquenté de tous : trente-cinq navires chaque jour en moyenne, dont les deux tiers sont des pétroliers à destination de l'Extrême-Orient et des îles et archipels du Pacifique. C'est également la voie privilégiée des navires de guerre britanniques et américains. Soucieux d'éviter les risques de collision — en janvier 1976, par exemple, un pétrolier japonais de près de 200 000 tonnes s'était échoué, laissant échapper des flots de carburant —, les pays riverains ont l'intention d'étendre leurs eaux territoriales à 12 milles marins, ce qui aurait pour effet de « nationaliser » le détroit et de mettre fin au principe du « transit libre ». Les bâtiments spéciaux — pétroliers, sous-marins, bateaux de guerre — devraient alors obtenir des autorisations spéciales, soit contourner le sud de l'Australie (ce qui reviendrait, par exemple, à augmenter de 40 % environ le coût du transport de la tonne de carburant) ;

— Le passage par les DRET DE LOMBOCK (à l'est de Java) ET DE MACASSAR (entre Bornéo et les Célèbes) est plus long de 1 850 kilomètres (soit quatre jours de route). Il a l'avantage d'être très profond et de permettre le passage de sous-marins en plongée ou de bâtiments de fort tonnage. Mais on estime, par exemple, que la perte occasionnée par une telle déviation équivaldrait à 5 millions de yens en moyenne par jour et par bateau se rendant au Japon.

— Les DRET DE LA SONDE (entre Sumatra et Java) ET DE TORRES (le long de Timor) sont très dangereux en raison de leur faible tirant d'eau.

La question de la liberté de navigation dans ces détroits a été abordée au cours de la conférence mondiale sur le droit de la mer, réunie en mars et en août 1976 sous l'égide des Nations unies, à laquelle les représentants de sept pays ont participé. Les Nations unies ont proposé d'étendre leurs eaux territoriales à 12 milles marins et de créer une zone d'exclusivité économique (pêche, ressources minières) jusqu'à 188 milles (347 kilomètres) (1).

Les pays occidentaux ont fait valoir que cette extension des eaux territoriales équivaldrait à entraver la liberté de navigation de cent vingt détroits importants dans le monde. Le droit, pour les pays riverains, d'exiger alors le passage innocent des navires obligerait, par exemple, les sous-marins à traverser en surface et à arborer leurs couleurs, ce qui ôterait aux dispositifs secrets de dissuasion nucléaire une grande partie de leur crédibilité.

Cette éventualité a eu évidemment pour effet de renforcer les Américains dans leurs projets d'agrandissement de la base de Diego-Garcia. Le contre-amiral Labrousse note que le porte-avions américain Enterprise, lors de la guerre du Bangladesh, avait mis sept jours pour rallier les côtes indiennes par le détroit de Malacca, mais qu'il en aurait mis quinze s'il avait dû contourner l'Australie, et qu'il en mettrait deux seulement lorsqu'il pourra partir de Diego-Garcia... (2).

(1) Voir le Monde diplomatique de mars 1976 : les rivalités économiques et le droit de la mer », par Emmanuel du Pontavice.
(2) Défense nationale, février 1976.

Afrique du Sud

Suez : la couleur des pavillons

« D » 6 juin à août 1976, par exemple, 1 665 navires ont franchi le canal de Suez, dont 146 cargos et 129 pétroliers. Huit cent trente-sept d'entre eux, dont 121 pétroliers — soit 29 % du total, 49 % des cargos et 53 % des pétroliers — relèvent des nations occidentales. L'alliance atlantique, à l'intérieur du groupe occidental, groupe 633 navires, soit 38 % du total général. Les pays du Marché commun ont rassemblé 623 navires, soit 25 % de l'ensemble. La Grèce, de son côté, a fait transiter 189 navires. On peut mesurer à ces chiffres l'importance que représente pour l'Europe la réouverture du canal. Par contre, les Etats-Unis n'ont participé que pour 27 navires. Pour les pays socialistes de l'Est, on a compté 479 navires, dont 66 pétroliers — soit 29 % du total, 28 % des cargos et 32 % des pétroliers. Dans ces chiffres, l'U.R.S.S. intervient pour 215 navires, dont 34 pétroliers et la Chine pour 63 navires. Parmi les autres nations, ont fait transiter 36 navires, dont 28 pétroliers, soit 21 % du total général. Naturellement, la plupart des grandes puissances ont également utilisé le canal pour leurs navires de guerre, l'U.R.S.S. étant largement en tête.

« Extraits de L'océan Indien demeure-t-il une zone de paix ? », par le contre-amiral H. Labrousse, Revue de Défense nationale, février 1976.

cation des principes essentiels du Livre rouge se fait attendre, et la gauche reste très divisée sur le rythme et les moyens de la révolution, à défaut de l'être sur les objectifs (une partie des dirigeants de l'extrême gauche sont d'ailleurs en prison depuis septembre 1976). Le régime doit aussi se protéger des convoitises des grandes puissances occidentales, à l'égard d'un des principaux verrous stratégiques du sud de l'océan Indien, au bord du canal du Mozambique et non loin des côtes sud-africaines.

● LA REUNION : En se rendant dans ce département français d'outre-mer en octobre dernier, le président Giscard d'Estaing a voulu marquer la volonté de la France de rester présente dans le sud de l'océan Indien. Mais la poussée autonomiste, qui est surtout le fait du parti communiste de Paul Vergès et de ses alliés socialistes et chrétiens, ne se relâche pas depuis plusieurs années et préoccupe les dirigeants français.

● COMORES : Indépendant depuis 1975, l'archipel est conduit par un gouvernement progressiste qui a coupé les dernières amarres avec la France après que celle-ci lui ait retiré l'île de Mayotte, ainsi que ses crédits et ses fonctionnaires. Le jeune Etat s'est rapproché des pays africains progressistes et a réagi à la condamnation de la France dans l'Assemblée des grandes organisations internationales. Le gouvernement français, après une période d'hésitation, paraît d'ailleurs décidé à faire marche arrière à propos de Mayotte : il s'efforce de calmer les « ultras » de la recolonisation, qui se recrutent essentiellement dans les milieux de la droite réunionnaise et au sein du Parlement français.

● SEYCHELLES : Indépendant depuis juin 1976, le petit archipel est dirigé par une coalition qui regroupe la droite pro-occidentale et la gauche socialiste tiers-mondiste. Trois des îles qui composent — avec Diego-Garcia — le territoire britannique de l'océan Indien (B.I.O.T.) lui ont été restituées.

Les ambiguïtés du non-alignement

La plupart de ces pays, conscients des risques que la militarisation de l'océan Indien fait courir à leur propre sécurité et — en ce qui concerne plus spécialement les pays socialistes — à la poursuite de leurs expériences politiques, sont hostiles à la présence de flottes et de bases étrangères. L'idée de faire de l'océan Indien une « zone de paix », lancée au début des années 70, leur apparaît. En 1971

aux Nations unies, sur proposition de Sri-Lanka, une motion en ce sens a été adoptée par cinquante « oui », sans aucun « non ». Mais quarante-neuf pays se sont abstenus, dont l'U.R.S.S., la France, l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le premier ministre de Sri-Lanka, avait notamment fait valoir que « l'idée de zone de paix est inhérente à celle de non-alignement qui veut que le sol, l'espace aérien et les eaux territoriales des Etats soient fermés aux conflits et rivalités des grandes puissances » (4). La résolution adoptée demandait aux grandes puissances d'arrêter l'escalade militaire et d'éliminer toutes bases, toutes installations militaires, tous moyens de destruction massive (en particulier nucléaire) mais en place dans le cadre de la rivalité des blocs militaires.

Sur cette lancée, l'ONU a mis sur pied un comité spécial de l'océan Indien, qui a reçu pour mission d'établir un état concret de la présence militaire des grandes puissances, « en particulier sur le plan des déploiements navals ». Son rapport, terminé en 1973, a été révisé en 1974 à la suite de protestations de l'U.R.S.S. et de l'Éthiopie, qui contestaient certaines informations. La même année, l'Assemblée générale demandait aux Etats du littoral et de l'arrière-pays de se consulter en vue d'une conférence générale sur l'océan Indien. De larges débats se sont tenus en novembre 1975, dans le cadre du comité spécial, mais l'hétérogénéité du « front » des pays favorables à la création d'une zone de paix et la mauvaise volonté des grandes puissances ont interdit toute initiative spectaculaire des grandes puissances. L'amiral Elmo Zumwalt, ancien chef des opérations navales américaines, a clos le débat en se montrant en déclarant publiquement que « proclamer l'océan Indien zone de paix est une conception très dangereuse que les Etats-Unis ne peuvent accepter ». Les Soviétiques, de leur côté, tout en se déclarant favorables à l'idée, ont fait valoir que l'établissement d'une « zone de paix » sans destruction préalable des implantations existantes équivaldrait à entraver une situation d'inégalité « par rapport aux nations impérialistes ».

Plusieurs réunions régionales ont tenté de donner au projet de délimitation des zones plus solides. La première s'est tenue à Madagascar, le 30 juin 1973, à l'initiative du Conseil mondial de la paix ; elle rassemblait les délégués de diverses organisations progressistes des pays riverains du canal de Mozambique et des îles du sud de l'océan Indien. Une conférence plus large, à New-Delhi en novembre 1974, devait reprendre les conclusions du colloque de Tananarive à propos de la « stratégie des îles », en gardant notamment à l'esprit l'exemple limite de Diego-

Garcia : « La problématique en ce qui concerne les îles est particulièrement importante dans le contexte général de la militarisation impérialiste de l'océan Indien. C'est là qu'en est la clé. Dans ces îles, l'impérialisme trouve des conditions propices pour sa stratégie globale. Elles sont éparpillées dans une vaste zone ; leurs économies précaires, leurs statuts juridiques disparates et leur isolement les rendent vulnérables. »

Cependant, au-delà des déclarations de bonnes intentions reprises ci et là, force est de reconnaître que les pays riverains de la zone de l'océan Indien, bien que tous en principe attachés à la politique de la « zone de paix », présentent un front peu homogène. Le moins des ambiguïtés, dans ce cas, n'est pas la situation qui prévaut entre les grandes nations riveraines du nord de l'océan. Ainsi l'Inde, partie du non-alignement, chaud partizan de la délimitation, n'est pas moins devenue elle-même une puissance militaire non négligeable : un million de soldats (en effectif), l'armée indienne est la quatrième du monde, des escadrons de « Mig 21 », des chars construits sous licence britannique, une flotte en voie de renforcement, plusieurs bases navales et un armement nucléaire en cours de mise au point, enfin une

coopération assez étendue avec l'Union soviétique. C'est là une politique de dissuasion et de sécurité, plus qu'une manifestation impérialiste de puissance et de dégoût. Comme telle, elle ne manque pas d'inquiéter le Pakistan, allié traditionnel des Etats-Unis dans cette région qui s'est ainsi rapproché de la Chine, et doit par ailleurs demander l'appui des Français pour venir à bout de la rébellion dans le Baloutchistan, à la frontière afghane. L'Inde se heurte également au désir d'hégémonie manifesté avec une vigueur croissante par l'Iran — porteur, lui aussi, de la création d'une « zone de paix », mais qui rangeait plutôt sous cette appellation une version élargie de l'ancien pacte militaire de l'Organisation du traité central (CENTO), destinée à « barrer la route au communisme international » et à faire contrepoids à la montée en puissance de l'Inde. Si donc chacun se rattache officiellement au même idéal, il y a souvent bien loin du cœur aux lèvres ; et des rivalités régionales de plus en plus vives paraissent finalement le projet de délimitation de l'océan Indien au même titre que les intérêts contraires des grandes puissances.

Ph. L.

(4) Cité par Michel Robert dans La Réunion : Ombres sur l'indépendance (IDOC-France, l'Est-matin, Paris, 1976).

Ile Maurice : les vents contraires

L'ILE Maurice — huit cent mille habitants à l'étroit sur une île caillouteuse, une mosaïque de races et de langues — n'est depuis son accession à l'indépendance, en 1967, une politique étrangère des plus paradoxales. Les traitements au sein du gouvernement étaient de règle lorsque des hommes aussi différents que MM. Gaëtan Duval, l'ancien responsable des affaires étrangères, et Seewoosagur Ramgoolam, l'actuel premier ministre, y cohabitaient : quand le premier venait les chaires de Paris et prenait le thé avec Mme Vorster (épouse du premier ministre sud-africain), le second faisait jouer les grandes orgues contre l'apartheid, et regardait plutôt du côté de New-Delhi ou de Pékin.

M. Gaëtan Duval est retourné dans l'opposition en 1973, mais la diplomatie mauricienne n'en a pas moins poursuivi sa vaisselle : un jour, le premier ministre s'opposait gravement à une porte sur le buste de Léning ; le lendemain, il était le « colonialisme soviétique ». Pour la réunion de « sommet » de l'O.U.A. en juin, à Port-Louis, il ordonne de retirer les oranges Outspan des étiquettes, d'interrompre le service d'Alf Mauritian vers Johannesburg et de filtrer les arrivées de touristes sud-africains ; mais, quelques semaines plus tard, les grands hôtels construits avec des capitaux sud-africains affichent à nouveau complet, l'avion mauricien (en fait, celui d'Alf Madagascari, affecté pour la circonstance) reprend ses vols.

Ainsi l'île Maurice, qui assure jusqu'en juin prochain la présidence de l'O.U.A., a-t-elle pris l'habitude de voter courageusement... contre elle-même dans la plupart des grandes instances internationales.

Cartes, il est difficile d'être une île et de survivre à des siècles de monoculture coloniale. La tentation est grande d'ouvrir la porte à tous les vents, y compris les plus contraires. Mais la capitulation du gouvernement mauricien dans l'affaire de Diego-Garcia a suscité des réactions hostiles dans une partie de la presse et de l'opinion mauriciennes. Les élections du 20 décembre prochain diront si ces exercices un peu périlleux doivent ou non se poursuivre...

LE QUART D'HEURE DU CHOIX

Par YVES FLORENNE

A U terme d'une introduction où se projette, avec la philosophie de son livre, une inquiétude lucide éclairée par l'espoir, André Fontaine, qui ne cultive point les sombres plaisirs de nos chevaliers de l'Apocalypse, s'élève contre l'identification fatale de ce dernier quart de siècle au « dernier quart d'heure de l'espèce » (1). Reste que, si ce n'est pas, Dieu merci ! le dernier pour vivre, il n'est pas exclu que ce soit à peu près le dernier pour choisir entre la vie et la mort. Il est tout de même significatif de trouver, chez André Fontaine, comme dans la Guerre civile mondiale de Jacqueline Grapin et J.-R. Pinatel (2), la même expression qui, pour être classique, n'en est pas moins d'un optimisme très relatif : pour l'humanité, « le pire n'est pas sûr ». C'est pour qu'il la soit moins encore que Pierre Chassan et Georges Sauter — « comment éviter le suicide de l'Occident ? » — dénoncent l'épidémie lentement mortelle de « peste blanche », c'est-à-dire la désespérance généralisée, l'indifférence à la vie, le refus de tout système de valeurs... (3) L'historien et le journaliste, chacun avec ses lumières propres, exposent le mal, cherchent les remèdes, au cours d'un dialogue qui est examen clinique et diagnostic du monde.

I L en va de même de « la guerre civile mondiale », magistralement décrite, selon la spécialité respective des auteurs, sous le double et inséparable aspect militaire et économique qui forment une seule et même stratégie, et où éclatent l'impérialisme, le système, l'égoïsme « sacré », assomés d'hypocrisie, et au bout du compte l'avènement des « Grands ». Il s'agit donc d'une « guerre civile planétaire ». André Fontaine, lui, parle quelque part des « guerres dites civiles ». Les deux réalités s'entrecroisent et se confondent d'autant mieux que les guerres dites civiles, qui sont aussi des guerres « étrangères » par peuples interposés, ne sont nullement civiles mais intégralement militaires. Aussi, ce qu'André Fontaine, historien témoin de son temps, prononce pour les citoyens ennemis d'un monde déchiré, c'est quelque chose comme un discours sur l'état de la Démocratie.

Au vrai, c'est un vaste tableau bien ordonné, où non seulement rien n'est oublié — ni Chypre ni les Kurdes — mais encore tout est en relation et communication, de sorte que ce tout nous est donné à voir dans son ensemble, de la surface aux profondeurs. L'esprit de synthèse réussit à présenter cet univers obscur, affrondi, fracturé, dans une seule perspective à plusieurs étages et largement éclairée.

Au centre, bien entendu, l'étrange « condominium », dans l'ombre immense de la Chine. Or, on est frappé par un mot qui revient à propos des superpuissances. C'est l'« impuissance ». Leur seule indiscutable et souveraine toute-puissance n'est-ce pas, somme toute, celle de destruction ? Une autre impuissance, malheureusement moins active, et même léthargique : celle de l'Europe. Cette fois, les mots prononcés sont « démission », « agonisation ». Qui donne le coup de grâce ? Une citation d'Henry Kissinger — datée de 1966 — prête à rêver : sur le prix que l'Amérique devrait accepter de payer pour une Europe unie et indépendante. Il est bien triste, note André Fontaine, que, devenu secrétaire d'Etat, il ait cessé de comprendre ce qu'il expliquait et ce qu'il n'expliquait pas. Mais enfin, la vraie faute est toujours à qui ne sait pas vouloir être soi ; pis : à qui ne veut pas être, du tout. Il y a, lui et là, des mots d'une amère

mélancolie sur l'abdication politique de l'Allemagne et de quelques autres, sur l'Italie et la Grèce, sur les Français et de plus en plus nombreux à être moyennés, sur une Grande-Bretagne « qui semble ne plus aspirer qu'à vivre de sa future rente pétrolière ». Alors, peuples à la retraite ? Et, pourtant, par là aussi réent les guerres civiles. Ce n'est pas seulement pour le Proche-Orient que valent les adjurations émouvantes qui sont aussi de simples raisons politiques : « s'accepter », « vivre ensemble ».

Il arrive d'ailleurs qu'il ait place pour la solidarité, l'amitié humaine. « Rejoignons-nous », écrit André Fontaine, d'avoir encore tant à faire, tant à aimer, tant à apprendre, même si cela doit signifier aussi tant à souffrir. Au premier rang de ce qu'il y a tant à aimer, il ne craint pas de placer son propre pays, ce qui est évidemment fort démodé, plutôt ridicule, — sauf en Russie et en Chine. Ce qui lui vient aux lèvres, ce sont des thèmes de la France : « Fille aînée de l'Eglise, mère des Lumière, prophète des révolutions, gardienne d'un langage ».

Autre ridicule qu'il brave : croire qu'il n'y a pas de salut dans une politique sans morale. Il est bien remarquable que trop de nos puissances violent des exemples et des modèles de la morale des peuples. Les terribles, qui sont d'ailleurs châtées à la fin. Est aussi dénoncée l'idolâtrie, prétendument « scientifique », de « sainte Histoire ». Bref, à force de justifier la fin par les moyens, on verra les moyens perdre la fin de tout.

André Fontaine rappelle que, si Hitler et Mussolini sont morts, le fascisme est toujours vivant. « Contrairement à ce qu'on a trop tendance à croire à gauche, l'histoire ne trahit pas toujours, mais s'en fait, dans le sens de la justice. Encore moins dans celui de la liberté. » Bon avertissement. Peut-être notre histoire nous a-t-elle trop gâtés, car, pour nous, au bout du compte, et presque à miracle (à quel prix, il est vrai), c'est à peu près ainsi qu'elle a trahi. Il en est de l'histoire comme des femmes : fol ou scepticisme, en le doit à celle avec qui on vit.

D ONC, les plus confiants s'accrochent : le pire n'est pas sûr. Mais quel pire ? Il est troublant que le plus intelligent des auteurs nous laisse le sentiment de l'instinct de conservation se déformer et qui n'ait qu'une grande passion collective : sa propre destruction. Ce qui vaut peut-être mieux que le triomphe définitif de la parité fourmillière. Entre les deux, ce qu'il y a de plus profond en lui a peut-être choisi.

Il reste heureusement d'autres voies, mais étroites. Le dernier quart de siècle est au carrefour. On s'engagera-t-il ? André Fontaine cite un proverbe chinois, qu'il soupçonne d'ailleurs d'avoir été fabriqué par un homme de bien, mais s'en fait, dans le sens de la justice. Encore moins dans celui de la liberté. » Bon avertissement. Peut-être notre histoire nous a-t-elle trop gâtés, car, pour nous, au bout du compte, et presque à miracle (à quel prix, il est vrai), c'est à peu près ainsi qu'elle a trahi. Il en est de l'histoire comme des femmes : fol ou scepticisme, en le doit à celle avec qui on vit.

(1) André Fontaine : *Le Dernier Quart de siècle*, Fayard, Paris, 1976, 274 pages, 38 F.
(2) Jacqueline Grapin et Jean-Bernard Pinatel : *La Guerre civile mondiale*, Calmann-Lévy, Paris, 1976, 324 pages, 38 F.
(3) Pierre Chassan, Georges Sauter : *La Peste blanche*, Gallimard, Paris, 1976, 272 pages, 37 F.

Ces pratiques soulèvent de nombreuses protestations, mais le narrateur se dit effrayé et de voir comment les hommes d'habitudes viraux aux atteintes qui touchent leur liberté. Les amis, il est vrai, ne sont pas surpris : si le décret de 1972 stipule que « les fonctionnaires (doivent) s'engager à chaque instant pour l'ordre libéral et démocratique », un autre décret en 1972 prescrivait déjà aux fonctionnaires de « s'engager à chaque instant et sans réserve pour l'Etat national ».

M. T. M.

SOCIÉTÉ

TE VOILA UN ENNEMI DE LA CONSTITUTION. — Peter Schneider

* Flammarion, Paris, 1976, 168 pages, 36 F.

Professeur dans un lycée de Berlin, Matthias Kleff est convoqué devant une commission d'enquête sur sa fidélité à la Constitution de la République fédérale, le prient de venir s'expliquer.

A-t-il participé à une manifestation interdite, lous son appartement à des communistes, vécu avec une anarchiste, ou assisté à un congrès des victimes du nazisme, tous « délits » susceptibles, il en connaît maints exemples, d'entraîner une exclusion ? Plus prosaïquement, il a protesté contre une mesure arbitraire de son directeur et dans une circulaire — il est désigné syndical — appelé ses collègues à « résister ». C'en est trop : son « hostilité à la Constitution » dûment établie au cours d'un interrogatoire, il est licencié.

Le récit — véridique — de Peter Schneider dénonce les attitudes aux libertés en Allemagne de l'Ouest. Soucieux de sauvegarder la « neutralité » de l'administration, le Sénat de Hambourg a décidé en novembre 1971, d'interdire l'accès de la fonction publique à tous les « extrémistes » ; l'année suivante, le chancelier

Willy Brandt et les ministres-présidents des Länder étendaient cette mesure à l'ensemble du territoire fédéral.

Depuis quatre ans, tout candidat à la fonction publique, qu'il sollicite un poste d'enseignant, de facteur ou d'ouvrier intérimaire, comparait devant une commission de l'Office de protection de la Constitution qui l'interroge sur ses convictions politiques. Pour peu que le candidat se revendique de gauche ou laisse paraître des opinions non conformes, il n'est pas engagé, « faute de poste ». An 30 juin 1975, près de cinq cent mille futurs fonctionnaires avaient été interrogés par l'Office.

Ces pratiques soulèvent de nombreuses protestations, mais le narrateur se dit effrayé et de voir comment les hommes d'habitudes viraux aux atteintes qui touchent leur liberté. Les amis, il est vrai, ne sont pas surpris : si le décret de 1972 stipule que « les fonctionnaires (doivent) s'engager à chaque instant pour l'ordre libéral et démocratique », un autre décret en 1972 prescrivait déjà aux fonctionnaires de « s'engager à chaque instant et sans réserve pour l'Etat national ».

M. T. M.

CINÉMA

HOLLYWOOD STORY. — Frank Capra.

* Stock, Paris, 1976, 468 pages, 55 F.

Un petit garçon solitaire de famille pauvre, et aussi solitaire à l'école, devient un acteur célèbre de Hollywood.

Frank Capra nous décrit un aspect de Hollywood que l'on connaît souvent mal : celui des « poudieux », comme il les appelle, ceux qui travaillent dans l'anonymat et luttent pour se faire un nom.

Il nous donne des renseignements sur les années dorées de Hollywood, mais aussi, il faut le souligner, plait de lire un texte très brillamment écrit, l'auteur s'engageant et s'efforçant de nous faire partager son humour noir et leçon de morale dans la lutte carcérale de ne pas céder à nous séduire.

I. B.

AMÉRIQUES

Deux ouvrages qui éclairent la personnalité du nouveau président élu des Etats-Unis : JIMMY CARTER, par Louis Wintzler (Alain Moreau, Paris, 1976, 115 pages, 38 F.) et LE MEILLEUR DES AMÉRICAINS, par James G. Thompson (Stock, Paris, 1976, 265 pages, 35 F.).

AMÉRIQUE DES ANDES. — COLOMBIE EQUATORIALE, PEROU, BOLIVIE, par Mario Desbordes, Gent Fuentetaja, Luis Linares, Manolo Merino, Hugues Néel (Arman Collet, Paris, 1976, 233 pages, 34 F.). C'est la même édition : BRÉSIL, par Dominique Combes (Official Monograph 1976, 177 pages, 24 F.).

SCIENCES POLITIQUES

THE INTERNATIONAL POLITICAL SYSTEM, par F.S. Northedge (Faber & Faber, Londres, 1976, 336 pages, 3,35 livres).

BIOGRAPHIE — MÉMOIRES

TEMPÊTE SUR L'OCCIDENT, 1945-1975, par Louis Weiss (Albin Michel, Paris, 1976, 321 pages, 49 F.).

EUROPE

THE EXTERNAL ECONOMIC RELATIONS OF THE E.E.C. — Peter Coffey

* The Macmillan Press Ltd, Londres, 1976, 118 pages, 6,95 livres.

Dans les années 60, la Communauté économique européenne avait fait à plusieurs reprises, la preuve de sa force de négociation dans les relations économiques internationales (système à l'égard de l'Afrique, de l'Europe de l'Est, de la Méditerranée, au sein du Kennedy Round). Les crises de l'énergie, les difficultés économiques et monétaires mondiales ont mis à l'épreuve, au début des années 70, cette cohésion, face au monde extérieur. Or, nous dit l'auteur de cet ouvrage présenté comme le point de vue d'un Européen, si le Marché commun n'a pu affronter ces situations qu'en position de faiblesse, c'est que l'« élargissement » de la C.E.E. y avait introduit ce qu'il faut bien appeler la « vulnérabilité ».

L'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark a entraîné l'effritement de la cohésion originale des Six, l'augmentation des problèmes économiques, la multiplication des oppositions sur les questions énergétiques et monétaires, et bloqué la réalisation de l'union économique et monétaire (accroissement de la dépendance à l'égard des Etats-Unis, scission entre les « riches » et les « pauvres » au sein de la C.E.E.). Seule une redéfinition — sinon commune, du moins unifiée — des relations avec les pays producteurs d'énergie et de matières premières et avec les Etats-Unis, pourrait éviter à la Communauté de devenir une puissance mineure dans les relations économiques internationales. Limitant ses interventions extérieures à des secteurs précis, dont la détermination (convention de Lomé), l'Europe orientale et la Méditerranée.

C. T.

LA FRANCE ET LES ETATS-UNIS. — J.B. Durosselle

* Seuil, Paris, 1976, 286 pages, 39 F.

L'auteur a gagné sa gageure : retracer, en moins de trois cents pages, la part de la France dans l'histoire de deux siècles, au cours de deux siècles. Le premier de ces siècles, il est vrai, celui de la prédominance française, est peu connu, encore qu'il ait été déterminant. Les deux guerres mondiales, leur entrée-deux, l'époque que nous vivons encore, sont le second siècle. Si presque la moitié est consacrée à l'époque gaullienne : déni, anéantissement du grand dessein de de Gaulle, au nom de l'indépendance de l'Europe. On trouvera des analyses de l'anti-américanisme émotionnel ou politique en France, la conclusion s'écrit dans un triptyque contradictoire : « Indifférence — incompréhension — Affection ».

Y. F.

HISTOIRE

LES DEBUTS DE L'ETAT MODERNE. — Bertrand de Jouvenel

* Fayard, Paris, 1976, 348 pages, 49 F.

Histoire des idées politiques en France, et aussi contribution à un Dictionnaire universel des matières morales de la politique, l'ouvrage manifeste une vaste ambition, à la mesure des perspectives qu'il ouvre : l'histoire politique du siècle passé y fonde et éclaire notre temps. Le concept d'Etat moderne lié à celui de nation, tel qu'il est né avec la Révolution ; la comparaison de celle-ci avec la révolution américaine dans la constitution, propre à chacune, de la liberté ; la « monarchie » et la « démocratie » ; l'« engagement des machines » ; l'association, la pensée socialiste, le marxisme enfin : tel est le grand tour d'horizon exploré par l'auteur, dont la démarche épouse le mouvement de l'histoire.

Mais, comme le titre l'indique suffisamment, c'est d'abord un mouvement d'idées dont Bertrand de Jouvenel excelle à saisir et à décrire le rôle capital, à travers Tocqueville ou Bonald, Saint-Simon et Comte, et à l'aide de l'initiative que celle de « l'interprète » de la Révolution ne comporte pas moins de cinquante-deux notes, dont la lecture — si elle — s'il finit tout naturellement sur Young, il commence avec Abailard !

Y. F.

Comment se joue le sort du monde contemporain en ces années de crises et de l'effacement de la seconde guerre mondiale ? THE ORIGINS OF THE MODERN WORLD, par J. H. Coatsworth (Stanford University Press, Stanford, 1976, 344 pages, 15 dollars). — P. 1028 AM.

LE SORT DU MONDE, par Robert L. Mace (Robert Laffont, Paris, 1976, 321 pages, 15 F.).

ANNUAIRE DE LA CONVENTION EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME

* Martinus Nijhoff, La Haye, 1976, 454 pages, 150 florins (édition bilingue).

Ce volume contient, pour l'année 1976, toutes les informations relatives à la Convention européenne des droits de l'homme : travaux de la commission de la Cour européenne des droits de l'homme, activités du comité des ministres du Conseil de l'Europe, extraits des débats devant les parlements nationaux des décisions des tribunaux internes et des arrêts de la Cour de Justice des Communautés européennes s'y référant.

On y trouvera, notamment, le texte de la décision relative à l'affaire qui a opposé l'Etat de Turquie aux requérants, les événements de 1964-1974, de la requête introduite contre l'Allemagne fédérale par Andreas Bader et Ulfried Mehnert, l'impact des conditions de leur détention dans les prisons allemandes, ou encore de celle validée par la femme de Rudolf Heese contre la Royaume-Uni et visant à obtenir la libération de son mari (décision du tribunal militaire international de Nuremberg en 1946).

C. T.

ASIE

L'AGONIE DU LAOS. — Prince Mangkha Souvanna Phouma

* Flon, Paris, 1976, 220 pages, 35 F.

Les ouvrages sur le Laos sont assez rares pour que l'on ouvre celui-ci avec curiosité et intérêt, d'autant que l'auteur est le fils de l'ancien premier ministre nationaliste de droite, Souvanna Phouma, Secrétaire de son père, aide de camp de son oncle, le ministre de la défense Soudouk. Il fut un temps bien placé pour rendre compte d'événements importants et mal connus : le partage, puis la monopolarisation du pouvoir par le Front démocratique révolutionnaire, la République, le remodelage du pays et du peuple par les nouveaux dirigeants.

Toutefois, l'auteur apporte peu d'informations inédites sur ces événements, mais qu'il a arpentés un moment entre deux séjours en France. L'un comme élève officier, le second comme secrétaire militaire. De surcroît, il accumule allègrement les préjugés et les contre-vérités, sans apparence d'objectivité et de témoignage de première main. On retire de la lecture l'impression fiducieuse que Souvanna Phouma, qui lui a confié de demeurer en sa patrie — n'aura été qu'un pauvre manipulateur à volonté (il est vrai que le prince Souvanna Phouma ne loge à la même enseigne...).

C'est du bout de la plume que l'auteur évoque la « corruption » et le « désordre », voire la « anarchie », de la partie de Vientiane ; il s'agit, en réalité, de la décadence d'un régime, le régime des communistes dont il est manifeste qu'il ne parvient à comprendre ni les motivations ni les méthodes du mouvement révolutionnaire, et que, par conséquent, il se livre à une « réécriture » sur lequel il se met en scène écrivain personnage. Néanmoins, on saura gré au prince Mangkha de donner un bon exemple de la psychologie d'un opposant lucide — et une idée des difficultés qu'affronte le nouveau régime quand il s'efforce de « réformer » les mentalités.

M. B.

THE CONJUGAL DICTATORSHIP OF FERDINAND AND IMELDA MARCOS. — Primotivo Miralles

* Union Square Publications, San Francisco, 1976, 436 pages.

Primotivo Miralles fut, avant sa défection aux Etats-Unis où il a rallié l'opposition au régime philippin, un des proches conseillers et hommes de main du président Marcos dès avant l'instauration de la loi maritale. Son annuaire par lui a été publié pour qu'il annule ou efface le témoignage hostile qu'il s'apprêtait à faire devant le Sénat américain. C'est sur cette affaire, qui a fait quelque bruit l'an dernier, que s'ouvre un livre qui fait tâche de tout bois sur le couple présidentiel, dans un style baroque, tout à la fois et souvent pompeux. L'auteur se sent investi de la mission historique de dénoncer la « dictature conjugale » dont il fut naguère un des principaux sélecteurs. Sa démonstration serait beaucoup plus convaincante s'il ne mettait pas sur le même plan affaires d'Etat et aventures galantes, s'il ne mélangeait pas des confidences trop personnelles aux soupçons raisonnables et aux extrapolations hasardeuses. Il reste qu'un début de détail circonstancié ou sourdide, et d'une lecture souvent pénible, cet ouvrage fourmille d'informations utiles à la compréhension des Philippines d'aujourd'hui.

M. B.

Vient de paraître

RENE GENDARME
L'ANALYSE
ECONOMIQUE
REGIONALE

Editions Cujas

vient de paraître
relations
internationales
du tiers-monde
le tiers-monde en lutte
par Edmond JOUVE

«Une lumière nouvelle sur un aspect décisif des relations internationales de notre temps»

Un ouvrage de référence et de réflexion.
480 pages, 44 cartes, 25 illustrations.

collection «Tiers Monde en marche»
dirigée par P.-F. Gonidec et E. Jouve.

EDITIONS BERGER-LEVRULT
5, rue Auguste-Comte, 75006 Paris

مكتبة الشارقة

JAPON

Le temps des rajustements

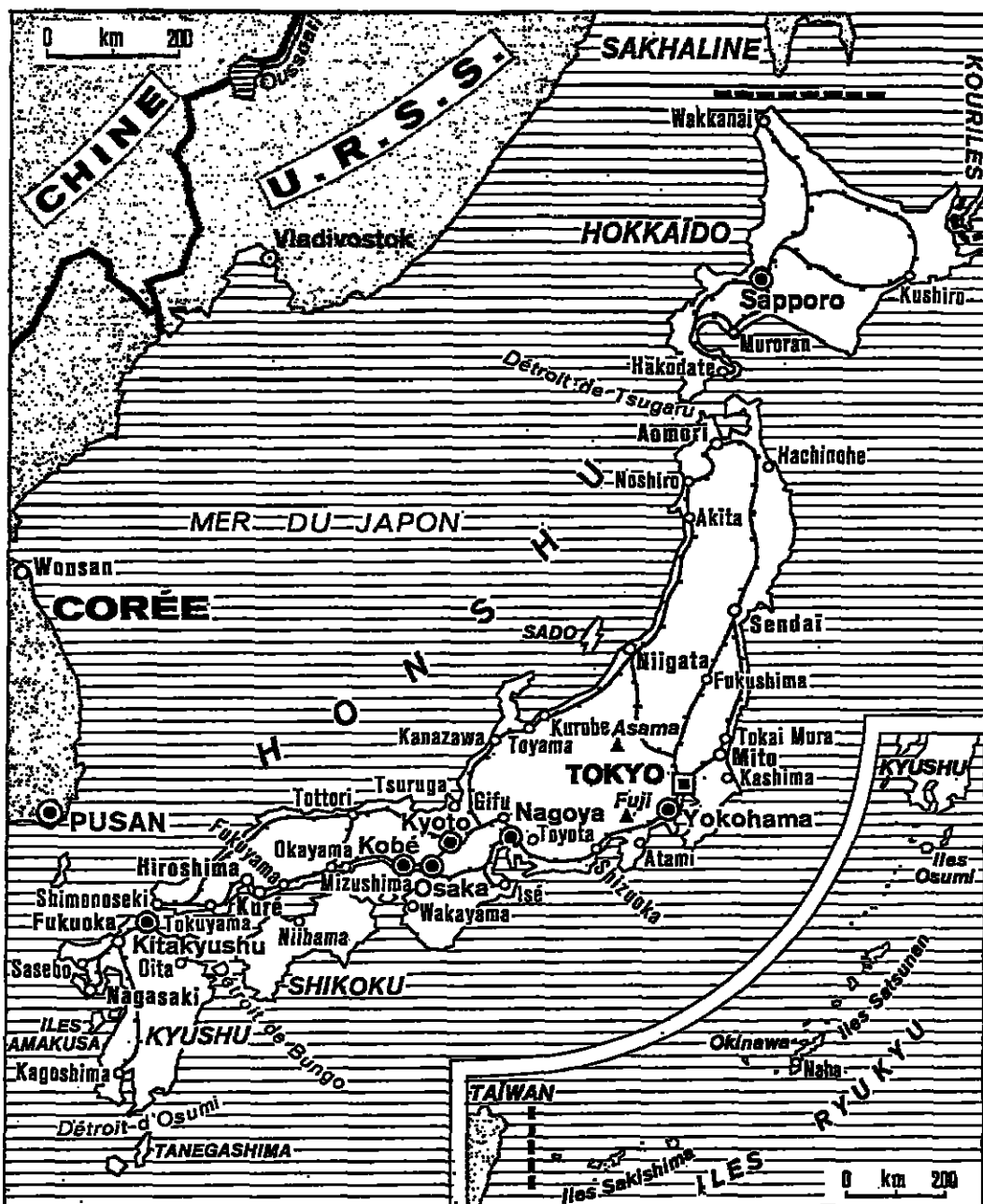
Sortant lentement de l'immobilisme politique qu'a engendré le monopole du pouvoir par les conservateurs depuis vingt et un ans, le Japon est amené à prendre peu à peu sur la scène internationale des responsabilités à la mesure de sa puissance économique. L'installation d'une nouvelle équipe dirigeante en Chine et l'arrivée au pouvoir d'une administration démocrate aux Etats-Unis sont deux facteurs qui ne peuvent qu'accélérer l'évolution de la position internationale de ce pays, qui s'est amorcée au cours de ces dernières années. La fin de la guerre du Vietnam et, surtout, la nécessité pour les pays industrialisés de créer un nouvel ordre économique mondial en sont les principales composantes. La récession de 1974-1975 a mis à l'épreuve la réussite du « pari » japonais des années 60, lorsqu'il s'agissait de forcer les portes de la prospérité. La résistance en souplesse du système s'est montrée à bien des égards remarquable — bien que, sur le plan national, le simple citoyen ait été la première victime de la remise en ordre de l'« usine Japon ». Il reste aujourd'hui aux Japonais à équilibrer leur appétit insatiable de matières premières et à contrôler le flux de leurs marchandises afin d'éviter des heurts avec leurs partenaires : l'Europe — comme c'est le cas actuellement — et les Etats-Unis.

Le redressement spectaculaire d'un des pays les plus touchés par l'augmentation du prix des matières premières — puisqu'il doit importer pratiquement toute son énergie — ne s'est pas fait sans une restructuration de ses rapports avec les pays du tiers-monde,

notamment au Proche-Orient. Mais les tentatives pour parvenir à un nouvel ordre économique international n'ont apparemment pas incité le gouvernement nippon à abandonner en matière diplomatique le « profil bas » qui fut le sien au cours des décennies écoulées. Certes, Tokyo n'est plus un satellite de Washington, coincé entre les Etats-Unis et les deux grandes puissances communistes. Mais bien que le gouvernement de M. Miki ait maintes fois déclaré chercher à donner des bases nouvelles aux relations du Japon avec les pays producteurs de matières premières, notamment en Asie du Sud-Est, Tokyo ne s'est jamais vraiment départi, même après la fin de la guerre du Vietnam, de son « suivisme » traditionnel à l'égard des Etats-Unis. Le Japon, par exemple, dont la présence économique en Asie est très importante, n'a pas réussi à approfondir ses relations avec l'A.S.E.A.N. (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), qui accuse toujours Tokyo de vouloir diviser pour régner.

L'évolution, tant sur la scène mondiale que sur le plan de la vie politique intérieure, convie le gouvernement qui sera formé à l'issue des récentes élections à se prononcer sur maintes questions. Il est sans doute de l'intérêt des Japonais d'éviter de rester systématiquement alignés sur la position de Washington.

Le Japon est certes fermement attaché à son alliance avec les Etats-Unis, qui demeure la clé de voûte de sa diplomatie et de son système de défense. Mais il essaie en même temps de maintenir une équidistance entre Pékin et Moscou.



Cette politique d'équilibre tendra sans doute à s'atténuer au cours des années à venir. D'une part, la présence de la flotte soviétique en Extrême-Orient est devenue l'un des soucis majeurs des Japonais ; d'autre part, ils considèrent la signature, longtemps différée, d'un traité de paix avec la Chine comme une nécessité de plus en plus impérieuse pour assurer la sécurité dans la région.

Pour l'instant, Tokyo souhaite également le maintien des troupes américaines en Corée du Sud. Mais le Japon sait qu'il devra de plus en plus compter sur lui-même pour assurer sa sécurité et, éventuellement, concourir à celle de Séoul. C'est dans cette perspective qu'a été créée, en juillet 1975, une commission militaire commune américano-japonaise

qui conduit le Japon à assumer un rôle plus important dans sa défense. Le gouvernement s'emploie d'ailleurs à préparer l'opinion publique à une telle évolution, tout en respectant le traité de non-prolifération nucléaire ratifié par la Diète le 28 avril dernier.

Les Japonais se veulent des partisans de la concertation, en matière tant diplomatique qu'économique. Ils devraient trouver dans la situation internationale à venir des raisons et des occasions nouvelles de faire preuve de leur bonne volonté en s'insérant plus franchement — et par conséquent d'une manière plus indépendante que par le passé — dans le jeu des grandes puissances.

PHILIPPE PONS.

Un tournant dans la politique extérieure

Le « globalisme », une stratégie à l'échelle de l'économie mondiale

Par MAXIME DOUBLET

L'ANNEE 1971 apparaît comme un tournant dans l'histoire des relations extérieures du Japon. Jusqu'à cette date, la dépendance à l'égard des Etats-Unis constituait pour les gouvernements libéraux-démocrates l'essentiel d'une diplomatie dont les deux caractéristiques les plus apparentes étaient l'immobilisme et le conformisme. L'inconvertibilité du dollar décidée par Washington, le voyage du président Nixon à Pékin, l'embargo momentané sur le pétrole, la crise économique, le dégellement des Etats-Unis en Indochine, la limitation américaine des exportations de soja furent autant de « chocs » qui ont quelque peu bouleversé la tranquille confiance des milieux dirigeants japonais dans le grand allié.

Aujourd'hui le Japon, troisième puissance économique du monde, ne peut plus se contenter de suivre inconditionnellement la politique des Etats-Unis et de subir passivement les événements. Il lui faut définir patiemment

une stratégie prenant davantage en compte les intérêts de son économie. Cette stratégie a un nom : le « globalisme ». Ce concept signifie que l'économie japonaise ne peut plus se cantonner dans les limites de l'archipel, ni dans celles d'une région, l'Asie du Sud-Est, mais qu'elle doit vivre à l'échelle mondiale (1). La politique globaliste se fixe trois objectifs étroitement complémentaires : l'approvisionnement en matières premières, le développement des investissements à l'étranger et la conquête de tous les marchés, y compris ceux des Etats-Unis et de l'Europe occidentale.

L'industrie japonaise doit acheter la quasi-totalité des matières premières qu'elle transforme : le pétrole, le charbon, les métaux, ainsi bien que la laine et le coton. Dans le domaine alimentaire, le Japon, malgré une production suffisante de riz, voit sa dépendance croître : le degré d'autoapprovisionnement qui s'élevait à 90 % en 1960, n'atteignait plus que 78 % en 1973.

Une « diplomatie de l'énergie »

AUCUN pays disposant de matières premières, qu'il soit situé en Amérique latine, en Afrique ou au Proche-Orient, ne peut dans ces conditions être négligé. Le Japon importe 80 %

de son pétrole des pays du Proche-Orient et, malgré un effort constant de diversification des sources d'énergie, il restera encore longtemps à l'avenir tributaire de cette région. Or, jusqu'en 1973, Tokyo manifestait une indifférence très nette à l'égard du monde arabe. L'embargo pétrolier va faire naître une véritable « diplomatie de l'énergie ».

(1) Voir Christian Santter : « Continuité et averse de la stratégie mondiale du Japon », *Défense nationale*, novembre 1976.

En dépit des avertissements de M. Kissinger, le gouvernement Tanaka demande à Israël de retirer ses troupes de tous les territoires occupés depuis 1967 et reconnaît les droits légitimes du peuple palestinien.

(Lire la suite page 28.)

Un partenaire difficile pour la C.E.E.

Les négociations avec Tokyo visent surtout à réduire le déficit commercial des Neuf

Par PHILIPPE LEMAITRE

LES pays de la Communauté, mal remis de la crise des années 1974 et 1975, se préoccupent vivement de l'impact sur l'ensemble de leur équilibre économique : la hausse attendue du prix du pétrole, l'absence de mise à profit le répit de trois ans qui leur a été donné depuis la grande récession de l'OPEP, il leur faut maintenant faire feu de tout bois

pour empêcher une nouvelle crise majeure qui pourrait, cette fois, prendre des dimensions politiques. C'est dans cet esprit qu'ils se tournent vers le Japon en lui demandant de consentir un effort réel pour réduire, ou au moins stabiliser, l'excédent de son commerce avec la C.E.E. Celui-ci progresse de façon continue et, à vrai dire, inquiétante pour les Neuf depuis 1970. Le déficit commercial de la Communauté avec le Japon, qui était de 276 millions de dollars en 1970, 1 345 millions de dollars en 1973, 3 218 millions de dollars en 1975, dépassera 4 milliards de dollars en 1978. Depuis la fin du printemps, des contacts suivis ont lieu entre les autorités japonaises et celles de la Communauté afin de tenter de remédier à cette situation. Les résultats, pour ne pas être négatifs, sont considérés comme insuffisants pour les Neuf, qui se montrent de plus en plus impatients. Au mois de novembre, la Commission européenne, utilisant un ton inhabituel, a mis sévèrement

en garde le gouvernement de Tokyo contre le danger de voir les pays du Marché commun exiger l'adoption de mesures de sauvegarde s'il ne tenait pas compte suffisamment rapidement de leur requête. « Nous ne pouvons plus nous contenter de paroles ni de concessions à la petite semaine avec effet concret différé sur des mois, voire des années », a expliqué ses interlocuteurs nippons M. Gundlach, le commissaire chargé du commerce extérieur.

Les Japonais, loin de prendre cet avertissement à la légère, l'ont présenté à leur opinion comme un véritable ultimatum. Ensuite, les chefs de gouvernement des Neuf, à la demande de M. Callaghan (le Royaume-Uni exerce de fortes pressions pour que l'on prenne des mesures de sauvegarde), ont inscrit l'affaire à l'ordre du jour du conseil européen qui s'est tenu les 29 et 30 novembre à La Haye. Ils ont ainsi clairement manifesté leur intention de considérer cette question comme hautement politique et, par conséquent, de la suivre de très près.

Des arguments sans fondements ?

LES escarmouches auxquelles on vient d'assister risquent-elles de dégénérer en guerre commerciale ouverte ? Seul celui qui habite à Londres, Rome ou Paris, il semble pour l'instant raisonnable d'écarter une telle hypothèse. Par bonheur, les souvenirs de la grande crise de l'après-guerre sont encore très présents. Les Neuf y regarderont à deux fois avant de faire appel au protectionnisme — même à l'encontre d'un partenaire lointain et encore peu familier auprès de l'opinion — car ils savent

qu'une telle initiative risquerait de conduire au chaos. De plus, les Japonais ont saisi l'importance de l'enjeu, mais ont fait preuve de compréhension : ils étaient en effet engagés dans une campagne électorale tumultueuse en raison du parti conservateur, peu soucieux de compromettre leur propre reprise ; observés de très près par les Etats-Unis, eux-mêmes décidés à ne pas faire les frais d'un armistice commercial avec la C.E.E.

(Lire la suite page 27.)

JAPON

Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS 8 rue de Richelieu, Paris 1^{er} Tél. 296-20-29

Nom : Adresse :

DEPUIS 1973 P.U.K. JAPON

- commercialise les produits du Groupe PECHINEY UGINE KUHLMANN
- représente et conseille, à leur demande, les exportateurs français.

TOKYO POB-242 Mitsui Building
Shinjuku-Ku
Tokyo - 160 - Japon
Tél. (03) 344.4343
Télex : J. 2324895 Pukjap

OSAKA Yuman Building
3-5 Minami Honmachi
Higashi-Ku
Osaka - Japon
Tél. (06) 252.5566
Télex : J. 5225248 Pukosa

PARIS 23, rue Balzac
B.P. 787.08
75360 Paris Cedex 08
Tél. 766.52.00
Télex : 290.503 Pechine Paris

1 - L'économie japonaise est aussi compliquée que l'économie française.

2 - Les Japonais parlent beaucoup japonais, un peu anglais avec un accent spécial et pas du tout français.

3 - Avant de dire bonjour, les Japonais échangent des cartes de visite en souriant.

4 - Le yen flotte, mais pas comme le franc.

5 - Le franc flotte, mais pas comme le yen.

6 - Au Japon, on consomme le boeuf en tranches très fines et bouillies. Et il n'y a pas de frites...

7 - Si vous avez encore envie de faire des affaires au Japon mieux vaut partir avec nous...

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

JAPAN AIR LINES

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.

Les atouts de la sidérurgie

Au deuxième rang dans le monde pour la production d'acier

À début de l'année, les sidérurgistes européens espéraient voir la fin du tunnel de la récession et comptaient sur une reprise de leurs activités. Neuf mois plus tard, l'optimisme n'était plus de mise. Selon les sidérurgistes, le principal responsable de ce renversement de tendance est le Japon, qui, non seulement, vend sur leur marché national à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans l'archipel, mais encore leur font une concurrence grave sur les marchés tiers. De leur côté, les Japonais font valoir qu'ils ont respecté les quotas imposés par la Communauté européenne et que leur « réussite » n'est, en dernière analyse, qu'une conséquence logique de la loi de la libre concurrence et de la supériorité technologique.

Les sidérurgistes sont, avec les chantiers navals et les constructeurs automobiles nippons, les principaux accusés du « réquisitoire » que la C.E.E. a dressé contre les Japonais lors de la visite en Europe, en octobre dernier, de M. Doko, président du Kaidanren, première organisation patronale japonaise. Et, pourtant, l'industrie sidérurgique japonaise ne se porte pas très bien. Par rapport aux autres secteurs industriels, elle a, certes, ressenti avec un certain retard les effets de la récession de 1974-1975 en raison d'une insuffisance de l'offre sur le marché mondial. Mais elle semble aujourd'hui sortir plus difficilement que le reste de l'industrie d'une phase critique.

Après avoir enregistré un déficit au cours de la seconde moitié de l'année dernière, la sidérurgie japonaise n'a obtenu que des profits modestes au cours des six premiers mois de 1976. À la suite d'âpres négociations avec les consommateurs d'acier, les sidérurgistes ont fini par obtenir une augmentation des prix sur le marché intérieur, qui absorbe 70 % de la production totale. Un accord est en effet intervenu entre Nippon Steel et Toyota, le premier fabricant d'automobiles japonais, qui prévoit une aug-

mentation de 14 % du prix de la tonne. Les victimes de cet accord sont en fait les maisons de commerce, car Toyota n'a cédé aux demandes des sidérurgistes qu'en échange d'une « rationalisation dans les transactions » qui revient à mettre à l'écart les intermédiaires.

L'industrie sidérurgique japonaise a connu un essor extrêmement rapide au cours des années 60 et au début de la décennie actuelle. En 1973, le Japon est devenu le second producteur d'acier du monde après les États-Unis, avec une production de 120 millions de tonnes. Cette expansion était d'autant plus spectaculaire qu'elle s'accompagnait d'une augmentation de prix relativement faible. Aidée par l'État, guidée par le ministère du Commerce international et de l'Industrie, et menée par Nippon Steel, le premier producteur d'acier (né en 1970 de la fusion des deux groupes Yawata et Fuji), la sidérurgie japonaise est jusqu'à présent l'une des bases de l'industrialisation japonaise.

À l'occasion de la récession de 1974 et de 1975, le prix de l'acier a été l'un des premiers frappés par les mesures de contrôle décidées par le gouvernement. Les autorités les ont maintenus en fait en dessous des cours mondiaux. Après la levée des mesures de contrôle des prix en 1975, une première augmentation de 14 % a été décidée. Avec la seconde qui vient d'intervenir, le prix de l'acier japonais, estimant les experts, demeure encore inférieur à celui que produisent les États-Unis et l'Allemagne.

L'industrie sidérurgique japonaise pourrait produire 150 millions de tonnes d'acier par an. Si les dirigeants décidaient de desserrer les freins, la production s'élèverait d'un seul coup à 135 millions de tonnes. Au cours de l'année fiscale 1976 (qui s'est achevée en mars 1976), la production s'est élevée à 101 millions de tonnes. Elle devrait atteindre 110 millions de tonnes à la fin de l'année fiscale en cours.

Ilions, soit le volume atteint en 1975. Des contrats ont été récemment passés avec la Chine, mais ils ne permettront sans doute pas de rattraper le retard enregistré au cours des six premiers mois de l'année en raison de l'annulation de plusieurs commandes par les Chinois. En ce qui concerne l'Europe, les cinq plus grands groupes ont accepté de limiter leurs ventes à 1,4 million de tonnes. Un tel accord existe depuis 1972 (le plafond était alors fixé à 1,2 million de tonnes). Il n'avait pas été jugé utile de le reconduire pour 1976 en raison de la récession. En revanche, un plafond a été à nouveau fixé en 1976.

Aucun des grands groupes sidérurgiques nippons ne compte cependant pour l'instant ses projets de construction de nouveaux complexes dans l'archipel. Le manque de sites et les réglementations contre la pollution en sont la cause principale. En revanche, les sidérurgistes japonais se sont engagés dans différentes opérations à l'étranger. C'est ainsi que Kawasaki Steel va construire une aciérie aux Philippines et compte participer, avec un groupe italien, à la construction d'une aciérie au Brésil. Cette tendance d'implantation à l'étranger répond à la volonté des Japonais de situer désormais leur production à proximité des lieux d'extraction des matières premières. D'autres projets existent en Arabie Saoudite avec Nippon Kokan.

En raison de l'avance technologique de l'industrie sidérurgique japonaise, les projets outre-mer devraient connaître dans un avenir proche un grand développement. Pour l'instant, la sidérurgie japonaise, malgré les critiques qui lui sont adressées, marque apparemment une pause, avant une nouvelle expansion.

PH. P.

Nécessité d'exporter

NE tournant pas à pleine capacité, cette industrie sidérurgique doit vendre au maximum pour amortir ses coûts. Ce qui la conduit à exporter « même avec des profits marginaux », admettent, en privé, certains sidérurgistes. En fait, ce ne sont pas tant les grands groupes (Nippon Steel, Nippon Kokan, Kawasaki, Sumitomo et Kobe Steel) qui sont responsables des différends avec la Communauté européenne. Ils ont à peu près respecté les quotas. En revanche, la centaine de sidérurgistes de moyenne impor-

tance que compte le Japon ne se sentent absolument pas concernés par les accords passés par les « grands ». Ils se veulent d'autant moins liés qu'ils savent qu'ils seront les premières victimes des difficultés de leur branche.

En ce qui concerne les exportations, l'objectif pour l'année fiscale 1976 (qui s'achèvera en mars 1977) est de 34 millions de tonnes (en 1975, les exportations se sont élevées à 31,4 millions de tonnes). Les États-Unis devraient absorber 4 millions de tonnes, et les pays du Proche-Orient plus de 4 mil-

COURCHEVEL 1950
Le New Solarium
Hotel ★★☆☆
offre un séjour GRAND LUXE d'une semaine en pension complète à partir de 1240 F avec piscine-sauna-gymnase cinéma privé-gîte exceptionnel - accès direct aux pistes
Rens. Tél. 225 31 31/359 40 25
78, Champs Élysées, Paris 8^e

Vous devez implanter vos produits et votre société au Japon !

Créateurs et animateurs responsables d'entreprises sur place, depuis près de vingt ans pour certains d'entre nous, nous prendrons en charge vos intérêts et vous montrerons que votre capacité d'innovation technique ou commerciale, le dynamisme de votre marque ou la qualité de vos produits ou de vos matériels peuvent vous assurer un marché solide et permanent au Japon.

L'analyse sur le vif des réussites de certaines entreprises nous a permis de mettre au point des modèles précis de développement éprouvés depuis des années par les faits et adaptables à chaque cas. Si vous avez la volonté d'apprendre avant d'entreprendre, de remettre en cause les notions trop souvent erronées qui ont encore cours à propos du Japon, et si vous avez l'expérience que rien ne se fait en un jour, venez nous voir ou écrivez-nous.
P. Martin, J. Pigeaire, Y. Gasqueres, C. Austin, A. Bouilleux.
P.M.C. TOKYO, C.P.O. BOX 2127. Telex J 22831. Tél. 585-1135/9

شركة اليابان

Un partenaire difficile pour la C.E.E.

Les Japonais sont-ils vraiment imbattables ?

Par ALAIN VERNHOLES

Les relations économiques entre les pays industrialisés capitalistes et le Japon vont-elles connaître une crise très grave ? La question vient d'être posée dans la situation s'est dégradée entre Tokyo et les partenaires commerciaux. L'hypothèse d'une crise majeure, d'un retour au protectionnisme, n'est pas à exclure. L'Europe et les Etats-Unis reprochant de plus en plus violemment au Japon de l'inondation de fabrications et de produits trop bon marché qui ruinent leurs propres entreprises.

L'Europe reproche aussi à Tokyo de ne pas jouer le jeu du libéralisme en multipliant les obstacles de toute sorte (sanitaires, techniques, commerciaux...) pour empêcher les produits de fabrication française, anglaise, italienne, etc., d'être vendus au Japon. Enfin les Japonais pratiqueraient une concurrence déloyale pour exporter — à tout prix — les produits d'équipement que proposent les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement riches en matières premières et donc en devises.

LES pays occidentaux sont d'autant plus virulents dans leurs critiques et déclarations que, depuis le choc profond causé à leur économie par les hausses du prix de pétrole de 1973, la plupart d'entre eux — l'Allemagne de l'Ouest exceptée — se révèlent incapables de réajuster leurs balances des paiements courants, alors que le Japon a effectué dans ce domaine un redressement spectaculaire qui, par sa rapidité apparente et sa

à la tentation de nous retirer de ce jeu : ventes d'armes chez nous, cela est possible. Ainsi les propositions faites par Tokyo à la Commission de Bruxelles — propositions examinées lors du récent « sommet » européen de La Haye — ont-elles été perçues positivement. Elles ont en tout cas semblé indignifiées aux Européens. Les choses, à l'évidence, ne peuvent en rester là.

françaises ont obtenu des contrats, en Malaisie par exemple. Il est vrai aussi que la perte de certains marchés est due parfois à un manque de compétitivité assez alarmant, on l'a vu pour l'énorme contrat du métro de Hongkong où l'un des prétendants français n'a pu trouver un ingénieur acceptant de s'expatrier pendant deux ans.

Il est vrai enfin qu'au sein des pays occidentaux ce sont ceux dont la situation financière est la plus mauvaise qui accusent les Japonais de concurrence déloyale, la France bien davantage que l'Allemagne occidentale.

L'industrie japonaise, solidement épaulée par un réseau bancaire auquel elle est complètement attachée mais aussi par un réseau commercial probablement unique au monde pour son efficacité (les célèbres Shosha), est très puissante. Elle est organisée, scientifique, productive, et ne connaît pas — ou très peu — les problèmes sociaux que connaissent les industries européennes. C'est de plus, maintenant, une industrie imaginative et créatrice fabriquant souvent d'excellents produits. Nul pays probablement n'a autant que le Japon été capable d'éliminer de ses structures industrielles les secteurs de production en déclin.

Reste, parmi d'autres, le problème essentiel des coûts de revient auquel il est extrêmement difficile d'apporter une réponse indiscutable. Les industriels nippons, quand on les interroge sur leurs coûts salariaux, exhibent des feuilles de paie qui montrent qu'effectivement le travailleur japonais d'une grande firme est souvent — compte tenu d'un ou deux bonus annuels — aussi bien payé que le travailleur européen, la seule différence apparente étant qu'au Japon un ingénieur gagne en début de carrière moins qu'un ouvrier qualifié déjà expérimenté ; il lui faudra sept ou huit ans pour dépasser le salaire de son aîné ouvrier qualifié, alors qu'en France, par exemple, le diplôme d'ingénieur est, dès le premier jour de la vie active, cher payé (les statistiques les plus récentes montrent même qu'aux niveaux élevés il est plus cher payé qu'aux Etats-Unis).

Les industriels nippons font également remarquer que si les préférences obligatoires de type social (sécurité sociale) sont net-

tement moins élevées au Japon que dans certains pays d'Europe — en France notamment — les firmes doivent financer elles-mêmes, outre une partie des frais d'assurance, une multitude de dépenses que l'Etat, quasiment absent en matière sociale, ne prend pas à sa charge. Des sociétés comme Hitachi, par exemple, financent elles-mêmes écoles maternelles, maisons de vacances, cantines, logements, formation professionnelle et même hôpitaux, dans lesquels les soins sont très bon marché.

Ce qu'on sait beaucoup moins, en revanche, parce que les responsables japonais ne privent ni publics — le cachent soigneusement, c'est que, comme dans les mers antiques, seule la partie supérieure de l'iceberg est visible : ce sont les grandes firmes, le personnel qui leur est attaché et qui bénéficie de nombreux avantages. La partie immergée — quasi invisible aux économistes et en tout cas aux statisticiens — c'est ce qu'on pourrait appeler les sous-traitants, c'est-à-dire les toutes petites entreprises dont l'existence dépend du sort des grandes. Lors d'une visite que nous avons faite à Matsushita un responsable de la firme avait reconnu que le nombre de personnes travaillant en sous-traitance était aussi élevé que celui des ouvriers de la firme Matsushita elle-même. Mais ces ouvriers sous-traitants, avant ou encore reconnu, ne bénéficient d'aucun des avantages de leurs camarades attachés à une grande firme et reconnus comme tels. Ce qui en dit long sur les chiffres officiels publiés en matière de chômage et sur la misère que doivent entraîner pour beaucoup les périodes de récession ou même de simple freinage de l'activité.

Il est impossible d'extrapoler les chiffres recueillis chez Matsushita d'ailleurs fournis très officieusement — à l'ensemble de l'industrie japonaise. Mais il est certain que, malgré son extrême modernisme, l'appareil productif japonais bénéficie encore, pour une partie de ses prix de revient, de coûts salariaux et sociaux extrêmement bas.

Ces facteurs devraient être d'ailleurs pris en considération lorsqu'il s'agit de savoir si la concurrence japonaise est complètement loyale... ou si elle ne l'est pas.

Les négociations avec Tokyo visent surtout à réduire le déficit commercial des Neuf

(Suite de la page 25)

Dans ces conditions, il était dans l'ordre des choses qu'ils ne répondent pas au doigt et à l'oeil aux invitations pressantes de la Communauté. Vu l'importance de celle-ci, les négociations avec le Japon vont prendre sans doute une dimension nouvelle, s'accroître, rentrer davantage dans le concret. Mais le gouvernement de Tokyo fera en sorte qu'elles demeurent orientées et ne fassent pas place à l'improvisation. Trouver un juste milieu entre ces deux tendances, hâte inquiète des Européens et le sang-froid circospect des Japonais — ne devrait pas être hors de portée.

S'ils se montrent ouverts au dialogue, les Japonais sont d'autant moins disposés à se faire forcer la main qu'ils estiment sans fondement la plupart des accusations lancées contre eux. Que penser ainsi de leur prétendue agresseivité commerciale ? Ils font remarquer, chiffres à l'appui, que la part du commerce extérieur dans leur P.N.B. est très inférieure à celle qu'elle occupe dans les pays de la Communauté ; que, si l'on cumule les résultats des trois dernières années (1974, 1975 et 1976), leur balance des paiements courants est déficitaire alors que celle des Etats-Unis et surtout celle de l'Allemagne occidentale montrent des surplus importants. Ils insistent surtout sur le caractère récent et fragile

du redressement de leurs échanges extérieurs ; la balance des paiements courants n'est excédentaire que depuis février et tout porte à croire, explique-t-on à Tokyo, que, d'une part, les exportations japonaises ne vont pas continuer d'augmenter au taux du premier semestre ; d'autre part, que les importations, la reprise intérieure se confirmant, vont progresser à un rythme plus rapide.

A Bruxelles, sans nier la validité de certains des arguments ainsi avancés, on ne se sent pas, bien sûr, pleinement convaincu. « On ne peut pas négocier que l'ajustement est un peu difficile », leur économiste, en dépit d'une libération formelle, reste étrangement enfermée dans un cercle ; ce qui est trépidant, anormal avec le Japon, contrairement à ce qui se passe avec les Etats-Unis d'où le caractère structurel de notre déficit commercial », commentait ainsi devant nous un haut fonctionnaire britannique de la Commission, pourtant peu suspect de tentation protectionniste.

Pour y voir plus clair et essayer de faire œuvre utile en faisant de côté les procès d'intention, les Japonais et la Commission européenne — qui gère le dossier au nom des Neuf — ont décidé, dès le mois de juin, d'examiner systématiquement les différents éléments du contentieux entre les deux parties. Cette approche méthodique a déjà permis d'enregistrer quelques résultats.

Les commandes, les chantiers navals sont confrontés à une forte surcapacité. Ce qu'il convient ici d'organiser, c'est une réduction ordonnée de la production. Des consultations ont été engagées dans ce sens à l'O.C.D.E. Les Japonais, qu'on estime en Europe

Les importations en provenance du Japon

LES importations des Neuf en provenance du Japon avaient progressé de 15 % de 1974 à 1975 et, au cours du premier semestre 1976, elles se sont accrues de 5 % par rapport au premier semestre de 1975. En 1976, la part japonaise dans le Marché commun a été particulièrement impressionnante au Danemark, en Irlande, en Italie et en Belgique. Son effet est d'autant plus spectaculaire que les exportations nippones sont concentrées sur un nombre limité de secteurs : produits sidérurgiques, navires, équipement mécanique, électronique « grand public », voitures. Ainsi, la part du marché automobile occupée par les Japonais en Belgique et aux Pays-Bas, qui était respectivement de 12,9 % et de 11,8 % en 1974, a atteint 16,7 % et 15,5 % en 1975. Au Royaume-Uni, pays producteur, elle est passée de 6,7 % à 9 %. Comment freiner cette pénétration qui, pour les secteurs évoqués, menace de plus en plus gravement les entreprises communautaires ?

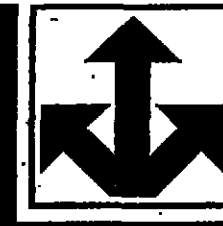
En ce qui concerne les produits sidérurgiques, les Japonais, qui avaient déjà pris l'engagement de limiter leurs exportations en 1976, ont accepté de faire de même en 1977 et de renforcer encore l'autodiscipline à laquelle ils s'astreignent : en 1976, seuls les six grands groupes sidérurgiques nationaux ont joué le jeu, si bien que, en raison de la politique moins « responsable » menée par les outsiders, les exportations vers la C.E.E. ont tout de même progressé de façon sensible. Tokyo s'est engagé à intervenir également auprès des entreprises moins importatrices afin de les arrêter, elles aussi, à l'avantage de la raison.

Le problème des ventes de navires se présentait sous un jour plus difficile. En raison de la chute

Ouvrir davantage le marché nippon

C'EST dans le domaine des exportations de la C.E.E. vers le Japon que, sans doute, le gouvernement de Tokyo, ainsi que le patronat nippon, est le plus désireux de consentir des efforts substantiels. Cette volonté d'ouverture a été exprimée sans détour par M. Doko, le président des Keidaren (l'organisation patronale japonaise), lors de sa visite, le 26 octobre, à Bruxelles. L'idée est d'écarter, autant que faire se peut, les barrières administratives qui, aujourd'hui, freinent encore considérablement la pénétration des produits communautaires au Japon. La libéralisation des importations au Japon est récente : elle date des années 1974-1975 et n'est pas encore entrée complètement dans les faits, même si, comme on le souligne volontiers à Tokyo, les résultats obtenus par les négociants européens, leur médiocrité, sont en grande partie imputables à leur manque d'efforts et de persévérance. Les Japonais, à la suite des consultations avec le Marché commun, ont décidé d'assouplir les contraintes administratives imposées jusqu'ici aux constructeurs d'automobiles (les contrôles techniques effectués en Europe seront désormais valables au Japon) ; dans le même sens, ils viennent d'annoncer l'assouplissement des mesures de contrôle appliquées aux produits pharmaceutiques.

PHILIPPE LEMAITRE.



SCAC

Transport International.

ACTIVITES

- Agence de Compagnies de navigation
- Consignation de navires
- Manutention portuaire
- Commission de transport international
- Opérations de Douane
- Transports routiers et fluviaux
- Fret aérien
- Stockage et distribution

Agences et filiales dans les principales villes de

FRANCE • AFRIQUE • MOYEN-ORIENT • ETATS-UNIS
CANADA • BRESIL • EXTREME-ORIENT

scac

A Paris : SCAC
30, Quai National
92006 Puteaux
Tél. : 776.41.00 Poste 36.35
Téléc. : SCAC 620591 F

A Tokyo : SCAC

Banque de l'Indochine Building
1-1-2 Akasaka, Minato-Ku
C.P.O. Box 2139 - Tokyo
Tél. : 585.99.39
Téléc. : 23581

NIHON OLIVIER K.K

Une structure d'action commerciale intégrée au service des industriels français

Siège social : Tokyo

French Bank Building
1-2, 1 - chome Akasaka
Minato-ku - Tokyo
Tél. : (03) 582-0871/6
Téléc. : J 22869
Câble : Austrasia Tokyo

Bureau d'Osaka

Shinto Building
7,1 - chome Saiwai-Cho-Dori
Naniwa-ku - Osaka
Tél. : (06) 561-9391/2
Câble : Olivico Osaka

FILIALE DE COMPAGNIE OLIVIER S.A.

Siège social : 1, rue Robert-de-Fiers 75740 PARIS CEDEX 15
Tél. : 578-61-27 Téléc. 270606 Astrasia Paris

Vous souhaitez développer vos relations commerciales ou financières avec le Japon.

Vous recherchez :
- des renseignements sur ce marché
- débouchés commerciaux, réglementations...
- moyens d'accès au marché des capitaux.
- des conseils et une assistance dans l'étude et la négociation de vos contrats.
- des crédits adaptés à vos opérations.

La bourse de Tokyo vous intéresse.

- Vous recherchez des informations sur cette place ainsi que sur la conjoncture économique et financière de ce pays.
- Vous avez le projet d'investir en valeurs mobilières mais désirez connaître les meilleures opportunités de placement.

Présent au Japon

par sa Représentation (conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

M. Bernard DUPUY D'ANGEAC
Rooms 521-522 Fuji Building
2-3 Marunouchi 3 Chome, Chiyoda-Ku
Tokyo 100-91

par sa Société financière (filiale conjointe avec le Banco di Roma et la Commerzbank)

NIPPON EUROPARTNERS
Nishikawa Building
1-5-3 Nihonbashi Chuo-Ku
Tokyo - Japon 103

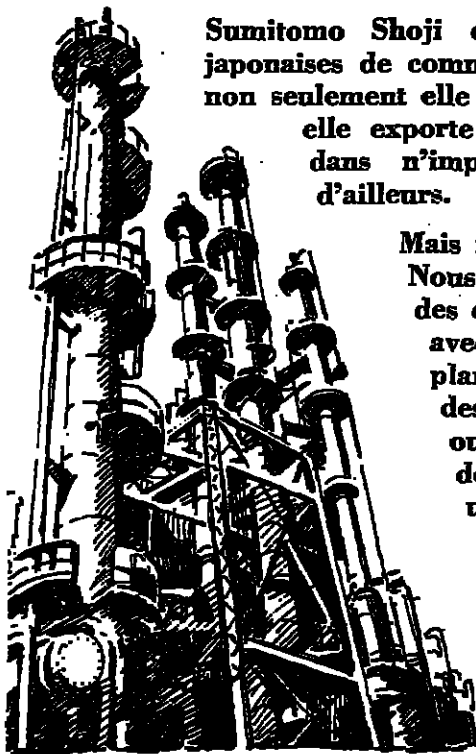
Le Crédit Lyonnais peut vous aider à résoudre tous vos problèmes financiers, professionnels ou personnels.

CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales
16 rue du Quatre-Septembre - 75002 Paris
Tél. 295.70.00 - Télex : 630.200 Credi

Europariétaires : Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais

SUMITOMO Partners in trade with France



Sumitomo Shoji est une des principales compagnies japonaises de commerce international. En tant que telle, non seulement elle importe des produits en France, mais elle exporte des produits français au Japon. Ou dans n'importe quel autre pays du monde, d'ailleurs.

Mais nous sommes beaucoup plus que cela. Nous sommes associés, par exemple, dans des entreprises communes (joint ventures) avec des entreprises françaises de premier plan pour des projets de mise en valeur des ressources naturelles au Moyen-Orient ou aux Etats-Unis. Nous installons aussi des usines complètes, nous fournissons une assistance technique, ainsi que des services d'information et de conseils sur le marché.

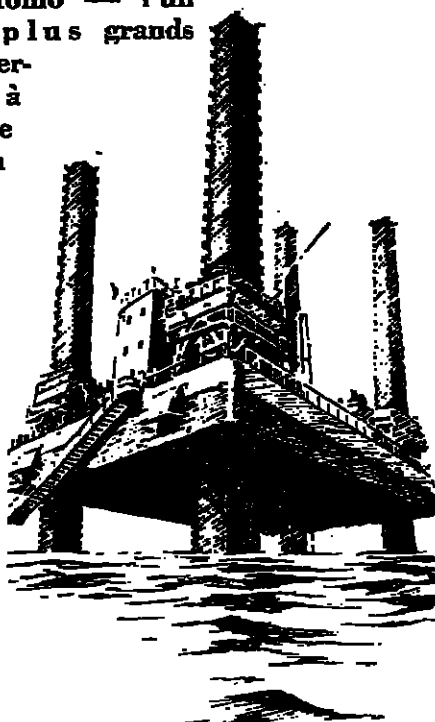
Nous sommes la branche commerciale du Groupe Sumitomo — l'un des plus grands

ensembles industriels, financiers et commerciaux du Japon dont l'histoire remonte à plus de 350 ans. Grâce à un personnel de près de 8.000 spécialistes qualifiés et un réseau de plus de 120 bureaux dans 80 pays étrangers, nous pouvons satisfaire vos besoins à l'échelle internationale.



Fonte du cuivre dans la première usine Sumitomo vers 1690.

Avec de telles références dans le domaine des affaires, on peut compter sur nous comme partenaires dignes de confiance.



SUMITOMO SHOJI

SUMITOMO SHOJI KAISHA, LTD. Tokyo & Osaka, Japan

SUMITOMO SHOJI FRANCE S.A.

15, Rue de Berri, 75008 Paris Tél. 359-67-24 to 359-67-27
Telex : 650015 "SUMITO PARIS"

Un tournant dans la politique extérieure

Le "globalisme", une stratégie à l'échelle de l'économie mondiale

(Suite de la page 25)

M. Miki, alors vice-premier ministre, fait une tournée des capitales arabes. Il se montre particulièrement généreux et promet près de 3 milliards de dollars à titre d'aide, aussi bien à l'Egypte, qu'à la Syrie, l'Irak ou l'Arabie Saoudite. Des bureaux de représentation des grandes sociétés japonaises s'ouvrent dans plusieurs villes du Proche-Orient. En 1976, le chef du département politique de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) se rend à Tokyo. Les autorités autorisent l'installation d'un bureau de l'O.L.P. dans la capitale japonaise.

Par ces gestes, le gouvernement japonais cherche à gagner la sympathie des pays arabes. Pratiquement, la percée japonaise apparaît moins spectaculaire. Sur le terrain, les banquiers et les industriels japonais se montrent beaucoup plus prudents. Ils n'hésitent pas à s'allier avec des groupes américains ou européens pour accéder à des marchés qui leur sont difficilement accessibles. Il en va de même en Afrique francophone — en Côte d'Ivoire et au Niger — où les firmes japonaises s'associent à des sociétés françaises pour exploiter des gisements de minerais.

en 1986 plus de 90 milliards de dollars.

Pour financer ses investissements et payer ses achats de matières premières, le Japon doit avoir une balance commerciale largement excédentaire. Les industriels japonais ont tenté quelques percées en Amérique latine, au Proche-Orient et en Europe de l'Est, mais elles ne sont pas décisives et demandent à être consolidées. Restent donc les marchés des pays occidentaux, où l'offensive japonaise ne manque pas de susciter des réflexes protectionnistes. Les Etats-Unis pourraient alors exercer de nouveau leur fonction de tuteur et demander au Japon de redéfinir d'une manière plus modeste sa stratégie « globaliste ».

MAXIME DOUBLET.

Une « zone yen » en Asie ?

EN Asie du Sud-Est, la pénétration japonaise est beaucoup plus directe. Cependant, cette région ne constitue plus aujourd'hui une base suffisante pour établir la puissance du Japon. A part le caoutchouc, elle lui fournit trop peu de matières premières. Selon une étude du Japan Economic Research Center, 13,7 % seulement des importations japonaises proviendront en 1990 de l'Asie du Sud-Est ; ce pourcentage s'élevait en 1960 à 20 %. Le déficit commercial que subissent les pays de la région limite leurs possibilités d'achat. Le Japon a donc choisi d'y investir. Il accélère ainsi le processus de restructuration de son économie.

ministère du commerce extérieur japonais), ils devraient atteindre

La division internationale du travail s'établit ainsi : au Japon, les industries à forte valeur ajoutée utilisant une main-d'œuvre qualifiée ; aux pays du Sud-Est asiatique les industries à main-d'œuvre banale fabriquant des produits textiles ou exerçant une activité de sous-traitance. Une telle politique nécessite un apport massif de capitaux japonais. Certains envisagent la création d'une « zone yen ». Le yen deviendrait une monnaie de réserve pour les pays de l'Asie. Le Japon dépendrait alors moins du dollar et des autres devises fortes pour pouvoir y investir. Ses gains en devises lui serviraient à d'autres investissements à l'étranger.

Un pays qui veut, d'une part, s'assurer des sources stables d'approvisionnement en matières premières et, d'autre part, internationaliser sa production doit exporter ses capitaux dans toutes les parties du monde. Telle est bien l'ambition du Japon. En 1976, les investissements japonais à l'étranger s'élevaient à près de 16 milliards de dollars. Selon une étude prospective du MITI (mi-

Banque Européenne de Tokyo S.A. PARIS

Fondée en 1968
Total du bilan : 2381 millions de francs au 31 décembre 1975

FINANCEMENT A MOYEN ET LONG TERME
EN EURO-DEVICES
PLACEMENT D'Euro-OBLIGATIONS

BANQUES PARTICIPANTES

- The Bank of Tokyo Ltd.,
- The Industrial Bank of Japan Ltd.,
- Bank of Tokyo Holding S.A.,
- The Long Term Credit Bank of Japan Ltd.,
- The Nippon Fudosan Bank Ltd.,
- The Kyowa Bank Ltd.,
- The Taiyo Kobe Bank Ltd.,
- The Saitama Bank Ltd.,
- The Hokkaido Tokai Bank Ltd.

Le total de l'actif
des banques participantes dépasse
170 milliards de dollars.

AUJOURD'HUI

les grandes affaires ne sont plus nationales. Elles ont des ramifications dans le monde entier et il leur faut l'aide de banquiers experts dans le domaine international. Mitsubishi est de ceux-là. C'est une banque multinationale disposant de capitaux qui lui permettent de financer quelques-uns des plus importants projets de notre époque — depuis

la mise en valeur des ressources naturelles jusqu'aux découvertes les plus récentes de la technique moderne. Mitsubishi, qui est l'une des plus anciennes banques du Japon, est au premier rang pour conseiller les groupes français souhaitant faire des affaires au Japon et dans d'autres pays asiatiques. Notre représentant à Paris sera heureux de vous aider.

Tél: 742-0001

Bureau de Représentation de Paris.
4, pl. de la Concorde, 75008 PARIS, France - Tél. 742-0001.
Télégramme: BISHIBANK PARIS 125 - Télex: 600.610.



MITSUBISHI BANK

SEIJI OGURA, Marunouchi, Tokyo, Japon. — NOS BUREAUX A L'ETRANGER: New-York, Los Angeles, Chicago, Toronto, Sao Paulo, Londres, Düsseldorf, Paris, Beyrouth, Séoul, Singapour, Hong-Kong, Jakarta, Sydney, The Mitsubishi Bank of California à Los Angeles, Mitsubishi Bank (Europe) S.A. à Bruxelles, Banco Mitsubishi Brasileiro S.A. à Sao Paulo. BANQUES ASSOCIEES: Japan International Bank à Londres, Orion International Services et Orion Bank à Londres, Utsu Bank à Londres, Australian International Finance Corporation à Melbourne, Thai Mitsubishi Investment Corporation à Bangkok, Diamond Lease (Hong-Kong), Orion Pacific, Liu Chong Hing Bank à Hong-Kong, P.T. Indonesian Investments International à Jakarta, Ayala Corporation à Manille, Amanah Chase Merchant Bank à Kuala Lumpur.

مركز العمل

La Banque

La première des
les affaires
banques
internationales
depuis 1968

BANK OF TOKYO

Important marché financier

La Bourse de Tokyo, une rivale pour Wall Street

L'économie japonaise est un monde clos, difficile à pénétrer disent les chefs d'entreprises étrangers, difficile à analyser assurent les économistes. La Bourse de Tokyo, par exemple, est l'une des premières places financières du monde et s'annonce

comme la prochaine rivale de Wall-Street. C'est pourtant encore un marché financier opaque, dont la forme seule est occidentale et qui, en fait, protège l'inséparable échec des participations croisées sur lequel est bâti le capitalisme japonais.

Le Kabutocho aura bientôt cent ans. La création de la Bourse de Tokyo date en effet de 1878. Elle fait partie du gigantesque effort entrepris sous le règne de l'empereur Meiji pour ouvrir la société japonaise sur l'extérieur et en occidentaliser les institutions. Mais la greffe prendra mal et, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le marché restera étroit et spéculatif, les grands conglomérats — les Zaibatsu — peu soucieux de subir les contraintes de la Bourse, trouvant ailleurs leurs financements.

L'occupation américaine apporte une deuxième vague de grandes réformes à laquelle le marché financier n'échappe pas. Il s'agit de mettre en place une institution moderne, largement copiée sur le modèle de Wall Street, et capable de participer activement

au financement de la reconstruction. Parallèlement à la croissance spectaculaire de l'économie, la Bourse connaît au long des trente années qui vont suivre un développement accéléré que ne viendront interrompre que deux crises : la première, celle de 1921-1923, montrera la fragilité d'un système financier encore très instable (la Bourse n'en sortira qu'avec l'aide de la Banque du Japon et au prix de réformes) ; la deuxième crise sera causée par la récession mondiale de 1929 : le marché japonais montrera cette fois qu'il a atteint l'âge adulte et qu'il est, autant que d'autres, capable de résister au choc de la dépression. L'indice des valeurs ne perdra à Tokyo que 37 %, contre 45 % à Wall Street, 50 % à Paris et plus de 70 % à Londres.

assurément un des plus opaques, sous la tutelle des quatre plus grosses maisons de titres qui se partagent, en réalité, le marché. Les transactions concernent au maximum 15 à 20 % des titres, les plus gros paquets étant immobilisés et constituant des participations croisées qui font du capitalisme japonais un échecaveau inextinguible.

L'information est formellement assurée, mais celle qui importe

Un concurrent redoutable pour les autres pays capitalistes

DERNIER détail. Les manœuvres utilisées pour couper court aux questions indiscrettes des actionnaires lors des assemblées générales des sociétés — y compris les plus honorables — ont un nom : les *Sokushu*. Elles relèvent du chantage et de la pression physique pure et simple. La route qui mène à la démocratisation du Kabutocho est encore longue...

La Banque du Japon et le ministère des finances ont constamment fait dépendre l'ouverture de leur marché financier sur l'extérieur de l'état de santé de la balance des paiements. Autant dire que le marché de Tokyo ne s'est qu'entreouvert.

Depuis trois ou quatre ans, pourtant, on a pris conscience, au Japon, que Tokyo deviendrait une des grandes places financières du monde capitaliste. Même si les investisseurs étrangers ne possèdent qu'une faible part — 5 % — du portefeuille japonais, leur rôle d'information du marché n'est plus négligeable. Des entreprises étrangères cherchent à participer à l'expansion d'une Bourse active plus sensible aux plus-values qu'aux dividendes (ceux-ci demeurant remarquablement faibles par rapport à la valeur boursière des titres : 2,9 % à Tokyo, contre 5,1 % à Paris en 1976). Seize valeurs américaines ou européennes (dont la Compagnie française des pétroles et Paribas) sont cotées à Tokyo. Inversement, les valeurs japonaises sont nombreuses sur les places européennes (quatre à Paris, mais plus de vingt-cinq respectivement à Francfort et à Amsterdam).

A son tour, le marché obligataire semble s'ouvrir plus largement aux emprunteurs étrangers, à mesure que la balance des

Un rôle très secondaire dans le financement des investissements

PORTE par la croissance économique du pays, le Kabutocho est devenu un des tout premiers marchés financiers du monde : troisième par le nombre des valeurs cotées (1.397 en 1976) après New-York et Londres ; il se situe au deuxième rang derrière Wall Street si on retient le critère du volume des transactions : 183 millions de dollars par jour, soit trois fois plus qu'à Londres et huit fois plus qu'à Francfort et à Paris.

Le marché obligataire, quant à lui, a multiplié par six son volume d'émissions en dix ans, atteignant, en 1976, 50,7 milliards de dollars, soit plus de cinq fois le chiffre français pour la même période.

Malgré son volume, le marché financier japonais reste insuffi-

sant par rapport aux besoins de l'industrie japonaise. La Bourse ne fournit à cette dernière que 11 % de ses besoins de financement, et cette part est actuellement stagnante. Quant au marché obligataire, il est littéralement accaparé par les banques (80 % du total), qui y trouvent une part importante de leurs ressources et, plus récemment, par l'Etat, les organismes publics et les collectivités locales (35 %). Ces emprunteurs ne laissent au secteur industriel qu'une portion congrue, inférieure à 10 %.

En fait, c'est à travers des banques que le marché obligataire finance l'investissement productif. Ce détour renforce un peu plus les liens entre les entreprises industrielles — dont l'autofinancement excède rarement 30 à 40 % — et leur principal prêteur.

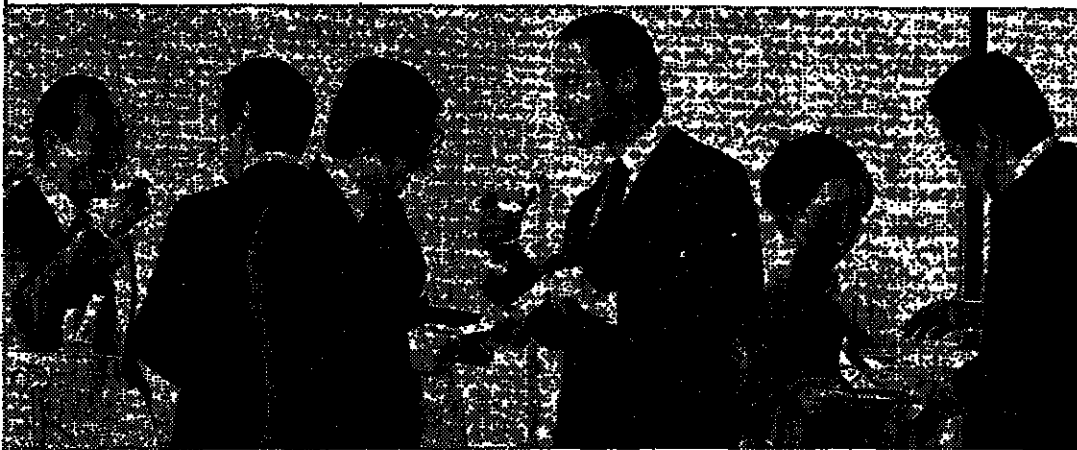
La forme seule est occidentale...

LES Japonais ont largement copié sur les Etats-Unis les structures de leur marché financier : un seul cours pour les titres et pas de marché à terme, mais un système d'achat à crédit des valeurs (*maganin transactions*), distinction stricte faite entre les activités des banques et des *brokers* (maisons de titres), protec-

tion des investisseurs et surveillance du marché par une *Securities Exchange Commission* (Commission des opérations de Bourse) aussi sévère et aussi indiscrète que celle de Wall Street.

Mais alors que le marché américain est un des plus transparents du monde, celui de Tokyo est

Nous ne pouvons pas vous apprendre le Japonais, par contre nous pouvons vous aider à le comprendre.



Le Japonais est une langue très difficile à apprendre et les usages commerciaux sont également très différents des nôtres. Ils sont réglés par des coutumes très strictes et dont chacune a une signification très particulière. Mais rassurez-vous, nous sommes là pour vous aider à les comprendre.

Par exemple, lors de réunions ou de réceptions, il est d'usage au Japon de distribuer des cartes de visite. Pour un Japonais, échanger ces cartes est aussi important que serrer la main pour un Européen. Et ce n'est pas seulement pour des raisons de politesse.

En fait, c'est une coutume très utile, qui vous permettra de retenir les noms de vos interlocuteurs et de connaître précisément la position qu'ils occupent dans leur société. Aussi pour vous aider le JAL

Executive Service peut imprimer, pour une somme très modeste, vos propres cartes de visite bilingues. D'autre part, et toujours pour vous aider, JAL a édité un ouvrage qui fait autorité : "Les Affaires au Japon".

Ce livre vous donnera des informations précieuses sur tous les aspects des usages commerciaux japonais. Il vous donnera un aperçu de la philosophie des affaires japonaises et du comportement des Japonais tout simplement parce que ces deux points influencent quotidiennement les discussions commerciales.

Mais tout cela n'est qu'une petite partie de l'aide que le JAL Executive Service peut vous fournir avant, pendant et après votre séjour au Japon.

Si vous désirez en savoir

plus sur le JAL Executive Service, découpez ce bon et dites-vous bien que ce n'est pas sans raison que la JAL transporte plus d'Européens sur ses lignes vers le Japon que n'importe quelle autre compagnie.



Japan Air Lines, 75, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Nom _____
Fonction _____
Adresse _____

Vous êtes notre raison d'être.



La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo, présente partout dans le monde grâce à plus de 250 succursales, bureaux de représentation ou participations, est fière d'avoir un rôle à jouer dans le développement économique de la France.

BUREAU À PARIS :
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-33
BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO S.A.:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-58-55

Banque et financement mondiaux
BANK OF TOKYO
SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON

32 succursales au Japon
Réseau de plus de 5000 correspondants dans le monde

MATÉLAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e M. Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

A ses lecteurs qui vivent hors de France
Le Monde
présente une
Sélection hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.

12-0001

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité prolonge le mandat de la FUNU dans le Sinaï...

Le Conseil de sécurité a renouvelé pour un an le 22 octobre le mandat de la force d'urgence des Nations unies au Sinaï qui venait à expiration le 23 octobre. Treize États membres ont voté en ce sens, la Chine et la Libye n'ont pas pris part au vote. La résolution souhaite aussi une reprise des négociations.

...et déplore les mesures prises par Israël dans les territoires occupés

Réuni le 1^{er} novembre pour examiner une plainte égyptienne contre Israël au sujet des pratiques dans les territoires occupés, le Conseil de sécurité a adopté par consensus un texte déplorant vivement les mesures prises par Israël dans ces territoires. En particulier il juge que ces mesures modifient la composition démographique et le caractère géographique, notamment par l'établissement de colonies. Le Conseil déclare aussi que ces mesures n'ont « aucune valeur légale » et constituent un obstacle à la paix.

VETO AMÉRICAIN CONTRE L'ADMISSION DU VIETNAM — ADMISSION DE L'ANGOLA. — Le 15 novembre, les États-Unis ont opposé leur veto à l'admission du Vietnam aux Nations unies. Les quatre autres États membres ont voté en faveur de l'admission. En revanche, l'Angola a été admise à l'ONU le 25 novembre par un vote du Conseil de sécurité (treize voix pour, une abstention : États-Unis ; la Chine ne participait pas au vote) recommandant à l'Assemblée générale de prendre une décision en ce sens.

A l'Assemblée générale : résolutions sur les Palestiniens, l'Afrique australe, Chypre, etc.

La trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations unies, réunie depuis le 27 septembre, a poursuivi l'examen des problèmes inscrits à l'ordre du jour. Elle a pris position, notamment, sur des projets de résolution concernant la situation des Palestiniens, sur la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, la question de Chypre, etc.

Situation des Palestiniens. — Par 118 voix contre 2 (Israël et Costa-Rica) et avec 3 abstentions (Malawi, le Papouasie-Nouvelle-Guinée), l'Assemblée a déploré le refus des Israéliens de rapatrier deux cent quarante mille Palestiniens environ déplacés à la suite de la guerre de 1967. Le texte invite Israël à prendre des « mesures immédiates » pour assurer leur retour dans leurs foyers. Le même jour, quatre autres résolutions ont été adoptées à propos des activités de l'Office de secours et de travaux des Nations unies en faveur des réfugiés arabes de Palestine (UNRWA), organisation d'occupation de l'ensemble des réfugiés depuis la création de l'État d'Israël.

Le lendemain, l'Assemblée a adopté le projet de résolution qui lui était présenté par le comité chargé de veiller à la mise en œuvre des droits des Palestiniens. Elle y proclame le droit des Palestiniens à rentrer chez eux et à créer un État sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). Le texte a été voté par 90 voix contre 16 (dont les États-Unis) avec 20 abstentions. La France n'a pas pris part au vote.

L'apartheid en Afrique du Sud. — Dix résolutions ont été adoptées à ce propos le 9 novembre, notamment : sur l'application de l'embargo (110 voix contre 8, 20 abstentions) ; la collaboration d'Israël avec l'apartheid (91 voix contre 20, 20 abstentions) ; la préparation d'une convention internationale contre l'apartheid dans le sport (128 voix pour, 12 abstentions) ; la cessation de toute collaboration économique avec l'apartheid (110 voix contre 6, 24 abstentions) ; l'illégalité du régime de l'Afrique du Sud (par 93 voix contre 9), l'Assemblée a dénoncé, en particulier, la collaboration de six États : France, R.F.A., Royaume-Uni, États-Unis, Israël et Japon.

Transkei. — Le 26 octobre, l'Assemblée générale a adopté, par 134 voix et avec 1 abstention (États-Unis), une résolution qui rejette l'indépendance « temporaire » du Transkei proclamée le même jour et invitait la communauté internationale à ne pas reconnaître le Transkei.

Chypre. — Par 94 voix contre 1 (Turquie) et avec 27 abstentions, une résolution sur Chypre a été adoptée le 12 novembre. L'Assemblée y exige notamment l'application urgente de ses deux précédentes résolutions (3212 et 3355), où elle demandait, d'une part, le retrait de toutes



F.A.O.

A la conférence régionale pour l'Afrique : les perspectives alimentaires

La situation alimentaire mondiale est dans l'immédiat meilleure qu'elle ne l'a été depuis plusieurs années, mais les tendances à long terme de la production alimentaire dans les pays en voie de développement restent d'une faiblesse inquiétante, a déclaré en substance M. Edouard Seoum, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.), à la neuvième session de la conférence régionale de la F.A.O. pour l'Afrique, réunissant au mois de novembre à Freetown les ministères et les délégués de quarante pays et mouvements de libération nationale d'Afrique.

La F.A.O. estime que la production mondiale de céréales en 1976 dépassera les 1 300 millions de tonnes, soit une augmentation de 7 % par rapport à 1975. On s'attend à une augmentation des stocks de report. Selon la F.A.O., les besoins de céréales importées par les pays pauvres les plus durement touchés par la récession économique actuelle devraient être nettement moindres que l'an dernier.

CONTRIBUTION DU VÉNÉZUELA AU FONDS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE. — M. Carlos Andrés Pérez, président de la République du Venezuela, a annoncé, le 19 novembre, que son pays était disposé à contribuer à nouveau au FIDA (Fonds international de développement agricole) dans le cadre de la contribution générale que pourraient faire les pays membres de l'OEPE.

LES SATELLITES ET L'AGRICULTURE. — Le premier cours international sur les applications de l'agriculture de la télédétection (ou détection à distance) s'est ouvert au siège de la F.A.O. à la fin du mois d'octobre. Ce cours est organisé par les Nations unies, avec la coopération de la F.A.O., de l'UNESCO et du gouvernement italien ; il a été conçu pour l'Afrique, et traite tout particulièrement de l'application de la télédétection à l'utilisation des sols et à l'insécurité alimentaire des pays semi-arides d'Afrique.

PLAN D'URGENCE POUR LE LIBAN. — Un plan d'urgence pour le Liban, destiné à secourir, pendant quatre mois, les 1 300 000 victimes de la guerre civile libanaise a été annoncé le 18 novembre par M. Edouard Seoum. Au cours d'un entretien avec une délégation ministérielle libanaise, le directeur général de la F.A.O. a promis une aide immédiate « sous forme de nourriture, de médicaments et de services d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les opérations de secours ».

UN BILAN DES ACTIVITÉS DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — La F.A.O. a présenté, le 18 novembre, un bilan des activités du Programme alimentaire mondial (PAM) pour les opérations de secours.

ACHATS DANS LE CADRE DU FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Outre le Mexique (voir ci-dessus), quatre pays ont reçu du Fonds monétaire international l'autorisation d'effectuer des achats de devises dans le cadre du financement compensatoire : la Jamaïque (27 octobre), pour l'équivalent de 125 millions de D.T.S., le Sri Lanka (11 novembre) pour l'équivalent de 15,8 millions de D.T.S., et l'Afrique du Sud (12 novembre), pour une somme équivalente à 160 millions de D.T.S.

LA PROCÉDURE DES VENTES D'OR. — Pour ses ventes d'or, le Fonds monétaire a annoncé, en novembre, le recours à la méthode du prix satisfaisant et des enchères hollandaises, qui avait déjà été utilisée pour ses deux premières adjudications.

NOMINATIONS. — M. Justin Bwiti Zulu (Zambie) a été nommé directeur du département africain du Fonds monétaire international. Il succède à M. Moudou Touré (Mauritanie).

Fonds monétaire international
Près de 840 millions de D.T.S. sont mis à la disposition du Mexique

Les importantes mesures d'aide ont été prises le 28 octobre au Fonds monétaire international (F.M.I.) en faveur de l'économie mexicaine sérieusement touchée par l'inflation (le peso avait déjà dévalué à deux reprises ces derniers mois). Au total, c'est l'équivalent de 837,125 millions de D.T.S. qui ont été mis à la disposition de ce pays :

- 188 millions de D.T.S. (en devises étrangères) au titre du « mécanisme compensatoire », disponibles immédiatement, pour faire face au déclin des revenus d'exportation ;
- 34,125 millions de dollars (en devises étrangères) sous forme d'un tirage sur sa première tranche de crédit (36 % du total) ;
- 618 millions de dollars, sous forme d'une ouverture de crédit pour trois ans, au titre du mécanisme d'aide pour venir en aide aux pays ayant des difficultés de balance des paiements.

Groupe de la Banque mondiale
La Banque emprunte 700 millions de dollars sur les marchés financiers internationaux

On a annoncé le 18 novembre une double émission, sous la conduite de Salomon Brothers, Morgan Stanley and Co et la First Boston Corporation, de bons et d'obligations de la Banque mondiale se montant au total à

trois projets par le comité des politiques et des programmes d'aide économique, le telar, totale les engagements pour des projets de développement économique et social et pour répondre aux besoins d'urgence s'élevaient à plus de 1 milliard de dollars depuis que la F.A.O. a commencé à fonctionner, en janvier 1963.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — La dix-neuvième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'est déroulée du 26 octobre au 30 novembre à Nairobi. On trouvera en bref résumé de ses travaux dans notre prochain numéro.

SANTÉ. — Une réunion, convoquée au mois d'octobre par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) à Genève a conduit à la nécessité d'établir un système mondial de transfert de l'information sur les médicaments, au profit des pays en voie de développement. Les participants ont aussi souhaité que l'Organisation contribue, par la coopération technique avec les pays en voie de développement, à la création d'organismes de contrôle des médicaments.

Conformément aux priorités établies par le comité régional de l'O.M.S. pour l'Afrique, le programme à long terme en faveur de la santé de l'Afrique s'est concentré sur la lutte contre les maladies infectieuses, les maladies parasitaires et les maladies chroniques, en particulier les maladies du sang et de l'endocrinologie, par le développement de services régionaux de santé et de diagnostic. Un comité d'experts régionaux s'est réuni à Brazzaville du 25 au 29 octobre pour passer en revue les problèmes qui s'y rattachent.

ÉNERGIE ATOMIQUE. — L'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a célébré, le 23 octobre, le vingtième anniversaire de la signature de son statut. Cet événement sera commémoré au cours d'une conférence internationale sur l'énergie d'origine nucléaire qui aura lieu au mois de mai 1977 à Strasbourg.

NAVIGATION MARITIME. — L'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (O.N.M.) a annoncé, le 20 octobre, sa décision d'aider le gouvernement de la Barbade à lutter contre la pollution des eaux de mer. L'O.N.M. apportera, par l'intermédiaire de son comité de coopération technique, l'assistance technique nécessaire pour mener à bien une étude sur les effets de la pollution, notamment de la pollution par les hydrocarbures.

L'O.N.M. a réuni à Londres, au mois de novembre, une conférence chargée d'adopter une nouvelle convention internationale sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes. Cette nouvelle convention sera soumise à la signature internationale sur la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer, signée à Bruxelles en 1957 et entrée en vigueur en 1967.

Le nouveau conseil maritime régional de l'O.N.M. pour l'Asie et le Pacifique, M. Erik de la Motte (Suède) est entré en fonction le 15 novembre dernier. Il sera chargé de l'exécution de la politique de l'Organisation dans les pays de la région.

TELECOMMUNICATIONS. — La République populaire d'Angola est devenue, le 13 octobre dernier, le cinquante-neuvième membre de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.).

MÉTÉOROLOGIE. — Le comité des systèmes de météorologie mondiale (O.M.M.) a tenu une session extraordinaire au début du mois de novembre à Genève. Cette session a examiné les progrès de la coopération et du contrôle à l'échelle mondiale du système qui effectue des observations météorologiques régulières et qui les transmet à tous les pays du monde en fonction de leurs besoins respectifs — système connu sous le nom de Vitesse météorologique mondiale — et a examiné une série de questions urgentes en matière d'exploitation qui se posaient en raison de la suspension jusqu'à la prochaine session prévue en 1979.



Travail

Une convention sur le contrôle des navires

La soixante-deuxième session (maritime) de la Conférence internationale du travail, qui s'est déroulée à Genève du 13 au 29 octobre, a été marquée par l'adoption d'une convention instaurant un contrôle des navires et prévoyant des conditions inférieures aux normes et aux pratiques professionnelles d'un syndicat ou d'un organisme professionnel « ayant intérêt à la sécurité du navire ». La convention entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle au moins dix pays représentant ensemble un tonnage brut de 25 % de la flotte marchande mondiale l'auront ratifiée. Au cours de cette conférence, ont également été adoptés des instruments internationaux concernant les congés payés des gens de mer, la protection des jeunes marins et la continuité de l'emploi.

AIDE AU PORTUGAL. — Le Bureau international du travail (BIT) a annoncé, le 3 novembre, qu'il allait apporter une assistance directe à l'élaboration du plan de développement du Portugal pour la période 1977-1980. Quatre experts du BIT seront chargés de former les responsables portugais et de leur fournir des conseils techniques. Le BIT indique que c'est la première fois qu'un pays européen sollicite en concours pour la mise sur pied de son plan de développement.

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION. — Un programme pour améliorer les conditions de travail et notamment pour réduire le nombre des accidents professionnels a été approuvé par le conseil d'administration du BIT au cours de sa session d'automne, du 19 au 23 novembre, à Genève. Ce programme comprend des missions de spécialistes dans les pays qui en feront la demande pour les aider à faire leurs objectifs. Il permettra également d'assurer une plus large diffusion des informations, en particulier grâce à la mise sur pied d'un système international d'alerte pour les substances dangereuses. Ce programme répond aux préoccupations exprimées par la conférence internationale du travail en juin 1975 concernant l'absence de progrès constatée dans l'humanisation du travail et la réduction des maladies et accidents professionnels.

LEGISLATION SOCIALE. — C'est cinquante-deux pays ont apporté plus d'un million d'améliorations à leur législation sociale au cours des trois dernières années, dont 31 % en Amérique latine, 30 % en Europe, 23 % en Afrique et 16 % en Asie et en Océanie. Ces améliorations sont contenues dans une étude publiée par le Bureau international du travail sous le titre : « L'impact des conventions et recommandations internationales de travail ». Cette étude est destinée à servir de référence pour les États membres de l'Organisation internationale du travail à leur législation et à leurs recommandations pour les mettre en conformité avec les conventions et les recommandations de l'Organisation.

Nice, ville de congrès vous attend.



Nice Congrès : Palais des Expositions, 06300 Nice. Tél. (93) 55.02.02 et 55.18.55. Telex : NICEPO 970557.

FINANCEMENTS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

مركز العمل

CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, a approuvé des crédits : — 5 millions de dollars accordés le 21 octobre à la République arabe du Yémen pour un projet de développement de l'énergie ; — 14 millions de dollars le 2 novembre, à Madagascar pour l'aide à développer son système d'enseignement et à améliorer la qualité.

AUGMENTATION DES FONDS POUR LA RECHERCHE AGRICOLE. — Les deux centres ou programmes internationaux de recherche agricole, réunis sous l'égide du Groupe consultatif en matière de recherche agricole internationale (G.C.A.I.R.), reçoivent un montant total de 18 millions de dollars environ pour poursuivre leurs activités en 1977. Ce montant est basé sur les négociations relatives à l'aide financière fournie par le plus grand des membres donateurs du G.C.A.I.R., dans le cadre de la Convention de Lomé, à Washington. Rappelons que le G.C.A.I.R. a été fondé en 1970, sous l'impulsion de la F.A.O., du FNUD et de la BIRD.

GROUPE CONSULTATIF POUR LE SUDAN. — Le Groupe consultatif pour le Sud a été réuni les 2 et 3 novembre au bureau européen de la Banque mondiale. La délégation du gouvernement soudanais a exposé, dans ses grandes lignes, les objectifs de son développement prévus pour les prochaines années, qui doit prendre effet le 1^{er} janvier 1977. Elle a également soumis aux participants le programme de développement agricole et de développement agricole créé récemment à Khartoum avec le concours de donateurs internationaux. A l'issue de cette session, les participants ont convenu de continuer à assurer une aide à ce pays — surtout dans certains cas — dans des conditions très favorables.

Banque européenne d'investissement

Prêts au Kenya et à la Grande-Bretagne

UN prêt global d'une contre-valeur de 2 millions d'u.c. (environ 18,5 millions de schillings kenyans) a été consenti le 27 octobre par la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) à la Banque de Développement Financier du Kenya, qui en rétrocedera le produit, avec l'accord de la B.E.I., pour promouvoir le développement de diverses initiatives industrielles dans le pays.

Il s'agit là de la première opération de la B.E.I. accordée sur ses ressources propres dans le cadre de la Convention de Lomé, ainsi que du premier financement de la Banque en faveur d'investissements dans un pays africain anglophone. Ce prêt a été octroyé pour onze ans, au taux d'intérêt de 6 %.

D'autre part, le 16 novembre, la Banque a consenti un prêt d'une contre-valeur de 5 millions de livres destinés à financer l'agrandissement de deux aéroports exploités par British Rail sur les lignes reliant Calais et Boulogne au port de Douvres. Ce prêt a été accordé pour dix ans au taux de 9 %.

NOUVEAUX TAUX DES INTÉRÊTS. — Le conseil d'administration de la B.E.I. a décidé, le 20 octobre, d'appliquer les taux d'intérêt suivants : — Prêt à court terme : 3 1/2 % (durée de six à huit ans) et 9 % (durée supérieure à huit ans) ; — Prêt à moyen terme : 4 1/2 % (durée de six à huit ans) et 9 1/2 % (durée supérieure à huit ans) ; — Prêt à long terme : 5 1/4 % (durée de six à huit ans) et 9 1/4 % (durée supérieure à huit ans).

Banque interaméricaine de développement

Dix prêts de la Banque

LA Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé l'octroi de dix prêts : — A la République Dominicaine (28 octobre) ;

2,9 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) qui financent l'extension d'une université privée ;

— A la Bolivie (4 novembre) : 5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans, à 1 % l'an pendant les cinq premières années et à 2 % ensuite) destinés à financer un programme de préinvestissement ;

— Au Honduras (4 novembre) : 40 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) qui permettront la réalisation de la seconde étape d'un programme de développement agricole intégré ;

— A l'Argentine (4 novembre) : 60 millions de dollars (à l'aide de ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8,6 % l'an) affectés à un programme de crédit visant à faciliter et à améliorer les possibilités de stockage des récoltes ;

— A la Banque centrafricaine pour l'intégration économique (11 novembre) : 8 millions de dollars (à l'aide d'opérations spéciales, pour trente ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) qui aideront au financement d'études de préinvestissement en Amérique centrale ;

— Au Nicaragua (11 novembre) : deux prêts d'un montant total de 15 millions de dollars destinés à financer la deuxième phase d'un programme de crédit à l'industrie agricole ainsi qu'aux autres industries du pays. Trois millions ont été accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans et à 8,6 % ; 12 millions proviennent du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 3 % ensuite ;

— A l'Equateur (18 novembre) : 11 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 2 %) contribueront au développement des activités de l'Institut National de Recherches Agronomiques, un institut national spécialisé dans la recherche agricole ;

— Au Brésil (18 novembre) : deux prêts d'un montant total de 66,4 millions de dollars qui financent un programme de recherche ainsi que le développement de la technologie dans le secteur agricole ; rétrocedés à l'Empresa Brasileira de Pesquisas Agropecuarias, 34,4 millions de dollars proviennent des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans à 8,6 %) et 32 millions ont été consentis à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans et à 3 % l'an).

NOUVEAU MEMBRE. — La Guyane est devenue, depuis le 16 novembre dernier, le trente-quatrième membre de la Banque.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT. — La Banque asiatique de développement, le 21 octobre, l'octroi d'un prêt de 15 millions de dollars à l'Albanie pour financer un plan de modernisation des activités de l'Institut National de Recherches Agronomiques, un institut national spécialisé dans la recherche agricole ;

— Le conseil des gouverneurs de la Banque a décidé, le 8 novembre, une augmentation du capital de 100 millions de dollars, portant le total à 1 milliard 711 millions (soit une augmentation de 133 %). Une première augmentation de 150 % avait été décidée en novembre 1972.

CERTAINES INTERACTIONS POUR LE PROBLÈME DES DIFFÉRENCES RELATIVES AUX INVESTISSEMENTS. — Présidé par M. Képti (représentant de l'Organisation pour l'économie et le développement), le conseil d'administration du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.) s'est tenu le 7 octobre à Genève.

Au cours de cette réunion, les membres du conseil ont pris en considération le rapport annuel pour 1975-1976 relatif aux activités du C.I.R.D.I. Rappelons que cet organisme agit en tant qu'arbitre autonome du groupe de la Banque mondiale.

GATT

Le conseil est saisi du problème des violations des règles de l'Accord

SELON les conclusions du conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), réuni à huis clos le 12 novembre à Genève, le système américain DISC (Domestic International Sales Corporation), dont bénéficient les sociétés américaines de vente à l'étranger depuis le 1^{er} janvier 1972, est contraire aux obligations souscrites par les Etats-Unis dans l'Accord général. Une étude effectuée par des experts du GATT à la suite d'une plainte de la Communauté économique européenne, précise que 75 % des exportations américaines sont ainsi effectuées en violation des règles du commerce international.

Après avoir examiné trois autres rapports élaborés à la suite de plaintes américaines, le conseil a constaté que certaines modalités fiscales en vigueur en Belgique, en France et aux Pays-Bas pour favoriser les exportations continuent, elles aussi, au même titre que les pratiques américaines, des subventions déguisées à l'exportation et sont donc également en contradiction avec les dispositions du GATT. Aucune mesure n'a été prise par le conseil, ses membres ayant demandé des délais pour étudier le contenu des rapports.

O.C.D.E.

Révision en baisse des perspectives de la croissance

L'ORGANISATION de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a révisé, en baisse, ses pronostics. Elle a réduit de 1 % le taux de croissance qu'elle avait prévu en juillet dernier, aussi bien pour le semestre en cours que pour les six premiers mois de 1977. Le taux de croissance pour le premier semestre de 1976 enregistré en 1975 ne serait donc plus que de 5 % ; l'an prochain, l'expansion tomberait à moins de 4 %, soit une moyenne de 2,2 seulement pour le quadriennat 1974-1977, au lieu des 5,5 % de naguère. Vu les gains de productivité attendus dans les pays occidentaux, ces cadences ne permettraient pas de réduire le chômage pendant les quatre prochains mois.

COMITÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT. — La quinzième réunion du Comité d'aide au développement de l'O.C.D.E. s'est tenue à Paris les 27 et 28 octobre, pour examiner notamment les besoins des pays en voie de développement et de leur population, en particulier des plus pauvres d'entre eux.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE. — Les Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) ont confirmé, le 8 novembre à Genève, leur décision de prendre des mesures individuelles ou multilatérales pour que soit assuré un meilleur équilibre de l'offre et de la demande de pétrole. Ils ont convenu d'identifier et de surmonter les limitations de toutes natures qu'ils rencontrent pour développer leurs programmes dans le domaine de l'utilisation rationnelle de l'énergie et leur politique concernant le développement de toutes les sources d'énergie : pétrole, charbon, gaz naturel, énergie nucléaire et hydro-électrique.

OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE PRODUITS AGRICOLES. — Les perspectives agricoles mondiales pour les dix à quinze années à venir ont été présentées au conseil par le secrétaire général de l'O.C.D.E. à la fin du mois d'octobre, sous le titre Étude des tendances de l'offre et de la demande des produits agricoles. Il ressort de ce document qu'au cours de cette période les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'exportation, tandis que la situation des pays en développement restera critique : les besoins d'importation des pays de l'Est augmentent dans des conditions, un élément critique de l'équilibre des marchés.

RECENTES PUBLICATIONS

- Turquie dans la série « Études économiques », août 1976.
- L'évolution récente de la politique agricole des Etats-Unis, 73 pages, 1976.
- Politique des sciences sociales : Norvège, 197 pages, 1976.
- Politiques visant à promouvoir l'adaptation industrielle, 1976.
- Statistiques de recettes publiques des pays membres de l'O.C.D.E. 1963-1974. Une classification normative, 228 pages, 1976.
- Conférence sur les politiques en matière d'informatique et de télécommunications : compte rendu de la conférence de l'O.C.D.E. en février 1975, 381 pages, 1976.

Association européenne de libre-échange

Au conseil ministériel

LE conseil de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte A.E.L.E.-Finlande se sont réunis au niveau ministériel à Lisbonne, le 11 et le 12 novembre. Parmi les sujets abordés : l'évolution économique mondiale dans son ensemble et dans les pays de l'A.E.L.E. ; la mise en œuvre du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en faveur du Portugal ; les rapports du président du conseil aux réunions du comité consultatif de l'association, et l'évolution des relations entre le monde industrialisé et les pays en voie de développement.

Les ministres ont exprimé leur préoccupation au sujet de la reprise économique qui semble marquer une pause dans la plupart des grands pays. Ils ont alors rappelé la nécessité de maintenir des politiques commerciales libérales, souligné l'importance des relations commerciales et économiques avec l'Europe orientale et souhaité des résultats concrets en 1977 dans les négociations commerciales multilatérales du GATT.

PREMIER PAYS AU PORTUGAL. — Le premier prêt consenti à une entreprise portugaise dans le cadre du Fonds A.E.L.E. de développement industriel en faveur du Portugal a été approuvé, le 28 octobre, par le comité de direction intermédiaire du fonds. Un crédit de 55 millions d'écus (environ 2 millions de dollars) sera accordé, pour une durée de sept ans, à une société fabriquant des emballages en métal pour les produits alimentaires afin de lui permettre d'accroître sa capacité de production et la productivité de sa main-d'œuvre.

RÉUNION DES PARLEMENTAIRES. — Une proposition visant à établir, au sein de l'A.E.L.E., un comité parlementaire avec rôle consultatif a été examinée le 28 octobre à Genève, à l'occasion de la réunion des parlementaires des pays de l'Association. Le secrétaire général de l'Association a été chargé de présenter au conseil des ministres lors de leur session de novembre (voir plus haut). L'aide en faveur du Portugal et le système de règlement des différends ont également fait l'objet de débats.

Association latino-américaine de libre-commerce

La convocation du conseil est ajournée

LA convocation du conseil des ministres des affaires étrangères, instance suprême de l'Association latino-américaine de libre-commerce,

à ALALC, a été ajournée sine die. En effet, mis aux voix le 25 octobre après de longues tractations, le projet de résolution du comité exécutif convoquant le conseil pour la période comprise entre le 22 et le 25 novembre n'a recueilli que quatre voix, celles de l'Argentine, du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay.

En dépit de l'unanimité des membres du comité exécutif sur l'opportunité d'une telle réunion pour tenter de sortir l'Association de l'impasse, les divergences d'ordre politique qui étaient déjà manifestées le 15 octobre au moment de la discussion d'une proposition de gouvernement paraguayen ont fini par prévaloir. Les explications de vote allaient en outre révéler les écarts qui séparent les onze partenaires quant à la procédure à suivre pour convoquer le conseil.

CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ALALC. — Les travaux de la seizième période de sessions ordinaires du conseil de l'ALALC ont commencé le 5 novembre au siège du secrétariat de Montevideo. Placé sous la présidence du représentant de l'Equateur, cette session, consacrée aux affaires courantes, devait être la plus courte de l'histoire de l'association, le 1^{er} jour des travaux étant prévu pour le 26. Un retard en sera publié dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

NOMENCLATURE DOUANIÈRE. — La commission d'experts de la nomenclature douanière de l'ALALC a tenu à Montevideo sa troisième réunion ordinaire. Ses travaux ont été en grande partie consacrés à l'étude de la nomenclature douanière des Nations unies pour la classification uniforme du commerce international, dont une deuxième version corrigée est entrée en vigueur en janvier dernier. Les experts ont porté leur attention sur les différences qu'elle présente par rapport à la nomenclature de l'ALALC, basée, on le sait, sur celle de la Communauté européenne. Ils ont aussi poursuivi leurs travaux d'actualisation des textes.

SYSTÈME REGIONAL D'INFORMATION DES MARCHÉS AGRICOLES. — La cinquième réunion des directeurs des offices nationaux de commercialisation et d'approvisionnement des produits de l'agriculture et de l'élevage, qui s'est tenue à Montevideo du 1^{er} au 8 novembre, a pourvu les travaux de mise au point du système régional d'information des marchés agricoles. En rapport avec ces travaux, les directeurs des offices nationaux ont inséré à l'ordre du jour de leur réunion le problème de la promotion du commerce régional des produits de l'agriculture et de l'élevage qui, d'après les statistiques de 1974, ne représente, en volume, que 12 % de la production totale de ce secteur. Les participants ont convenu de poursuivre d'accord sur la nécessité d'adopter un programme de coopération et d'assistance portant, en gros, sur les mécanismes de commercialisation, la simplification des procédures technologiques, l'amélioration des structures, notamment des installations de stockage, et la politique de substitution d'importations, ainsi que sur la définition d'une attitude commune dans leurs interventions à l'étranger.

Communauté des Caraïbes

Neuvième session du conseil des ministres

LA neuvième réunion du conseil des ministres du Marché commun des Caraïbes s'est tenue à Georgetown (Guyana), les 24 et 25 octobre, en présence des représentants de la Corporation d'investissement des Caraïbes, organisme de financement de l'intégration régionale, et d'importantes délégations du Marché commun de l'Est des Caraïbes et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL). Baisé de deux rapports, portant sur le développement économique des pays membres dans le cadre de l'intégration et sur les progrès dans l'application du plan régional pour l'alimentation, le conseil a en outre examiné les arrangements concernant les exportations de sucre, de bananes et de rhum, les mesures spéciales en faveur des pays les moins développés de la zone, et, dans le domaine de ses relations extérieures, les négociations, à Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago), entre les représentants du Canada et ceux de la Communauté sur l'élaboration d'un nouvel accord de coopération.

TELECOMMUNICATIONS. — Un groupe de travail pour la coopération dans le domaine des télécommunications régionales a tenu sa première réunion du 23 au 28 octobre au secrétariat de Georgetown (Guyana). Les participants ont mis l'accent sur les besoins d'assistance technique de la région pour le développement de son réseau de télécommunications, en particulier ceux des pays les moins avancés.

UN NOUVEAU INSTRUMENT D'HARMONISATION JURIDIQUE REGIONALE. — Poursuivant la mise au point des ordres institutionnels de la Communauté des Caraïbes, les représentants des gouvernements des pays membres ont procédé, le 27 octobre, à l'installation de l'office pour l'harmonisation du droit au niveau régional, dont la compétence s'étendra à un large éventail de matières : protection de la propriété industrielle, brevets d'invention, droits réservés (copyright), marques d'origine, patentes et marques commerciales. Le nouvel organe fonctionnera dans le cadre du département juridique du secrétariat régional.

AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allez au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE :



- LE PALAIS DES PAPES : LE PONT SAINT-BENÉZET, popularité à travers le monde par la légende et la chanson ; ses nombreux édifices civils et religieux ;
- LES TRÉSORS DE SES MUSÉES ;
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE ;
- SON FOLKLORE (danse et vieilles traditions) ;
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet - 15 août) Théâtre, chorégraphie, cinéma, musique ;
- DES SALLES DE RÉUNION ;
- DES SERVICES RÉGULIERS DE TRAINS « au cas échéant » aller et retour au départ de PARIS, STRASBOURG, BRUXELLES, AMSTERDAM, DUISSELDOFF, HAMBOURG, KIEL, HAMBURG ;
- SON IMPORTANT MARCHÉ MONDIAL DE FRUITS ET PRIMAVERES ;
- DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grande cru (Châteauneuf-du-Pape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.) ;
- LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrès ses grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, son immense parking ;
- VISITE AVIGNON « La Bonaparte de Jole »

Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès



Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

A la session du conseil : mise en application des résolutions de la conférence de Nairobi

LE conseil du commerce et du développement, dont la seizième session s'est achevée le 23 octobre, a approuvé une série de décisions et de résolutions destinées à mettre en pratique les recommandations de politique générale adoptées à Nairobi en mai dernier par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) :

1) Programme intégré pour les produits de base : le conseil a créé un comité intergouvernemental chargé de coordonner toutes les questions relatives à ce programme et, notamment, d'établir un calendrier indicatif des réunions préparatoires à tenir sur ces produits ; le comité, qui est ouvert à tout pays membre de la CNUCED désireux d'y être représenté, devait se réunir pour la première fois le 24 novembre ;

2) Coopération entre pays en voie de développement : le conseil a créé une commission de la coopération économique entre pays en voie de développement, qui aura le statut de grande commission du conseil et sera ouverte à la participation de tous les membres de la CNUCED ; elle aura pour tâche de recommander des mesures destinées à appuyer la coopération économique entre ces pays aux niveaux sous-régional, régional et interrégional ; elle tiendra sa première session en janvier 1977. Le conseil a également pris note du rapport de la conférence sur la coopération économique, qui s'est tenue à Mexico en septembre dernier (voir le numéro d'octobre du Monde diplomatique) ; il a chargé le secrétaire général de la CNUCED d'examiner les demandes de mesures d'appui contenues dans ce document (organisation de réunions, élaboration des études nécessaires) et d'en faire rapport à la première session de la commission ;

3) Transfert de ressources réelles : le conseil a demandé instamment aux pays développés d'accroître leur aide publique au développement afin d'atteindre avant la fin de la décennie l'objectif de 0,7 % du P.N.B. ; pour obtenir un financement pour le développement à partir d'autres sources, le conseil a recommandé l'utilisation régulière du produit des ventes d'or monétaire obtenu par le Fonds monétaire international (F.M.I.) et l'établissement d'un lien entre la création des droits de tirage spéciaux

(D.T.S.) et des ressources financières additionnelles pour le développement ;

4) Commerce avec les pays socialistes : pour favoriser davantage ce commerce, le conseil a créé deux nouveaux groupes intergouvernementaux d'experts. L'un de ces groupes sera chargé d'étudier les moyens d'appuyer les modes de paiements multilatéraux entre les pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle (Comecon) et les pays en développement, ainsi que le passage à un système de paiements en monnaie librement convertible ou à un système de comptes de compensation ; l'autre groupe identifiera les possibilités commerciales nouvelles offertes aux pays en développement par l'application de la direction des échanges multilatéraux des pays du Comecon ;

5) Questions d'organisation et d'administration : le conseil a notamment invité l'Assemblée générale des Nations unies à examiner les conséquences financières du développement d'un programme de travail de la CNUCED consensuel aux décisions de Nairobi.

RÉUNION SUR LE JUTE DANS LE CADRE DU PROGRAMME INTEGRE POUR LES PRODUITS DE BASE. — La réunion préparatoire de la CNUCED sur le jute, le lin et les fibres apparentées, regroupant environ quarante-cinq pays, s'est tenue à Genève du 25 au 28 octobre. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des décisions relatives au programme intégré pour les produits de base adoptées par la conférence de Nairobi en mai dernier. La première réunion préparatoire, qui concernait le sucre, a eu lieu à la fin du mois de septembre (voir le numéro de novembre du Monde diplomatique). Les participants à la réunion sur le jute ont souligné la nécessité de conclure des arrangements internationaux appropriés et d'autres mesures concertées à l'échelon international sur le jute et les articles en jute ; les travaux continueront en vue de la troisième session des experts du jute, la prochaine session (au plus tard en avril 1977). Le programme de travail a pour objectif de : étudier le commerce du jute et des articles en jute à des niveaux régionaux et justes pour les producteurs et consommateurs pour les communautés d'assurer un approvisionnement régulier et suffisant en jute, d'accroître les recettes d'exportation des pays producteurs, de réduire les coûts de production du jute et d'améliorer la qualité du jute. Il vise également à une amélioration de l'accès aux marchés en tenant compte des intérêts des pays en voie de développement.

NORMES RELATIVES AUX CONTENEURS. — Le groupe intergouvernemental des normes relatives aux conteneurs utilisés dans le transport international multimodal s'est réuni du 1^{er} au 12 novembre à Genève pour examiner les travaux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) en matière de conteneurs. L'incidence de la transition dans le transport par conteneur sur l'économie des pays développés et des pays en voie de développement, l'importance des normes relatives aux conteneurs.

MEMBRES DE LA CNUCED. — La CNUCED informe qu'elle compte, au mois d'octobre, cent cinquante-cinq membres.

PREFÉRENCES TARIFAIRES GÉNÉRALISÉES. — Organisé par le Fonds pour la coopération technique du Commonwealth, en collaboration avec le CNUCED (Conférence des Nations sur le commerce et le développement), le premier séminaire sur le système des préférences tarifaires généralisées s'est tenu à Georgetown (Guyana) du 1^{er} au 8 novembre. Les participants ont examiné les expériences des pays ayant déjà bénéficié de ce système afin d'identifier les difficultés spécifiques qu'il soulève et les moyens de les résoudre.

Groupe andin

Les conditions du retrait du Chili

TERMINANT les travaux de la vingtième période de sessions ordinaires le 30 octobre, la commission du Groupe andin a approuvé la décision n° 102, en vertu de laquelle « à partir du 30 octobre 1976, cessent pour le Chili les droits et obligations qui découlent de l'Accord de Cartagena de ses protocoles, décisions et résolutions, à l'exception des droits et obligations émanant des décisions n° 40 (Accord sur la double imposition), n° 46 (Statut des entreprises multinationales), n° 47 (Consentement au transport international par route), n° 48 (Plan de construction du réseau routier andin) ». (Article I, paragraphe 1.) Sont inclus dans les dispositions de ce paragraphe les avantages reçus et accordés par le Chili dans le cadre du programme de libération des échanges.

L'origine de la crise avec le Chili remonte, on le sait, au 1^{er} août dernier, lors de la cérémonie de ratification du protocole d'addition à l'Accord de Cartagena (décision n° 100 de la Commission). Le refus du Chili de ratifier ce protocole, auquel il avait pourtant souscrit le 9 avril, était fondé sur son opposition à la décision n° 24 de la Commission sur le régime commun applicable aux investissements étrangers, et à la politique protectionniste qui, à son avis, inspire le tarif extérieur commun. La solution de ces problèmes de fond était pour le Chili la condition préalable à toute ratification.

Un assouplissement de la décision n° 24, décidé par ses partenaires le 14 août à Sochobato, Colombie (« Déclaration de Boyaca »), l'abaissement généralisé des droits du tarif extérieur commun minimum proposé par la Commission ne suffisent pas à donner satisfaction au Chili, qui, le 24 septembre, oppose un nouveau refus aux autres propositions contenues dans la « déclaration de Cali ». Tentant un dernier effort pour éviter la crise, les six pays adoptaient le 5 octobre le « protocole de Lima ». Celui-ci mettait en place une commission ad hoc formée, d'une part, du Chili, et, d'autre part, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela, chargée de définir, dans un délai de vingt-quatre jours, un régime spécial dont bénéficierait le Chili pendant une durée déterminée.

Le constat d'échec où sont parvenus les deux parties le 30 octobre allait entraîner automatiquement, conformément aux dispositions du « protocole de Lima », le retrait du Chili de l'Accord de Cartagena. Le Groupe andin ne comprend plus désormais que cinq pays : Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela.

Dans la déclaration commune adoptée à la fin des travaux, les deux parties, « inspirées des principes de solidarité et de coopération internationale et dans le souci de renforcer leurs relations », ont créé une commission mixte andino-chilienne ayant pour tâche : a) de veiller à l'application des décisions 40, 46, 47 et 48 ; b) de promouvoir une coopération dans les domaines industriels, commerciaux, financiers et technologiques, en fonction des textes en vigueur.

CONSEIL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE. — La seconde réunion du conseil de l'agriculture et de l'élevage du Groupe andin s'est tenue à Lima du 27 octobre au 3 novembre. Elle a permis d'une nouvelle impulsion de l'intégration dans ce secteur de base de l'économie des pays membres. Le conseil a en effet examiné les problèmes de nature à accélérer le processus d'intégration, et s'est notamment penché sur les projets du comité portant sur l'industrialisation de l'agriculture et le développement des productions agricoles. Les autres ordres d'idées, le conseil a pris connaissance des travaux du comité sur l'assurance agricole, dont les premières propositions de décisions ont été adoptées. Le conseil a également examiné les propositions de décisions relatives à la commercialisation des produits et à l'investissement. La date limite de la mise au point de la réglementation des décisions de la commission en la matière a été fixée au mois de mars 1977.

ASSURANCES. — La première réunion des directeurs des administrations nationales des assurances s'est tenue à Lima du 18 au 26 octobre. Les participants ont discuté des problèmes que poserait une éventuelle coopération des États membres en vue du développement d'un secteur d'assurance des assurances. Ils ont aussi examiné les moyens d'établir une collaboration permanente entre les administrations nationales en matière de contrôle et de législation.

INDUSTRIES CHIMIQUES ET PHARMACEUTIQUES. — Le Groupe d'experts gouvernementaux des industries chimiques et pharmaceutiques s'est réuni à Lima, du 19 au 26 octobre, pour examiner les programmes sous-régionaux de développement de ces secteurs et les moyens de les promouvoir. Le Groupe a examiné les propositions de décisions relatives à l'industrialisation de l'agriculture et à l'industrialisation de l'industrie chimique et pharmaceutique.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Deux cents millions de prêts à quarante-cinq pays du tiers-monde

Le conseil des gouvernements du Fonds spécial de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), créé en janvier 1976 à Paris et destiné à venir en aide aux pays en voie de développement, a décidé le 11 novembre à Vienne d'allouer 200 millions de dollars (1 milliard de francs environ) à quarante-cinq pays du tiers-monde. Cette somme, qui représente un quart des sommes dont dispose le Fonds (800 millions de dollars), sera distribuée sous forme de crédits sans intérêt, remboursables en quinze ans avec un différé de remboursement de cinq ans. Le montant de ces prêts dépendra de la population et du revenu de chacun des pays bénéficiaires : il variera de 1,5 million de dollars (pour les îles du Cap-Vert) à 21,5 millions de dollars (pour l'Inde).

Les principaux bénéficiaires seront l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh et l'Égypte.

Le Fonds a par ailleurs décidé de surseoir provisoirement à l'allocation des 300 millions restant disponibles (400 millions étant toujours réservés au Fonds international de développement agricole de la F.A.O.).

REUNION DE LA COMMISSION ECONOMIQUE. — Selon la commission économique de l'OPEP, réunie à Vienne dans la semaine du 29 octobre au 3 novembre, le pouvoir d'achat des producteurs de pétrole a baissé d'un tiers 30 % depuis le dernier réajustement du prix du pétrole brut, en octobre 1975. Les experts ont préparé un rapport à l'intention de la prochaine réunion ministérielle de l'OPEP, alors prévue pour décembre, qui doit prendre une décision sur une éventuelle augmentation du prix du pétrole.

COMMUNAUTÉ DE L'AFRIQUE DE L'EST. — La Communauté de l'Afrique de l'Est a organisé, à Arusha, au début du mois de septembre, une réunion d'experts consacrée à la lutte contre la maladie du sommeil.

La Banque de développement de l'Afrique de l'Est a convoqué, du 15 au 19 septembre, à Arusha,

un séminaire sur les méthodes et les techniques d'évaluation des projets de financement dans le but de faciliter les opérations conjuguées de financement entre les établissements de développement de l'Est africain.

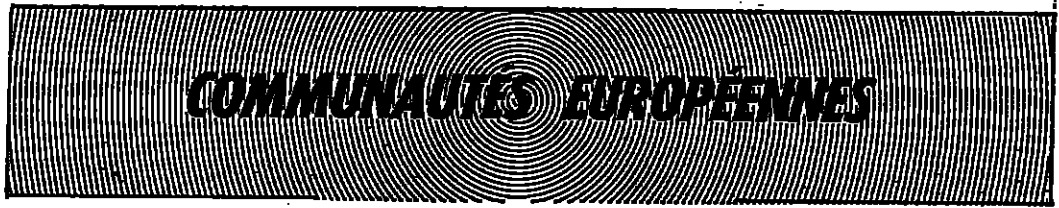
PROGRAMME DU BASSIN DU PLATA. — Du 15 au 18 novembre, s'est tenue à Asunción (Paraguay), la réunion préparatoire à la septième conférence des ministres des affaires étrangères du bassin du Plata, qui devait se tenir à Brasília du 7 au 9 décembre. L'ordre du jour comprenait les problèmes de l'énergie, de l'infrastructure, des communications, et de la santé des populations du bassin, ainsi que le fonctionnement du Fonds financier pour le développement. Respectivement les États membres du Programme du bassin du Plata sont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — La production mondiale de blé pour 1975 est, à l'heure actuelle, évaluée entre 205 et 400 millions de tonnes par le Conseil international du blé. Une production intermédiaire (337,5 millions de tonnes) représenterait 43 millions de tonnes (12,7 %) de plus qu'en 1975 et 26,5 millions de tonnes (7,1 %) de plus que le précédent record de 1971 (371 millions de tonnes). Les experts du Conseil international du blé ont souligné que l'Union soviétique aux États-Unis, le total, pour la première année de fonctionnement de l'accord de

cinq ans conclu entre les deux pays, s'élève à 2,8 millions de tonnes de blé et 4 millions de tonnes de maïs.

CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — Réuni à Madrid du 16 au 18 novembre pour sa trente-cinquième session, le Conseil oléicole international (C.O.I.) a procédé à un examen de la situation du marché international de l'huile d'olive : la production pour 1976-1977 sera moyenne (en comparaison avec la très bonne production de 1975) mais néanmoins suffisante pour couvrir les besoins de la consommation mondiale à son niveau actuel. À l'issue de ses travaux, le Conseil a adopté une résolution recommandant le maintien des stocks réglementaires nationaux, un assouplissement des quotas répliquant les échanges internationaux et une relance de la consommation d'huile d'olive (afin de réduire les chertés du stock).

ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPORTATEURS DE PÉTROLE. — La réunion des ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, prévue pour le 15 décembre à Qabir, a été retardée de cinq jours : c'est ce qu'a annoncé le cheikh Al Otoba, ministre des Émirats arabes unis, le 23 novembre à Koweït, à l'issue d'une réunion ministérielle de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEAP) où il a été discuté, notamment, la question d'une hausse du pétrole.



Marché commun

Pas de modification des « systèmes compensatoires »

LES ministres de l'agriculture et des finances des Neuf se sont réunis le 26 octobre à Luxembourg sans avoir modifié le système des « montants compensatoires monétaires » qui contraint la C.E.E. à subventionner à raison de 40 % de leur valeur, soit 1,5 million de livres par jour, les importations britanniques de céréales agricoles pour équilibrer la détérioration du pouvoir d'achat du stéril.

Le gouvernement britannique — qui a refusé tout vote sur cette question — s'est fortement opposé à tout changement de ce mécanisme, pour ne pas alourdir le coût de la vie en Grande-Bretagne.

L'Allemagne occidentale s'y est également opposée pour une autre raison. Une modification du système entraînerait une adaptation régulière des prix agricoles à la valeur réelle des monnaies et dans le cas de l'Allemagne une diminution relative des prix à la production exprimés en marks.

Les difficultés monétaires des pays « hors serpent »

Les ministres des finances des Neuf, réunis le 8 novembre à Bruxelles, ont brièvement évoqué la situation de la livre sterling. La majorité des participants, y compris la Grande-Bretagne, estimant qu'une aide de la livre doit être décidée dans une autre enceinte, celle du « groupe des Dix » dont font partie les États-Unis, le Japon et la Suisse.

Les grands argentiers ont également examiné le problème posé par le non-renouvellement d'un crédit à court terme de 400 millions de dollars accordé par la Grande-Bretagne à l'Italie dans le cadre communautaire.

Un an de leur réunion officielle, les ministres ont surtout parlé du plan présenté par le collègue néerlandais, M. Duisenberg, qui vise à établir des relations plus ordonnées entre les monnaies membres du « serpent » (R.F.A., Pays du Benelux, Danemark) et les autres qui restent isolés à l'égard du dollar (France, Belgique, Italie et Royaume-Uni). Le projet proposait notamment l'établissement de « zones d'objectifs », régulièrement ajustées en fonction d'indicateurs économiques pour éviter un flottement sauvage.

Les ministres ont reconnu l'utilité d'un tel système, mais ont estimé qu'à l'heure actuelle la mise en place n'était pas possible. Il suppose aussi une convergence plus grande des politiques économiques des différents pays membres.

Les Neuf restent divisés sur la coordination des politiques d'aide au développement

Les Neuf n'ont pas réussi à se mettre d'accord, le 11 novembre, sur la coordination de leurs politiques d'aide au développement. Au début d'une délibération qui s'est prolongée jusqu'au milieu de la nuit, les ministres responsables de l'aide au développement ont dû, pour la deuxième fois cette année, demander leurs représentants permanents la rédaction d'une résolution sur la coordination et l'harmonisation des politiques de coopération au développement au sein de la C.E.E.

Le projet de résolution soumis aux ministres devait expliciter l'engagement du 15 juillet 1974, dans une autre résolution, de réaliser une telle coordination. On s'est heurté à des controverses sur la nécessité de coordonner les volumes d'aides ou au contraire de soumettre à des principes communs les politiques de coopération.

En outre la délégation française a refusé que ces politiques nationales soient obligatoirement coordonnées avec celles de la C.E.E. en dehors de la zone couverte par la convention de Lomé (qui institue une coopération particulière avec quarante-six États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

Faute de résultat sur cette question, la délégation allemande, qui avait en 1974 exigé une coordination des actions nationales avant toute extension de la politique communautaire, a refusé de cautionner l'attribution d'une aide de 22 millions de dollars en faveur de pays non associés à la C.E.E.

La préparation du Conseil européen de La Haye, relations avec le COMECON, etc.

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont achevé le 15 novembre une session de deux jours au cours de laquelle ils se sont efforcés de ranimer le dialogue Nord-Sud en donnant à leur délégation à Paris de nouvelles instructions lui permettant de formuler au moins des réponses d'attente aux revendications du tiers-monde.

Le principal progrès accompli à cet égard consistait en une position plus conciliante des Neuf à propos de l'endettement des pays sous-développés les plus défavorisés. Pour le reste, le « sommet » européen (20 et 30 novembre à La Haye) devait « déterminer les nouveaux efforts que la C.E.E. est prête à consentir ».

Au cours de la même session, les ministres avaient rédigé la réponse de la C.E.E. au COMECON, qui avait demandé à ouvrir des négociations commerciales avec elle.

En dépit de « compétences différentes » des deux organisations, a dit le président du conseil, M. Max Van der Stoep (Pays-Bas), la

C.E.E. manifeste sa bonne volonté en proposant des échanges d'information avec le COMECON et en renouvelant son offre de négociations commerciales séparées avec chacun de ses membres.

Les ministres ont aussi préparé le voyage que leur président, M. Max Van der Stoep, devait entreprendre en Yougoslavie début décembre. Ils ont donné à la Commission du Marché commun des instructions pour la négociation d'un accord de coopération économique avec l'Iran.

Les Neuf ont également décidé d'assouplir les conditions de l'aide financière qu'ils ont promise à l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et Israël avec lesquels ils espèrent conclure définitivement des accords d'association avant la fin de l'année.

Les ministres ont enfin poursuivi la discussion du rapport du premier ministre belge, M. Leo Tindemans, sur les perspectives de création d'une « union européenne ».

PAS DE SITE POUR LES EXPERIENCES SUR LA FUSION THERMO-NUCLEAIRE. — Les ministres de la Communauté européenne des énergies ont séparé le 18 novembre sans avoir choisi de site pour y installer la machine qui doit permettre à la Communauté européenne d'atteindre la fusion thermo-nucléaire, l'énergie de l'an 2000. C'était la troisième fois cette année que les ministres s'étaient réunis sans avoir pu décider d'un site. Les centres de recherche nucléaire de Culham (Grande-Bretagne) et de Garching (Allemagne) restent encore en compétition.

L'Italie, qui défendait le centre communautaire d'Aquila (au nord de Milan), a déjà obtenu une commission : des recherches seront poursuivies à l'été dans d'autres domaines.

VERS UNE COUR DES COMPTES EUROPEENNE. — Le conseil des ministres du 27 octobre a adopté un projet de loi relatif à la création d'une cour des comptes européenne. Ce projet a été adopté par le conseil des ministres des affaires étrangères des neuf États membres de la Communauté européenne des énergies le 27 octobre. La cour des comptes européenne sera chargée de contrôler les dépenses de la Communauté européenne et de rendre compte de la totalité des recettes et des dépenses de la Communauté sous l'angle de la légalité, de la régularité et de la bonne gestion financière. Pour remplir sa mission, elle pourra procéder à des contrôles sur pièces, et au besoin sur place auprès des institutions de la Communauté et des États membres. Elle assistera le président du conseil et le conseil dans l'exécution de leur tâche et de leur responsabilité financière.

ULTIMATUM DE LA C.E.E. AU JAPON. — Une véritable mise en demeure a été adressée au Japon le 17 novembre à Bruxelles, par M. Frans Goeddel, commissaire européen chargé des relations extérieures, lors des consultations C.E.E.-Japon. Le Japon a été invité à présenter avant le 20 novembre à la C.E.E. un programme de réduction de ses exportations en direction de l'Europe, à défaut duquel la C.E.E. envisagerait qu'elle ne ferait rien pour empêcher les pays du tiers-monde de protéger l'emploi dans les pays du Marché commun.

RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ENTRE LA C.E.E. ET L'ISRAËL. — La Communauté européenne s'est intéressée à la coopération avec Israël. Un communiqué conjoint publié le 10 novembre indique que les négociations engagées le 29 octobre en vue de la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord du 11 mai 1975 se sont achevées.

Le protocole additionnel qui vient d'être négocié vise à renforcer la coopération dans les domaines de l'industrialisation, de la promotion sociale, des produits exportés par Israël, de l'agriculture et de la pêche, ainsi que de la coopération scientifique et technique. Le protocole prévoit en outre que la Banque européenne d'investissement mettra à disposition d'Israël pour cinq ans, le gouvernement d'Israël a demandé à cette banque d'être rendue à la C.E.E. sous la signature du protocole.

L'AIDE À LA GRECE. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont arrêté, le 16 novembre à Bruxelles, la répartition de l'aide qu'ils feront à la Grèce dans le cadre du protocole financier joint à l'accord d'association signé ce jour par la C.E.E. depuis 1962.

Au total, l'aide de la C.E.E. atteindra 230 millions d'U.C. (1 U.C. = environ 1,1 dollar des États-Unis).

MAJEURES RESULTATS A LA REUNION DES MINISTRES DES TRANSPORTS. — Les ministres des transports des « Neuf » ont décidé le 4 novembre à Bruxelles de contrôler par un examen unique pour l'ensemble de la C.E.E. l'aptitude des jeunes conducteurs de poids lourds âgés de dix-huit à

vingt et un ans. C'est le seul résultat positif de leur réunion, qui avait pourtant une douzaine de points à son ordre du jour. Les ministres n'ont pas en effet réussi à se mettre d'accord sur un nouveau système de tarification pour les transports de marchandises par route. Ils ont également refusé une proposition de la Commission de la C.E.E. sur l'unification du contrôle technique des camions et poids lourds dans l'Europe des Neuf. Enfin, ils n'ont pas pu se mettre d'accord sur la relance de la coopération entre les sociétés européennes de chemins de fer.

LES NEUF C'EST UNE POLITIQUE EXTERIEURE COMMUNE DE LA PÊCHE. — Au terme d'une longue période d'incertitude, les ministres des affaires étrangères des « Neuf » se sont mis d'accord, le 31 octobre à La Haye, sur une politique extérieure commune de la pêche fondée sur la création d'une zone de pêche communautaire de deux cents milles à partir du 1^{er} janvier prochain, et sur l'ouverture de négociations avec les pays tiers.

Le régime intérieur de la zone communautaire n'a pas pu cependant être réglé, et l'on s'attend à La Haye à ce que les négociations à ce sujet soient longues et difficiles.

CECA

Le plan anti-crise de l'acier tombe à point...

AU moment précis où M. Simonet, vice-président de la Commission de Bruxelles, terminait sa deuxième série de consultations sur le plan anti-crise qu'il va soumettre, sous sa forme définitive, au conseil des ministres des Neuf, les nouvelles les plus alarmantes parvenaient de plusieurs bassins. En France, des milliers d'emplois sont menacés de suppression dans les aciéries lorraines, du fait de l'aggravation de la situation financière de la sidérurgie : en Allemagne fédérale, il a été annoncé aux journaux de la sidérurgie que la capacité de production des usines n'était plus guère employée au-delà de 70 % et que des réductions d'emplois étaient probables.

Des informations aussi pessimistes proviennent de Grande-Bretagne et de Belgique. De sorte que les experts de la Commission européenne ont rectifié en baisse leurs pronostics pour le trimestre en cours. A les en croire, la production d'acier brut des Neuf ne dépassera pas 33,7 millions de tonnes d'ici décembre, soit un peu plus que pendant la période de crise du quatrième trimestre 1975 (33,8 millions), mais 14 % de moins que pendant les trois derniers mois de 1974. Il apparaît clairement maintenant qu'une partie notable de la demande supplémentaire enregistrée à la fin de 1975 et au début de 1976 était due au regarnissement des stocks des utilisateurs et des négociants, dans la perspective d'une reprise plus vive de la consommation d'acier et d'une hausse des prix. Maintenant, ces tonnages stockés pèsent sur le marché et rendent indispensable une attitude prudente sur le plan de la production. Du fait du faible niveau des commandes de produits laminés, tout dépassement vers le haut des prévisions de production d'acier brut entraînerait un déséquilibre du marché et, par conséquent, des suites graves pour le niveau des prix et l'emploi.

Les statistiques montrent d'ailleurs que le recul du nombre des emplois a commencé il y a déjà longtemps. De juillet 1975 à juin 1976, vingt-cinq mille emplois ont été supprimés, dont la moitié environ au Royaume-Uni. Dans ce climat, M. Simonet est fondé à penser que son plan anti-crise tombe à point. Un ultime échange de vues à son sujet a eu lieu le 25 novembre à Luxembourg, devant le Comité consultatif de la CECA. Les ministres trancheront d'ici peu.

Le texte remis à ce jour, estime-t-on à Bruxelles, un accord largement favorable. Quelque certaines préoccupations se soient encore fait jour, selon les préférences politiques de chaque pays. La Commission s'est efforcée, dans la deuxième version de son texte, de tenir compte des préoccupations, notamment en ce qui concerne le respect des règles de concurrence. Pour coopérer avec Bruxelles, les sidérurgistes des Neuf se sont dotés d'un organe représentatif, l'Eurowire, qui prendra officiellement naissance le 9 décembre. Cette association est appelée à devenir l'interlocuteur légitime de la Communauté dans le domaine sidérurgique, désamorçant ainsi la tentative de créer une représentation intergouvernementale des sidérurgistes allemands, néerlandais, luxembourgeois et de Sidmar, qui avait vu le jour en juillet dernier, sous la dénomination de Deneux, et en laquelle beaucoup avaient cru apercevoir la renaissance d'un cartel européen de l'acier.

Le Japon limite ses exportations d'acier vers l'Europe

Après plusieurs semaines d'échanges assez vifs, les représentants du Japon et de la C.E.E. sont parvenus le 12 novembre à un accord. Comme par le passé, les principales sociétés sidérurgiques japonaises ont accepté de limiter leurs livraisons d'acier à l'Europe des Neuf : à concurrence de 1,4 million de tonnes dans l'année, cette fois, contre 1,2 million précédemment. Cet arrangement, espère-t-on à Bruxelles, sera respecté par les quelques soixante petites et moyennes entreprises sidérurgiques japonaises qui avaient été responsables, ces derniers mois, des dépassements sensibles des livraisons prévues par la sidérurgie japonaise sur le marché de la CECA.

La délégation japonaise attend, en contrepartie, qu'il ne soit plus question, sur le marché de la Communauté, d'un boycottage des fournitures japonaises d'acier. Elle s'est d'ailleurs montrée beaucoup moins compréhensive pour ce qui concerne les souhaits communautaires relatifs à une auto-discipline qui s'étendrait non seulement aux livraisons sur le marché commun de l'acier, mais également à celles dans les pays tiers où les sidérurgistes de la Communauté offrent traditionnellement leurs produits.

LES AIDES À TAUX D'INTERET REDUIT ACCORDEES PAR LA FRANCE à son industrie sidérurgique n'ont pas suscité d'objections de la part

ÉDITIONS A. PEDONE

BIBLIOTHEQUE DE LA REVUE D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE

EDOUARD THOUVENEL ET LA DIPLOMATIE DU SECOND EMPIRE
par LYNN M. CASE

Un volume de 458 pages 70 F.H.T.

Dans la même collection :

LA SECONDE REPUBLIQUE, CHARLES-ALBERT ET L'ITALIE DU NORD EN 1848, par J. BOYER, 348 pages 40 F.H.T.

LES LOUXIS DU SECRETARIAT D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES SOUS LOUIS XV, par J.-P. SAMOYAL, 360 pages 40 F.H.T.

مركز الدراسات والبحوث

LE DÉFI DES ETHNIES

Critique du marxisme ou critique du capitalisme ?

Par MARC FERRO *

* Directeur d'étude à l'Ecole pratique des hautes études.

DANS plus de la moitié des Etats, ces dernières années, la vie politique a été « troublée » par des « dissonances » d'inspiration ethnique. Noirs américains et Irlandais de l'Ulster, Indiens du Kenya et Juifs d'U.R.S.S., Ouïghours de Chine populaire ou Corses et Québécois posent aujourd'hui des problèmes qu'il n'aurait osé associer ou comparer, par souci du contexte, des spécificités. Nul n'aurait imaginé non plus que dans la République une et indivisible, dans le melting-pot américain, voire dans les deux grands empires marxistes, des conflits « d'un autre âge » resurgissent des profondeurs.

Pourtant, au début de ce siècle encore, les Etats « modernes » avaient connu pareils mouvements, définis par le pouvoir gouvernemental tantôt comme des mouvements nationaux, tantôt comme des régionalismes, voire comme des « séquences » de la conquête coloniale. Avec K. Kautsky, O. Bauer ou K. Renner, la tradition marxiste avait déjà observé que ces distinctions n'avaient guère de légitimité, comme en attestait par exemple le cas de la Russie, où Géorgiens et Tatars, bientôt même les Ukrainiens, dont l'identité était moins affirmée, posaient à l'Etat tsariste, et ultérieurement à l'Etat soviétique, des problèmes de plus en plus semblables.

Cette tradition marxiste niait la permanence des phénomènes ethniques ou nationaux (1). Elle les associait à une phase déterminée du processus historique : selon elle, les nations étaient éphémères : inéluctablement, elles étaient vouées à la disparition car, avec l'industrialisation, la lutte des classes prendrait la relève de ces conflits d'un autre âge ; les prolétaires n'avaient pas de patrie.

CETTE analyse était un acte de foi qui coïncidait, au reste, avec l'intérêt bien compris des organisations politiques. Les fondateurs des partis socialistes, puis communistes, considéraient comme bourgeois, c'est-à-dire condamnée par l'histoire, donc rétrograde et antisociale, toute aspiration qui pouvait détourner les citoyens de l'adhésion ou du soutien au parti, dont la raison d'être était la lutte sociale, elle seule. Etaient ainsi condamnées, et implicitement considérées comme rivales à combattre, les organisations fondées sur l'identité ethnique ou religieuse, mais également les ligues féministes, les organisations de jeunes, les associations de coopérateurs, etc. « Nous devons gagner les femmes ouvrières à notre cause », écrivait Lénine, les intégrer à notre combat. « Ainsi, les revendications des femmes (comme celles des ethnies, des jeunes, etc.) ne pouvaient être considérées avec attention et sympathie que pour autant qu'elles affaiblissent l'Etat à combattre et qu'elles aident au renforcement du parti.

Si les partis et organisations marxistes, voire jacobins, réussissent le plus souvent à briser ligues féministes et mouvements de jeunes, à les intégrer à leur combat, il en alla différemment des nombreuses organisations de caractère ethnique. A l'Est comme à l'Ouest, elles résistèrent souvent à l'Etat ou aux partis jacobins et centralisateurs. Et même réapparurent, dotées d'une forme organisationnelle aux traits politiques de plus en plus marqués, des groupes culturels qui se définissaient, certes, par l'appartenance à une ethnie, mais que l'on croyait voir un jour se diluer dans la société où ils s'intégraient, tels les Juifs des Etats-Unis, les Gallois, les Corses ou les Flamands.

Or voilà que, démentant toutes les analyses « scientifiques », les conflits entre ethnies, ou entre une ethnie et l'Etat, prennent le pas sur les conflits politiques traditionnels, sur la lutte des classes. Plus exactement, l'identité ethnique se fait plus forte que l'appartenance à la classe parce que, d'une part, celle-ci s'est diluée — comme l'ont bien montré Mallet ou Alain Touraine : surtout parce que, ainsi que l'écrit Daniel Bell (2), l'identité ethnique associe désormais le lien affectif et l'intérêt économique. Devient-il plus payant pour le pouvoir dans les régimes démocratiques de donner, par exemple, des satisfactions d'ordre économique aux Bretons plutôt qu'aux postiers ? Aux Etats-Unis, le jour est arrivé où les leaders noirs surveillent et contrôlent la politique africaine du département d'Etat avec la même vigilance que les Juifs son attitude envers Israël : sur un grand nombre de problèmes, la réponse des ethnies compte ainsi autant, sinon déjà plus, que celle des partis ou des syndicats. L'idéologie du melting-pot, triomphante pendant la première partie du vingtième siècle, serait-elle à mettre, elle aussi, comme le marxisme, au brio-à-brac de l'histoire ?

LA cause de ces phénomènes ? A l'Ouest comme à l'Est, il faut la voir à la fois dans la multiplication et le renforcement du pouvoir de l'Etat, dont les activités, après celles du capital, pénètrent les moindres recoins de la vie sociale. Successivement au nom du progrès, de la liberté, de l'intérêt supérieur de l'Etat, l'identité des groupes ethniques ou culturels a ressenti ainsi deux vagues d'agressions, qui se sont surajoutées l'une à l'autre, le capital et l'Etat s'associant (à l'Est, le capitalisme d'Etat) pour atteindre les citoyens non plus seulement dans leurs activités mais, par-delà les changements économiques et sociaux, dans leur être, dans ce qu'ils sont. Ainsi est atteinte leur identité permanente, et irréductible, de Noirs ou d'Indiens au Kenya ou en Guyane, de Basques ou de Gallois, de Juifs en U.R.S.S., de Corses ou de Bretons. Agressions collectivement ressenties, indépendamment de l'appartenance à une classe, à une fonction, à un Etat, et qui, par réaction, les attache à la sauvegarde de leur identité essentielle, leur culture.

NAGUERE, seuls les partis politiques, les Eglises, voire les Etats, étaient porteurs d'une idéologie, d'un projet de société : au point que les citoyens avaient fini par oublier, par ne plus même s'interroger sur la légitimité de telle ou telle organisation, de tel parti, s'identifiant à une classe ou à la nation et, au nom de cette identification, à revendiquer le pouvoir. A la fin des années 50, après la publication du rapport Khrouchtchev et la disparition du mythe américain, on avait pu croire qu'était arrivée la fin des identifications abusives et, avec elle, la fin des idéologies. En réalité, prenait fin la crédibilité des idéologies dont étaient porteuses les organisations dominantes : d'abord les partis communistes, au pouvoir ou non, puis l'Etat en Europe occidentale. Mais une nouvelle idéologie prenait la relève. Particulièrement vivace dans ces éléments qui se considéraient comme une « fraction du tiers-monde » à l'intérieur de l'Occident (ou des pays de l'Est), cette idéologie des dominés était fondée sur l'identité culturelle. Elle commandait bientôt aux choix fondamentaux de la vie politique autant, sinon

plus, que les conflits sociaux, qu'elle ne recouvrait pas nécessairement. La défense de l'identité ethnique ou culturelle qui en est à la base, teintée ou non de racisme, constituait le fondement principal des luttes politiques, et pas seulement aux Caraïbes ou en Afrique orientale, où le gradient race/classe est le plus pertinent, mais aux Etats-Unis comme aux Indes, en France ou en Belgique, etc., peu importe que, dans ces pays, la résistance à l'intégration par l'Etat et le capital ait ou non une base territoriale.

ON parlait autrefois de « contagion » révolutionnaire. Il est significatif qu'annonçant l'ère de cette contagion ethnique ou culturelle, les Canadiens français s'appellent déjà eux-mêmes les « Nègres blancs de l'Amérique du Nord » : une identification qui résume bien le cheminement d'une révolte. Celle-ci vise naturellement les exécutés comme par les doctrines de l'Etat centralisé, et plus sûrs garants de l'éclatement du territoire de la nation. Contre eux, ceux qui veulent défendre leur culture, leur être, se trouvent définis comme subversifs, et menaces du système, une conjoncture qui rappelle singulièrement le langage et la faillite de ceux qui s'adressaient naguère aux peuples coloniaux.

LA priorité actuelle accordée aux phénomènes de culture ne met pas en cause, seulement, l'analyse marxiste traditionnelle. Plus profondément, elle est en contradiction avec le projet politique et le projet économique : que ceux-ci soient associés ou, à l'Ouest, dissociés.

Depuis le seizième siècle, observe Daniel Bell, l'individu s'était peu à peu libéré du groupe et des contraintes qu'il subissait ; par la Réforme, se substituant à l'Eglise, il interprétait Dieu ; par l'aventure capitaliste, il se libérait de la corporation ; et bientôt, par la Révolution, il se libérait de l'institution monarchique. Ces transformations, depuis les Lumières, se plaçaient sous le drapeau du Progrès. Or, deux siècles plus tard, sentiments ethniques et besoins culturels commencent à tourner le dos à ce « progrès ». En Europe, la contestation n'est plus avant-gardiste ni moderniste, comme elle le fut encore avec Dada : elle met en cause la société de consommation. Les Noirs américains se veulent désormais moins citoyens américains, comme ils le souhaitent naguère, qu'ils ne revendiquent, comme les Antillais, leur africanité négritude. Au sein même du monde politique et producteur, la croissance elle-même est mise en cause.

En réalité, ce n'est pas le progrès qui est mis en cause, mais bien le système qui s'identifie à lui pour mieux manipuler la société, assurer son emprise sur elle : le système de l'Etat et du capital, ou des deux associés.

(1) Sur les relations inter-ethniques, voir l'ouvrage collectif publié l'an dernier aux Etats-Unis : *Ethnicity, Theory and Experience*, avec une introduction de N. Glazer et D. P. Moynihan (Harvard University Press, 1975, 288 pages). Sans doute en désaccord avec cette théorie marxiste, les auteurs l'ignorent superbement.

(2) Daniel Bell, *The Cultural Contradictions of Capitalism*, Basic Books, New-York, 1976, 301 pages.

Dans ce numéro :

RIVES
LA GRANDE MAROQUINERIE
DE PARIS



Une prestigieuse collection de CROCODILE que vous ne pouvez ignorer

156, rue de Rivoli, 156
MÉTRO : LOUVRE

- Pages 2 et 3 :
La crise des organisations internationales : les Nations unies peuvent-elles être démocratisées ? par Marc Nerfin.
- Page 4 :
Les militaires brésiliens face aux pièges de la « libéralisation », par Julia Jurama.
- Page 5 :
Le roi du Maroc et son opposition, par Elsa Pingaud-Assidon. Correspondance.
- Page 6 :
Malaisie : La « vieille garde » impose un virage à droite, par Philippe Devillers.
- Page 7 :
Suite de l'article de Jean-Pierre Vigier : L'Europe sous hégémonie germano-américaine ? L'Europe des iconoclastes, par Pierre Mayer.
- Pages 8 à 11 :
LE PORTUGAL EN EQUILIBRE INSTABLE, reportage d'Yves Hardy. Dans les revues...

- Page 12 :
La Yougoslavie, enjeu des convulsions internationales, par Bernard Féron.
- Page 13 :
Le marxisme confronté au socialisme de l'union de la gauche, par Jean-Luc Dallemagne.
- Page 14 :
Albanie : De nouveaux moyens pour faire échec au bureaucratisme, par Eric Vigas.
- Page 15 :
Quand le passé de la Russie éclaire le présent de l'U.R.S.S., par Maurice T. Maschino.
- Page 16 :
LE RÔLE MULTIPLE D'ISRAËL DANS LA CRISE LIBANAISE, par Amnon Kapeliovsk. — Suite de l'article de Selim Turquia : Le Liban sous mandat — Jésus et la libération de la Palestine, Micheline Pennet.
- Page 17 :
LA LONGUE MARCHÉ INDIENNE, par Michel de Certeau.
- Page 18 :
Au Burundi : Un coup d'Etat porteur d'espoir, par Jean-Pierre Chrétien.
- Page 19 :
L'Annuaire français de droit international (Philippe Breton).
- Page 20 :
CINEMA POLITIQUE : Méliodrames français, par Ignacio Ramonet.
- Page 21 :
Serge Daney et Jean-Pierre Jeancolas.
- Pages 22 à 23 :
GRANDES MANOEUVRES DANS L'OCEAN INDIEN, par Philippe Leymarie.
- Page 24 :
Les livres du mois.
- Pages 25 à 29 :
Supplément sur le Japon.
- Pages 30 à 33 :
L'activité des organisations internationales.

INTERNAT
avec ou sans correspondant

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau
établissement privé du second degré
DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande
7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

Le numéro du « Monde diplomatique » de novembre 1976 a été tiré à 120 000 exemplaires.

Décembre 1976

مركز الفكر